

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LX

1927

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1401. — Belgique et Estonie :	
Déclaration pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays. Signée à Bruxelles, le 28 septembre 1926	9
N° 1402. — Albanie et Italie :	
Pacte d'amitié et de sécurité, signé à Tirana, le 27 novembre 1926, et note y relative, signée à Durazzo, le 5 décembre 1926	15
N° 1403. — Espagne et Suisse :	
Traité de conciliation et règlement judiciaire. Signés à Madrid, le 20 avril 1926	23
N° 1404. — Norvège et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole, concernant la juridiction applicable aux sujets norvégiens dans le Royaume de Siam, et deux protocoles de signature. Signés à Oslo, le 16 juillet 1926	35
N° 1405. — Espagne et Italie :	
Accord relatif à la coopération des services d'émigration respectifs pour la protection et l'assistance des émigrants pendant le voyage. Signé à Rome, le 25 novembre 1925.	59
N° 1406. — Espagne et Hongrie :	
Convention commerciale, avec annexes et protocole final. Signés à Madrid, le 17 juin 1925	69
N° 1407. — Italie et Lettonie :	
Convention commerciale, avec protocole final. Signés à Rome, le 25 juillet 1925	91
N° 1408. — Bulgarie et Pologne :	
Arrangement provisoire sur le commerce et la navigation, avec protocole de clôture. Signés à Sofia, le 29 avril 1925	103

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LX

1927

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1401. — Belgium and Estonia :	
Declaration relating to the Reciprocal Recognition of Tonnage Certificates issued in the two countries. Signed at Brussels, September 28, 1926	9
No. 1402. — Albania and Italy :	
Pact of Friendship and Security, signed at Tirana, November 27, 1926, and Note relating thereto, signed at Durazzo, December 5, 1926	15
No. 1403. — Spain and Switzerland :	
Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Madrid, April 20, 1926	23
No. 1404. — Norway and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Protocol concerning Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Norwegian Subjects, and two Protocols of Signature. Signed at Oslo, July 16, 1926	35
No. 1405. — Spain and Italy :	
Agreement concerning the Cooperation of their respective Emigration Services for the Protection and Assistance of Emigrants during the Journey. Signed at Rome, November 25, 1925... ..	59
No. 1406. — Spain and Hungary :	
Commercial Convention, with Annexes and Final Protocol. Signed at Madrid, June 17, 1925	69
No. 1407. — Italy and Latvia :	
Commercial Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, July 25, 1925	91
No. 1408. — Bulgaria and Poland :	
Provisional Agreement concerning Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Sofia, April 29, 1925	103

	Pages
N° 1409. — Allemagne et Commonwealth d'Australie :	
Convention concernant l'échange des mandats-poste. Signée à Berlin, le 24 mars, et à Melbourne, le 31 mai 1926	121
N° 1410. — Lithuanie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de non-agression, signé à Moscou, le 28 septembre 1926, et échange de notes y relatif, de la même date	145
N° 1411. — Pologne et Roumanie :	
Traité de garantie et protocole y relatif. Signés à Bucarest, le 26 mars 1926	161
N° 1412. — Bulgarie et Tchécoslovaquie :	
Convention pour l'extradition et l'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole final. Signés à Sofia, le 15 mai 1926	169
N° 1413. — Bulgarie et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la protection et l'assistance judiciaire réciproques, en matière de droit civil et commercial, avec protocole additionnel. Signés à Sofia, le 15 mai 1926... ..	203
N° 1414. — Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Empire britannique, etc. :	
Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926	253
N° 1415. — Danemark et Pays-Bas :	
Echange de notes concernant la communication réciproque des sentences portant condamnation pénale prononcées dans un des Etats contractants contre des ressortissants de l'autre Etat. Copenhague, le 19 février 1927	271
N° 1416. — Union Sud-Africaine et Norvège :	
Convention pour l'échange direct des colis postaux entre l'Afrique du Sud et la Norvège. Signée à Prétoria, le 16 novembre 1926, et à Oslo, le 25 janvier 1927	277
N° 1417. — Norvège et Suède :	
Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Oslo, le 25 novembre 1925	295
N° 1418. — Danemark et Norvège :	
Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Copenhague, le 15 janvier 1926	311
N° 1419. — Espagne et Tchécoslovaquie :	
Traité de commerce, avec protocole spécial. Signés à Madrid, le 29 juillet 1925	329

	Pages
No. 1409. — Germany and Commonwealth of Australia :	
Convention for the Exchange of Money-Orders. Signed at Berlin, March 24, and at Melbourne, May 31, 1926	121
No. 1410. — Lithuania and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Non-Aggression, signed at Moscow, September 28, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, of the same date	145
No. 1411. — Poland and Roumania :	
Treaty of Guarantee and Protocol relating thereto. Signed at Bucharest, March 26, 1926	161
No. 1412. — Bulgaria and Czechoslovakia :	
Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Final Protocol. Signed at Sofia, May 15, 1926	169
No. 1413. — Bulgaria and Czechoslovakia :	
Convention concerning reciprocal Judicial Protection and Assistance in Matters of Civil and Commercial Law, with Additional Protocol. Signed at Sofia, May 15, 1926 ...	203
No. 1414. — Albania, Germany, Austria, Belgium, British Empire, etc. :	
Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926	253
No. 1415. — Denmark and The Netherlands :	
Exchange of Notes regarding the reciprocal Notification of Penal Sentences pronounced in one of the Contracting States against Nationals of the other State. Copenhagen, February 19, 1927	271
No. 1416. — Union of South Africa and Norway :	
Convention for the direct Exchange of Postal Parcels between South Africa and Norway. Signed at Pretoria, November 16, 1926 and at Oslo, January 25, 1927... ..	277
No. 1417. — Norway and Sweden :	
Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Oslo, November 25, 1925	295
No. 1418. — Denmark and Norway :	
Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Copenhagen, January 15, 1926	311
No. 1419. — Spain and Czechoslovakia :	
Treaty of Commerce, with Special Protocol. Signed at Madrid, July 29, 1925	

	Pages
N° 1420. — Finlande et Norvège :	
Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Helsingfors, le 3 février 1926	353
N° 1421. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Convention consulaire. Signée à La Havane, le 22 avril 1926	371
N° 1422. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Estonie :	
Accord concernant l'échange des mandats-poste, signé à Londres, les 31 juillet et 16 septembre 1925, et articles additionnels, signés à Londres, les 2 et 12 octobre 1926 ...	387
N° 1423. — Grande-Bretagne et Nedjed :	
Accord relatif à certaines questions concernant les frontières entre le Nedjed et la Transjordanie, signé à Bahra-Camp, le 2 novembre 1925, et échange de notes y relatif, Bahra-Camp, les 1 ^{er} et 2 novembre 1925	419

	Pages
No. 1420. — Finland and Norway :	
Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Helsingfors, February 3, 1926	353
No. 1421. — United States of America and Cuba :	
Consular Convention. Signed at Havana, April 22, 1926	371
No. 1422. — Great Britain and Northern Ireland and Estonia :	
Agreement for the Exchange of Money Orders, signed at London, July 31 and September 16, 1925, and Additional Articles, signed at London, October 2 and 12, 1926 ...	387
No. 1423. — Great Britain and Nejd :	
Agreement regarding certain Questions relating to the Frontier between Nejd and Trans-Jordan, signed at Bahra-Camp, November 2, 1925, and Exchange of Notes relating thereto, Bahra-Camp, November 1 and 2, 1925	419

N° 1401.

BELGIQUE ET ESTONIE

Déclaration pour la reconnaissance
réciproque des certificats de jau-
geage délivrés dans les deux pays.
Signée à Bruxelles, le 28 sep-
tembre 1926.

BELGIUM AND ESTONIA

Declaration relating to the Reci-
procal Recognition of Tonnage
Certificates issued in the two
countries. Signed at Brussels,
September 28, 1926.

No. 1401. — DÉCLARATION¹ ÉCHANGÉE ENTRE L'ESTONIE ET LA BELGIQUE POUR LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE DÉLIVRÉS DANS LES DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 28 SEPTEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 février 1927.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, considérant qu'une méthode identique (système Moorsom) est adoptée, tant dans la République estonienne que dans le Royaume de la Belgique, pour le jaugeage des navires de mer, sauf la différence portant sur les déductions de tonnage à accorder pour les espaces occupés par les appareils de force motrice des navires à propulsion mécanique, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les navires à voiles estoniens jaugés conformément au Règlement du 7 novembre 1924, institué en vertu de la loi du 20 juin 1924, seront admis dans les ports belges de même que les navires à voiles belges, jaugés conformément au Règlement général du 2 décembre 1897, seront admis dans les ports estoniens sans être assujettis à aucune opération nouvelle de jaugeage, le tonnage net inscrit dans leur certificat étant considéré comme équivalent au tonnage net des navires nationaux.

Article 2.

La même dispense de jaugeage existera pour les navires à propulsion mécanique jaugés en Estonie et en Belgique, conformément aux règlements susvisés, dont les certificats seront admis réciproquement dans toutes leurs parties, sauf que l'Estonie appliquera aux navires belges, et la Belgique aux navires estoniens, du chef des espaces occupés par les machines, les chaudières, et les soutes à combustibles, les règles de déduction en vigueur dans chaque pays pour les navires nationaux. Il est entendu que l'application de ces règles de déduction se fera, autant que possible, à l'aide des indications contenues dans les certificats de jaugeage et qu'aucun espace ne sera soumis à un nouveau mesurage si sa capacité est mentionnée dans lesdits certificats.

¹ Entrée en vigueur, pour la Belgique, le 13 octobre 1926, et pour l'Estonie, le 24 janvier 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1401. — DECLARATION² BETWEEN BELGIUM AND ESTONIA RELATING TO THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES ISSUED IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, SEPTEMBER 28, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 7, 1927.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, considering that an identical method (the Moorsom system) for the measurement of sea-going vessels is in force both in the Estonian Republic and in the Kingdom of Belgium, except for the differences in the methods adopted for tonnage deductions in respect of space occupied by the engines in mechanically-propelled vessels, the undersigned having, been duly authorised thereto, have agreed as follows :

Article 1.

Estonian sailing vessels measured in accordance with the Regulations of November 7th, 1924, issued under the Law of June 20th, 1924, shall be admitted to Belgian ports, and Belgian sailing vessels measured in accordance with the General Regulations of December 2nd, 1897, shall be admitted to Estonian ports without being required to undergo any further tonnage measurements, the nett tonnage entered in their certificates being regarded as equivalent to the nett tonnage of national vessels.

Article 2.

The same exemption from measurement shall be extended to mechanically propelled vessels which have been measured in Estonia and in Belgium, respectively, in conformity with the above-mentioned regulations, provided that the certificates of such vessels are reciprocally recognised in all respects; Estonia shall, however, apply to Belgian ships and Belgium shall apply to Estonian ships, in respect of the space occupied by the engines, boilers and fuel bunkers, the rules for deduction which are respectively applicable in either country to national vessels. It is understood that in applying the aforesaid rules for deduction use will be made so far as possible of the date given in the tonnage certificates, and that no space will be re-measured if its capacity is stated in the said certificates

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force, for Belgium, on October 13, 1926, and for Estonia, on January 24, 1927.

Article 3.

Les certificats spéciaux de jaugeage suivant la règle anglaise délivrée en Belgique, conformément à l'article 41 du Règlement général précité du 2 décembre 1897, seront considérés comme exprimant le tonnage net estonien et admis comme tels.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur, pour chaque pays, le jour de sa publication au journal officiel (*Riigi Teataja* et *Moniteur Belge*).

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 28 septembre 1926.

E. VANDERVELDE.

C. R. PUSTA.

Article 3.

The special tonnage certificates based on the British system and issued in Belgium, in conformity with Article 41 of the above-mentioned General Regulations of December 2, 1897, shall be held to express the Estonian nett tonnage and shall be accepted as such.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present declaration which will come into force for either country on the date of publication in its Official Gazette (*Riigi Teataja* and *Moniteur Belge*).

Done at Brussels in duplicate, September 28, 1926.

E. VANDERVELDE.

C. R. PUSTA.

N° 1402.

ALBANIE ET ITALIE

Pacte d'amitié et de sécurité, signé à
Tirana, le 27 novembre 1926, et
note y relative, signée à Durazzo,
le 5 décembre 1926.

ALBANIA AND ITALY

Pact of Friendship and Security,
signed at Tirana, November 27,
1926; and Note relating thereto,
signed at Durazzo, December 5,
1926.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 1402. — PAKT¹ MIQESIE DHE SIGURIMI.

Textes officiels albanais, italien et français, communiqués par le ministre d'Albanie à Rome et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce pacte a eu lieu le 8 février 1927.

SHQIPERIA E ITALIA me qellim te forcojne raportet e tyre reciproke miqesie dhe sigurimi per sa i perket posicjonit tyre geografik, dhe per te kontribuar ne konsolidimin e paqes,

te shtytun nga deshira qe te permbajne statu quo-n politik, juridik dhe tokesor te Shqipenise ne kuadron e tratateve te neneshkruem nga te di Palte dhe ne kuadron e Paktit te Lidhjes se Kombeve,

kane vendosur te neneshkrojne kete Paktin miqesie dhe sigurimi,

dhe kane emeruar per kete qellim fuqiplotet et tyre

SHKELQESIA E TIJ PRESIDENTI I REPUBLIKES SHQIPETARE :

S. T. HUSSEIN Bej VRIONI-n Ministr'i puneve te jashtme,

MADHESHTIA E TIJ MBRETI I ITALISE :

S. T. Baron Pompeo ALOISI-n, I derguar'i Jashtzakonshem dhe Ministre Fuqiplote i Italise prane Republikes Shqiptare,

te cilet, mbasi keqyren letrat fuqiplotet e tyre te gjetun ne forme legale, kane vendosur sa vijon :

Art. I.

Shqiperia dhe Italia njofin dhe pranojne se ç'do vepre e drejtuar kundre statu-quo-s

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 24 janvier 1927.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N^o 1402. — PATTO¹ DI AMICIZIA E DI SICUREZZA, FIRMATO A TIRANA IL 27 NOVEMBRE 1926.

Albanian, Italian and French official texts communicated by the Albanian Minister at Rome and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Pact took place February 8, 1927.

L'ALBANIA e L'ITALIA, nell'intento di rafforzare i reciproci rapporti di amicizia e di sicurezza nei confronti della loro posizione geografica e di contribuire al consolidamento della pace ;

mosse dal desiderio di mantenere lo statu quo politico, giuridico e territoriale dell'Albania nel quadro dei trattati di cui ambedue sono firmatarie e del Patto della Società delle Nazioni,

hanno convenuto di stipulare il presente patto di amicizia e di sicurezza,

ed hanno nominato a questo scopo Loro Plenipotenziari :

SUA ECCELENZA IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ALBANESE :

S. E. Hyssen Bey VRIONI, Ministro degli Affari Esteri della Repubblica Albanese ;

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

S. E. il Barone Pompeo ALOISI, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà in Albania ;

i quali, dopo aver preso conoscenza dei loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno stipulato quanto segue :

Art. I.

L'Albania e l'Italia riconoscono che qualsiasi perturbazione diretta contro lo statu quo

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, January 24, 1927.

politik, juridik dhe tokesor te Shqiperise ashte kundra interesit tyre politik reciprok.

politico, giuridico e territoriale dell'Albania è contraria al loro reciproco interesse politico.

Art. 2.

Per mprojtjen e keti interesit lart-treguem, te dy Palte kontraktuese detyrohen t'i japin njera tjetres perkrahjen e tyre mutuale dhe bashkunimin e tyre kordial; detyrohen gjithashtu qe mos te lidhin me Pushtetet e tjera akorde politike ose militare ne dem te interesavet e Pales tjetre dhe ne dem te interesavet qe perfshin ky Pakt.

Art. 2.

Per la tutela del sopra citato interesse le Alte Parti contraenti s'impegnano a prestarsi il loro mutuo appoggio e la loro collaborazione cordiale; s'impegnano egualmente a non concludere con altre Potenze accordi politici o militari a pregiudizio degli interessi dell'altra Parte, anche definiti nel presente patto.

Art. 3.

Palte kontraktuese detyrohen t'i nenshtrojne tek nje procedure te posaçme miqesore ose arbitrazhi gjykimin e atyne çeshtjeve te cilat mund t'i ndajne dhe qe s'kan gjet dot nje perfundim me proceduren diplomatike te zakonshme. Modalitetet e kesaj procedure regullimi paqesor dote caktohen me nje konvencjon te posaçme i cili dote vendoset me nje kohe sa me shkurtun.

Art. 3.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano a sottoporre ad una speciale procedura di conciliazione o di arbitrato le questioni che venissero a dividerle e che non avessero potuto essere risolte con le ordinarie procedure diplomatiche. Le modalità di questa procedura di regolamento pacifico saranno oggetto di una convenzione speciale che sarà conclusa nel più breve termine.

Art. 4.

Ky Pakt dote vazhdoj per 5 vjet dhe mund te denonsohet ose te perseritet nje mot me pare se te mari fund.

Art. 4.

Il presente Patto avrà la durata di cinque anni e potrà essere denunziato o rinnovato un anno prima della sua scadenza.

Art. 5.

Ky pakt dote ratifikohet dhe mbas andaj dote regjistrohët ne Lidhjen e Kombeve. Ratifikimet dote shkembehen ne Rome.

Art. 5.

Il presente Patto sarà ratificato ed in seguito registrato alla Società delle Nazioni. Le ratifiche saranno scambiate a Roma.

U-be ne Tirane me njezet e shtat nenduer njenij nendqint e njezet e gjasht.

Fatto a Tirana il 27 Novembre 1926.

Pompeo ALOISI *d. v.*
H. VRIONI *d. v.*

Pompeo ALOISI *m. p.*
H. VRIONI *m. p.*

Copie certifiée conforme :
B. Mussolini.

REGIA LEGAZIONE D'ITALIA
IN DURAZZO
N. 2186.

DURAZZO, le 5 décembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me demander, pour éclaircir le jugement de quelques personnalités albanaises, la pensée du Gouvernement italien sur la portée de certaines phrases contenues dans le texte du Pacte d'amitié et de sécurité, essentiellement facteur de paix, signé par nous le 27 novembre dernier.

Vous m'avez prié notamment de demander si le Gouvernement italien, comme il était dans la pensée du Gouvernement albanais, croyait que la phrase « *i trattati di cui ambedue sono firmatarie* » se référerait seulement aux traités légalement conclus et publiés depuis l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations.

Conformément aux assurances verbales que je vous ai déjà données, je vous confirme que telle a été aussi la pensée du Gouvernement de Rome.

Ensuite, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la phrase contenue dans la deuxième partie de la première période de l'article 2 du texte, à savoir « *il loro mutuo appoggio e la loro collaborazione cordiale* ». Cette phrase, d'après l'intention du Gouvernement royal, ne peut soulever aucun doute. L'appui mutuel et la collaboration cordiale ne peuvent s'interpréter autrement que comme une collaboration résultant de propositions faites par l'une des Parties et acceptées librement par l'autre. Partant, il est évident que cet appui et cette collaboration ne peuvent se manifester que si l'une des deux Parties les demande.

Enfin, j'ai l'honneur de vous renouveler l'assurance que, d'après les instructions de mon gouvernement, je suis dès maintenant à l'entière disposition du Gouvernement albanais pour commencer la négociation relative à l'établissement de la procédure spéciale de conciliation ou d'arbitrage prévue par l'article 3 de notre Pacte d'amitié et de sécurité du 27 novembre dernier.

Ces éclaircissements confirment l'intention loyale des deux gouvernements contractants ; c'est pourquoi je me flatte, Monsieur le Ministre, qu'ils mettront davantage en lumière la bonne foi et l'esprit désintéressé avec lesquels le Gouvernement royal, par mon entremise, a accueilli tous les desiderata que le Gouvernement albanais a bien voulu exprimer à l'occasion de la conclusion de ce pacte.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALOISI.

A Son Excellence
Hussein Bey Vrioni,
Ministre des Affaires étrangères,
Tirana.

Copie certifiée conforme :

B. Mussolini.

¹ TRADUCTION.

N^o 1402. — PACTE D'AMITIÉ ET DE SÉCURITÉ ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A TIRANA, LE 27 NOVEMBRE 1926.

L'ALBANIE et L'ITALIE, dans l'intention de resserrer leurs rapports mutuels d'amitié et de sécurité, eu égard à leur situation géographique, et de contribuer à la consolidation de la paix ;

Animées du désir de maintenir le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie, dans le cadre des traités dont les deux pays sont signataires et du Pacte de la Société des Nations,

Ont convenu de conclure le présent Pacte d'amitié et de sécurité,

Et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE :

Son Excellence Hyssen bey VRIONI, ministre des Affaires étrangères de la République albanaise ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le baron Pompeo ALOISI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté en Albanie ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Albanie et l'Italie reconnaissent que toute perturbation tendant à modifier le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie, est contraire à leur intérêt politique réciproque.

¹ TRANSLATION.

No. 1402. — PACT OF FRIENDSHIP AND SECURITY BETWEEN ALBANIA AND ITALY. SIGNED AT TIRANA, NOVEMBER 27, 1926.

ALBANIA and ITALY, with the object of strengthening the ties of mutual friendship and security, having regard to their geographical position, and in order to promote the consolidation of peace,

Actuated by the desire to maintain the political, legal, and territorial *status quo* of Albania, within the scope of the treaties to which they both are Signatories and by the Covenant of the League of Nations,

Have agreed to conclude the present Pact of Friendship and Security,

And have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY, THE PRESIDENT OF THE ALBANIAN REPUBLIC :

H. E. Hyssen Bey VRIONI, Minister for Foreign Affairs of the Albanian Republic,

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Pompeo ALOISI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty in Albania ;

Who, having examined their full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Albania and Italy recognise that any disturbance threatening the political, legal and territorial *status quo* of Albania is contrary to their common political interests.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Pour la sauvegarde de l'intérêt susmentionné, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter un mutuel appui et une collaboration cordiale ; chacune d'elles s'engage pareillement à ne pas conclure avec d'autres Puissances des accords politiques ou militaires au préjudice des intérêts de l'autre, y compris ceux qui sont définis dans le présent Pacte.

Article 2.

In order to safeguard the above-mentioned interests, the High Contracting Parties undertake to afford each other mutual support and cordial co-operation ; they also undertake not to conclude with other Powers any political or military agreements prejudicial to the interests of the other Party, including those defined (*anche definiti*) in the present Pact.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure spéciale de conciliation ou d'arbitrage les questions qui pourraient les diviser et qui n'auraient pu être résolues par la procédure diplomatique ordinaire. Les modalités de cette procédure de règlement pacifique feront l'objet d'une convention spéciale qui sera conclue dans le plus bref délai.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to submit to special conciliation and arbitration procedure any questions which may give rise to dispute between them, and which it may not have been possible to settle by ordinary diplomatic procedure. The details of this procedure of pacific settlement shall form the subject of a special Convention to be concluded as soon as possible.

Article 4.

Le présent pacte aura une durée de cinq années et pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant l'expiration de ce délai.

Article 4.

The present Pact shall remain in force for five years, and may be denounced or renewed one year before its expiration.

Article 5.

Le présent pacte sera ratifié, puis enregistré à la Société des Nations. Les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Article 5.

The present Pact shall be ratified and subsequently registered with the League of Nations. The ratifications shall be exchanged at Rome.

Fait à Tirana, le 27 novembre 1926.

Done at Tirana, November 27, 1926.

(Signé) H. VRIONI.

(Signé) Pompeo ALOISI.

Pour la lettre du ministre d'Italie à Durazzo, du 5 décembre 1926, voir page 18 de ce volume.

ROYAL ITALIAN LEGATION,
DURAZZO.
N. 2186.

DURAZZO, December 5, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to ask me, for the enlightenment of certain persons in Albania, to let you have the views of the Italian Government regarding the implications of certain passages in the text of the Pact of Friendship and Security — an instrument essentially conducive to peace — which was signed by us on November 27th last.

You asked me, in particular, whether the Italian Government considered that, as was understood by the Albanian Government, the phrase "*i trattati di cui ambedue sono firmatarie*" applied only to treaties legally concluded and published since the admission of Albania to the League of Nations.

Following the verbal assurances which I have already given you, I desire to confirm that this was also the view taken by the Royal Government.

You further drew my attention to the phrase occurring in the second part of the first sentence of Article 2 of the text, which reads as follows: "*il loro mutuo appoggio e la loro collaborazione cordiale*". In the view of the Royal Government, there can be no doubt as to the meaning of this phrase. Mutual support and cordial cooperation can only be interpreted to mean co-operation as the result of proposals made by one of the Parties and freely accepted by the other. Hence it is evident that the occasion for such support and co-operation can only arise at the request of one of the Parties.

Finally, I have the honour under instructions received from my Government, to assure you once more that I am at the immediate and entire disposal of the Albanian Government to begin negotiations with a view to framing the special conciliation and arbitration procedure contemplated in Article 3 of our Pact of Friendship and Security of November 27th last.

These explanations confirm the loyal intentions of the two contracting Governments; I am therefore confident that they will still further emphasise the goodwill and disinterested spirit with which the Royal Government, acting through me, has met all the wishes expressed by the Albanian Government at the time when this Pact was concluded.

I have the honour, etc.

(Signed) ALOISI.

His Excellency
Hussein Bey Vrioni,
Minister for Foreign Affairs,
Tirana.

N° 1403.

ESPAGNE ET SUISSE

Traité de conciliation et règlement
judiciaire. Signé à Madrid, le 20
avril 1926.

SPAIN AND SWITZERLAND

Treaty of Conciliation and Judicial
Settlement. Signed at Madrid,
April 20, 1926.

N^o 1403. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA SUISSE ET L'ESPAGNE. SIGNÉ A MADRID, LE 20 AVRIL 1926.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 février 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié existant entre les deux pays et de contribuer au maintien de la paix générale en donnant, dans leurs rapports réciproques, la plus large application possible aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, notamment par son article XIII ;

Se fondant sur l'article XXI du même Pacte,

Ont résolu de conclure un traité général de conciliation et de règlement judiciaire, et ont désigné dans ce but leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Maxime DE STOUTZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse en Espagne ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don José DE YANGUAS Y MESSIA, son ministre d'Etat ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 janvier 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1403. — TRATADO¹ DE CONCILIACION Y DE ARREGLO JUDICIAL ENTRE ESPAÑA Y SUÍZA, FIRMADO EN MADRID EL 20 DE ABRIL DE 1926.

French and Spanish official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place February 8, 1927.

EL CONSEJO FEDERAL SUIZO y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA animados del deseo de estrechar los lazos de amistad existentes entre los dos Países y de contribuir al mantenimiento de la paz general dando, en sus reciprocas relaciones, la más amplia aplicación posible a los principios consagrados por el Pacto de la Sociedad de las Naciones, especialmente en su art. XIII,

Y fundándose en el art. XXI del citado Pacto,

Han resuelto celebrar un Tratado general de conciliación y de arreglo judicial, y han designado a tal efecto como Plenipotenciarios, a saber :

EL CONSEJO FEDERAL SUIZO :

al Sr. Maxime DE STOUTZ, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Suiza en España,

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

al Excmo. Señor Don José DE YANGUAS Y MESSIA, Su Ministro de Estado,

Los cuales, después de comunicarse sus plenos poderes y de haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, January 29, 1927.

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation les litiges, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 7 et suivants du présent traité.

Les litiges pour la solution desquels une juridiction spéciale est prévue par d'autres engagements en vigueur entre les Parties contractantes seront, toutefois, portés devant cette juridiction.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un litige qui, aux termes de la législation de l'une des Parties, relève de la compétence d'une autorité judiciaire, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire, tant qu'il n'aura pas fait l'objet d'une décision définitive de la part de cette autorité judiciaire. Au cas où la Partie demanderesse entendrait contester cette décision judiciaire, le litige devra être soumis à la procédure de conciliation, une année au plus tard à compter de cette décision.

Article 3.

Les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

Les Parties nommeront, à leur gré, chacune un membre et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront ni être des ressortissants des Parties contractantes, ni être domiciliés sur leur territoire ou se trouver à leur service. Les Parties désigneront, d'un commun accord, le président parmi ces trois membres.

Tant qu'une procédure ne sera pas ouverte, chacune des Parties contractantes pourra révoquer le commissaire nommé par elle et lui désigner un successeur, comme aussi retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y a lieu de procéder sans délai à la no-

Artículo 1.º

Las Partes contratantes se comprometen a someter a un procedimiento de conciliación los litigios, de cualquier naturaleza que sean, que surgieren entre ellas y que no hubieren podido ser resueltos por la vía diplomática en un plazo prudencial.

En el caso de que fracasare el procedimiento de conciliación se procurará un arreglo judicial, conforme a los artículos 7.º y siguientes del presente Tratado.

Los litigios para cuya solución esté prevista una jurisdicción especial por otros acuerdos en vigor entre las Partes contratantes, serán, sin embargo, sometidos a dicha jurisdicción.

Artículo 2.º

Cuando se trate de un litigio que, según los términos de la legislación de una de las Partes, sea de la competencia de una autoridad judicial, la Parte demandada podrá oponerse a que sea sometido a un procedimiento de conciliación y, en su caso, a un arreglo judicial, siempre que no haya sido objeto de una decisión definitiva por parte de dicha autoridad judicial. En el caso de que la Parte demandante se propusiera impugnar esta decisión judicial, el litigio deberá ser sometido a procedimiento de conciliación dentro del año, a contar de la referida decisión.

Artículo 3.º

Las Partes contratantes instituirán una Comisión permanente de conciliación compuesta de cinco miembros.

Las Partes nombrarán libremente cada una un miembro y designarán los otros tres de común acuerdo. Estos tres miembros no deberán ser súbditos de las Partes contratantes, ni estar domiciliados en su territorio ni hallarse a su servicio. Las Partes designarán de común acuerdo el Presidente entre estos tres miembros.

Mientras no se haya iniciado procedimiento alguno, cada una de las Partes contratantes podrá revocar el nombramiento del comisario nombrado por ella y designarle un sucesor, así como también retirar su consentimiento al nombramiento de cada uno de los tres miembros designados en común. En este caso ha lugar a

mination des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres nommés d'un commun accord, recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes et supporté par elles par parts égales. Par contre, chaque Partie fixera et assumera elle-même l'indemnité du membre de la commission nommé par elle.

Chaque Partie supportera une part égale des frais généraux de la commission.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité. Elle se réunira au lieu désigné par son président.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 4.

Sauf convention contraire, la procédure de conciliation sera régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Article 5.

La commission de conciliation pourra être saisie par une seule des Parties. Celle-ci notifiera sa demande au président de la commission et à la Partie adverse.

La commission peut cependant offrir d'elle-même son concours, si son président et deux de ses membres y consentent.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux de la commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent,

proceder sin retraso al nombramiento de los miembros cuyo mandato hubiera finalizado.

Se procederá al reemplazo de los comisarios conforme a la manera fijada para su nombramiento.

Durante el curso efectivo del procedimiento, los miembros nombrados de común acuerdo recibirán una indemnización, cuya cuantía será fijada por las Partes contratantes y sufragada por ellas por partes iguales. En cambio, cada parte fijará y satisfará por sí misma la indemnización del miembro de la Comisión nombrado por ella.

Cada Parte sufragará una cuota igual de los gastos generales de la Comisión.

La Comisión se constituirá dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado y se reunirá en el lugar designado por su Presidente.

Si el nombramiento de los miembros que han de designarse de común acuerdo no se efectuase en el plazo de seis meses a partir del canje de las ratificaciones o, en caso de substitución, en el de tres meses a partir de la vacante del puesto, se procederá a los nombramientos en conformidad con el artículo 45 del Convenio¹ de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo 4.º

Salvo pacto en contrario, el procedimiento de conciliación se regirá por el Convenio de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo 5.º

La Comisión de conciliación podrá ser requerida por una sola de las Partes. Esta notificará su demanda al Presidente de la Comisión y a la Parte contraria.

La Comisión podrá, sin embargo, ofrecer espontáneamente su concurso, si su Presidente y dos de sus miembros consienten en ello.

Las Partes contratantes se comprometen a facilitar, en todos los casos y en todos conceptos, los trabajos de la Comisión, y en particular a utilizar todos los medios de que dispongan,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

d'après leurs législations, pour l'investir des mêmes compétences que leurs tribunaux suprêmes en ce qui concerne la citation, l'audition de témoins ou d'experts, ainsi que les descentes sur les lieux.

Article 6.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'examiner les questions particulières qui lui sont soumises, de consigner le résultat de son enquête dans un rapport destiné à élucider les questions de fait et de faciliter ainsi la solution des litiges. Dans son rapport, elle précisera les points controversés que soulèvent ces questions et fera suivre son exposé des recommandations susceptibles de provoquer une entente entre les Parties.

Le rapport devra être présenté dans les six mois à compter du jour où la commission aura été saisie, à moins que les Parties contractantes ne décident d'abrégier ou de proroger ce délai. Il devra être établi en trois exemplaires, dont un sera remis à chacune des Parties et le troisième conservé dans les archives de la commission.

La commission fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses recommandations, ainsi que le délai jusqu'à l'expiration duquel elles pourront, en cas d'échec de la procédure de conciliation, soumettre le différend à un règlement judiciaire. Ces deux délais ne pourront toutefois excéder, le premier, la durée de six mois, le second, la durée de trois mois.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence définitive obligatoire.

Article 7.

Si les Parties n'acceptent pas les recommandations de la commission de conciliation, chacune d'elles pourra, dans le délai fixé par cette dernière, demander que le litige soit soumis à la Cour permanente¹ de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

según sus legislaciones, para investir a la citada Comisión de la misma competencia que a sus tribunales supremos en lo que concierne a la citación, comparecencia de testigos o peritos, así como a las inspecciones oculares.

Artículo 6.º

La Comisión de conciliación tendrá a su cargo examinar las cuestiones particulares que le sean sometidas, consignar el resultado de su investigación en un informe destinado a dilucidar las cuestiones de hecho y facilitar así la solución de los litigios. En su informe precisará los puntos de controversia que estos litigios ocasionen y acompañará a su dictamen las proposiciones susceptibles de facilitar un acuerdo entre las Partes.

El informe deberá ser presentado dentro de los seis meses, a partir del día en que la Comisión haya sido requerida, a menos que las Partes contratantes decidan abreviar o prorrogar ese plazo. Deberá hacerse en tres ejemplares, uno para cada una de las Partes y el tercero se conservará en los archivos de la Comisión.

La Comisión fijará el plazo dentro del cual las Partes deberán pronunciarse en relación a sus proposiciones, así como el plazo hasta la expiración del cual aquéllas podrán, en caso de fracasar el procedimiento de conciliación, someter el litigio a un arreglo judicial. Estos dos plazos no podrán, sin embargo, exceder el primero de seis meses y el segundo de tres.

El informe de la Comisión no tendrá, ni en lo que se refiere a la exposición de hechos ni en lo que concierne a las consideraciones jurídicas, el carácter de una sentencia definitiva obligatoria.

Artículo 7.º

Si las Partes no aceptan las proposiciones de la Comisión de conciliación, cualquiera de ellas podrá, dentro del plazo fijado por esta última, pedir que el litigio sea sometido al Tribunal permanente¹ de Justicia internacional.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Article 8.

Les Parties contractantes pourront, toutefois, convenir de déférer tout différend à un tribunal arbitral constitué conformément aux articles 55 et suivants de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907, ou conformément à tout autre accord intervenu entre elles.

Article 9.

Les Parties contractantes établiront, en s'en tenant aux dispositions du Statut et du Règlement de la Cour permanente de Justice internationale, un compromis en vue de déterminer l'objet du litige, les compétences particulières qui pourraient être dévolues au tribunal, ainsi que toutes les conditions dont les Parties sont convenues.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes et sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 10.

Si, dans une sentence rendue conformément au présent traité, il est établi qu'une décision d'une instance judiciaire, ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permet pas ou ne permet qu'imparfaitement d'effacer, par voie administrative, les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence accordera à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

En el caso de que, a juicio del Tribunal, el litigio no fuese de orden jurídico, las Partes convienen en que será resuelto *ex aequo et bono*.

Artículo 8.º

Las Partes contratantes podrán, sin embargo, convenir en someter todo litigio a un Tribunal arbitral, constituido conforme a los artículos 55 y siguientes del Convenio de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales o conforme a cualquier otro acuerdo existente entre ellas.

Artículo 9.º

Las Partes contratantes, ateniéndose a las disposiciones del Estatuto y del Reglamento del Tribunal permanente de Justicia internacional, establecerán un compromiso con el fin de determinar el objeto del litigio, la competencia especial que podría ser atribuida al Tribunal, así como todas las condiciones que las Partes hayan convenido.

El compromiso se establecerá por canje de notas entre los Gobiernos de las Partes contratantes y será interpretado en todos sus puntos por el Tribunal de Justicia.

Si el compromiso no hubiese sido fijado dentro de los tres meses a contar del día en que una de las Partes hubiera sido demandada a los fines del arreglo judicial, cualquiera de las Partes podrá acudir al Tribunal de Justicia por vía de simple demanda.

Artículo 10.º

Si en una sentencia, dictada conforme al presente Tratado, se estableciese que una decisión de carácter judicial o de cualquier otra autoridad dependiente de una de las Partes contratantes se halla completa o parcialmente en oposición con el derecho de gentes, y si el derecho constitucional de esta Parte no permitiese o sólo permitiese imperfectamente anular por vía administrativa las consecuencias de la decisión de que se tratare, la sentencia concederá a la Parte perjudicada una satisfacción equitativa en otro orden.

Article II.

La sentence rendue par la Cour permanente de Justice internationale sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'engagent à renoncer, autant que possible, à toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 12.

Les constatations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 13.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification en seront échangés à Berne.

Le traité est conclu pour la durée de dix ans, à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire devait être pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait, en double exemplaire, à Madrid, le vingt avril mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (*Signé*) M. DE STOUTZ.

(L. S.) (*Signé*) JOSÉ DE YANGUAS.

Pour copie conforme :

Berne, le 7 février 1927.

Le chancelier de la Confédération,

Käslin.

Artículo II.º

La sentencia dictada por el Tribunal permanente de Justicia internacional será ejecutada de buena fe por las Partes.

Durante el curso del procedimiento de conciliación o del procedimiento judicial, las Partes contratantes se comprometen a renunciar, en lo posible, a toda medida susceptible de producir una repercusión perjudicial en la aceptación de las proposiciones de la Comisión de conciliación o sobre la ejecución de la sentencia.

Artículo 12.º

Las dificultades que surgieren en la interpretación o en la ejecución del presente Tratado serán, salvo pacto en contrario, sometidas directamente por medio de simple demanda al Tribunal permanente de Justicia internacional.

Artículo 13.º

El presente Tratado será ratificado en el más breve plazo posible y los instrumentos de ratificación se canjearán en Berna.

El Tratado se concerta por un período de diez años a contar del canje de ratificaciones ; de no ser denunciado seis meses antes de la expiración de este plazo, permanecerá en vigor por un nuevo período de cinco años, y así sucesivamente. Si en el momento de la expiración del presente Tratado, algún procedimiento de conciliación o procedimiento judicial estuviere pendiente, seguirá su curso conforme a las disposiciones del referido Tratado o de cualquier otro acuerdo que las Partes contratantes hubieren convenido para substituirle.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios firman el presente Tratado.

Hecho por duplicado en Madrid a veinte de Abril de mil novecientos veintiseis.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1403. — TREATY OF CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT
BETWEEN SPAIN AND SWITZERLAND. SIGNED AT MADRID
APRIL 20, 1926.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite the two countries and of helping to maintain peace in general by applying on the widest possible basis, in their mutual relations, the principles embodied in the Covenant of the League of Nations and particularly in Article XIII ;

Acting in the spirit of Article XXI of the aforesaid Covenant,

Have decided to conclude a general Treaty of conciliation and judicial settlement, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Maxime DE STOUTZ, Swiss Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Spain ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don José DE YANGUAS Y MESSIA, His Minister of State ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomacy.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, judicial settlement shall be sought in conformity with Article 7 *et seq.* of the present Treaty.

Disputes for the solution of which a special procedure is laid down by other agreements in force between the Contracting Parties shall however be subject to such special procedure.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the Courts, the defendant Party may oppose the submission of the dispute to a procedure of conciliation or if necessary, to a judicial settlement, so long as no final judgment has been given by the court in question. Should the plaintiff Party desire to contest this decision, the procedure of conciliation must be applied to the dispute within a period of one year reckoned from the date of the decision.

Article 3.

The Contracting Parties shall establish a permanent Conciliation Commission consisting of five members.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Each Party shall appoint one member of its own choice, the other three being appointed by agreement between the Parties. The three latter members may not be nationals of the Contracting Parties, or be domiciled in their territories or be employed in their service. The Contracting Parties shall, by agreement, appoint one of these three members as President.

So long as no proceedings have been begun, either Contracting Party may revoke the appointment of its Commissioner and appoint a successor, and may also withdraw its consent to the appointment of any of the three Commissioners appointed jointly. In this case the Commissioners whose mandates have been withdrawn shall be replaced without delay.

The method of replacing commissioners shall be the same as that governing their appointment.

For the actual duration of the procedure, the jointly appointed Commissioners shall receive an allowance, to be fixed by an arrangement between the Contracting Parties and borne by them in equal shares. On the other hand, each Party shall fix and be responsible for the allowance of the Commissioners appointed by itself.

The general expenses of the Commission shall be borne by the Contracting Parties in equal shares.

The Commission shall be constituted within six months after the exchange of ratifications of the present Treaty. It shall meet in the place appointed by its President.

If the appointment of the members to be nominated jointly is not made within six months as from the exchange of ratifications, or in the case of replacement, within three months after the vacancy occurs, these appointments shall be made in conformity with Article 45 of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

Failing any special agreement to the contrary, the procedure of conciliation shall be governed by the rules laid down in The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 5.

The Commission may be seized of a question by one of the Parties, who shall notify its request to the President of the Commission and the opposing Party.

The Commission may, however, offer its services should its President and two of the Commissioners agree to such a course of action.

The Contracting Parties undertake in all circumstances to give all possible assistance to the Commission in its work and in particular, to employ all the means they possess, under their municipal law, to invest it with the same powers as their Supreme Courts as regards the calling and hearing of witnesses and experts, and the carrying out of investigations *in situ*.

Article 6.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to consider the various questions submitted to it, and to embody the results of its enquiry in a report, the object of which shall be to elucidate questions of fact and thus facilitate the settlement of disputes. In its report it shall state the controversial issues which the aforesaid questions raise, and shall then proceed to make such recommendations as would, in its opinion, be calculated to lead to an agreement between the Parties.

The Commission's report shall be presented within six months from the date on which the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties decide to curtail or extend this period. The report shall be drawn up in triplicate, one copy being sent to each of the Parties and the third being filed in the archives of the Commission.

The Commission shall prescribe a period within which the Parties will be required to take their decision as regards its recommendations, and also a period within which the Parties may,

in case the procedure of conciliation should fail, submit the dispute to judicial settlement. These periods may not, however, exceed a limit of six months, in the case of the first period, and three months, in the case of the second period.

The Commission's report shall not be in the nature of a compulsory award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 7.

Should the Parties not accept the recommendations of the Commission of Conciliation, either of them may, within the period prescribed by the latter, request that the dispute be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If in the opinion of the Court the case is not of a juridical nature, the Parties shall agree to its being settled *ex aequo et bono*.

Article 8.

Nevertheless, the Contracting Parties may decide to refer any dispute to a Court of Arbitration established in conformity with Article 55 *et seq.* of the Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or in conformity with any other agreement concluded between them.

Article 9.

On the basis of the Statute and Rules of the Permanent Court of International Justice, the Contracting Parties shall draw up a special agreement (*compromis*) specifying the subject of the dispute, the particular competence that might devolve on the Permanent Court of International Justice, and any other conditions agreed upon between themselves.

The Agreement shall be constituted by an Exchange of Notes between the Governments of the Contracting Parties and all points contained therein shall be interpreted by the Court of International Justice.

If the Agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of International Justice by a simple application.

Article 10.

If, in a decision rendered in conformity with the present Treaty, it is found that a ruling of a court of law or of any other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that Party not allow, or only inadequately allow, the cancellation of this decision by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted equitable satisfaction in some other form.

Article 11.

The judgment given by the Permanent Court of International Justice shall be acted upon by the Parties in good faith.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall undertake to abstain as far as possible from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission, or the execution of the judgment.

Article 12.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty, shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne.

The Treaty shall remain in force for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

If a procedure of conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiration of the present Treaty, it shall pursue its course in accordance with the provisions of the present Treaty or of any other Convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Madrid, the twentieth day of April, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (*Signed*) M. DE STOUTZ.

(L. S.) (*Signed*) JOSÉ DE YANGUAS.

N° 1404.

NORVÈGE ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole, concernant la juridiction applicable aux sujets norvégiens dans le Royaume de Siam, et deux protocoles de signature. Signés à Oslo, le 16 juillet 1926.

NORWAY AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Protocol concerning Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Norwegian Subjects, and two Protocols of Signature. Signed at Oslo, July 16, 1926.

No. 1404. — TREATY ¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN NORWAY AND SIAM. SIGNED AT OSLO, JULY 16, 1926.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 février 1927.

PREAMBLE.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising, the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision based upon the principles of equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency Ivar LYKKE, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Serene Highness Prince Vipulya SVASTIWONGS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Siam.

Article II.

The High Contracting Parties agree that in case any difference shall arise between them which cannot be settled by simple agreement or by diplomatic means, they will submit the difference to one or more arbitrators chosen by them or to the Permanent Court of International Justice at The Hague. The latter will acquire jurisdiction over the matter by means of a common agreement between the two Parties, or in case of a failure to agree, by the simple request of either Party.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 9 février 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1404. — TRAITÉ ² D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA NORVÈGE ET LE SIAM. SIGNÉ A OSLO, LE 16 JUILLET
1926.

English official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 15, 1927.

PRÉAMBULE

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, animés du désir de développer les rapports d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établis entre les deux États, et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de compléter cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence M. Ivar LYKKE, son premier ministre et ministre des Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse Sérénissime le Prince Vipulya SVASTIWONGS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Norvège et le Royaume de Siam.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, au cas où il surgirait entre elles un différend quelconque qui ne pourrait pas être réglé par un simple accord ou par la voie diplomatique, elles soumettront ce différend à un ou plusieurs arbitres choisis par elles ou à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye. Cette dernière sera saisie du différend soit par un accord entre les deux Parties, soit, au cas où les Parties ne pourraient pas s'entendre, par une simple requête de l'une ou l'autre Partie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, February 9, 1927.

Article III.

The subjects of each of the High Contracting Parties upon submitting themselves to the laws and regulations there in force shall have liberty to enter, travel and reside in the territory of the other. They shall furthermore be entitled there to engage in religious, educational and charitable work, to employ agents of their choice, to lease land or buildings for residential, commercial, industrial, religious, charitable and other lawful purposes upon the same terms as subjects or citizens of the most favoured nation, on submitting themselves to the laws and regulations there established.

In all that relates to their commercial, shipping, industrial and agricultural pursuits, and to callings and professions, as well as with regard to the acquisition, possession and disposition of property-rights of every description the subjects of either of the High Contracting Parties shall throughout the whole extent of the territory of the other be placed in all respects on the same footing as the most favoured nation.

They shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay any internal charges or taxes other or higher than those that are or may be exacted from native subjects or from the subjects or citizens of the most favoured nation.

The subject of each of the High Contracting Parties shall receive, in the territory of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation upon submitting themselves to the laws and regulations locally in force.

They shall, however, be exempt in the territory of the other from compulsory military service either on land, on sea, or in the air, in the regular forces, in the national guard, or in the militia; from all contributions imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans; they shall also be exempt from military exactions or contributions unless imposed on them upon the same terms as upon native subjects as owners, lessees or occupiers of immovable property, in which regard, however, they shall enjoy the same treatment as native subjects of the subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other entire liberty of conscience and, subject to the laws, ordinances, and regulations there in force, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

Article IV.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops and all other buildings of the subjects of each of the High Contracting Parties on the territories of the other, together with all premises used in connection therewith for lawful purposes, shall be exempt from visits and searches, and from examinations or inspections of books, papers or accounts therein located, except under the conditions and with the terms prescribed by the laws, ordinances and regulations applying to native subjects or to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article V.

There shall be reciprocally full and entire freedom of commerce and navigation between the territories of the two High Contracting Parties.

The subjects of either of the High Contracting Parties shall have liberty freely and securely to come with their ships and cargoes to all places, ports and waterways in the territory of the other, which are or may hereafter be opened to foreign commerce and navigation.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront la faculté de se rendre sur le territoire de l'autre Partie, d'y voyager et d'y résider, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur ce territoire. Ils auront, en outre, le droit de s'occuper d'œuvres de caractère religieux, éducatif et charitable, d'employer des agents de leur choix, de prendre à bail des terrains ou des bâtiments destinés à l'habitation, à un usage commercial, industriel, religieux, charitable, et à tous autres usages licites, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays en question.

En tout ce qui concerne leur activité en matière de commerce, de navigation, d'industrie et d'agriculture, ainsi que l'exercice des métiers et professions, aussi bien qu'en ce qui concerne l'acquisition, la possession et la disposition des droits de propriété de toute nature, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, placés à tous égards sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront pas obligés, sous quelque prétexte que ce soit, d'y acquitter des contributions ou taxes intérieures autres ou plus élevées que celles qui sont ou pourront être exigées des nationaux, ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre Partie, de la protection et de la sécurité permanentes de leurs personnes et de leurs biens; ils jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

Toutefois, ils seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, du service militaire obligatoire dans les forces terrestres, navales ou aériennes de l'armée régulière, de la garde nationale ou de la milice; ils ne seront astreints à aucune contribution imposée au lieu et place du service militaire personnel, ni à aucun emprunt forcé; ils seront également exempts de toute réquisition ou contribution d'ordre militaire, à moins que ces obligations ne leur soient imposées dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, en leur qualité de propriétaires, de locataires ou d'occupants de propriétés immobilières; toutefois, ils jouiront à cet égard du même traitement que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie d'une entière liberté de conscience, et, à la condition de se conformer aux lois, ordonnances et règlements en vigueur dans le pays, ils pourront se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

Article IV.

Les habitations, entrepôts, manufactures, magasins et boutiques, et tous autres bâtiments appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur les territoires de l'autre Partie, ainsi que tous les locaux qui en dépendent et qui sont utilisés pour des fins licites, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires ou de perquisitions; il ne sera point permis d'examiner ou d'inspecter des livres, papiers ou comptes, se trouvant dans ces locaux, sauf dans les conditions et suivant les modalités prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, librement et en toute sûreté, se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et voies navigables du territoire de l'autre Partie, qui sont ou pourront être ultérieurement ouverts à la navigation et au commerce extérieurs.

Article VI.

The High Contracting Parties agree that no prohibitions or restrictions shall be placed upon the importation, exportation, or transit of any article of commerce between the two countries which shall not be applicable to all countries alike or to such countries as are subject to the same conditions.

The foregoing prohibition shall not be applicable to :

- (1) Prohibitions or restrictions upon munitions of war.
- (2) Prohibitions or restrictions for reasons of national or public safety or public health.
- (3) Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of government monopoly.
- (4) Prohibitions or restrictions for the protection of cattle or plants against disease, noxious insects or parasites.

Article VII.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights ; they shall be at liberty equally with native subjects, and with the subjects or citizens of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue and defend their rights before such Courts. No conditions or requirements shall be imposed upon the subjects of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation.

These dispositions, however, do not affect the regulations at any time existing in each country with regard to *cautio judicatum solvi* and gratuitous legal assistance.

Article VIII.

Commercial, industrial, financial, and insurance companies and all other companies of economic character, duly established in accordance with the laws of either of the High Contracting Parties, and domiciled in the territory of such Party, are authorized within the territory of the other Party, upon conforming themselves to the laws and regulations of the latter, to exercise their rights and to appear in the Courts as plaintiffs or defendants.

Such companies shall, upon the conditions laid down in the legislation of this latter country and upon obtaining the necessary authorization in those cases where such authorization is required by the laws of said country, have liberty there to settle, to establish branches or agencies, and to carry on their activities.

With regard to the carrying on of their activities as well as with regard to the right to acquire, to possess and to lease movable and immovable property such companies, once admitted, shall enjoy the same treatment as is granted or may be granted to similar companies of the most favoured nation.

Neither in respect of their activities nor of their property shall they be subject to other or higher imposts, taxes, or dues of whatever nature than those which are applicable or may be applicable to the companies of the most favoured nation ; and only such business of the said companies as is transacted on the territory of the other Contracting Party and such of their property as is actually found there shall be subject to any imposts, taxes, or dues.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de n'établir, pour aucun article faisant l'objet d'un commerce entre les deux pays, de prohibitions ou de restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, qui ne soient applicables dans la même mesure à tous les pays ou aux pays soumis aux mêmes conditions.

La disposition qui précède ne sera pas applicable :

1^o Aux prohibitions ou restrictions concernant les munitions de guerre.

2^o Aux prohibitions ou restrictions édictées dans l'intérêt soit de la sécurité nationale ou publique, soit de l'hygiène publique.

3^o Aux prohibitions ou restrictions concernant des articles qui font, ou pourront ultérieurement faire l'objet d'un monopole d'Etat.

4^o Aux prohibitions ou restrictions ayant pour but de protéger le bétail ou les plantes contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs ; ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants, et de les employer pour faire valoir ou défendre leurs droits par-devant lesdits tribunaux. Il ne sera imposé aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne cet accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou exigence qui ne s'applique pas également aux nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, ces dispositions n'affectent pas les règlements qui pourront exister, à un moment donné, dans chaque pays, relativement à la *cautio judicatum solvi* ou à l'assistance judiciaire gratuite.

Article VIII.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, et les compagnies d'assurances, ainsi que toutes les autres sociétés ayant un caractère économique, dûment constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et domiciliées sur le territoire de cette Partie, sont autorisées à exercer leurs droits et à ester en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur, sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de se conformer aux lois et règlements de ladite Partie.

Ces sociétés auront le droit de s'établir sur le territoire de l'autre Partie, d'y fonder des succursales ou des agences et d'y poursuivre leurs opérations, aux conditions fixées par la législation du pays en question et après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, dans tous les cas où cette autorisation est exigée par la législation dudit pays.

En ce qui concerne leurs opérations, ainsi que le droit d'acquérir, de posséder et de prendre à bail des propriétés mobilières et immobilières, ces sociétés, une fois admises, jouiront du même traitement qui est ou pourra être accordé aux sociétés analogues de la nation la plus favorisée.

Ni en ce qui concerne leurs opérations, ni en ce qui concerne leurs biens, ces sociétés ne pourront être soumises à des impôts, taxes ou droits, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont, ou pourront être appliqués aux sociétés de la nation la plus favorisée ; les transactions desdites sociétés, qui seront effectuées sur le territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que ceux de leurs biens qui sont effectivement situés sur ledit territoire, pourront seuls être soumis à des impôts, taxes, ou droits quelconques.

Article IX.

The High Contracting Parties pledge themselves in all matters relating to transit to grant each other the treatment of the most favoured nation.

However, neither Contracting Party shall by this article be bound to afford transit for goods whose importation is prohibited, either as a measure for the safety of the public or the security of the State or as a sanitary measure or as a precaution against diseases of animals or plants.

Goods in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except to such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit, and such dues as are imposed on account of transactions with the goods in the course of their warehousing or their transport.

For the purpose of this Article, "transit" and "goods in transit" shall be interpreted according to the definition contained in Article I of the Statute¹ on Freedom of Transit, adopted by the Barcelona Conference on April 14, 1921.

Article X.

Each of the High Contracting Parties agrees to grant to the other national treatment or most favoured nation treatment in all that relates to the transport on or through its territory of persons, baggage and goods.

Goods of every nature, originating within the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the territory of the other, shall not there be subjected to excise, octroi, or consumption duties higher than those which are or may be levied on similar goods of the most favoured nation.

Article XI.

The Kingdom of Norway recognizes that the principle of national autonomy should apply to the Kingdom of Siam in all that pertains to the rates of duty on importations and exportations, of merchandise, drawbacks, and transit and all other taxes and impositions; and subject to the condition of equality of treatment with other nations in these respects, Norway agrees to assent to increases by Siam in its tariff to rates higher than those established by existing treaties, on the further condition, however, that all other nations entitled to claim special tariff treatment in Siam assent to such increases freely and without the requirement of any compensatory benefit or privilege.

Article XII.

Articles, the produce or manufacture of Norway, and articles, the produce or manufacture of Siam, shall on their importation into the territory of the other Party in all matters relating to import duties, taxes, or charges of any kind enjoy a treatment at least as favourable as that which is or may be granted to articles of the most favoured nation.

Articles, exported from Norway to Siam and articles exported from Siam to Norway, shall, in all matters relating to export duties, taxes, or charges of any kind, enjoy a treatment at least as favourable as that which is or may be granted to articles exported to the most favoured nation.

The said treatment of the most favoured nation shall be interpreted to include the Customs régime, all Customs formalities, drawbacks, the use of bonded warehouses, and certificates of origin.

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 166; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de transit.

Toutefois, ni l'une ni l'autre des deux Parties contractantes ne sera tenue, en vertu du présent article, d'autoriser le transit de marchandises dont l'importation est interdite, soit par mesure de sécurité publique ou de défense nationale, soit par mesure sanitaire, soit à titre préventif contre les épizooties et les épiphyties.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit spécial en ce qui concerne le transit (y compris l'entrée et la sortie) ; elles ne seront assujetties qu'aux droits destinés uniquement à couvrir les frais de surveillance et d'administration occasionnés par ledit transit, et aux droits imposés en raison des transactions dont ces marchandises pourront faire l'objet en cours d'entreposage ou de transport.

Aux fins du présent article, les mots « transit » et « marchandises en transit » seront interprétés conformément à la définition contenue à l'article premier du Statut¹ sur la liberté du transit, adopté par la Conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

Article X.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder à l'autre le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transport des personnes, bagages et marchandises, sur son territoire ou en transit à travers son territoire.

Les marchandises de toute nature, originaires du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et importées dans le territoire de l'autre Partie, ne pourront y être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation supérieurs à ceux qui frappent ou qui pourront frapper les marchandises similaires de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Le Royaume de Norvège reconnaît, en principe, l'autonomie nationale du Royaume de Siam pour tout ce qui concerne le tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises, les *drawbacks*, les taxes de transit et toutes autres taxes et impositions ; et, sous réserve de jouir du même traitement à cet égard que les autres nations, la Norvège consent à ce que le Siam majore son tarif douanier au delà des limites fixées par les traités existants, à la condition, néanmoins, que toutes les autres nations qui sont fondées à se réclamer d'un régime douanier spécial au Siam consentent librement à ces majorations, sans exiger, en retour, aucun avantage ou privilège particulier.

Article XII.

Les produits naturels ou articles manufacturés, originaires de Norvège et importés au Siam et les produits naturels ou articles manufacturés, originaires du Siam et importés en Norvège, jouiront, en tout ce qui concerne les droits, impôts ou taxes d'importation de toute nature, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement qui est, ou pourra être accordé aux articles de la nation la plus favorisée.

Les articles exportés de Norvège à destination du Siam, et les articles exportés du Siam à destination de la Norvège, jouiront, en tout ce qui concerne les droits, impôts ou taxes d'exportation de toute nature, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux articles exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Ledit traitement de la nation la plus favorisée sera interprété de manière à comprendre le régime douanier, toutes les formalités douanières, les *drawbacks*, l'usage des entrepôts en douane, et les certificats d'origine.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

All articles which are or may legally be imported into the ports of the territory of the Kingdom of Siam in Siamese vessels or vessels of a third Power, may likewise be imported into those ports in Norwegian vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Siamese vessels or vessels of a third Power ; and, reciprocally, all articles which are or may legally be imported into the ports of the territory of the Kingdom of Norway in Norwegian vessels or vessels of a third Power may likewise be imported into those ports in Siamese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Norwegian vessels or vessels of a third Power. Such reciprocal equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner, there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same internal and export duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed in the territory of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article which is or may legally be exported therefrom, whether such exportation take place in Siamese or Norwegian vessels or vessels of a third Power and whatever may be the port of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article XIII.

The merchant vessels of either of the High Contracting Parties, whether in ballast or with cargoes which arrive at or depart from the ports of the other Party, shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities, and exemptions in matters of navigation as those which are or may be enjoyed by national vessels or by those of the most favoured nation, from whatever place such vessels may arrive and whatever may be their place of destination.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territory of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels or vessels of a third Power.

In all that concerns the entering, clearing, stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or waterways of the two countries, no privilege shall be granted to national vessels or to vessels of a third Power which shall not equally be granted to vessels of the other country ; the intention of the High Contracting Parties being that in these respects the vessels of each shall receive the treatment accorded to national vessels or to vessels of the most favoured nation.

Article XIV.

The coasting trade and the national fisheries of each of the High Contracting Parties are excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws, ordinances, and regulations of Norway and Siam, respectively.

It is, however, understood that Siamese subjects and vessels, in the territories and possessions of the Kingdom of Norway, and Norwegian subjects and vessels, in the territories and possessions of the Kingdom of Siam, shall enjoy in this respect the rights which are or may be granted under such laws, ordinances and regulations to the subjects, citizens or vessels of other nations.

Tous les articles qui sont, ou pourront être licitement importés, dans les ports du territoire du Royaume de Siam, par des navires siamois ou par des navires d'une tierce Puissance, pourront être également importés dans lesdits ports par des navires norvégiens, sans être assujettis à des droits ou redevances, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si ces articles étaient importés par des navires siamois ou par des navires d'une tierce Puissance ; réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être licitement importés dans les ports du territoire du Royaume de Norvège par des navires norvégiens ou par des navires d'une tierce Puissance, pourront être également importés dans lesdits ports, par des navires siamois, sans être assujettis à des droits ou redevances, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si ces articles étaient importés par des navires norvégiens ou par des navires d'une tierce Puissance. Cette réciprocité de traitement prendra effet sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces articles viennent directement de leur lieu d'origine ou de tout autre lieu.

De même, il y aura parfaite égalité de traitement en ce qui concerne l'exportation, de sorte que les mêmes droits intérieurs et les mêmes droits d'exportation seront perçus, et que les mêmes primes et *drawbacks* seront accordés, sur le territoire de l'une et l'autre des Hautes Parties contractantes, à l'exportation de tout article qui en est ou pourra en être licitement exporté, que cette exportation s'effectue par des navires siamois ou norvégiens ou par des navires d'une tierce Puissance, et quel que puisse être le port de destination, qu'il s'agisse d'un port de l'une des Hautes Parties contractantes ou d'un port d'une tierce Puissance.

Article XIII.

Les navires marchands de l'une des Hautes Parties contractantes, naviguant sur lest ou en lourd, qui entreront dans les ports de l'autre Partie ou qui quitteront ces ports, jouiront, en matière de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions dont jouissent ou pourront jouir les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée, quel que soit le lieu de provenance ou de destination de ces navires.

Dans les ports du territoire de chacun des deux pays, les navires de l'autre pays ne pourront être assujettis à aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou à aucun autre droit analogue ou correspondant, de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements de toute sorte, auquel les navires nationaux ou les navires d'une tierce Puissance ne seraient pas, dans des cas analogues, assujettis de la même manière et dans les mêmes conditions.

En tout ce qui concerne l'arrivée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou voies navigables des deux pays, les navires nationaux ou les navires d'une tierce Puissance ne jouiront d'aucun privilège qui ne soit également accordé aux navires de l'autre pays ; les Hautes Parties contractantes entendent qu'à cet égard, leurs navires respectifs reçoivent le traitement accordé aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Le cabotage et les pêcheries nationales de chacune des Hautes Parties contractantes sont exceptés des dispositions du présent traité et seront régis par les lois, ordonnances et règlements de la Norvège et du Siam, respectivement.

Il est toutefois entendu qu'à cet égard, les ressortissants et les navires siamois jouiront, dans les territoires et possessions du Royaume de Norvège, et que les ressortissants et navires norvégiens jouiront, dans les territoires et possessions du Royaume de Siam, des droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés, conformément à ces lois, ordonnances et règlements, aux ressortissants ou aux navires d'autres nations.

Article XV.

A merchant vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by reason of any other distress, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by national vessels or by the vessels of the most favoured nation. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to derray the expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If a merchant vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the local authorities shall give prompt notice of the occurrence to the Consular Officer residing in the district or to the nearest Consular Officer of the other Power.

Such stranded or wrecked ship or vessel and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including those which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents, when claimed by them, within the period fixed by the laws, ordinances and regulations of the country in which the wreck or stranding occurred, and such owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the case of the wreck of a national vessel.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of the Customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay ordinary duties.

In the case of a ship or vessel belonging to the subjects of one of the High Contracting Parties being driven in by stress of weather, run aground or wrecked in the territory of the other, the proper Consular Officer of the High Contracting Party to which the vessel belongs, shall, if the owners or their agents are not present, or are present but require it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to the subjects of his State.

Article XVI.

The vessels of war of each of the High Contracting Parties may enter, remain and make repairs in those ports and places of the other to which the vessels of war of other nations are accorded access ; they shall there submit to the same regulations and enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now, or may hereafter be, conceded to the vessels of war of any other nation.

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and other Consular Officers or Agents, to reside in the towns and ports of the territories and possessions of the other where similar officers of the other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall not enter upon their functions until they shall have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

They shall be entitled to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of every kind which are or may be accorded to Consular Officers of the most favoured nation.

Article XV.

Tout navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera contraint par le mauvais temps, ou pour toute autre cause de détresse, de chercher refuge dans un port de l'autre Partie, sera libre de s'y faire réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans acquitter d'autres droits que ceux qui seraient acquittés par les navires nationaux ou par les navires de la nation la plus favorisée. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire marchand se trouverait dans la nécessité de se défaire d'une partie de sa cargaison afin de couvrir les dépenses encourues, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs en vigueur dans le lieu où il aura pu arriver.

Si un navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes venait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales devront immédiatement en aviser l'officier consulaire dans la circonscription duquel a eu lieu l'événement, ou le plus proche officier consulaire de l'autre Puissance.

Ce navire ou bâtiment échoué ou naufragé, toutes ses parties, tous les objets et fournitures lui appartenant, et tous les effets et marchandises qui en seront sauvés, y compris toutes choses qui auront été jetées à la mer, ou le produit desdits objets en cas de vente, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce navire ou bâtiment échoué ou naufragé, seront remis aux propriétaires ou aux représentants de ces derniers, s'ils les réclament dans les délais fixés par les lois, ordonnances et règlements du pays où se sera produit le naufrage ou l'échouement, et lesdits propriétaires ou représentants acquitteront seulement les dépenses engagées pour la conservation de la propriété, ainsi que les frais de sauvetage et autres qu'auraient payés en pareil cas les navires nationaux.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation intérieure, auquel cas ils seront soumis aux droits ordinaires.

Au cas où un navire ou bâtiment appartenant aux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes serait obligé de chercher refuge par suite de mauvais temps, échouerait ou ferait naufrage sur le territoire de l'autre Partie, l'officier consulaire compétent de la Haute Partie contractante à laquelle ressortit le navire en cause sera, en l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, ou, si ceux-ci sont présents, sur leur requête, autorisé à intervenir en vue d'assurer les secours nécessaires aux ressortissants de son Etat.

Article XVI.

Les bâtiments de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes pourront entrer, séjourner et procéder à des réparations dans tous les ports et autres lieux dépendant de l'autre Partie, où les bâtiments de guerre d'autres nations ont accès ; ils y seront soumis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et immunités, que ceux qui sont, ou pourront être accordés aux bâtiments de guerre de toute autre nation.

Article XVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires dans les villes et ports des territoires et possessions de l'autre Partie où les mêmes officiers consulaires d'autres Puissances sont autorisés à résider.

Toutefois, ces officiers et agents consulaires ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir été agréés et acceptés par le gouvernement auprès duquel ils auront été envoyés.

Ils auront le droit d'exercer tous les pouvoirs, et ils jouiront de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toute sorte qui sont, ou pourront être accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XVIII.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Officers or Agents of the two High Contracting Parties or the persons duly authorized to fill their places shall, within the territory of the other Party, have charge of the internal order on board the merchant vessels of their nation, to the exclusion of all local authorities. They shall take cognizance of all disputes and they alone shall determine all differences which may have arisen at sea, or which may arise in port, between the captains, officers and crews, including disputes concerning wages and the execution of contracts reciprocally entered into. The courts or other authorities of either country, shall on no account interfere in such disputes unless such differences on board ship be of a nature to disturb the public peace on shore or in port.

Article XIX.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents of the two High Contracting Parties subject in Siam to the jurisdictional régime applicable in each case, may respectively cause to be arrested and sent on board, or cause to be repatriated, such officers, seamen or other persons forming part of the crew of ships of war or merchant vessels of their nation, as may have deserted in one of the ports of the other.

To this end, they shall respectively address the competent national or local authorities in writing and make request for the return of the deserters, and furnish evidence by exhibiting the register, crew list or other official documents of the vessels, or a copy or extract therefrom duly certified, that the persons claimed belong to the company of said ships or vessels. On such application being made, all assistance shall be furnished for the pursuit and arrest of such deserters, who shall further be detained and guarded in the jails of the country, pursuant to the requisition and at the expense of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Officers or Agents until they find an opportunity to send the deserters home.

If, however, no such opportunity shall be had for the space of two months from the day of the arrest, the deserters shall be set at liberty, and shall not again be arrested for the same cause.

If the deserters shall have committed any crime or offence in the country within which they are found, they shall not be placed at the disposal of the Consular Officers or Agents until after the proper tribunal having jurisdiction over the case shall have pronounced sentence, and such sentence shall have been executed.

It is understood that the provisions of the present Article do not apply to persons who are subjects of the country within which the demand is made.

Article XX.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territories or possessions of the other without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest Consular Officer of the nation to which the deceased belonged, in order that necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

In case of the death of a subject of one of the High Contracting Parties in the territories or possessions of the other without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent Consular Officer of the State to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the laws of the country in which the property of the deceased is situated.

Article XVIII.

Les consuls généraux, consuls vice-consuls et officiers ou agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes, ou les personnes dûment autorisées à les remplacer, auront, sur le territoire de l'autre Partie, à l'exclusion de toute autorité locale, la mission de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nationalité. Ils connaîtront de toutes les contestations et seront seuls chargés de régler tous les différends qui auront pu se produire en haute mer ou qui pourront surgir dans un port, entre les capitaines, les officiers et les équipages, y compris toutes les contestations concernant les salaires et l'exécution de contrats conclus par les intéressés. Les tribunaux ou autres autorités de chaque pays n'interviendront, à aucun titre, dans ces contestations, à moins que les différends se produisant à bord du navire, ne soient de nature à troubler l'ordre public à terre ou dans le port.

Article XIX.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront, sous réserve, au Siam, du régime juridictionnel applicable dans chaque cas, faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les officiers, marins ou toutes autres personnes faisant partie de l'équipage de bâtiments de guerre ou de navires marchands de leur nationalité, qui auraient déserté dans l'un des ports de l'autre Partie.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités nationales ou locales compétentes pour demander que celles-ci leur remettent les déserteurs ; ils devront prouver que les personnes réclamées font réellement partie de l'équipage desdits bâtiments ou navires, et à cet effet, ils devront produire, soit le registre, le rôle d'équipage ou d'autres documents officiels du bâtiment ou navire, soit une copie ou un extrait dûment certifié desdits documents. A la suite de cette demande, toute assistance sera fournie pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui devront, en outre, être détenus et gardés dans les prisons du pays, sur la demande et aux frais des consuls généraux, consuls, vice-consuls et officiers ou agents consulaires, jusqu'au moment où ceux-ci auront l'occasion de faire rapatrier les déserteurs en question.

Si, toutefois, cette occasion ne se présente pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés à nouveau pour la même cause.

Si les déserteurs ont commis quelque crime ou délit dans le pays où ils sont découverts, ils ne seront mis à la disposition des officiers ou agents consulaires qu'après que le tribunal compétent pour connaître de l'affaire, aura prononcé son jugement et que celui-ci aura été exécuté.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ressortissent au pays où la demande est présentée.

Article XX.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décéderait sur les territoires ou dans les possessions de l'autre Partie, sans qu'il existe, dans le pays où il est décédé, ni héritiers connus ni exécuteurs testamentaires désignés par lui, les autorités locales compétentes devront aussitôt aviser le plus proche officier consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être immédiatement transmis aux parties intéressées.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décéderait, sur les territoires ou dans les possessions de l'autre Partie, sans laisser, au lieu de son décès, aucune personne qualifiée par la législation du pays du défunt pour prendre soin de la succession et l'administrer, l'officier consulaire compétent de l'Etat auquel ressortissait le défunt aura le droit, après avoir rempli les formalités nécessaires, de prendre la succession sous sa garde et de l'administrer selon la procédure et dans les limites prescrites par la législation du pays où sont situés les biens du défunt.

The foregoing provisions shall also apply in case of a subject of one of the High Contracting Parties dying outside the territories and possessions of the other, but possessing property therein, without leaving any person there entitled to take charge of and administer the estate.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either of the High Contracting Parties has actually granted or may hereafter grant to the Consular Officers of any other Foreign State, shall be extended immediately and unconditionally to the Consular Officers of the other High Contracting Party.

Article XXI.

The stipulations contained in the present Treaty do not affect, supersede or modify any of the laws, ordinances or regulations of the High Contracting Parties, now in force or hereafter enacted with regard to immigration, naturalization, police or public security.

None of the provisions of the present Treaty are to be interpreted in a manner which will detract from the enjoyment of jurisdictional or fiscal autonomy which the present Treaty confers upon Siam.

No claim may be made by virtue of the stipulations of the present Treaty to any privilege that Norway has accorded, or may accord, to Denmark, Finland, Iceland or Sweden, as long as the same privilege has not been extended to any other country.

Neither of the High Contracting Parties shall by virtue of the provisions of the present Treaty be entitled to claim the benefits which have been granted or may be granted to neighbouring States in order to facilitate short boundary traffic.

Article XXII.

The present Treaty shall, from the date of its coming into force, be substituted for all former Treaties, Conventions and Agreements made between the two High Contracting Parties. From that date, consequently, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation¹ between Norway and Sweden and Siam signed at London on May 18th, 1868, and the Agreement between Norway and Sweden and Siam for regulating the traffic in spirituous liquors signed at Stockholm on July 16th, 1883, shall, as between the High Contracting Parties, cease to be binding.

Article XXIII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged either at Oslo or Bangkok as soon as possible.

The Treaty shall come into effect on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force ten years from that date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified twelve months before the expiration of the said ten years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is clearly understood, however, that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the Treaties, Conventions, Arrangements, or Agreements abrogated by the present Treaty.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 69, page 1135.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront également au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes, décédé en dehors des territoires ou possessions de l'autre Partie, posséderait des biens dans ce dernier Etat, mais n'y laisserait aucune personne ayant qualité pour prendre soin de la succession et l'administrer.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'administration des biens appartenant à une succession, tout droit, privilège, faveur ou immunité que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes a effectivement accordé, ou pourra ultérieurement accorder aux officiers consulaires de tout autre Etat étranger, sera immédiatement et sans conditions, étendu aux officiers consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

Article XXI.

Les stipulations du présent traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances ou règlements des Hautes Parties contractantes qui sont actuellement en vigueur ou pourront ultérieurement être édictés relativement à l'immigration, à la naturalisation, à la police ou à la sécurité publique.

Aucune des dispositions du présent traité ne pourra être interprétée de façon à porter atteinte à l'autonomie que le présent traité confère au Siam en matière juridictionnelle ou fiscale.

Le Siam ne pourra, en vertu des stipulations du présent traité, revendiquer aucun avantage que la Norvège a accordé, ou pourra accorder, au Danemark, à la Finlande, à l'Islande ou à la Suède, aussi longtemps que le même avantage n'aura pas été étendu à un autre pays quelconque.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne pourra, en vertu des dispositions du présent traité, revendiquer les avantages qui ont été ou pourront être accordés à des États voisins en vue de faciliter le petit trafic de frontière.

Article XXII.

Le présent traité remplacera, à partir du jour de son entrée en vigueur, tous les traités, conventions et accords antérieurement conclus entre les deux Hautes Parties contractantes. A partir de cette date, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation¹, signé à Londres, le 18 mai 1868, entre la Norvège et la Suède, d'une part, et le Siam, d'autre part, ainsi que l'Accord relatif au trafic des boissons spiritueuses, signé le 16 juillet 1883 à Stockholm entre la Norvège et la Suède, d'une part, et le Siam, d'autre part, cesseront d'être en vigueur entre les Hautes Parties contractantes.

Article XXIII.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible, soit à Oslo, soit à Bangkok.

Le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant une période de dix ans à partir de cette date.

Si, douze mois avant l'expiration de ce délai de dix ans, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin au présent traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, il est expressément entendu qu'une telle dénonciation n'aura pas pour effet de remettre en vigueur aucun des traités, conventions, arrangements ou accords, abrogés par le présent traité.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IV, page 769.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereunto affixed their seals.

Done in duplicate in the English language, at Oslo, this sixteenth day of July in the year one thousand nine hundred and twenty-six of the Christian Era, corresponding to the sixteenth day of the fourth month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (Signed) Ivar LYKKE.

(L. S.) (Signed) Vipulya SVASTIWONGS.

ANNEX I.

PROTOCOL CONCERNING JURISDICTION APPLICABLE IN THE KINGDOM OF SIAM TO NORWEGIAN SUBJECTS.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Norway and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

Article I.

The system of jurisdiction heretofore established in Siam for Norwegian subjects and the privileges, exemptions and immunities now enjoyed by Norwegian subjects in Siam as a part of or appurtenant to said system shall absolutely cease and determine on the date of the coming into force of the above-mentioned Treaty, and thereafter all Norwegian subjects, persons, corporations, companies and associations in Siam shall be subject to the jurisdiction of the Siamese Courts.

Article II.

Until the promulgation and putting into force of all the Siamese Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Code, the Codes of Procedure and the Law for Organization of Courts and for a period of five years thereafter, but no longer, Norway, through its Diplomatic and Consular Officials in Siam, whenever in its discretion it deems it proper so to do in the interest of justice, by means of a written requisition addressed to the judge or judges of the Court in which such case is pending, may evoke any case pending in any Siamese Court, except the Supreme or Dika Court, in which a Norwegian subject, person, corporation, company or association is defendant or accused.

Such case shall then be transferred to said Diplomatic or Consular Official for adjudication, and the jurisdiction of the Siamese Court over such case shall thereupon cease. Any case so evoked shall be disposed of by said Diplomatic or Consular Official in accordance with the laws of Norway properly applicable, except that as to all matters coming within the scope of Codes or Laws of the Kingdom of Siam regularly promulgated and in force, the texts of which have been communicated to the Norwegian Representative in Bangkok, and not falling within the scope of the Norwegian Penal Code, the rights and liabilities of the parties shall be determined by Siamese Law.

For the purpose of trying such cases and of executing any judgment which may be rendered therein, the jurisdiction of the Norwegian Diplomatic and Consular Officials in Siam is continued.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise, à Oslo, le seize juillet mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au seizième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent soixante-neuvième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (*Signé*) Ivar LYKKE.

(L. S.) (*Signé*) Vipulya SVASTIWONGS.

ANNEXE I

PROTOCOLE CONCERNANT LA JURIDICTION APPLICABLE AUX RESSORTISSANTS NORVÉGIENS DANS LE ROYAUME DE SIAM

Au moment de procéder ce jour à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume de Norvège et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le régime de juridiction établi jusqu'à présent au Siam pour les ressortissants norvégiens, et les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent actuellement les ressortissants norvégiens au Siam, et qui font partie dudit régime ou s'y rattachent, seront entièrement abrogés et abolis à partir de la date de la mise en vigueur du traité ci-dessus mentionné ; après cette date, tous les ressortissants norvégiens, ainsi que toutes les personnes, compagnies, sociétés et associations norvégiennes établis au Siam, seront justiciables des tribunaux siamois.

Article II.

Jusqu'à la date où tous les codes siamois, à savoir : le code pénal, le code civil et commercial, les codes de procédure et la loi d'organisation judiciaire auront été promulgués et seront entrés en vigueur, et pendant une période ultérieure de cinq ans au plus, la Norvège pourra, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires diplomatiques et consulaires au Siam, toutes les fois qu'elle le jugera convenable dans l'intérêt de la justice, évoquer, moyennant une réquisition écrite adressée au juge ou aux juges du tribunal intéressé, toute affaire pendante par-devant un tribunal siamois — sauf la Cour suprême, ou « Dika » — dans laquelle le défenseur ou le prévenu est un ressortissant norvégien, ou une personne, une compagnie, société ou association norvégienne.

Cette affaire sera alors transférée audit fonctionnaire diplomatique ou consulaire pour décision, et le tribunal siamois cessera d'être compétent en l'espèce. Toute affaire ainsi évoquée sera réglée par ledit fonctionnaire diplomatique ou consulaire, conformément aux lois norvégiennes applicables en l'espèce ; toutefois, les droits et les obligations des parties seront déterminées par la législation siamoise toutes les fois que la matière du procès fera l'objet de dispositions contenues dans les codes ou lois du Royaume de Siam, régulièrement promulgués, mis en vigueur et dûment communiqués au représentant de la Norvège à Bangkok, et qu'elle ne tombera pas sous le coup des dispositions du code pénal norvégien.

La juridiction des fonctionnaires diplomatiques et consulaires norvégiens au Siam est maintenue pour ce qui concerne l'examen de ces affaires et l'exécution de tout jugement dont elles pourraient faire l'objet.

Until the date when the Siamese codes mentioned above shall have come into force, the Siamese Government will continue to communicate to the Norwegian Representative in Siam the texts of all new laws and regulations which have been promulgated and the Siamese Government will endeavour to take into consideration the objections with regard to such texts which the said Representative may have submitted within a reasonable time.

Article III.

Appeals by Norwegian subjects, persons, corporations, companies and associations from judgments of Courts of First Instance in cases in which they may be parties shall be adjudged by the Court of Appeal at Bangkok.

An appeal on a question of law shall lie from the Court of Appeal at Bangkok to the Supreme or Dika Court.

A Norwegian subject, person, corporation, company or association, who is defendant or accused in any case arising in the provinces, may apply for a change of venue and should the Court consider such change desirable, the trial shall take place either at Bangkok or before the judge in whose court the case would be tried at Bangkok.

The provisions of this Article shall remain in force so long as the right of evocation continues to exist in accordance with Article II.

Article IV.

In order to prevent difficulties which may arise from the transfer of jurisdiction contemplated by the present Protocol, it is agreed,

(a) All cases in which action shall be taken subsequently to the date of the coming into force of the above-mentioned Treaty, shall be entered and decided in the Siamese Courts, whether the cause of action arose before or after the date of said Treaty coming into force ;

(b) All cases pending before the Norwegian Diplomatic and Consular Officials in Siam on said date shall take their usual course before such Officials until such cases have been finally disposed of, and the jurisdiction of the Norwegian and Consular Officials shall remain in full force for this purpose.

In connection with any case coming before the Norwegian Diplomatic or Consular Officials under clause (b) of Article IV, or which may be evoked by said officials under Article II, the Siamese Authorities shall upon request by such Diplomatic or Consular Officials lend their assistance in all matters pertaining to the case.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals, this sixteenth day of July in the year one thousand nine hundred and twenty-six of the Christian Era, corresponding to the sixteenth day of the fourth month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (Signed) Ivar LYKKE.

(L. S.) (Signed) Vipulya SVASTIWONGS.

Jusqu'à la date où les codes siamois mentionnés ci-dessus seront entrés en vigueur, le Gouvernement siamois continuera à communiquer au représentant de la Norvège au Siam tous les nouveaux textes de lois et de règlements, et le Gouvernement siamois s'efforcera de tenir compte des observations relatives à ces textes que ledit représentant pourra lui soumettre dans un délai raisonnable.

Article III.

Les appels interjetés par des ressortissants norvégiens ou par des personnes, compagnies, sociétés et associations norvégiennes contre des jugements rendus par les tribunaux de première instance dans des affaires auxquelles les personnes ou groupements susmentionnés sont parties, seront portés devant la Cour d'appel de Bangkok.

Un recours en cassation, sur un point de droit, pourra être exercé contre les arrêts de la Cour d'appel de Bangkok par-devant la Cour suprême ou « Dika ».

Tout ressortissant norvégien, toute personne, compagnie, société ou association norvégienne, figurant comme défendeur ou prévenu dans un procès engagé en province, pourra toujours demander le dessaisissement du tribunal et, si cette requête est admise par le tribunal, l'affaire sera jugée soit à Bangkok, soit par le juge qui serait compétent à Bangkok.

Les dispositions du présent article resteront en vigueur aussi longtemps que le droit d'évocation subsistera, conformément à l'article II.

Article IV.

Afin d'éviter les difficultés qui pourraient résulter du transfert de juridiction envisagé par le présent protocole, il est convenu :

a) Que toutes les instances ouvertes postérieurement à la date de l'entrée en vigueur du traité ci-dessus mentionné, seront portées devant les tribunaux siamois et jugées par eux, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les faits motivant l'instance se sont produits avant ou après la date de la mise en vigueur dudit traité ;

b) Que toutes les affaires pendantes à cette date devant les fonctionnaires diplomatiques et consulaires norvégiens au Siam, suivront leur cours ordinaire devant ces fonctionnaires, jusqu'à ce que lesdites instances aient été définitivement réglées ; la juridiction des fonctionnaires diplomatiques et consulaires norvégiens continuera à avoir plein et entier effet à cette fin.

Dans toutes les affaires qui seraient portées devant les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires norvégiens en vertu de la clause b) de l'article IV, ou qui pourraient être évoquées par lesdits fonctionnaires en vertu de l'article II, les autorités siamoises devront, à la demande de ces fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, prêter à ceux-ci leur concours dans toutes les questions relatives au procès.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux le seize juillet mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au seizième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent soixante-neuvième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (Signé) Ivar LYKKE.

(L. S.) (Signé) Vipulya SVASTIWONGS.

ANNEX II.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

Norwegian Sardines prepared from fish belonging to the species *Clupea Sprattus* (Brisling) or *Clupea Harengus* (Sild) shall, when imported into the Kingdom of Siam not pay a higher tariff rate than sardines prepared from fish belonging to the species *Clupea Pichardus* imported from any country.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done at Oslo, in duplicate, this sixteenth day of July in the year one thousand nine hundred and twenty-six of the Christian Era, corresponding to the sixteenth day of the fourth month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (Signed) Ivar LYKKE.

(L. S.) (Signed) Vipulya SVASTIWONGS.

ANNEX III.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

In the application of the provisions prescribing most-favoured nation treatment in the Treaty signed this day as well as in all that concerns commerce, navigation and industry, except as otherwise expressly provided in this Treaty, no discrimination whatever in favour of the Government, nationals or ships of any other country, shall be made by either of the two High Contracting Parties against the Government, nationals or ships of the other.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done at Oslo, in duplicate, this sixteenth day of July in the year one thousand nine hundred and twenty-six of the Christian Era, corresponding to the sixteenth day of the fourth month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (Signed) Ivar LYKKE.

(L. S.) (Signed) Vipulya SVASTIWONGS.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 12 février 1927.

Pour le Ministère :
Ann. v. Nisutch,
Chef de Division p. i.

ANNEXE II

Au moment de procéder ce jour à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume de Norvège et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Les conserves de sardines norvégiennes préparées avec des poissons de l'espèce *Clupea Sprattus* (*Brisling*) ou *Clupea Harengus* (*Sild*) ne seront frappées, lors de leur importation dans le Royaume de Siam, d'aucun droit de douane plus élevé que celui qui est applicable aux conserves de sardines préparées avec des poissons de l'espèce *Clupea Pichardus* et importées d'un autre pays quelconque.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Oslo, en double exemplaire, le seize juillet mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au seizième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent soixante-neuvième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (*Signé*) Ivar LYKKE.

(L. S.) (*Signé*) Vipulya SVASTIWONGS.

ANNEXE III

Au moment de procéder ce jour à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume de Norvège et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

En ce qui concerne l'application des dispositions du traité signé ce jour, qui établissent le traitement de la nation la plus favorisée, ainsi qu'en tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, sauf dans les cas où ce traité prévoit expressément des dispositions différentes, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'exercera contre le gouvernement, les ressortissants ou les navires de l'autre Partie, une discrimination quelconque en faveur du gouvernement, des ressortissants ou des navires d'un autre pays quelconque.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Oslo, en double exemplaire, le seize juillet mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au seizième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent soixante-neuvième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (*Signé*) Ivar LYKKE.

(L. S.) (*Signé*) Vipulya SVASTIWONGS.

N° 1405.

ESPAGNE ET ITALIE

Accord relatif à la coopération des services d'émigration respectifs pour la protection et l'assistance des émigrants pendant le voyage. Signé à Rome, le 25 novembre 1925.

SPAIN AND ITALY

Agreement concerning the Co-operation of their respective Emigration Services for the Protection and Assistance of Emigrants during the Journey. Signed at Rome, November 25, 1925.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1405. — ACCORDO FRA L'ITALIA E LA SPAGNA RELATIVO ALLA COOPERAZIONE FRA I RISPETTIVI SERVIZI DEL L'EMIGRAZIONE PER LA TUTELA E L'ASSISTENZA DEGLI EMIGRANTI DURANTE IL VIAGGIO, FIRMATO A ROMA IL 25 NOVEMBRE 1925.

Textes officiels espagnol et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 février 1927.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ IL RE DI SPAGNA, desiderando di stabilire un accordo di mutua cooperazione, ispirato ai voti della Conferenza internazionale di Roma sulla emigrazione e sull'immigrazione, fra i rispettivi servizi dell'emigrazione per ciò che concerne l'assistenza e la tutela dei rispettivi sudditi che si imbarcano in qualità di emigranti su un piroscafo dell'altro paese autorizzato a trasportare emigranti, hanno nominato a tale scopo come loro pleni potenziari:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA

Sua Eccellenza Benito MUSSOLINI, Presidente del Consiglio e Ministro degli Affari Esteri, Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, ecc. ecc.

SUA MAESTÀ CATTOLICA IL RE DI SPAGNA

Sua Eccellenza Don Cipriano MUÑOZ Y MANZANO, conte DE LA VIÑAZA, Grande di Spagna, suo Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia, suo Gentiluomo di Camera, Senatore del Regno per diritto proprio, Membro delle Reali Accademie della lingua e della storia, Cavaliere Gran Croce del Reale e distinto Ordine di Carlo III° e di quello di Isabella la Cattolica, Merito militare e di Beneficenza, decorato della Sua medaglia d'oro e di quella della Reggenza, Cavaliere Gran Croce dei SS. Maurizio e Lazzaro d'Italia, degli Ordini Pontifici di Pio IX e di S. Gregorio Magno, di quelli di Leopoldo d'Austria, di San Alessandro Newski in brillanti di Russia, della Concezione di Villaviciosa del Portogallo, di Leopoldo del Belgio, di San Alessandro di Bulgaria, dell'Aquila bianca di Serbia e del Sole del Perù, ecc. ecc.

I quali, dopo essersi scambiati i rispettivi pieni poteri in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Articolo I.

Ciascuno dei due Governi s'impegna di assicurare che sui piroscafi della propria bandiera, autorizzati al trasporto degli emigranti secondo la propria legislazione, sia prestato agli emigranti o rimpatrianti dell'altro paese, che viaggiano su di essi, la stessa protezione ed assistenza di cui godono gli emigranti nazionali.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1405. — ACUERDO ENTRE ESPAÑA E ITALIA RELATIVO A LA COOPERACIÓN ENTRE LOS RESPECTIVOS SERVICIOS DE EMIGRACIÓN PARA LA TUTELA Y ASISTENCIA DE LOS EMIGRANTES DURANTE EL VIAJE, FIRMADO EN ROMA EL 25 DE NOVIEMBRE 1925.

Spanish and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 17, 1927.

SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA y SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA, deseando establecer un Acuerdo de cooperación mutua, inspirado en las resoluciones de la Conferencia internacional de Roma sobre la emigración e inmigración, entre los respectivos servicios de emigración en cuanto afecta a la asistencia y tutela de los respectivos súbditos que se embarquen en calidad de emigrantes en un barco del otro país autorizado a transportar emigrantes, han nombrado, con este objeto, Sus Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA

al Excmo Señor Don CIPRIANO MUÑOZ Y MANZANO, Conde DE LA VIÑAZA, Grande de España, Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Majestad el Rey de Italia, Su Gentilhombre de Cámara, Senador del Reino por derecho propio, Individuo de las Reales Academias de la Lengua y de la Historia, Caballero Gran Cruz de la Real y Distinguida Orden de Carlos III, y de las de Isabel la Católica, Mérito Militar y de Beneficencia, condecorado con Su Medalla de oro y con la de la Regencia, Caballero Gran Cruz de San Mauricio y Lázaro de Italia, de las Ordenes Pontificias Piana y de San Gregorio el Magno, de la de Leopoldo de Austria, de San Alejandro Newski en brillantes de Rusia, de la Concepción de Villaviciosa de Portugal, de Leopoldo de Bélgica, de San Alejandro de Bulgaria, del Aguila Blanca de Servia y del Sol del Perú, etc. etc.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA

a Su Excelencia Benito MUSSOLINI, Presidente del Consejo y Ministro de Negocios Extranjeros, Caballero de la Suprema Orden de la SS. Annunziata, etc. etc.

Los cuales, después de haberse exhibido sus plenos poderes repectivos, hallados en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo I.

Cada uno de los Gobiernos de España e Italia se comprometen a asegurar que en los barcos de su propio pabellón autorizados a transportar emigrantes según sus propias leyes, se prestará a los emigrantes o repatriados del otro país que viajen en los mismos, igual protección y asistencia que las de que gozan los emigrantes nacionales.

Articolo II.

I piroscafi italiani autorizzati al trasporto degli emigranti secondo le leggi italiane e secondo le leggi spagnuole, quando imbarchino in numero non superiore a cinquanta emigranti spagnuoli in porti della Spagna, o rimpatrianti spagnuoli diretti a porti della Spagna, saranno dispensati dall'obbligo di avere a bordo un medico spagnuolo e personale sanitario ausiliario spagnuolo per l'assistenza di tali emigranti o rimpatrianti purchè abbiano il personale italiano della categoria corrispondente nel numero richiesto dalla legislazione spagnuola, ed a condizione che su di essi sia imbarcato un interprete per la lingua spagnuola.

Le stesse disposizioni, *mutatis mutandis*, si applicano, reciprocamente, per i piroscafi spagnuoli.

Articolo III.

Il Regio Commissario italiano imbarcato su un piroscafo italiano in servizio di emigrazione e l'Ispettore od il medico spagnuolo con funzioni di Ispettore di emigrazione viaggiante, imbarcati su un piroscafo spagnuolo in servizio di emigrazione eserciteranno, nei riguardi degli emigranti o rimpatrianti dell'altra nazionalità imbarcati sullo stesso piroscafo nelle condizioni previste dall'art. 2, le funzioni di vigilanza e di tutela, oltre che in conformità al principio stabilito d'all'art. 1, anche nel senso di controllare che a tali emigranti o rimpatrianti sieno fatte le condizioni di trattamento a cui essi abbiano diritto in base al contratto di trasporto ed alle leggi e regolamenti del loro paese e presenteranno alle Autorità competenti dell'altro Paese una relazione informativa sulle condizioni di viaggio degli stessi emigranti o rimpatrianti secondo le norme che saranno stabilite di comune accordo fra il Commissariato Generale Italiano dell'emigrazione e la Direzione Generale Spagnuola dell'emigrazione.

Articolo IV.

Quando su un piroscafo italiano autorizzato a trasportare emigranti spagnuoli in conformità alla legislazione spagnuola venisse imbarcato un Ispettore dell'emigrazione spagnuolo, è inteso che tale Ispettore non eserciterà durante il viaggio funzioni che possano costituire un'ingerenza in quelle devolute dalle leggi e dai regolamenti italiani al R. Commissario Italiano che sia imbarcato sullo stesso piroscafo.

Articolo V.

Il Commissariato Generale dell'emigrazione in Italia e la Direzione Generale dell'emigrazione in Spagna sono autorizzati a corrispondere direttamente fra di loro ed a prendere le intese necessarie per l'applicazione del presente accordo.

Articolo VI.

Il presente accordo entrerà immediatamente in vigore e resterà in vigore fino alla scadenza di dieci mesi dalla data alla quale una delle Parti avrà notificato all'altra la sua intenzione di farlo cessare.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale effetto, hanno firmato il presente accordo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma, in doppio originale, il venticinque novembre millenovecentoventicinque.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) El Conde DE LA VIÑAZA.

Artículo II.

Los barcos italianos autorizados a transportar emigrantes según las leyes italianas y según las leyes españolas, cuando embarquen en número que no exceda de cincuenta emigrantes españoles en puertos de España, o repatriados españoles que se dirijan a puertos de España, serán dispensados de la obligación de llevar a bordo un médico español y personal sanitario auxiliar español para la asistencia de tales emigrantes o repatriados, con tal de que tengan personal italiano de la categoría correspondiente e igual en número al exigido por la legislación española y con la condición de que en ellos embarque un intérprete de lengua castellana.

Las mismas disposiciones, *mutatis mutandis*, se aplicarán recíprocamente a los barcos españoles.

Artículo III.

El Real Comisario italiano embarcado en un barco italiano al servicio de emigración y el Inspector o el Médico español con funciones de Inspector de emigración en viaje, embarcados en un barco español en servicio de emigración, ejercerán, en relación con los emigrantes o repatriados de la otra nacionalidad embarcados en el mismo barco en las condiciones previstas en el artículo II, las funciones de vigilancia y tutela, no sólo de acuerdo con el principio que establece el artículo I, sino también en el sentido de cerciorarse de que a tales emigrantes o repatriados se les otorguen las condiciones de trato a que tengan derecho en virtud del contrato de transporte y de las leyes y reglamentos de su país, y presentarán a las Autoridades competentes del otro país una relación informativa de las condiciones de viaje de los referidos emigrantes y repatriados, de conformidad con las normas, que de común acuerdo se fijarán entre la Dirección General Española de Emigración y el Comisariado General Italiano de la Emigración.

Artículo IV.

Cuando en un barco italiano, autorizado a transportar emigrantes españoles de conformidad con la legislación española, se embarque un Inspector español de emigración, queda entendido que tal Inspector no ejercerá durante el viaje funciones susceptibles de constituir una ingerencia en aquellas asignadas por las leyes y reglamentos italianos al Real Comisario italiano que viaje en el mismo barco.

Artículo V.

El Comisariado General de Emigración de Italia y la Dirección General de Emigración de España quedan autorizados a comunicarse directamente entre sí y a adoptar las providencias necesarias para la aplicación del presente Acuerdo.

Artículo VI.

El presente Acuerdo entrará inmediatamente en vigor y permanecerá vigente hasta el plazo de diez meses posteriores a la fecha en que una de las Partes haya notificado a la otra su intención de hacerlo cesar.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Acuerdo y han puesto en él sus sellos.

Hecho en Roma por duplicado el veinticinco de noviembre de mil novecientos veinticinco.

(L. S.) El Conde DE LA VIÑAZA.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Copie certifié conforme :

Mussolini.

¹ TRADUCTION.

N^o 1405. — ACCORD ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE RELATIF A LA COOPÉRATION DES SERVICES D'ÉMIGRATION RESPECTIFS POUR LA PROTECTION ET L'ASSISTANCE DES ÉMIGRANTS PENDANT LE VOYAGE. SIGNÉ A ROME, LE 25 NOVEMBRE 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désireux de conclure un accord de coopération mutuelle, répondant aux vœux de la Conférence internationale de Rome sur l'émigration et l'immigration, entre les services respectifs d'émigration pour ce qui touche à l'assistance et à la protection de leurs sujets respectifs qui s'embarquent, en qualité d'émigrants sur un vapeur de l'autre pays autorisé à transporter des émigrants, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères chevalier de l'Ordre suprême de l'Annonciade, etc., etc.

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Cipriano MUNÓZ Y MANZANO, comte DE LA VIÑAZA, Grand d'Espagne, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie, son chambellan, sénateur de plein droit du Royaume, membre des Académies royales de langue et d'histoire, Grand-Croix de l'Ordre royal de Charles III et d'Isabelle la Catholique, du Mérite militaire et de la Bienfaisance, décoré de sa Médaille d'or et de celle de la Régence, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, des Ordres pontificaux de Pie IX et de Saint Grégoire-le-Grand, des ordres de Léopold d'Autriche, de Saint Alexandre de Newski, de Russie, en brillants, de la Conception de Villaviciosa de Portugal, de Léopold de Belgique, de Saint Alexandre de Bulgarie, de l'Aigle blanc de Serbie et du Soleil du Pérou, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacun des deux gouvernements s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les émigrants ou les rapatriés de l'autre pays voyageant sur des navires battant leur pavillon et autorisés par la législation nationale à transporter des émigrants, bénéficient de la même protection et de la même assistance que les émigrants nationaux.

Article II.

Les navires italiens autorisés selon les lois italiennes et les lois espagnoles à transporter des émigrants, lorsqu'ils embarqueront, en nombre non supérieur à cinquante, des émigrants espagnols

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1405. — AGREEMENT BETWEEN SPAIN AND ITALY CONCERNING THE CO-OPERATION OF THEIR RESPECTIVE EMIGRATION SERVICES FOR THE PROTECTION AND ASSISTANCE OF EMIGRANTS DURING THE JOURNEY. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 25, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of concluding an agreement for co-operation, in conformity with the resolution of the Rome International Conference on Emigration and Immigration, between their respective emigration services with regard to the assistance and protection of their respective subjects embarking as emigrants on a vessel of the other country authorised to carry emigrants, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, President of the Council and Minister for Foreign Affairs, Knight of the Supreme Order of the Annunziata, etc. etc.

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Cipriano MUÑOZ MANZANO, Count DE LA VIÑAZA, Grandee of Spain, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of Italy, His Gentleman of the Bedchamber, Senator of the Kingdom in his own right, Member of the Royal Academies of Languages and History, Knight Grand Cross of the Royal and Illustrious Order of Charles III and that of Isabella the Catholic, of the Orders of Military Merit and of Beneficiencia, decorated with His gold medal and that of the Regency, Knight Grand Cross of St. Maurice and St. Lazarus of Italy, of the Pontifical Orders of Pius IX and St. Gregory the Great, of that of Leopold of Austria, of St. Alexander Newski of Russia with brilliants, of Our Lady of Villa Vicosa of Portugal, of Leopold of Belgium, of St. Alexander of Bulgaria, of the White Eagle of Serbia and of the Sun of Peru, etc. etc.

Who, having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Each of the two Governments undertakes to ensure that on vessels flying its own flag and authorised to carry emigrants according to its own laws, the same protection and assistance shall be given to emigrants or repatriated persons of the other country travelling in the said vessels as is given to its own emigrants.

Article II.

When Italian vessels authorised to carry emigrants according to Italian law and according to Spanish law embark not more than fifty Spanish emigrants in Spanish ports, or Spanish repa-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans des ports d'Espagne ou des rapatriés espagnols qui se dirigent sur des ports d'Espagne, seront dispensés de l'obligation d'avoir à bord un médecin espagnol et un personnel sanitaire auxiliaire espagnol, chargés des soins à donner à ces émigrants ou ces rapatriés, pourvu qu'ils possèdent un personnel italien de la catégorie correspondante en nombre égal à celui qui est exigé par la législation espagnole, et à condition qu'il y ait également à bord un interprète de langue espagnole.

Les mêmes dispositions sont réciproquement applicables, *mutatis mutandis*, aux navires espagnols.

Article III.

Le commissaire royal italien embarqué sur un navire italien assurant le service d'émigration et l'inspecteur ou le médecin espagnol faisant fonction d'inspecteur d'émigration ambulant, embarqués sur un navire espagnol transportant des émigrants, exerceront, à l'égard desdits émigrants ou rapatriés de l'autre nationalité, embarqués sur ce navire dans les conditions prévues à l'article II, leurs fonctions de surveillance et de protection non seulement suivant le principe établi par l'article premier, mais encore en vue de s'assurer que ces émigrants ou ces rapatriés jouissent du traitement auquel ils ont droit en vertu du contrat de transport et des lois et règlements de leur pays; ils présenteront également aux autorités compétentes de l'autre pays un rapport sur les conditions de voyage de ces émigrants ou rapatriés, conformément aux règles qui seront fixées d'un commun accord par le Commissariat général italien de l'émigration et la Direction générale espagnole de l'émigration.

Article IV.

Lorsqu'un inspecteur de l'émigration espagnol s'embarquera sur un navire italien autorisé à transporter des émigrants espagnols, conformément à la législation espagnole, il est entendu que cet inspecteur n'exercera pas, pendant le voyage, des fonctions qui pourraient constituer une ingérence dans celles qui sont assignées par les lois et les règlements italiens au commissaire royal italien embarqué sur le même navire.

Article V.

Le Commissariat général de l'émigration en Italie et la Direction générale de l'émigration en Espagne sont autorisés à correspondre directement entre eux et à prendre les arrangements nécessaires pour l'application du présent accord.

Article VI.

Le présent accord prendra immédiatement effet et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de dix mois, à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double original, le vingt-cinq novembre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) El Conde DE LA VIÑAZA.

triated persons travelling to Spanish ports, they shall be exempted from the obligation of having on board a Spanish doctor and Spanish auxiliary health personnel for attending to such emigrants or repatriated persons, provided they have an Italian staff of the same kind, and of the number required by Spanish law, and on condition that an interpreter of Spanish is on board.

The same provisions shall apply *mutatis mutandis* to Spanish vessels.

Article III.

The Royal Italian Commissioner on board an Italian emigration vessel and the Spanish Inspector or doctor discharging the duties of a travelling emigration inspector on board a Spanish emigration vessel, shall, in respect of the emigrants or repatriated persons of the other nationality travelling under the conditions mentioned in Article II in the same vessel, perform all duties of supervision and protection, both in conformity with the provisions of Article I and with a view to ascertaining that such emigrants or repatriated persons receive the treatment to which they are entitled in virtue of the transport contract and of the laws and regulations of their country, and they shall present to the competent authorities of the other country a report on the travelling conditions of the said emigrants or repatriated persons according to directions which shall be drawn up by common agreement between the Italian Commissariat General of Emigration and the Spanish Directorate General of Emigration.

Article IV.

When an Italian vessel authorised to carry Spanish emigrants in accordance with Spanish law embarks a Spanish Emigration Inspector, it is understood that the said Inspector shall not perform during the voyage duties which might constitute an interference with those allotted by Italian law and regulations to the Royal Italian Commissioner on board the same vessel.

Article V.

The Italian Commissariat General of Emigration and the Spanish Directorate General of Emigration are authorised to communicate directly with one another and to take the necessary measures for applying the present Agreement.

Article VI.

The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force for ten months after the date of its denunciation by one of the Contracting Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed and sealed the present Agreement.

Done at Rome, in duplicate, the twenty-fifth day of November, One thousand nine hundred and twenty-five.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) El Conde DE LA VIÑAZA.

N° 1406.

ESPAGNE ET HONGRIE

Convention commerciale, avec annexes et protocole final. Signés à Madrid, le 17 juin 1925.

SPAIN AND HUNGARY

Commercial Convention, with Annexes and Final Protocol. Signed at Madrid, June 17, 1925.

N^o 1406. — CONVENTION ¹ COMMERCIALE ENTRE L'ESPAGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A MADRID, LE 17 JUIN 1925.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement royal hongrois à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 février 1927.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de faciliter et développer les relations commerciales entre la Hongrie et l'Espagne, sont convenus de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

Le conseiller de légation M. Alexandre MOLDOVANYI DE RETTEGH, directeur des affaires économiques au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence M. Don Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS Y BERMEJILLO, sous-secrétaire chargé des affaires du Ministère d'Etat ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne l'établissement, l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, du régime accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils seront libres de régler leurs affaires, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur.

Ils auront en se conformant aux lois du pays le droit d'ester en justice et libre accès auprès des autorités.

Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance d'Espagne ou des possessions espagnoles, énumérés à la liste A, seront soumis, à leur importation en Hongrie, aux droits fixés à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 8 avril 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1406. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN SPAIN AND HUNGARY. SIGNED AT MADRID, JUNE 17, 1925.

French official text communicated by the Representative of the Royal Hungarian Government accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 17, 1927.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally desirous of fostering the development of commercial relations between Hungary and Spain, have resolved to conclude a Convention to that effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. Alexander MOLDOVANYI DE RETTEGH, Councillor of Legation, Director of Economic Affairs at the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS Y BERMEJILLO, Under-Secretary in charge of the Affairs of the Ministry of State ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals of each of the two States shall enjoy in the territory of the other State, as regards their establishment, the carrying on of trade, industry and shipping, their movable and immovable property, and their rights and interests, the treatment granted to the nationals of the most favoured nation. They shall be free to conduct their business either in person or through an agent of their choice without being subject in this respect to any restrictions other than those provided for by the laws and regulations in force.

Subject to compliance with the national laws, they may sue or be sued in the courts and have free access to the authorities.

Nationals of one Party shall not be required to pay, for the carrying on of their trade, industry or shipping in the territory of the other Party, any tax, charge or duty other or higher than those which are now or may hereafter be imposed on nationals of the most favoured nation.

Article II.

1. The natural or manufactured products originating in or coming from Spain or any Spanish possession enumerated in Schedule A shall be subject on importation into Hungary to the duties

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Madrid, April 8, 1926.

ladite liste ; ils bénéficieront en tout cas, ainsi que les produits tombant sous les numéros du tarif douanier hongrois, énumérés dans la liste B, des droits les plus réduits que la Hongrie accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre Puissance, en vertu des mesures tarifaires, ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation, que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

2. Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie, énumérés à la liste C, ne seront soumis, à leur importation en Espagne, à des droits ni plus élevés ni autres que ceux fixés à ladite liste.

3. Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie, compris dans les numéros de tarif mentionnés à la liste D, ne seront soumis, à leur importation en Espagne, à des droits ni plus élevés ni autres que ceux que l'Espagne perçoit ou pourrait percevoir sur les produits de tout autre pays.

Toutefois, la Hongrie renonce à réclamer le bénéfice du traitement préférentiel que l'Espagne a établi ou pourrait établir en faveur des produits portugais, des produits originaires et en provenance de la zone espagnole du Maroc et des Républiques hispano-américaines.

4. Tous les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie, autres que ceux énumérés à la liste C, et visés à la liste D, seront soumis, à leur importation en Espagne, aux droits de la deuxième colonne du tarif douanier espagnol en vigueur en tout temps.

5. Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie, ne seront soumis à leur importation en Espagne, à aucune surtaxe ou majoration ainsi qu'à aucun coefficient existant actuellement ou qui, à l'avenir, serait établi et dont la perception reviendrait à une élévation des droits de douane.

6. Chacune des Parties contractantes s'engage, en outre, à appliquer dans le commerce avec l'autre, à l'importation et à l'exportation, un traitement ni autre ni moins favorable que celui appliqué vis-à-vis d'un tiers Etat. Cet engagement comprend notamment l'application des règlements douaniers, la procédure douanière, la vérification et l'analyse des marchandises importées, le payement des droits et charges, la classification et l'interprétation des tarifs douaniers, ainsi que l'exercice des monopoles.

7. Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie, jouiront, à leur importation dans les îles Canaries et possessions espagnoles du Nord de l'Afrique, de tous les avantages que l'Espagne accorde ou pourrait accorder à un pays tiers.

8. Seront considérés comme « produits fabriqués » des Parties contractantes aussi les objets qui sont fabriqués de matières importées de l'étranger en admission temporaire et ayant subi une transformation industrielle.

9. A l'exportation pour les territoires de l'autre Partie contractante, il ne sera perçu des droits de sortie ou des taxes quelconques autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour tout autre pays.

10. Afin d'assurer au commerce réciproque les avantages du traitement selon la présente convention et afin d'exclure, en même temps, tout abus possible, chacune des Parties contractantes pourra demander que les produits naturels ou fabriqués de l'autre Partie soient accompagnés, lors de leur importation, d'un certificat d'origine.

Ce certificat d'origine sera délivré soit par la Chambre de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité ou groupement économique que le pays destinataire aura agréé. Chacune des deux Parties pourra demander, en outre, que le certificat soit légalisé par un représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

11. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au bénéfice de tout régime spécial qui pourrait être institué pour tout le trafic frontalier qui ne dépasserait pas une étendue moyenne de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière et serait exclusivement limité aux besoins des populations de ladite zone, ou qui serait motivé par les situations économiques spéciales résultant de l'institution de frontières nouvelles.

specified in the said schedule. They shall in any case, together with the products included among the Hungarian tariff numbers enumerated in Schedule B, enjoy the benefit of the greatest reduction of duty which Hungary grants or may hereafter grant to any other Power in virtue of tariff measures or Commercial Conventions both as regards import duties and any surtax, coefficient or supplement to which these duties are or may be subject.

2. The natural or manufactured products originating in or coming from Hungary enumerated in Schedule C shall not be subject on importation into Spain to any duties other or higher than those fixed in the said schedule.

3. The natural or manufactured products originating in or coming from Hungary included among the tariff items mentioned in Schedule D shall not be subject on importation into Spain to any duties other or higher than those which Spain imposes or may impose on the products of any other country.

Nevertheless, Hungary renounces the right to claim the benefit of the preferential treatment which Spain has established or may establish in favour of Portuguese products and of products originating in or coming from the Spanish zone in Morocco or the Spanish-American Republics.

4. All natural or manufactured products originating in or coming from Hungary, other than those enumerated in Schedule C and those referred to in Schedule D, shall be subject on importation into Spain to the duties specified in the second column of the Customs tariff in force at the time.

5. Natural or manufactured products originating in or coming from Hungary shall not be subject on importation into Spain to any surtax or increase or to any coefficient at present existing or which may in future be established, the application of which would be equivalent to an increase in the Customs duties.

6. Each of the Contracting Parties further undertakes not to apply in its trade with the other, in respect either of importation or exportation, treatment other or less favourable than that applied to a third State. This obligation relates in particular to the application of Customs regulations, Customs procedure, the checking and inspection of imported goods, the payment of duties and fees, the classification and interpretation of Customs tariffs and the exercise of monopolies.

7. Natural or manufactured products originating in or coming from Hungary shall enjoy, as regards their importation into the Canary Islands and the Spanish possessions in North Africa, all the advantages which Spain grants or may grant to a third country.

8. " Manufactured products " of the Contracting Parties shall be taken to include objects which are manufactured from material temporarily imported from abroad and subjected to industrial transformation.

9. No export duties or taxes shall be imposed on goods exported to the territory of the other Contracting Party other or higher than those imposed on similar goods exported to any other country.

10. In order that the trade of the respective countries may enjoy the advantages of the treatment stipulated in the present Convention, and in order at the same time to preclude any possibility of abuse, each of the Contracting Parties may require that the natural or manufactured products of the other country should be accompanied at the time of their importation by a certificate of origin.

This certificate of origin shall be delivered either by the Chamber of Commerce competent to issue such certificates to the consignor, or by any other authority or trade corporation which the country of destination may approve. Each of the two Parties may also require that the certificate should be legalised by a diplomatic or consular representative of the country of destination.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets.

11. The provisions of the present Article shall not entitle either Party to benefit by any special régime which may be established in respect of frontier traffic within a zone of an average width not exceeding fifteen kilometres on either side of the frontier and which is exclusively limited to the requirements of the population of such zone, or is justified by the special economic situation resulting from the establishment of new frontiers.

Article III.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou pour tout autre compte, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun motif les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce.

Article IV.

Les Parties contractantes n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions relatives à l'importation ou à l'exportation réciproques qui ne s'appliqueront de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes marchandises dans le commerce avec tout autre pays se trouvant dans les mêmes conditions.

Article V.

Les commerçants ou industriels de l'un des deux pays qui prouveront, par l'exhibition d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, que, dans l'Etat ou ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent des taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente ouverts. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans l'un ni dans l'autre cas, ils ne seront astreints à acquitter, à cet effet, une taxe spéciale.

2. Les commerçants ou industriels et les voyageurs de commerce à leur service qui sont munis d'une carte de légitimation industrielle auront le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

3. Les cartes de légitimation devront être délivrées conformément au modèle ci-joint dans l'annexe E. Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance quelles sont les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle. Chacune des Parties contractantes aura le droit de percevoir une taxe modérée pour la délivrance de cette carte.

4. Les voyageurs de commerce munis d'une carte de légitimation n'auront pas le droit de conclure des affaires pour des commerçants ou industriels autres que ceux indiqués dans leurs cartes.

5. En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les voyageurs de commerce seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux Parties se garantissent réciproquement un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui aurait été accordé à une nation quelconque.

6. Les échantillons des marchandises passibles d'un droit de douane qui sont introduits par les voyageurs de commerce ou qui sont envoyés à l'avance ou à leur suite, seront de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie dans les conditions qui, en tout temps, seront établies par les législations respectives.

7. La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays au bureau de douane d'entrée, soit par le dépôt en espèces du montant des droits applicables, soit par une caution valable d'après la législation respective.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications.

Article III.

Internal duties imposed on behalf of the State, the communes or any other authorities, which are or may be levied on the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall in no case be greater or more burdensome than the duties levied on similar goods of national origin.

Article IV.

The Contracting Parties shall not establish or maintain prohibitions or restrictions relating to the importation or exportation of each other's goods which are not applied in the same manner in respect of the importation or exportation of the same goods from or to any other country in similar circumstances.

Article V.

1. Traders or manufacturers of either of the two countries who can produce a trading licence issued by the competent authorities of their country showing that they are authorised in the country of their domicile to carry on their trade or industry and that they pay the legal taxes and duties in that country may, either personally or through travellers in their employ, make purchases in the territory of the other Contracting Party from merchants or producers or at public places of sale. They may also take orders, even by means of samples, from traders or other persons using in their trade or industry goods corresponding to such samples. In neither case shall they be subject to any special tax in this connection.

2. Traders or manufacturers and commercial travellers in their employ who are provided with a trading licence shall be entitled to carry with them samples but not goods.

3. Trading licences shall be issued in conformity with the specimen shown in Annex E. The Contracting Parties shall furnish each other with a list of the authorities competent to issue trading licences. Each of the Contracting Parties shall be entitled to charge a moderate fee for the issue of this licence.

4. Commercial travellers provided with licences shall not be entitled to do business on behalf of traders or manufacturers other than those indicated on their licences.

5. As regards the formalities to which commercial travellers may be subjected in the territories of the Contracting Parties, the two Parties shall mutually accord one another treatment not less favourable than that granted to any other nation.

6. Samples of goods liable to Customs duty which are introduced by commercial travellers or which are sent in advance or after them, shall on both sides be admitted free of import and export duty under the conditions which may at any time be laid down in the laws of the respective countries.

7. The re-exportation of samples or specimens must be guaranteed in the two countries at the Customs office of importation, either by a cash deposit equivalent to the duty payable or by the deposit of security which is valid under the law of the country in question.

Article VI.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Madrid as soon as possible. It shall come into force on the tenth day after the exchange of ratifications.

Cette convention continuera à être obligatoire jusqu'à dénonciation par l'une des Parties contractantes. En cas de dénonciation, elle cessera de produire ses effets après l'expiration de trois mois à partir du jour où l'autre Partie aura eu connaissance de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double expédition, le dix-sept juin mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) Alexandre DE MOLDOVANYI, *m. p.*

(L. S.) Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS, *m. p.*

LISTE A.

Numéros du tarif hongrois	Marchandises.	Droits conventionnels par 100 kg. couronnes-or
ex 47	Safran	700,00
54	Riz brut, entièrement ou partiellement débarrassé de sa bale	exempt
77	Pommes, poires, coings frais :	
	<i>c)</i> Emballés doublement en caisses, paniers, tonneaux, boîtes et contenants similaires ; c'est-à-dire emballés de telle façon que chaque pièce soit entourée de papier, etc.	22,50
79	Cerises et griottes	7,50
ex 84	Amandes fraîches	3,00
	<i>Remarque</i> : Les pulpes de fruits non sucrés (passées au tamis ou non), en tonneaux ou en autres contenants non hermétiquement fermés sont soumis sans égard à la période de l'année au droit le plus bas fixé pour les fruits frais correspondants, majoré d'une surtaxe de 9 couronnes.	
85	Fruits séchés à l'air, séchés au four, comprimés, coupés, etc.	
	<i>a)</i> Non emballés ou en sacs, en tonneaux ou caisses d'un poids brut d'au moins 50 kg :	
	2° Autres fruits (abricots, pêches, etc.)	10,00
87	Raisins frais :	
	<i>a)</i> Du 15 novembre au 31 décembre	40,00
	<i>b)</i> Du premier janvier au premier juillet	30,00
ex 88	Raisins secs, même en grappes, de Malaga et Denia	30,00
89	Figues :	
	<i>b)</i> Sèches :	
	1° Emballées pour la vente en détail (en emballage de moins de 5 kg.)	16,00
	2° En emballages autres	8,00
90	Citrons et cédrats	3,00
91	Oranges et mandarines	6,00
92	Citrons, oranges et cédrats, ainsi que leurs écorces, conservés à l'eau salée	1,00
93	Ecorces de citrons d'oranges et de cédrats séchées	2,00
94	Dattes :	
	<i>a)</i> Emballées pour la vente en détail (en emballage de moins de 5 kg.)	100,00
	<i>b)</i> En emballages autres	50,00
ex 95	Bananes	10,00

The present Convention shall remain in force until denounced by one of the Contracting Parties. In case of denunciation, it shall cease to be valid three months after the day on which the other Party has received a notice of denunciation.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid in duplicate, June the seventeenth, One thousand nine hundred and twenty-five.

(L. S.) (Signed) Alexander DE MOLDOVANYI.

(L. S.) (Signed) Fernando Espinosa DE LOS MONTEROS.

SCHEDULE A.

Number in Hungarian Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
ex 47	Saffron	700.—
54	Raw rice, wholly or partly husked	free
77	Apples, pears, and quinces, fresh : (c) Doubly packed in cases, baskets, barrels, boxes and similar containers, <i>i.e.</i> , in such a manner that each fruit is separately wrapped in paper, etc.,	22.50
79	Cherries and egriots	7.50
ex 84	Fresh almonds <i>Note.</i> — Unsugared fruit pulp, strained or not, in barrels or other containers not hermetically sealed, are subject, without reference to the time of year, to the lowest rate fixed for the corresponding fresh fruits, plus a surtax of 9 crowns.	3.—
85	Fruits, sun-dried or kiln-dried, pressed, cut, etc. : (a) In bulk or packed in sacks, barrels or cases of at least 50 kg. gross weight	10.—
87	(2) Other fruits (apricots, peaches, etc.) Fresh grapes : (a) From November 15th to December 31st (b) From January 1st to July 1st	40.— 30.—
ex 88	Raisins, even in bunches (Malaga and Denia)	30.—
89	Figs : (b) Dried : (1) In packages of less than 5 kg. for retail sale (2) Packed otherwise	16.— 8.—
90	Lemons and cedrates	3.—
91	Oranges and mandarins	6.—
92	Lemons, oranges, cedrates and their peel, preserved in brine	1.—
93	Dried peel of lemons, oranges, and cedrates	2.—
94	Dates : (a) In packages of less than 5 kg. for retail sale (b) Packed otherwise	100.— 50.—
ex 95	Bananas.	10.—

Numéros du tarif hongrois	Marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. couronnes-or
ex 97	Amandes sèches <i>Remarque</i> : Pour la fabrication de l'huile d'amandes, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	12,00 exempts
ex 102	Arachides	10,00
ex 103	Olives à l'eau salée, en emballages ou en récipients non hermétiquement fermés	12,00
125	Cognac espagnol : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients ne contenant pas plus de 2 litres	300,00 400,00
126	Liqueurs et autres spiritueux espagnols distillés, additionnés de sucre : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients ne contenant pas plus de 2 litres	400,00 450,00
128	Eaux-de-vie espagnoles : a) Whisky, gin et spécialités similaires b) Autres : 1° En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres	300,00 225,00
131	Mout de raisin et vin : a) En tonneaux b) En récipients autres : de Malaga, Jerez, Tarragona, Priorato et Malvasia, d'une teneur alcoolique des 18 degrés jusqu'au 22,5 degrés, inclusivement	60,00 200,00
146	Ris décortiqué, glacé, etc.	8,00
ex 163a)	Jus de réglisse (condensé, en caisses, inclus en barres ou en pastiches) <i>Remarque</i> : Excepté de ce régime le jus de réglisse en petits tuyaux, en bandeaux et similaires.	10,00
ex 163c) α	Olives, conservés en récipients hermétiquement fermés : 1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut 2° En récipients pesant moins de 3 kg. poids brut	60,00 60,00
ex 163c) β	Pulpe de fruits non sucrés, en récipients hermétiquement fermés : 1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut 2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut	90,00 100,00
168b) 1	Sardines en boîtes hermétiquement fermées	25,00
168b) 2	Thin en boîtes hermétiquement fermées <i>Remarque</i> : Les <i>espadines</i> , <i>bocartas</i> et <i>jureles</i> originaires et provenant d'Espagne sont soumis au droit conventionnel pour les sardines de 25 couronnes-or.	150,00
178	Tourteaux oléagineux, etc.	exempts
183	Laine brute et lavée, blanchie, teinte et moulue, etc.	exempts
187	Cuir et peaux bruts, etc.	exempts
222	Liège brut, déchets de liège, liège en menus morceaux, farine de liège	exempts
223	Bois, racines, écorces, baies, fleurs, etc., pour le tannage et la teinture	exempts
233	Argile et terres colorantes, brutes	exempts
243	Sel gemme et sel cuit, etc.	exempts
244	Minerais de toute sorte, même grillés, mais non moulus	exempts
247	Scories, limon, crasses et cendres de métaux communs de toute sorte, etc.	exempts
284	Tartrates : a) Tartre brut et tartre émétique	exempts
ex 334	Huile d'olive : a) En contenants de 25 kg. et plus, poids brut b) En contenants de moins de 25 kg., poids brut <i>Remarque</i> : Ces envois seront accompagnés d'un certificat d'analyse délivré par un laboratoire officiel espagnol et attestant qu'il s'agit d'huile d'olive pure. En cas de doute, la pureté de l'huile pourra être	4,00 8,00

Number in Hungarian Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
ex 97	Dried almonds <i>Note.</i> — For the manufacture of almond oil, by special permit, subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control.	12.— free.
ex 102	Earthnuts	10.—
ex 103	Olives in brine, in packages or containers not hermetically sealed	12.—
125	Spanish cognac : (a) In casks or other containers of more than 2 litres (b) In containers of 2 litres or less	300.— 400.—
126	Spanish liqueurs and other distilled spirits, mixed with sugar : (a) In casks and other containers of more than 2 litres (b) In containers of 2 litres or less	400.— 450.—
128	Spanish spirits : (a) Whisky, gin and similar specialities (b) Others : (1) In casks or other containers of more than 2 litres	300.— 225.—
131	Grape must and wine : (a) In casks (b) In other containers : Malaga, Sherry, Tarragona, Priorato and Malmsey of an alcoholic strength of 18 to 22.5 degrees inclusive	60.— 200.—
146	Rice, husked, polished, etc.	8.—
ex 163(a)	Liquorice (inspissated, in boxes, in the shape of sticks, or lozenges). <i>Note.</i> — This régime does not include liquorice in small tubes, rolls, etc.	10.—
ex 163(c) α	Olives preserved in hermetically sealed containers : 1° Of 3 kg. gross weight and over 2° Of less than 3 kg. gross weight	60.— 60.—
ex 163(c) β	Unsugared fruit pulp in hermetically sealed containers : 1° Of 3 kg. gross weight and over 2° Of less than 3 kg. gross weight	90.— 100.—
168(b)(1)	Sardines in hermetically sealed tins	25.—
168(b)(2)	Tunny in hermetically sealed tins <i>Note.</i> — <i>Espadines</i> , <i>bocartas</i> and <i>jureles</i> originating in and coming from Spain are subject to the Customs duty levied on sardines, namely, 25 gold crowns.	150.—
178	Oil cake, etc.	free.
183	Wool, raw and washed, bleached, dyed and milled, etc.	free.
187	Raw hides and skins, etc.	free.
222	Raw cork, cork waste, grit, dust	free.
223	Wood, roots, bark, berries, flowers, etc. for the tanning and dyeing trades.	free.
233	Raw clay and colouring earths	free.
243	Rock and cooked salt, etc.	free.
244	Ores of every kind, roasted or not, but unground	free.
247	Slag, slime, dross and ashes of common metals of every kind, etc.	free.
284	Tartrates : (a) Raw tartar and tartar emetic	free.
ex 334	Olive oil : (a) In containers of 25 kg. gross weight and over (b) In containers of less than 25 kg. gross weight <i>Note.</i> — Consignments of these goods must be accompanied by a certificate of analysis issued by an official Spanish laboratory to the effect that they contain pure olive oil. In case of doubt, the purity of the	4.— 8.—

Numéros du tarif hongrois	Marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. couronnes-or
	examinée, aux frais de qui dispose de la marchandise, dans un laboratoire officiel hongrois.	
347	Résine de pin, etc. (colophane)	exempts
349	Térébenthine épaisse, huile de térébenthine brute, poix de résine .	exempts
350	Huile de térébenthine, purifiée	5,00
358	Bougies :	
	a) Contenant 75 %, et plus de stéarine	84,00
	b) Contenant moins de 75 %, mais pas moins de 25 % de stéarine	63,00
	c) Contenant moins de 25 %, mais pas moins de 5 % de stéarine	45,00
	f) Cierges	70,00
	g) Chandelles	10,00
403a)	Torches en résine	20,00
412	Couleurs minérales, moulues, lavées, calcinées :	
	b) Oxyde de fer naturel, d'une teneur en oxyde de fer non supérieure à 70 %	exempts
414	Poudres colorantes chimiques :	
	a) Blanc de baryte artificiel, etc.	exempts
436a)	Mercure	exempts
533	Livres, périodiques (à l'exception des prix courants et autres imprimés commerciaux), etc.	exempts
578	Laine peignée	exempts
770a)	Plomb en saumons, etc.	exempts
771a)	2. Etain et ses alliages, etc.	exempts
951	Articles en liège non dénommés :	
	a) Liège en cubes en plaques ou en disques, etc. :	
	1° En cubes	1,00
	2° En plaques ou en disques, etc.	4,00
	b) Bouchons en liège et autres articles en liège	15,00

REMARQUE. — Les produits ci-dessus énumérés jouiront, à leur importation en Hongrie, des droits conventionnels y indiqués, ainsi que du traitement de la nation la plus favorisée, tant par rapport aux droits que pour l'application des notes conventionnelles.

LISTE B.

Classes I à XVII.

» XIX à XXVI.

Classe XXVIII.

Classes XXX jusqu'au XXXVI.

REMARQUE. — Les produits compris dans les numéros du tarif hongrois visés dans les classes ci-dessus mentionnées jouiront, à leur importation en Hongrie, du traitement de la nation la plus favorisée, tant par rapport au montant des droits, que pour l'application des notes conventionnelles.

Number in Hungarian Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
	oil may be tested in an official Hungarian laboratory at the expense of the person in charge of the goods.	
347	Pine resin, etc. (colophony)	free.
349	Heavy turpentine, raw turpentine oil, resinous pitch	free.
350	Refined turpentine oil	5.—
358	Candles :	
	(a) Containing 75 % and more stearine	84.—
	(b) Containing less than 75 % but not less than 25 % stearine	63.—
	(c) Containing less than 25 % but not less than 5 % stearine	45.—
	(f) Wax tapers	70.—
	(g) Tallow candles	10.—
403(a)	Resinous torches	20.—
412	Mineral dyes, ground, washed, calcined :	
	(b) Natural, iron oxide containing not more than 70 % of iron oxide	free.
414	Chemical dyeing powders :	
	(a) Artificial baryta white, etc.	free.
436(a)	Mercury	free.
533	Books, periodicals (except price-lists and other commercial printed matter), etc.	free.
578	Combed wool	free.
770(a)	Lead ingots, etc.	free.
771(a)	2. Tin and its alloys, etc.	free,
951	Cork wares not mentioned :	
	(a) Cork in cubes, sheets or discs, etc.	
	1° In cubes	1.—
	2° In sheets or discs, etc.	4.—
	(b) Cork stoppers and other articles.	15.—

NOTE. — The products enumerated above are to be taxed on importation into Hungary at the rates indicated in the schedule and are to enjoy most-favoured-nation treatment with regard, both to duties and to the application of the notes contained in the Convention.

SCHEDULE B.

Classes I to XVII.
Classes XIX to XXVI.
Class XXVIII.
Classes XXX to XXXVI.

NOTE. — The products included in the Hungarian tariff items mentioned in the above classes, on importation into Hungary, are to enjoy most-favoured-nation treatment with regard both to duties and to the application of the notes contained in the Convention.

LISTE C.

Numéros du tarif espagnol	Marchandises	Droits conventionnels Pesetas or
511	Locomotives et locomotives-tenders à vapeur pour chemins de fer à voie ayant moins de 1 m. de largeur, p. b. 100 kg.	124,00
512	Locomotives et locomotives-tenders à vapeur pour chemins de fer à voie ayant 1 m. ou plus de largeur, pesant moins de 55 tonnes, p. b. 100 kg.	104,00
513	Locomotives et locomotives-tenders, etc., etc., pesant 55 tonnes ou plus, p. b. 100 kg.	84,00
<i>Remarque:</i> Les droits des rubriques 511, 512 et 513 seront appliqués aussi longtemps que la production nationale ne sera pas à même de satisfaire la consommation intérieure.		
514	Pièces détachées ou parties de locomotives à vapeur, p. b. 100 kg.	124,00
577	Machines pour moulins et leurs pièces détachées, p. b. 100 kg.	68,00
593	Machines non dénommées sous d'autres numéros du présent tarif pesant plus de 1,500 kg., p. b. 100 kg.	50,00
ex 593	Machines frigorifiques et de congélation pesant plus de 1,500 kg., p. b. 100 kg.	48,00
629	Groupes électrogènes et machines commutatrices pesant 1,000 kg. et plus, p. n. 100 kg.	48,00
633	Interrupteurs, coups-circuits, disjoncteurs, etc. pesant par pièce : De 1 à 100 kg. inclus, p. n. 100 kg.	90,00
	Plus de 101 kg., p. n. 100 kg.	80,00
731	Camions, voitures et voitures automobiles, etc., p. n. kg.	0,80
816	Savons de toilette non parfumés, p. n. kg.	2,00
873	Eaux minérales naturelles et leurs analogues artificielles employées comme boissons :	
	Hectolitre	32,00
986	Autres spécialités pharmaceutiques, p. n. kg.	4,80
1288	Soie artificielle filée, non moulignée de couleur naturelle ou blanchie, p. n. kg.	2,40
1321	Volaille vivante ou morte et menu gibier, p. n. kg.	1,20
1497	Caoutchouc, guttapercha et autres matières analogues, en courroies de transmission, disques, etc., p. n. kg.	3,50
ex 1497	Feuilles de caoutchouc non vulcanisé, renforcé de coton pour la fabrication des chambres à air type « Cord », p. n. kg.	3,20
1498	Caoutchouc, etc. en jantes ou bandages pleins pour voitures, p. n. kg.	2,80
1500	Caoutchouc, etc. en chambres à air, usagées ou non, p. n. kg.	6,40
1502	Caoutchouc, etc. en objets pour usages hygiéniques, orthopédiques ou médicaux, etc., p. n. kg.	6,40

SCHEDULE C.

Number in Spanish Tariff	Description of Goods	Import duty in gold pesetas
511	Steam locomotives and tenders for railways with gauge less than 1 metre. 100 kg. gross	124.—
512	Steam locomotives and tenders for railways with gauge of 1 metre or more weighing less than 55 tons. 100 kg. gross	104.—
513	Steam locomotives and tenders, etc., etc., etc., weighing 55 tons or more. 100 kg. gross <i>Note.</i> — The duties under 511, 512 and 513 will be levied until the national production is sufficient to supply the requirements of internal consumption.	84.—
514	Separate parts or component parts of steam locomotives. 100 kg. gross	124.—
577	Machinery used in industrial mills and separate parts for the same. 100 kg. gross	68.—
593	Machinery not included in other tariff numbers weighing more than 1,500 kg. 100 kg. gross	50.—
ex 593	Refrigerating and freezing machines weighing more than 1,500 kg. 100 kg. gross	48.—
629	Generating sets and commutating machines weighing 1,000 kg. or more. 100 kg. net	48.—
633	Interrupters, cut-outs, switches, etc. weighing each : From 1 to 100 kg. inclusive ...100 kg. net Over 101 kg. ...100 kg. net	90.— 80.—
731	Motor lorries, vehicles and trucks, etc. ...kg. net	0.80
816	Toilet soap, not perfumed ...kg. net	2.—
873	Natural and artificial potable mineral waters : Hectolitre	32.—
986	Other pharmaceutical specialities ...kg. net	4.80
1288	Artificial silk yarn untwisted, natural colour or bleached ...kg. net	2.40
1321	Poultry, living or dead, and small game ...kg. net	1.20
1497	Rubber, guttapercha and the like : Transmission belts, discs, etc. ...kg. net	3.50
ex 1497	Non-vulcanised rubber sheets strengthened with cotton for the manufacture of " Cord " pneumatic tubes ...kg. net	3.20
1498	Rubber, etc. : outer rims or solid tyres for carriages ...kg. net	2.80
1500	Rubber, etc. : pneumatic tubes, used or not ...kg. net	6.40
1502	Articles of rubber, etc. for hygiene, orthopædic or medical purposes, etc. ... kg. net	6.40

LISTE D.

Classe I. Numéros : 36 à 48. — 84. — 88. — 89.

Classe II. Numéros : 97. — 100 à 103. — 111. — 113. — 115. — 118 à 122. — 143. — 147. — 149. — 150.

Classe III. Numéros : 187 à 189. — 208. — 209.

Classe IV. Numéros : 272. — 273. — 290 à 293. — 312. — 329. — 330. — 340. — 347. — 348. — 349. — 350. — 364. — 365. — 368. — 376. — 377. — 383. — 385. — 393. — 397. — 398. — 399. — 400. — 401. — 404 à 409. — 413 à 422. — 437. — 453.

Classe V. Numéros 493 à 502. — 503 à 507. — 508 à 510. — 515. — 516. — 517. — 520 à 522. — 529. — 530. — 532. — 533. — 566 à 572. — 574. — 575. — 576. — 584 à 589. — 590 à 592. — 593 bis. 593 ter. 594 à 597. — 615. — 620 à 628. — 630. — 631. — 632. — 634. — 635. — 640 à 644. — 652. — 683. — 701. — 702. — 726. — 727. — 728. — 738 à 744.

Classe VI. Numéros : 815. — 817. — 818. — 819. — 876. — 883. — 932. — 940 à 943. — 947. — 954. — 955. — 976. — 977. — 981. — 982. — 989.

Classe IX. Numéros : 1192. — 1193.

Classe X. Numéros : 1252 à 1259.

Classe XII. Numéros : 1346. — 1348. — 1393.

Classe XIII. Numéros : 1474 à 1478. — 1496. — 1499. — 1504. — 1505. — 1506. — 1509 à 1511. — 1513. — 1515. — 1516. — 1525.

REMARQUE. — Les produits compris dans les numéros du tarif ci-dessus mentionnés, jouiront, à leur importation en Espagne, du traitement de la nation la plus favorisée, tant par rapport au montant des droits que pour l'application des notes conventionnelles.

SCHEDULE D.

Class I. Nos. 36-48, 84, 88, 89.

Class II. Nos. 97, 100-103, 111, 113, 115, 118-122, 143, 147, 149, 150.

Class III. Nos. 187-189, 208, 209.

Class IV. Nos. 272, 273, 290-293, 312, 329, 330, 340, 347, 348, 349, 350, 364, 365, 368, 376, 377, 383, 385, 393, 397, 398, 399, 400, 401, 404-409, 413-422, 437, 453.

Class V. Nos. 493-502, 503-507, 508-510, 515, 516, 517, 520-522, 529, 530, 532, 533, 566-572, 574, 575, 576, 584-589, 590-592, 593 *bis*, 593 *ter*, 594-597, 615, 620-628, 630, 631, 632, 634, 635, 640-644, 652, 683, 701, 702, 726, 727, 728, 738-744.

Class VI. Nos. 815, 817, 818, 819, 876, 883, 932, 940-943, 947, 954, 955, 976, 977, 981, 982, 989.

Class IX. Nos. 1192, 1193.

Class X. Nos. 1252-1259.

Class XII. Nos. 1346, 1348, 1393.

Class XIII. Nos. 1474-1478, 1496, 1499, 1504, 1505, 1506, 1509-1511, 1513, 1515, 1516, 1525.

NOTE. — The products included in the tariff items mentioned above, on importation into Spain are to enjoy most-favoured-nation treatment with regard both to duties and to the application of the notes contained in the Convention.

ANNEXE E.

MODÈLE

Nom de l'Etat
(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE
valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte M.....

..... né à

demeurant à rue N°

possède ¹

à

sous la raison de commerce

(où) est commis voyageur
au service..... de la maison
des maisons

à

qui possède ¹

possèdent

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans le pays susvisé et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à (.....) et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

..... le 19.....

Signature du chef de la (des) maison(s) :

Signalement du porteur :

(L. S.)

Age.....

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du porteur :

.....

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX E.

FORM

Name of State
(Issuing Authority)

TRADE LICENCE FOR A COMMERCIAL TRAVELLER

valid for twelve months from date of issue.

Valid for No. of trade licence.....

It is herewith certified that the holder of this licence M

..... born at

resident at

possesses¹

at

under the name of

(or) is a commercial traveller in the service of the firm(s) of

at

which possess(es)¹

under the name of

As the bearer of this licence intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firm(s), it is certified that the said firm(s) is (are) authorised to exercise its (their) trade and industry at and pay(s) the taxes required by law to this end.

..... 19.....

Signature of head of the firm(s) :

.....

(L. S.)

Description of Bearer :

Age.....

Height

Hair

Special marks

Signature of bearer :

.....

¹ Give name of factory or business.

N. B. — Only the first part of the form should be filled in in the case of the head of a commercial or industrial establishment.

PROTOCOLE FINAL

Avant de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue aujourd'hui entre la Hongrie et l'Espagne, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés ont fait les déclarations suivantes :

1° Si, dans l'avenir, la Hongrie consent une réduction quelconque concernant l'importation des vins, soit en tonneaux ou en bouteilles, en faveur d'un tiers Etat, les mêmes concessions reviendront *ipso facto* pour tous les vins espagnols sans restrictions et indépendamment de la teneur alcoolique.

2° Il est entendu que pour les positions avec un *ex* les concessions accordées viseront seulement la partie de la position spécifiée.

MADRID, le dix-sept juin mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) Alexandre DE MOLDOVANYI, *m. p.*

(L. S.) Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

Before proceeding to sign the Commercial Convention concluded this day between Hungary and Spain, the undersigned duly authorised Plenipotentiaries made the following declarations :

(1) If at some future date Hungary grants a reduction of any description, for the importation of wines in casks or in bottles, to a third State, such concessions shall apply *ipso facto* to all Spanish wines without restriction and irrespective of their alcoholic content.

(2) It is agreed that in the case of *ex* items the concessions granted shall apply only to the part of the item specified.

MADRID, *the seventeenth day of June, One thousand nine hundred and twenty-five.*

(L. S.) (Signed) Alexander DE MOLDOVÁNYI.

(L. S.) (Signed) Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

N° 1407.

ITALIE ET LETTONIE

Convention commerciale avec protocole final. Signée à Rome, le 25 juillet 1925.

ITALY AND LATVIA

Commercial Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, July 25, 1925.

N^o 1407. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 25 JUILLET 1925.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 février 1927.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations économiques entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention commerciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Zigfrids A. MEIEROVICS, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine liberté de commerce et de navigation entre les ressortissants des deux Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie, ou y résidant temporairement, y jouiront en tout ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions dont jouissent les nationaux et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que celles applicables aux nationaux. Ils bénéficieront, en outre, sous tous ces rapports, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions dont jouissent ou jouiront à l'avenir les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions de cet article ne dérogent en rien aux lois, décrets et règlements spéciaux en vigueur dans les deux pays et également applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes recevront sur le territoire de l'autre Partie contractante, par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 25 janvier 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1407. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE LATVIAN REPUBLIC. SIGNED AT ROME, JULY 25, 1925.

French official text communicated by the Latvian and the Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 17, 1927.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being equally desirous of promoting the development of economic relations between the two countries, have agreed to conclude a Commercial Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Zigfrids A. MEIEROVICS, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Benito MUSSOLINI, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be complete freedom of commerce and navigation between the nationals of the two Contracting Parties.

The nationals of each of the Contracting Parties established in the territory of the other Party or residing there temporarily shall enjoy in all that relates to the carrying on of commerce and industry the same rights, privileges, immunities, benefits and exemptions as are enjoyed by the nationals of that country and shall not be subject to any kind of impost other or higher than those applied to nationals. They shall enjoy in all these respects, within the territory of the other Party, the same rights, privileges, immunities, benefits and exemptions as are or shall hereafter be enjoyed by the nationals of the most favoured nation.

The provisions of this Article shall not invalidate the laws, decrees and special regulations in force in the two countries which are equally applicable to the nationals of all other countries.

Article 2.

The nationals of each Contracting Party shall enjoy within the territory of the other Party the same treatment in respect of their legal status, their movable and immovable property, and their rights and interests, as that granted to the nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, January 25, 1927.

Les Lettons en Italie et les Italiens en Lettonie seront entièrement libres de régler leurs affaires^s comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes sans être tenus à payer de rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour y défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Article 3.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt, les droits locaux et les formalités douanières, le transbordement des marchandises, les transports par chemins de fer, et en général, pour tout ce qui a trait à l'exercice du commerce et de l'industrie, chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur ou immunité concédée à un tiers pays. De même, toute faveur ou immunité qui sera concédée plus tard sous ce rapport à un tiers pays sera étendue, immédiatement, sans compensation et par ce fait même à l'autre Partie contractante.

En application de ce principe, les produits du sol et de l'industrie de l'Italie à leur importation en Lettonie, et les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie à leur importation en Italie, destinés soit à la consommation, soit au dépôt, à l'importation temporaire, au transit ou à la réexportation, seront admis au même traitement et n'y seront soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient applicables aux mêmes produits de la nation la plus favorisée.

De même, à l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu par la Lettonie, et à l'exportation vers la Lettonie, il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Il est entendu que les Parties contractantes sont autorisées, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre les bénéfices des dispositions qui précèdent de la présentation des certificats d'origine.

Article 4.

Les dispositions de la présente convention ne dérogent point :

- a) Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le commerce de frontière ;
- b) Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les engagements d'une union douanière contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir ;
- c) Aux avantages préférentiels que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à l'Estonie, à la Lituanie et à la Finlande. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux. Toutefois, il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par la Lettonie à un tiers Etat quelconque ;
- d) Aux avantages préférentiels que l'Italie a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à ses colonies, protectorats ou possessions.

Article 5.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions d'importation, d'exportation ou de transit.

Latvians in Italy and Italians in Latvia shall be completely free to transact their business in the same way as nationals, either personally or through agents of their own choice, without being required to pay remuneration or fees to agents, etc. whom they may not wish to employ and without being in this respect subject to other restrictions than those determined by the general laws of the country.

They shall likewise have free and full access to the law courts of any instance and jurisdiction both as plaintiffs and defendants.

For this purpose they may employ the counsel, notaries and agents whom they may consider necessary to defend their interests and in general enjoy as regards legal matters the same rights and privileges as are or may hereafter be granted to nationals.

Article 3.

In respect of the amount, guarantee and collection of import and export duties and in respect of transit, temporary import or export, re-export, warehousing, local dues and Customs formalities, transshipment of goods, railway transport and generally, in respect of all that relates to the carrying on of commerce and industry, each Contracting Party undertakes to extend to the other any benefit or immunity allowed to a third country. Similarly, all benefits or immunities which may hereafter be allowed in this respect to a third country shall be extended immediately without compensation and *ipso facto* to the other Contracting Party.

Accordingly, natural and manufactured products of Italy imported into Latvia and natural and manufactured products of Latvia imported into Italy for consumption, warehousing, temporary import, transit or re-export shall receive the same treatment and shall not be subject to other or higher duties, than those which are or may be applicable to similar products of the most favoured nation.

Similarly, no export duties or other taxes shall be levied in Latvia on goods exported to Italy or in Italy on goods exported to Latvia other or higher than those levied on similar goods exported to the most favoured nation in this respect.

It is understood that the Contracting Parties shall be entitled, where circumstances demand it, to make the benefit of the above provisions conditional upon the production of certificates of origin.

Article 4.

The provisions of the present Convention shall not prejudice :

(a) Benefits already granted or which may hereafter be granted to contiguous countries in order to facilitate frontier commerce ;

(b) Obligations incurred by one of the Contracting Parties in respect of a Customs union contracted or which may hereafter be contracted ;

(c) Preferential treatment which Latvia has granted or may hereafter grant to Estonia, Lithuania and Finland. The same applies to privileges which Latvia may grant to the Union of Soviet Socialist Republics in virtue of special conventions or Customs agreements. Nevertheless, it is understood that Italy shall be entitled to claim the same advantages immediately if they have been or should be extended by Latvia to any third State.

(d) Preferential treatment which Italy may have granted or may hereafter grant to her colonies, protectorates or possessions.

Article 5.

The Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by import, export or transit prohibitions.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans les circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté publique ;
- 3^o Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 4^o Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
- 5^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 6.

Les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication et la consommation des marchandises dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront frapper les produits de l'autre Partie ni d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse que les produits indigènes de la même espèce.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions sur le transit contenues dans la Convention de Barcelone du 20 avril 1921, à laquelle les deux Parties contractantes ont adhéré, les deux Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires, par chemin de fer aussi bien que par cours d'eau navigables et par canaux, et ceci pour les personnes, les bagages, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les navires et pour le service postal.

Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit.

Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne sera tenue par cet article à accorder passage aux voyageurs dont le passage est défendu dans ses territoires et possessions.

Article 8.

Les sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières (y compris les Sociétés d'assurances et les instituts publics d'assurances sur la vie humaine) qui sont ou seront constitués conformément aux lois de l'une des Parties contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires de cette Partie, seront reconnues, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois en vigueur, comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre, et y jouiront des mêmes droits, privilèges, immunités ou faveurs, même en ce qui concerne les impôts ou taxes, qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires d'un tiers pays quelconque.

Article 9.

Dans les ports des deux pays, les bateaux italiens et les bateaux lettons, ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classe-

Exceptions to this rule, provided they are applied to all countries, or to such countries as are subject to identical conditions, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in relation to war supplies ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) In regard to State monopolies actually in force or which may hereafter be established.
- (4) For the application to foreign goods of prohibitions or restrictions which have been or may be established by national legislation with regard to the production, sale transport or consumption within the country of similar goods produced within the country.
- (5) Measures with regard to health supervision and the protection of useful animals or plants against disease, noxious insects and parasites and particularly in the interests of public health and in conformity with the international principles adopted in this respect.

Article 6.

Duties and taxes which are or may hereafter be levied within the country on behalf of the State, provinces, communes or public bodies on the production, manufacture and consumption of goods within the territory of either of the Contracting Parties shall not be levied on the products of the other Party at a higher rate or in a more burdensome way than on similar national products.

Article 7.

Without prejudice to the transit provisions of the Barcelona Convention of April 20, 1921, to which both Contracting Parties have adhered, the two Contracting Parties allow each other reciprocal freedom of transit across their territories by railway and navigable waterways and canals for persons, luggage, goods, railway rolling-stock, shipping and postal services.

Goods of any kind coming from the territory of one of the Contracting Parties or proceeding thither shall, reciprocally, be free of all transit duty in the territory of the other Contracting Party.

Neither of the Contracting Parties shall be required in virtue of this Article to allow free passage to travellers who are not allowed to enter its territories or possessions.

Article 8.

Civil, commercial, industrial or financial companies (including insurance companies and public life insurance institutes) which have been or may be formed in accordance with the laws of one of the Contracting Parties and which are domiciled in the territory of that Party shall be recognised, subject to the formalities and restrictions of the laws in force, as having legal existence in the territory of the other Party, and shall there enjoy the same rights, privileges, immunities or benefits, even in respect of duties or taxes, as are or may be granted to similar societies of any third country.

Article 9.

In the ports of both countries Italian and Latvian ships, their crews and cargoes, their passengers and luggage shall be treated on a footing of full equality in respect of general or special taxes, classification of ships, facilities for mooring, loading or unloading and generally, in respect

ment des bateaux, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les bateaux de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourrait être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Les privilèges et droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas :

- a) Aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale ;
- b) Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance ;
- c) Aux services des ports et au cabotage réservés à la marine nationale ;
- d) A la pêche nationale.

Les deux Parties contractantes accepteront pour le tonnage des bateaux respectifs les certificats de jauge délivrés en conformité des lois respectives de chaque pays.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pour la durée d'une année à partir du jour de son entrée en vigueur. Cependant, si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée, par voie de tacite reconduction, pour une durée indéterminée et sera alors dénonçable en tout temps, en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le vingt-cinq juillet mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(L. S.) (Signé) Benito MUSSOLINI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour, entre la Lettonie et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même convention :

Ad article 3.

Les deux Parties contractantes reconnaissent que la clause de la nation la plus favorisée, établie dans l'article 3 de la convention, doit être interprétée dans le sens que les produits alimentaires et les matières premières d'outre-mer (c'est-à-dire, par exemple, café, thé, tabac, coton, laine, graines oléagineuses), quelle que soit leur provenance, importés dans l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans ses ports francs ou dans ses entrepôts, ne seront pas soumis à un traitement à tous égards moins favorable que celui qui serait fait aux mêmes produits, de la même origine, importés dans l'un ou l'autre pays à travers un tiers Etat quelconque, après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans des ports francs ou dans des entrepôts de ce même tiers Etat.

of all formalities or measures whatsoever which may be applied to trading ships, their cargoes and crews, their passengers and their luggage.

Similarly, any other benefit granted or which may hereafter be granted by one of the Contracting Parties to a third Power in respect of navigation, shall immediately and unconditionally be extended to the other Party.

The privileges and rights mentioned above shall not apply to :

- (a) Special laws protecting the national mercantile marine ;
- (b) Special privileges granted to yachting clubs and pleasure yachts.

- (c) Harbour services and coasting trade reserved to the national mercantile marine ;
- (d) National fisheries.

The two Contracting Parties shall recognise tonnage certificates issued to their respective ships in conformity with the laws of each country.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for one year as from the date of its coming into force. Should it not be denounced six months before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period and shall then be denounceable at any time, but shall remain in force for six months from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Rome in duplicate on the twenty fifth day of July, One thousand nine hundred and twenty-five.

(L. S.) (Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(L. S.) (Signed) Benito MUSSOLINI.

FINAL PROTOCOL.

On signing today the commercial Convention concluded between Latvia and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations which shall form an integral part of the said Convention.

Ad article 3.

The two Contracting Parties agree that the most favoured nation clause laid down in Article 3 of the Convention shall be interpreted as meaning that foodstuffs and raw materials from overseas (e.g. coffee, tea, tobacco, cotton, wool, oil-seeds), whatever their place of origin, imported into one of the two countries through the territory of the other, whether or not they have been stored or re-conditioned in the free ports or bonded warehouses of the latter country, shall not be subject to a treatment in any respect less favourable than that granted to similar products of like origin imported into either country through any third country, whether or not they have been stored or re-conditioned in the free ports or bonded warehouses of the said third country.

Ad article 5.

Il est entendu que les Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article 5 alinéa premier de la convention commerciale conclue ce jour, n'institueront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire, et que pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome, le vingt-cinq juillet mil neuf cent vingt-cinq

(L. S.) (Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(L. S.) (Signé) Benito MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Mussolini.

Ad article 5.

It is agreed that the Contracting Parties, with a view to carrying fully into effect as soon as possible the principle established in the first paragraph of Article 5 of the Commercial Convention concluded this day, shall not institute or maintain import or export prohibitions or restrictions unless such should be absolutely necessary, and then for no longer than the exceptional circumstances which have given rise to them shall continue.

The present Protocol, which shall be considered as having been approved and sanctioned by the Contracting Parties, with no other special ratification, in virtue of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome, the twenty-fifth day of July, One thousand nine hundred and twenty-five.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) Benito MUSSOLINI.

N° 1408.

BULGARIE ET POLOGNE

Arrangement provisoire sur le commerce et la navigation, avec protocole de clôture. Signés à Sofia, le 29 avril 1925.

BULGARIA AND POLAND

Provisional Agreement concerning Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Sofia, April 29, 1925.

N^o 1408. — ARRANGEMENT ¹ PROVISOIRE SUR LE COMMERCE ET LA NAVIGATION ENTRE LA BULGARIE ET LA POLOGNE, SIGNÉ A SOFIA, LE 29 AVRIL 1925.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 19 février 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'une part, SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un arrangement provisoire sur le commerce et la navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence M. le D^r Thadée St. GRABOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Christo KALFOFF, son ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions, que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

1. Les ressortissants de chaque Partie contractante recevront sur le territoire de l'autre Partie, par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé ou à accorder aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, et ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et accès libre auprès des autorités. Ils jouiront de tous les droits et immu-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 12 janvier 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1408. — PROVISIONAL AGREEMENT² REGARDING COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN BULGARIA AND POLAND, SIGNED AT SOFIA, APRIL 29, 1925.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 19, 1927.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS, of the other part, being equally desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a provisional Agreement regarding commerce and navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries, namely:

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

H. E. Dr. Thaddeus St. GRABOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Poland at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS :

M. Christo KALFOFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals of either of the High Contracting Parties established in the territory of the other Party or residing there temporarily shall enjoy, as regards the setting up and carrying on of trade and industry in the territory of the other Party, the same rights, privileges, immunities, favours and exemptions as the nationals of the most favoured nation.

Article II.

1. The nationals of each Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party as regards their legal status, movable and immovable property, and their rights and interests, the same treatment as that granted or hereafter granted to nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to conduct their business in the territory of the other Party either personally or through an intermediary chosen by them, and provided that they conform to the laws of the country, they shall have the right to appear in court and shall have free access to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 12, 1927.

nités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir, pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

3. Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie sur le territoire de l'autre Partie, aucun impôt, taxe, droit ou charge sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux.

4. Ils seront dispensés du paiement des emprunts et des dons nationaux forcés qui seraient imposés pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

5. Les ressortissants de chaque Partie seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire personnel obligatoire et fonction officielle obligatoire, administrative ou judiciaire, sauf en matière de tutelle, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposées en lieu et place du service personnel obligatoire ; ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers. Ils seront soumis, en ce qui concerne les dédommagements, aux mêmes règlements que les nationaux.

Article III.

1. Les sociétés anonymes et autres qui, d'après les lois de l'une des Parties contractantes, sont valablement constituées et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue sur le territoire de l'autre Partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

2. Les sociétés anonymes et autres de chaque Partie ainsi reconnues pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de cette dernière, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur commerce et leur industrie. Sont toutefois exceptées les sociétés qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays, telle que les sociétés d'assurances et les sociétés financières.

3. Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, ne seront soumises ni à des taxes, ni à des contributions, ni, en général, à des redevances fiscales, quelles qu'elles soient, autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés d'un Etat tiers quelconque.

4. Elles seront dispensées du paiement des emprunts et des dons nationaux forcés qui seraient imposés pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

5. Ne pourront être taxées que la partie de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays, où sont perçus les impôts, taxes ou contributions, et les affaires qui y sont opérées.

Article IV.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, communes ou institutions publiques, qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles de la même espèce de la nation la plus favorisée.

Article V.

1. Tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires du territoire douanier de l'une des Parties contractantes, qui seront importés sur le territoire douanier de l'autre Partie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée du

authorities. They shall enjoy all the rights and immunities possessed by the nationals and like them shall be entitled to employ counsel or agents chosen by themselves to safeguard their interests.

3. They shall not be subject on the commerce and industry carried on by them in the territory of the other Party to any impost, tax, duty or charge of any description other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon nationals.

4. They shall be exempt from the payment of any forced loans or national levies which may be imposed to meet war requirements or as a result of exceptional circumstances.

5. The nationals of each Party shall be exempt in the territory of the other Party from all compulsory personal military service and compulsory official duties, administrative or judicial, other than the duty of guardianship, as well as from all contributions whether in cash or in kind imposed in lieu of compulsory personal military service ; in time both of peace and war they shall only be subject to such contributions and military requisitions as are imposed on nationals and to the same extent and on the same principles as the latter. As regards compensation they shall be subject to the same regulations as nationals.

Article III.

1. Joint stock and other companies which, according to the laws of one of the Contracting Parties, are regularly constituted and have their headquarters within its territory, shall be recognised as legal entities in the territory of the other Party, provided that they are not established for an illegal or immoral object, and they shall have free and unimpeded access to the courts of justice either as plaintiffs or defendants provided that they conform to the laws and regulations of the country.

2. Joint stock and other companies of each Party thus recognised may, provided that they conform to the laws of the other country, establish themselves in the territory of the latter, set up offices and branches and carry on their commerce and industry there. This stipulation does not apply, however, to companies such as insurance and financial companies, which, by reason of their public character, would be subject to special restrictions applicable to all countries.

3. When these companies have been recognised in accordance with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in the territory of the country concerned, they shall not be subject to any taxes or contributions, nor in general to any fiscal dues of any kind whatever, other or higher than those imposed on companies of any third State.

4. They shall be exempted from payment of forced loans or national levies which may be imposed to meet war requirements or as a result of exceptional circumstances.

5. Only such part of their assets may be taxed as are actually in the country where the imposts, taxes and contributions are levied, and only such business as is carried on there.

Article IV.

Internal duties and taxes levied for the benefit of the State, provinces, communes or public institutions which affect or may affect the production or manufacture of goods or the consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall not constitute a higher or more burdensome charge on goods or articles of the other Party than on similar products, goods or articles of the most favoured nation.

Article V.

1. All products of the soil or of industry originating in the Customs territory of either of the Contracting Parties which are imported into the Customs territory of the other Party, with a view to their being consumed, warehoused, re-exported or carried in transit, shall be subject, so long as

présent arrangement provisoire, au traitement accordé ou à accorder à la nation la plus favorisée et ne pourront notamment, en aucun cas, être soumis à des droits, coefficients, surtaxes, majorations ou autres taxes plus élevés que ceux qui frappent ou frapperont les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

2. Les exportations à destination du pays de l'une des Parties contractantes ne seront pas grevées par l'autre Partie de droits ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation d'objets similaires dans le pays le plus favorisé.

3. Chaque Partie s'engage donc à faire bénéficier immédiatement et sans autres conditions l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxes qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder à l'avenir sous les rapports susmentionnés, à titre permanent ou temporaire, à une tierce nation.

4. Les dispositions fixées par cet article ne s'appliquent pas :

- a) Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties dans le trafic-frontière avec les pays limitrophes ;
- b) Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;
- c) Au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

Article VI.

1. Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes auront la faculté d'exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

2. Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé ; ils seront légalisés par un représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire.

Article VII.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour assurer la réexportation intégrale dans un délai ne dépassant pas une année.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Parties contractantes seront, pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu, toutefois, que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtrait nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationale.

3. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Article VIII.

1. Les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'une des Parties contractantes qui prouvent par la présentation de leur carte de légitimation spéciale délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie, auront le droit de faire, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, des achats sur le territoire de l'autre Partie chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics, sans payer une taxe de patente. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent les marchandises en question. Ils pourront aussi avoir avec

the present Provisional Agreement is in force, to the treatment granted now or hereafter to the most favoured nation. In particular, they may in no case be subject to duties, coefficients, surtaxes, increases or other taxes higher than those which apply or may hereafter apply to the products and goods of the most favoured nation.

2. Exports consigned to the country of one of the Contracting Parties shall not be subject by the other Party to duties or taxes other or higher than those leviable on similar articles exported to the most favoured nation.

3. Each Party therefore undertakes to grant the other, immediately and without further conditions, the benefit of all favours, privileges and reductions of duties or taxes which it has already granted or may hereafter grant to any third country in regard to the matters referred to above, whether as a permanent or as a temporary measure.

4. The provisions of this Article shall not apply :

(a) To privileges which are or may hereafter be granted by either of the Parties in respect of frontier traffic with adjoining countries ;

(b) To special favours arising out of a Customs Union ;

(c) To the provisional Customs régime in force between the Polish and German parts of Upper Silesia.

Article VI.

1. In order to reserve for the products originating in their respective countries the benefits of the above provisions, the Contracting Parties may require that the products and goods imported into their territory shall be accompanied by certificates of origin.

2. Certificates of origin shall be issued either by the Chamber of Commerce to which the consigner belongs or by any other organ or group approved by the country of destination. They shall be authenticated by a diplomatic or consular representative of the country of destination.

Article VII.

1. Objects liable to duty which are employed as samples, with the exception of prohibited goods, shall be granted temporary free admission by both Parties on condition that such Customs formalities are observed as are necessary to ensure the re-export of such articles in their entirety within a period of twelve months.

2. The marks of identification placed on samples by the authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised by the authorities of the other Party for the purpose of establishing their identity, it being understood, however, that the latter may also affix their own identification marks whenever they deem it necessary.

3. The benefits of temporary free admission may be withdrawn from commercial travellers or firms failing to comply with the conditions laid down.

Article VIII.

1. Traders, manufacturers and other producers of one of the Contracting Parties who prove by presenting a special identity card issued by the competent authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade or industry shall have the right, without paying any trader's licence fee, to make purchases in the territory of the other country, either personally or by means of travellers in their employment, from traders or producers or in the public market. They may also take orders from traders or other people who use the goods in question for their own trade or industry. They may also take with them samples or patterns, but not goods. Nevertheless, the

eux des échantillons ou modèles, mais pas des marchandises. Cependant, les Parties se réservent le droit de leur interdire de colporter des marchandises, à moins qu'ils n'y aient été autorisés conformément à la législation du pays où ils voyageront.

2. Les Parties se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

3. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, chaque Partie se réservant à cet égard entière liberté à sa législation.

Article IX.

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, wagons et voitures ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les marchandises de toute sorte traversant le territoire de l'une des Parties seront réciproquement exemptes de tout droit de douane, exception faite des droits administratifs et statistiques.

3. Aucune des Parties ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit de marchandises pourra être prohibé :

a) Pour raisons de sûreté et de sécurité publiques et nationales ;

b) Pour raisons sanitaires ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

4. Le transit des marchandises dont l'importation dans un des Etats contractants est prohibée ou qui font l'objet d'un monopole d'Etat pourra être soumis au contrôle imposé par le régime législatif national y relatif.

Article X.

1. Les personnes, bagages et produits remis au transport sur le territoire de l'une des Parties contractantes et devant être expédiés sur le territoire de l'autre Partie ou à travers ce territoire pour un Etat tiers ne seront pas traités moins favorablement ni sous le rapport de l'expédition, ni sous celui des prix de transport et des impôts publics grevant les envois, que les personnes, bagages et produits nationaux ou d'un autre pays quelconque remis au transport sur le territoire de l'autre Partie ou dans un Etat tiers dans les mêmes conditions, pour la même direction et sur le même parcours.

2. La disposition ci-dessus ne vise pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction publique, ni les réductions accordées dans le cas d'une calamité publique, ni celles appliquées aux fonctionnaires publics en voyage pour leurs affaires privées, ni non plus les transports de service des chemins de fer.

3. Les Parties s'efforceront de faciliter la communication entre leurs pays soit en établissant les transports directs de chemin de fer et maritimes, soit par la conclusion d'une convention concernant la communication directe par chemin de fer.

Article XI.

1. Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Parties contractantes et leurs cargaisons jouiront dans les eaux de l'autre Partie, sous tous les rapports, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires

Parties reserve the right to prohibit them from hawking goods unless they have been authorised to do so in accordance with the laws of the country in which they are travelling.

2. The Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of identity cards and the regulations which travellers must observe in carrying on their business.

3. The above provisions shall not be applicable to itinerant merchants or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in industry or commerce, each Party reserving to itself full legislative freedom in this respect.

Article IX.

The Contracting Parties undertake to grant each other freedom of international transit for persons, luggage, merchandise and articles of all kinds, postal packages, ships, vessels, waggons, cars and other means of transport, and guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

2. Merchandise of all kinds crossing the territory of one of the Parties shall be exempt from all Customs duty, with the exception of administrative and statistical duties.

3. Nevertheless, neither of the Parties shall be required to provide for the transit of travellers whose entry into its territory has been prohibited. The transit of merchandise may be prohibited :

(a) For reasons of security and public and national safety ;

(b) For reasons of public health or as a precaution against diseases of animals or plants.

4. The transit of merchandise, the importation of which into one of the Contracting States is forbidden or which constitutes a State monopoly, may be subject to the inspection prescribed by the relevant laws of the country concerned.

Article X.

1. Persons, luggage or produce despatched in the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other Party or through the latter's territory to a third State shall not receive less favourable treatment as regards despatch, transport rates and public charges on consignments, than persons, luggage or produce of the home country or of any other country, which have been despatched in the territory of the other Party or a third State under the same conditions, to the same destination and by the same route.

2. The above provision shall not apply to tariff reductions granted to charitable institutions or for purposes of public education, or in cases of public disaster, or to public officials travelling in their private capacity, or to railway service transport.

3. The Parties shall endeavour to promote communication between their respective countries by instituting direct transport by rail and sea or by the conclusion of a Convention regarding through communication by rail.

Article XI.

1. The ships and vessels flying the flag of one of the Contracting Parties, and their cargoes, shall enjoy in the waters of the other Party the same treatment in every respect as national vessels and their cargoes, whatever the place of departure or the destination of the said ships and vessels,

et bateaux, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Il s'ensuit notamment que les navires et bateaux de l'une des Parties et leurs cargaisons ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, perçues ou à percevoir soit au profit de l'Etat, soit au profit des provinces, communes ou institutions quelconques habilitées par le gouvernement, autres ou plus élevées que celles qui seront applicables aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

2. En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et, en général, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des Parties étant qu'aussi sous ce rapport leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

3. Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties pourra accorder sous l'un des rapports susvisés à une tierce Puissance seront aussi appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

4. En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires et bateaux des Parties et leurs cargaisons seront soumis aux mêmes conditions que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et bateaux et sur leurs cargaisons ne doivent pas excéder toutefois le taux applicable aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

5. Sans préjudice des autres dispositions du présent article et sans modification des dispositions de l'alinéa premier, pour autant qu'elles concernent les tarifs de pilotage, il est entendu que les lois et règlements en vigueur dans chaque pays sur l'obligation d'employer des pilotes s'appliqueront aux navires et bateaux de l'autre Partie, dans la même mesure qu'aux navires et bateaux nationaux.

6. Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que chacune des Parties contractantes réserve au seul pavillon national la pêche, le cabotage maritime et fluvial, ainsi que les services de ports, c'est-à-dire le remorquage, le pilotage et tous les services intérieurs, de quelque nature que ce soit.

Article XII.

1. La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

2. Les certificats de jaugeage délivrés aux bâtiments de chacun des deux pays suivant la méthode Moorsom seront respectivement reconnus, sous des modalités qui seront précisées ultérieurement, après échange des règlements applicables à la matière.

Article XIII.

Les navires et bateaux de l'une des Parties contractantes entrant dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port et à un autre pays et la réexporter sans être tenus à payer pour celle-ci aucuns droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Les navires et bateaux de l'une des Parties contractantes bénéficieront de toutes les réductions et exonérations des droits et taxes accordées ou à accorder, conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays, aux navires et bateaux nationaux.

and whatever the place of origin or the destination of their cargoes. Consequently, the ships and vessels of one of the Parties and their cargoes shall not be subject in the territory of the other to any tax or charge of whatsoever kind or description, whether leviable now or hereafter for the benefit of the State or of provinces, communes or any institutions duly empowered by the Government to collect taxes other or higher than those which apply to national ships and their cargoes.

2. As regards the berthing of ships and vessels, their loading and unloading in ports, roadsteads, harbours and docks, and in general as regards all formalities and provisions to which merchant vessels and their crews or cargoes may be subjected, it is agreed that no privilege or favour will be granted to national vessels which is not equally granted to those of the other State, the Parties being desirous that in this respect their vessels shall be treated on a footing of absolute equality.

3. Any privilege or exemption that one of the Parties may grant to a third Power in regard to any of the above matters shall also be accorded simultaneously and unconditionally to the other Party.

4. As regards navigation on navigable inland waterways, whether natural or artificial, in regard to which the ships and vessels of the Parties and their cargoes shall be subject to the same conditions as the ships and vessels of the most favoured nation and their cargoes, the dues to be levied on ships or vessels and on their cargoes, shall not be at a higher rate than is applicable to national vessels and their cargoes.

5. Without prejudice to the other provisions of the present Article, and subject to the provisions of paragraph (1) in so far as they concern pilotage dues, it is understood that the laws and regulations in force in each country regarding the obligation to employ pilots shall apply to the ships and vessels of the other Party to the same extent as to the national ships and vessels.

6. The foregoing provisions shall not prevent either of the Contracting Parties from reserving to its own flag the fishing and coasting and river trade (*cabotage maritime et fluvial*), as well as the port services, that is to say, towage, pilotage and all internal services of every kind.

Article XII.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with their laws and regulations shall be recognised as establishing the nationality of vessels.

2. The tonnage certificates issued to the vessels of either of the two countries according to the Moorsom method shall be mutually recognised ; the procedure to be followed shall be defined later after the regulations on this subject have been exchanged.

Article XIII.

The ships and vessels of one of the Contracting Parties entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargoes or of unloading a portion shall be entitled, provided that they conform to the laws and regulations of the country concerned, to retain on board any portion of the cargo which may be consigned to another port, or to another country, and to re-export it without being obliged to pay any duties or charges thereon, with the exception of the inspection fees, which, however, must be calculated at the lowest rate payable by the national shipping or by that of the most favoured nation.

Article XIV.

The ships and vessels of either of the Contracting Parties shall be accorded the benefit of all reductions and exemptions of duties and taxes which are or may be granted, in accordance with the laws and regulations in force in the country, to the national ships and vessels.

Article XV.

1. Si un navire ou bateau de l'une des Parties contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux de l'autre Etat, le navire ou bateau, les passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent ou accorderont, dans des circonstances analogues, aux navires et bateaux nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Il sera donné dans la même mesure qu'aux nationaux aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau, les passagers et la cargaison.

2. En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

3. Les marchandises sauvées d'un navire ou bateau échoué ou naufragé, ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article XVI.

1. Les Parties contractantes se garantissent réciproquement sur leur territoire, en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans le présent arrangement provisoire, le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Il est entendu, toutefois, que les stipulations énoncées dans les articles précédents, en tant qu'elles garantissent le traitement de la nation la plus favorisée, ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements de sûreté générale et sur l'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des pays et applicables à tous les étrangers.

Article XVII.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6 de la Convention¹ de Paris entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig du 9 novembre 1920, se réserve le droit de déclarer que la Ville libre est Partie contractante du présent arrangement provisoire, et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Cette réserve ne se rapporte pas aux dispositions du présent arrangement provisoire, lesquelles la République de Pologne contracte, en ce qui concerne la Ville libre de Dantzig, conformément à ses droits découlant des traités y relatifs.

Article XVIII.

1. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

2. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

3. L'arrangement est conclu pour la durée d'un an. Cependant, s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé, par voie de tacite reconduction, pour une période indéterminée

¹ Vol. VI, page 189, de ce recueil.

Article XV.

1. If a ship or vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked in the waters of the other State, the ship or vessel and its passengers and cargo shall enjoy the same benefits and immunities as the laws and regulations of the respective country grant, or may hereafter grant in similar circumstances to national ships and vessels or to those of the most favoured nation. Assistance and relief shall be given to the master and crew both for themselves and for the ship or vessel, its passengers and cargo, to the same extent as would be afforded to nationals of the country in question.

2. As regards salvage charges, the law of the country where the salvage takes place shall be applicable.

3. Goods salvaged from a stranded or wrecked ship or vessel shall not be subject to any Customs duty unless they are admitted into the country as articles of consumption.

Article XVI.

1. The Contracting Parties mutually undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in their respective territory as regards the various administrative and other formalities necessitated by the application of the present Provisional Agreement.

2. It is understood, however, that the stipulations set forth in the preceding Articles, in so far as they guarantee most-favoured-nation treatment, shall in no way affect the laws, decrees and regulations concerning the maintenance of order generally or those relating to certain occupations and professions which are or may be in force in either of the countries and which are applicable to all foreigners.

Article XVII.

The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles and of Articles 2 and 6 of the Convention¹ of Paris concluded between Poland and the Free City of Danzig on November 9, 1920, reserves the right to declare that the Free City is a Contracting Party to the present Provisional Agreement and that it accepts the obligations and acquires the rights resulting therefrom.

This reservation shall not apply to the terms of the present Provisional Agreement which the Republic of Poland contracts on behalf of the Free City of Danzig in conformity with its rights under the Treaties relating thereto.

Article XVIII.

1. The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. It shall come into force one month after the exchange of ratifications.

3. The Agreement is concluded for a period of one year. If, however, it is not denounced at the end of that period, it shall be prolonged for an indefinite period by tacit agreement, but may be

¹ Vol. VI, page 189, of this Series.

et pourra être dénoncé en tout temps. En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour, où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet.

4. En cas de controverse, le texte français fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement.

Fait en double original, à Sofia, le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-cinq.

(—) D^r Tadeusz St. GRABOWSKI.

(—) Chr. KALFOFF.

PROTOCOLE DE CLOTURE

SOFIA, le 29 avril 1925.

Sont présents :

POUR LA POLOGNE :

Son Excellence M. le D^r Thadée St. GRABOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

POUR LA BULGARIE :

Monsieur Christo KALFOFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement sur le commerce et la navigation entre la République de Pologne et la Bulgarie, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

I. *En ce qui concerne l'article II.*

Il est entendu que les dispositions de l'article II, selon lesquelles les ressortissants des Hautes Parties contractantes auront le droit d'ester devant des tribunaux sur un pied d'égalité avec les nationaux, de même que les dispositions de l'article III, concernant le libre accès des sociétés anonymes et autres auprès des tribunaux, ne s'appliquent pas à l'assistance judiciaire gratuite ni à la dispense de la *cautio judicatum solvi*.

II. *En ce qui concerne les articles V et VI.*

Il est entendu que les dispositions des articles V et VI ne s'appliquent pas aux produits du sol et de l'industrie originaires du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, s'ils ont été dédouanés dans un Etat tiers.

III. *En ce qui concerne l'article X.*

1. Aussi longtemps que la frontière entre la Pologne et un des pays limitrophes restera, pour une raison quelconque, fermée aux voyageurs ou aux marchandises de la Pologne ou du pays limitrophe en question, le Gouvernement de Pologne ne sera pas considéré comme tenu d'accorder à la Bulgarie, sur la frontière dudit pays, les facilités prévues par l'article X.

2. Les dispositions concernant la communication par chemin de fer avec un Etat tiers ne seront appliquées qu'au cas où une convention sur la communication directe par chemin de fer aura été conclue avec cet Etat.

denounced at any time. Should it be denounced, it shall remain in force for three months, reckoned from the date on which one of the High Contracting Parties notifies the other of its intention to terminate the Agreement.

4. In case of dispute the French text shall be considered to be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate, at Sofia, the twenty-ninth day of April, One thousand nine hundred and twenty-five.

(Signed) Dr Thaddeus St. GRABOWSKI.

(Signed) Chr. KALFOFF.

PROTOCOLE DE CLOTURE

SOFIA, April 29, 1925.

Present :

FOR POLAND :

His Excellency Dr Thaddeus St. GRABOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

FOR BULGARIA :

M. Christo KALFOFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship.

When proceeding to sign the Agreement on Commerce and Navigation between Poland and Bulgaria, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

I. *Ad Article II.*

It is understood that the provisions of Article II under which nationals of the High Contracting Parties are accorded the right to appear in Court on the same footing as nationals, and also the provisions of Article III concerning the free access of joint stock and other companies to the Courts, shall not apply to free judicial assistance nor to cases in which the *cautio judicatum solvi* has been dispensed with.

II. *Ad Articles V and VI.*

It is understood that the provisions of Articles V and VI do not apply to the products of the soil or of industry originating in the territory of one of the High Contracting Parties if they have been cleared through the Customs in a third State.

III. *Ad Article X.*

1. So long as the frontier between Poland and any of the adjoining countries shall remain, for any reason whatever, closed to travellers or goods from Poland or from the adjoining country in question, the Polish Government shall not be bound to afford Bulgaria the facilities specified in Article X on the frontier of the above-mentioned country.

2. The provisions concerning railway communications with a third State shall only apply in cases in which a convention concerning through railway traffic has been concluded with the said State.

IV. *En ce qui concerne l'article XIV.*

Il est entendu que les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de favoriser les navires et bateaux nationaux par des subsides en argent.

NOM DE L'ÉTAT

(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour.....

N° de la carte.....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte M.
né..... à..... demeurant à rue.....

N° possède ¹ à..... sous la raison de
commerce (ou) est commis-voyageur au service de la maison
des maisons

..... à.....

qui possède
possèdent

sous la raison de commerce.....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à
et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

..... le..... 19.....

Signature du chef de la (des) maison(s).

.....

Signalement du porteur :

.....

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :



Signature du porteur :

(—) Dr T. GRABOWSKI.

(—) Chr. KALFOFF.

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

IV. *Ad Article XIV.*

It is understood that the High Contracting Parties reserve the right to accord subsidies for the encouragement of national shipping.

NAME OF COUNTRY

(Authority issuing the card.)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS

Valid for twelve months as from the date of issue.

Available for

No. (of the card).....

We hereby certify that the bearer of this card M.....
born..... at..... residing..... at (address)
..... possesses ¹..... at
(name of firm) (or) is a commercial traveller employed by the firm(s)
..... at
who possesse(s).....
(name of firm).....

As the Bearer of this card proposes to solicit orders in the above-mentioned country and make purchases for the firm(s) in question, we hereby certify that the above firm(s) is (are) authorised to carry on their industry and business at..... and pay the taxes required by law.

..... (date)..... 19.....

Signature of the Head(s) of the firm(s)

.....

Description of bearer

.....

Age
Height
Hair
Special characteristics



Bearer's signature.....

(Signed) Dr T. GRABOWSKI.

(Signed) Chr. KALFOFF.

¹ Description of the factory or business.

N. B. — The particulars under the first heading only need be given in the case of the Head of a commercial or industrial establishment.

N° 1409.

ALLEMAGNE
ET COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE

Convention concernant l'échange des
mandats-poste. Signée à Berlin, le
24 mars, et à Melbourne, le 31
mai 1926.

GERMANY
AND COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA

Convention for the Exchange of
Money-Orders. Signed at Berlin,
March 24, and at Melbourne, May
31, 1926.

No. 1409. — CONVENTION¹ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF AUSTRALIA AND GERMANY. SIGNED AT BERLIN, MARCH 24, AND AT MELBOURNE, MAY 31, 1926.

Texte officiel anglais communiqué par le premier ministre du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 février 1927.

THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF AUSTRALIA and GERMANY, being desirous of establishing an exchange of Money Orders between the two countries, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles:

Article I.

Exchange of Money Orders.

1. There shall be a regular exchange of Postal Money Orders between Germany and the Commonwealth of Australia (New South Wales, Victoria, Queensland, South Australia, Western Australia, Tasmania).

2. Each country shall communicate to the other a list of the post offices designated to participate in the exchange of orders.

Article II.

Offices of Exchange.

The exchange of orders shall be conducted through the medium of Exchange Offices. The offices of exchange for Australia shall be Sydney for New South Wales, Melbourne for Victoria and Tasmania, Brisbane for Queensland, Adelaide for South Australia, and Perth for Western Australia; and for Germany the exchange office shall be Post Office 2, Munchen.

Article III.

Maximum amount of Money Orders.

The maximum amount of a single Money Order shall not exceed £40 when issued in Germany for payment in Australia or the equivalent in Reichsmark when issued in Australia for payment in Germany.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1409. — CONVENTION ² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'AUSTRALIE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉE A BERLIN, LE 24 MARS, ET A MELBOURNE, LE 31 MAI 1926.

English official text communicated by the Prime Minister of the Commonwealth of Australia. The registration of this Convention took place February 28, 1927.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'AUSTRALIE et L'ADMINISTRATION DES POSTES DU REICH ALLEMAND, désireuses d'établir entre les deux pays un système d'échange de mandats-poste, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Echange de mandats-poste.

1. Il sera institué un service régulier d'échange de mandats-poste entre le Reich allemand et le Commonwealth d'Australie (Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie du Sud, Australie occidentale, Tasmanie).

2. Chaque pays communiquera à l'autre la liste des bureaux de poste désignés pour participer à l'échange de mandats-poste.

Article II.

Bureaux d'échange.

Le service des mandats entre les deux pays s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux d'échange. Les bureaux d'échange seront : en Australie, celui de Sydney pour la Nouvelle-Galles du Sud ; celui de Melbourne pour l'Etat de Victoria et la Tasmanie ; celui de Brisbane pour le Queensland ; celui d'Adélaïde pour l'Australie du Sud, et celui de Perth pour l'Australie occidentale ; en Allemagne, le bureau des postes N^o 2 de Munich.

Article III.

Montant maximum des mandats-poste.

Le montant maximum d'un mandat-poste ne devra pas dépasser £ 40 pour les mandats émis en Allemagne et payables en Australie, ou l'équivalent en Reichsmark pour les mandats émis en Australie et payables en Allemagne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force July 1, 1926.

*Article IV.**Money Orders-Conversion.*

1. The Administration of the country of issue shall fix the rate at which Money Orders shall be converted from its currency to the currency of the country of payment.
2. Each Administration shall advise the other of the rate of conversion adopted and the alteration thereto.
3. No Money Orders shall contain a fractional part of a penny or a pfennig.

*Article V.**Money Orders - Means of Advising.*

1. The exchange office of the country of payment shall be advised by means of Lists with full particulars of the Money Orders which it is expected to pay.
2. From these Lists the exchange office of the country of payment shall prepare, in favour of the payees and in its own currency, internal Money Orders for amounts as specified.
3. It shall forward such orders to the payees or the paying offices, according to the arrangement existing in each country regulating the payment of Money Orders.

*Article VI.**Payment of Money Orders.*

The amount of Money Orders shall be deposited by the remitters and paid to the payees in gold coin or any other legal money of the same current value.

*Article VII.**Commission.*

1. The Postal Administration of the respective countries shall have the power to fix from time to time the rates of commission to be charged on all Money Orders they may respectively issue, such power to include the right to fix the rate of exchange between the issuing office and the remitter. Official Money Orders relating to the Postal Service between the two Administrations are free of all charge.
2. Each Administration shall notify to the other its tariff of charges or rates of commission which shall in all cases be payable in advance by the remitters and shall not be repayable.
3. The commissions so charged shall belong to the country of issue, but that country shall credit to the paying country one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the total value of the Orders issued in its jurisdiction and advised to the country of payment after deducting the amounts of the Official Money Orders which are free of charge.

*Article VIII.**"Through" Orders.*

1. Should Germany desire to send Money Order remittances through the intermediary of Australia to any country with which Australia transacts Money Order business it shall be at liberty to do so provided the following procedure is observed, viz :

- (a) The exchange office of Germany advises the amount of such "through" Orders to the office of exchange (Money Order Department), at Sydney, which will readvise them to the exchange offices of the countries of payment ;

*Article IV.**Conversion des mandats-poste.*

1. L'administration du pays d'émission fixera le taux auquel le montant des mandats-poste sera converti en la monnaie du pays de paiement.
2. Chacune des administrations notifiera à l'autre le taux de conversion adopté et les modifications qui pourront y être apportées.
3. Aucun mandat ne devra comprendre de fraction d'un penny ou d'un pfennig.

*Article V.**Mode de notification des mandats-poste.*

1. Le bureau d'échange du pays de paiement sera avisé, au moyen de listes détaillées, des mandats-poste qu'il aura à payer.
2. A l'aide de ces listes, le bureau d'échange du pays de paiement établira, au bénéfice des destinataires et dans la monnaie du pays, des mandats-poste intérieurs pour les montants spécifiés.
3. Il transmettra ces mandats, soit aux destinataires, soit aux bureaux payeurs, suivant les règlements en vigueur dans chaque pays pour le paiement des mandats-poste.

*Article VI.**Paiement des mandats-poste.*

Le montant des mandats-poste sera déposé par les expéditeurs et payé aux destinataires, en monnaie-or ou en toute autre monnaie de même valeur ayant légalement cours.

*Article VII.**Commission.*

1. L'administration des Postes de chacun des deux pays aura le droit de fixer, de temps à autre, les taux des commissions à percevoir sur tous les mandats qu'elles pourront émettre respectivement, et aura également le droit de fixer le taux du change entre le bureau d'émission et l'expéditeur. Les mandats-poste officiels relatifs au service postal entre les deux administrations ne seront soumis à aucune taxe.
2. Chaque administration communiquera à l'autre le tarif des taxes ou taux de commission qu'elle aura établi ; ces taxes et commissions seront, dans tous les cas, payables à l'avance par les expéditeurs et ne seront pas remboursables.
3. Les commissions ainsi perçues seront acquises à l'administration du pays d'émission, mais celle-ci concédera à l'administration du pays de paiement une ristourne d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) sur le montant total des mandats-poste émis dans son ressort et pour lesquels l'administration du pays de paiement aura reçu un avis, déduction faite du montant des mandats-poste officiels qui ne sont soumis à aucune taxe.

*Article VIII.**Mandats-poste en transmission.*

1. Au cas où l'Allemagne désirerait expédier des mandats-poste par l'intermédiaire de l'Australie à un pays avec lequel l'Australie effectue des opérations de mandats-poste, elle aura la faculté de le faire, à la condition de suivre la procédure ci-dessous :
 - a) Le bureau d'échange d'Allemagne fera connaître le montant de ces mandats en transmission au bureau d'échange (service des mandats-poste) de Sydney, qui avisera, à son tour, les bureaux d'échange des pays de paiement ;

(b) No such order should exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Australia ;

(c) The particulars of "through" Orders are entered in red ink at the end of the ordinary advice list or on separate sheets, the total amount of the "through" Orders being included in the totals of the lists ;

(d) The names and addresses of the payees, including the names of the town and country of payment are given as fully as possible.

2. The Postal Department of Germany shall allow to the Postal Department of Australia the same percentage (See Article VII, 3) on "through" orders as on Orders payable in Australia ; the Sydney office will credit the country of payment for "through" orders with the same percentage as for orders issued in Australia.

3. As payment for its intermediary service, the Postal Department of Australia shall deduct from the amount of each "through" order a charge at the rate of 3d. for each £5 or portion thereof, which charge shall be collected in the first instance by the office of origin from the remitter and added to the amount intended for payment to the payee.

4. Should Australia desire to send Money Orders through the intermediary of Germany to countries with which Germany transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

5. Each Administration shall advise the other of the names of the countries with which it transacts Money Order business, and the limit of amount adopted for single Money Orders in each instance.

6. As in the case of the commission referred to in paragraph 2 of Article VII, the intermediary charge shall not be repayable to the remitter.

Article IX.

Lists.

1. The offices of exchange of Australia shall despatch to the office of exchange of Munchen 2, and this office to the exchange offices of Australia by each available mail, lists of Money Orders issued. The lists shall be numbered consecutively throughout the year, commencing with Number 1 at the beginning of the month of January in each year, and ending with the number of the last list despatched in the month of December of the same year.

2. The Money Orders shown on the lists shall also be numbered consecutively (these numbers to be called "International" numbers) commencing with number 1 at the beginning of each calendar year.

3. Lists shall be despatched only when there are money orders to be advised, but a duplicate or letterpress copy of every list shall be despatched by the mail following that by which the original list was forwarded.

Article X.

Verification of Lists.

1. Each office of exchange shall promptly communicate to the other the correction of any simple error which it may discover in the verification of the lists.

2. When the lists shall show irregularities which the Receiving office cannot rectify, that office shall apply to the despatching office for an explanation and such explanation shall be furnished without delay.

3. Pending the receipt of the explanation, payment of orders found to be erroneous in the lists may be suspended at the discretion of the paying office.

b) Le montant de ces mandats ne devra pas dépasser le maximum fixé par le pays de destination pour les mandats émis en Australie ;

c) Les détails des mandats-poste en transmission seront inscrits à l'encre rouge à la fin de la liste d'avis ordinaire ou sur des feuilles séparées, et le montant total des mandats en transmission sera compris dans les totaux des listes ;

d) Les noms et adresses des destinataires, y compris le nom de la ville et du pays de paiement, seront indiqués aussi complètement que possible.

2. L'Administration des Postes allemande concédera à l'Administration des Postes australienne la même ristourne (Voir article VII, 3) pour les mandats en transmission que pour les mandats payables en Australie ; le bureau de Sydney portera au crédit du pays de paiement, la même ristourne pour les mandats en transmission que pour les mandats émis en Australie.

3. A titre de compensation pour ses services d'intermédiaire, l'Administration des Postes australienne déduira, sur le montant de chaque mandat en transmission, une taxe calculée à raison de 3 pence par £ 5, ou fraction de £ 5 ; cette taxe sera réclamée en premier lieu par le bureau d'origine à l'expéditeur, et ajoutée au montant qui doit être payé au destinataire.

4. Au cas où l'Australie désirerait expédier des mandats-poste, par l'intermédiaire de l'Allemagne, à des pays avec lesquels l'Allemagne effectue des opérations de mandats-poste, elle aura la faculté de le faire aux mêmes conditions que celles qui sont indiquées dans les paragraphes précédents.

5. Chacune des deux administrations notifiera à l'autre le nom des pays avec lesquels elle effectue des opérations de mandats-poste et lui indiquera le montant maximum prévu dans chaque cas pour un mandat-poste.

6. Comme pour la commission mentionnée au paragraphe 2 de l'article VII, la taxe perçue pour les services d'intermédiaire ne sera pas remboursable à l'expéditeur.

Article IX.

Listes.

1. Les bureaux d'échange d'Australie et le bureau d'échange N° 2 de Munich se transmettront réciproquement, par chaque courrier utilisable, la liste des mandats-poste émis. Ces listes seront numérotées consécutivement pendant l'année ; on commencera par le numéro 1 au début du mois de janvier de chaque année et on terminera par le numéro de la dernière liste expédiée pendant le mois de décembre de la même année.

2. Les mandats-poste inscrits sur les listes porteront également un numéro d'ordre (qui sera intitulé numéro « international ») ; on commencera par le numéro 1 au début de chaque année civile.

3. Les listes ne seront expédiées qu'en cas de mandats à notifier ; un duplicata, ou une copie à la presse à copier de chaque liste sera transmis par le courrier qui suivra celui par lequel la liste originale aura été expédiée.

Article X.

Vérification des listes.

1. Chaque bureau d'échange communiquera sans retard à l'autre la rectification de toute erreur de peu d'importance qu'il aura pu constater au cours de la vérification des listes.

2. Lorsque les listes accuseront des irrégularités que le bureau destinataire ne pourra rectifier, ce dernier demandera des explications au bureau expéditeur qui devra les lui fournir sans retard.

3. En attendant lesdites explications, le bureau payeur pourra, à son gré, suspendre le paiement des mandats au sujet desquels une erreur aura été constatée sur la liste.

*Article XI.**Issue of duplicate Orders and transfer of place of Payment.*

Duplicate orders shall be issued and transfer of place of payment made only by the Postal Administration of the country on which the Orders were drawn, and in conformity with the Regulations established or to be established in that country.

*Article XII.**Repayment.*

1. The remitter of a Money Order may before payment of such order, demand repayment of the amount thereof, of the rectification of the name or the address of the payee.

2. Repayments of the amounts of orders already despatched to the country of destination at the time of application for repayment by remitters, shall not be made, until an authorisation for such repayment shall have been obtained by the country of issue from the country where such orders are payable, and the amounts of the repaid orders shall be duly credited to the former country in the quarterly account.

*Article XIII.**Period of Validity.*

Money Orders which shall not have been paid within twelve months after the month of issue shall become void, and the sums received therefore shall be credited to, and be at the disposal of, the country of origin.

*Article XIV.**Advice of Payment.*

1. The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a charge to be fixed by such Administration.

2. If application for an advice of payment be made at the time of issue of the order the letters "AP" shall be written against the entry in the list.

3. After paying the amount of the order, the paying office shall forward an advice of payment by first post direct to the post office of issue.

4. In the case of "through" Orders (Article VIII) all completed forms of advice of payment shall be sent to the office of exchange of the intermediary country, which shall arrange for their despatch to the remitters.

5. If application for an advice of payment be made subsequent to the issue of an order, a form of advice of payment, giving full particulars of the order and of the advising, and fully addressed to the remitter, shall be sent to the exchange office of the country of payment (or in the case of "through" orders to the exchange office of the intermediary country) which shall arrange for its completion and despatch to the remitter.

*Article XV.**Statement of Repaid and Unpaid Orders.*

At the end of every month, each office of exchange shall prepare and forward to the other office :

(a) A statement showing the particulars of all Orders for which it has given Authorisation to repay the amounts to the remitters ;

*Article XI.**Délivrance des duplicata de mandats et changement du lieu de paiement.*

Les duplicata de mandats ne pourront être délivrés et le lieu de paiement ne pourra être modifié que par l'administration des postes du pays sur lequel les mandats originaux ont été tirés et conformément aux règlements établis, ou qui seront établis, dans ce pays.

*Article XII.**Remboursements.*

1. L'expéditeur d'un mandat-poste pourra, avant que le paiement de ce mandat soit effectué, en demander le remboursement ou demander la rectification du nom ou de l'adresse du destinataire.

2. Les mandats déjà transmis au pays de destination au moment où l'expéditeur adresse sa demande de remboursement, ne pourront être remboursés que si le pays d'émission obtient une autorisation à cet effet du pays où ces mandats sont payables ; le montant des mandats remboursés sera dûment porté au crédit du premier pays dans le décompte trimestriel.

*Article XIII.**Période de validité.*

Les mandats qui n'auront pas été payés dans les douze mois qui suivront le mois d'émission seront périmés et les sommes reçues à ce titre seront portées au crédit du pays d'origine et seront à sa disposition.

*Article XIV.**Avis de paiement.*

1. L'expéditeur d'un mandat-poste pourra obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant à l'avance, au profit exclusif de l'administration du pays d'émission, une taxe qui sera fixée par cette administration.

2. Lorsqu'un avis de paiement aura été demandé au moment de l'émission du mandat, les lettres « AP. » figureront sur la liste en regard de la mention du mandat.

3. Après avoir versé le montant du mandat, le bureau payeur transmettra, directement au bureau d'émission, par le premier courrier, l'avis de paiement demandé.

4. Dans les cas de mandats en transmission (Article VIII), tous les formulaires d'avis de paiement dûment remplis seront transmis au bureau d'échange du pays intermédiaire, qui en assurera l'envoi aux expéditeurs.

5. Si l'avis de paiement est demandé après l'émission du mandat, un formulaire d'avis de paiement qui donnera tous les détails du mandat et de la notification de ce dernier et qui portera l'adresse complète de l'expéditeur sera transmis au bureau d'échange du pays de paiement (ou dans le cas de mandats en transmission, au bureau d'échange intermédiaire) qui le fera compléter et en assurera l'envoi à l'expéditeur.

*Article XV.**Relevé des mandats remboursés et impayés.*

A la fin de chaque mois, chacun des bureaux d'échange établira et transmettra à l'autre bureau :

a) Un relevé donnant le détail de tous les mandats dont il aura autorisé le remboursement aux expéditeurs ;

(b) A statement showing the particulars of all Orders issued by the other office of exchange which have remained unpaid at the end of the period specified in Article XIII.

In the event of there being no Orders to be advised, blank statements are to be sent.

Article XVI.

Accounts.

1. At the close of each quarter or as soon thereafter as practicable, an account (Form A) in duplicate shall be prepared and forwarded from the German Post Office, Berlin, to the Secretary, Postmaster-General's Department, Melbourne. Such account shall comprise forms B. C. D and E in respect of business between Germany and Australia.

2. The accounts shall be prepared in the currencies of both countries. In the General Account the amount of orders issued in Australia on Germany shall be shown in Reichsmark and pfenning, and the amount of those issued in Germany on Australia shall be shown in sterling currency. For the purpose of ascertaining the balance to be remitted the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country having the larger credit at the mean rate of exchange London on Berlin for the quarter to which the account relates.

3. A statement showing particulars from which the mean rate has been calculated shall accompany the account.

Article XVII.

1. Monthly remittances shall be made on account by the Administration which, after a monthly review of the amount of Money Orders exchanged, finds itself indebted to the other to the extent of £500 or more, or the equivalent of that sum.

2. If the debit is against Australia, the Postal Administration of the Commonwealth shall arrange payment to Germany on a Reichsmark basis through the General Post Office, London.

3. In the event of the debit being against Germany, the German Postal Administration shall arrange payment to Australia on a sterling basis through the General Post Office, London.

4. The expenses attending all such payments shall be borne by the Administration on whose behalf the payments are being made.

Article XVIII.

Additional Rules.

The Postal Administration of each country shall be authorised to adopt any additional rules if not repugnant to the foregoing, for greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated to the Postal Administration of the other country concerned.

Article XIX.

Suspension of Exchange.

Each Administration is authorised to suspend temporarily, in whole or in part, the Money Order Service to which the present Convention applies, should the course of exchange or other circumstances, give rise to abuses or cause detriment to the postal revenue. Immediate notice thereof must, however, be given, by telegraph, if necessary, to the other Administration.

b) Un relevé donnant le détail de tous les mandats émis par l'autre bureau d'échange et qui seront restés impayés à l'expiration de la période spécifiée à l'article XIII.

En l'absence de mandats à notifier, des relevés en blanc devront être transmis.

Article XVI.

Décomptes.

A la fin de chaque trimestre, ou le plus tôt possible après l'expiration de cette période, un décompte (Formulaire A) en double exemplaire sera établi et transmis par l'administration des postes allemande, Berlin, au secrétaire du département du *Postmaster-General* à Melbourne. Ce décompte comprendra les formulaires B, C, D et E pour les opérations effectuées entre l'Allemagne et l'Australie.

2. Les décomptes seront établis dans la monnaie des deux pays. Dans le décompte général, le montant des mandats émis en Australie et payables en Allemagne sera exprimé en Reichsmark et en pfennig, et le montant des mandats émis en Allemagne et payables en Australie sera exprimé en livres sterling. Pour le calcul du solde à verser, le montant du crédit le plus faible sera converti en la monnaie du pays ayant le crédit le plus élevé, au cours moyen du change de Londres sur Berlin, pour le trimestre auquel se rapporte le décompte.

3. Un relevé des cours d'après lesquels le cours moyen aura été calculé, accompagnera le décompte.

Article XVII.

1. L'administration qui, en examinant à la fin du mois le montant des mandats échangés, constatera qu'elle est débitrice de l'autre Administration pour une somme de £ 500 ou plus, ou pour l'équivalent de cette somme, fera à l'autre une remise pour ce mois, à titre d'acompte sur la somme due.

2. Lorsque l'Australie sera débitrice, l'Administration des Postes du Commonwealth payera la somme due à l'Allemagne, en Reichsmark, par l'intermédiaire de la Direction générale des Postes de Londres.

3. Lorsque l'Allemagne sera débitrice, l'Administration des Postes allemande payera la somme due à l'Australie en livres sterling, par l'intermédiaire de la Direction générale des Postes, de Londres.

4. Les frais afférents à tous ces paiements seront à la charge de l'administration pour le compte de laquelle les paiements auront été effectués.

Article XVIII.

Règlements additionnels.

L'administration des postes de chaque pays sera autorisée à adopter tous règlements additionnels qui ne seront pas contraires aux dispositions ci-dessus, en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou en vue d'améliorer le fonctionnement général du système. Tous ces règlements additionnels devront être communiqués à l'administration des Postes de l'autre pays intéressé.

Article XIX.

Suspension de l'échange.

Chacune des Administrations sera autorisée à suspendre momentanément, en totalité ou en partie, l'échange des mandats-poste visé par la présente convention, au cas où le cours du change, ou toute autre circonstance, donnerait lieu à des abus ou porterait préjudice aux recettes postales. Cette suspension sera notifiée, le cas échéant, par télégramme à l'autre administration.

Article XX.

In effect.

This Convention shall be substituted for, and shall take effect in lieu of, all previous Conventions or Arrangements relative to the exchange of Money Orders between the two Administrations, on the 1st of July, 1926, and shall continue in force until twelve months after either of the Contracting Parties shall have notified to the other its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Melbourne on the 31st day of May, 1926, and at Berlin on the 24th day of March, 1926.

(Signed) STINGL,
Minister of Posts of Germany.

(Signed) W. G. GIBSON,
Postmaster-General of the Commonwealth
of Australia.

Certified as identical
with the original document.

(Signed) W. G. Gibson.

*Article XX.**Entrée en vigueur.*

La présente convention remplacera toutes les conventions ou arrangements antérieurs, relatifs à l'échange des mandats-poste entre les deux administrations, et prendra effet, en leur lieu et place, le 1^{er} juillet 1926. Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de la dénoncer.

Fait en double exemplaire et signé à Melbourne, le 31^{me} jour de mai 1926, et à Berlin, le 24^{me} jour de mars 1926

(Signé) STINGL,
Ministre des Postes du Reich allemand.

(Signé) W. G. GIBSON,
*Postmaster-General du Commonwealth
d'Australie.*

A.
Front.

MONEY ORDER EXCHANGE — GERMANY — AUSTRALIA

General account of Money Order Transactions Between Germany and the Commonwealth of Australia
for the Quarter ended

CREDIT OF AUSTRALIA				CREDIT OF GERMANY	
	£	s.	d.	Marks	Pf.
Balance from previous quarter				Balance from previous quarter	
Orders issued in Germany (as per detailed statements herewith)				Orders issued in Australia (as per detailed statements herewith)	
Commission at ½ %				Commission at ½ %	
To be deducted :				To be deducted :	
Repaid and Void Orders issued in Germany ...				Repaid and Void Orders issued in Australia ...	
Credit of Australia				Credit of Germany	
<i>Deduct</i> — Credit of Germany converted at rate of £1 =				<i>Deduct</i> — Credit of Australia £ converted at rate of £1 = Reichsmark	
Balance				Balance	
Paid on account by Germany through London (See statement on back)				Paid on account by Australia through London (See statement on back)	
Balance remaining due to Australia ...				Balance remaining due to Germany ...	

Berlin,

Accepted at

..... 19

A.
Recto.
ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE — ALLEMAGNE — AUSTRALIE

Décompte général des opérations de mandats-poste entre l'Allemagne et le Commonwealth d'Australie, pour le trimestre se terminant le

AU CRÉDIT DE L'Australie			AU CRÉDIT DE L'ALLEMAGNE		
£	s.	d.	Marks	Pf.	
Solde du trimestre précédent			Solde du trimestre précédent		
Mandats émis en Allemagne (conformément aux relevés détaillés ci-joints)			Mandats émis en Australie (conformément aux relevés détaillés ci-joints)		
Commission d'un ½ %			Commission d'un ½ %		
<i>A déduire :</i>			<i>A déduire :</i>		
Mandats émis en Allemagne, remboursés et périmés			Mandats émis en Australie, remboursés et périmés		
Crédit de l'Australie			Crédit de l'Allemagne		
<i>A déduire :</i> Crédit de l'Allemagne			<i>A déduire :</i> Crédit de l'Australie £		
converti au taux de £1 =			Converti au taux de £1 = Reichsmark		
Solde			Solde		
Acompte versé par l'Allemagne, par l'intermédiaire de Londres (Voir relevé au verso)			Acompte versé par l'Australie, par l'intermédiaire de Londres (Voir relevé au verso)		
Solde dû à l'Australie			Solde dû à l'Allemagne		

Berlin,

Approuvé le

..... 19

A.
Back.

STATEMENT OF REMITTANCES MADE THROUGH THE GENERAL POST OFFICE, LONDON,
ON ACCOUNT OF MONEY TRANSACTIONS
BETWEEN GERMANY AND THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

BY AUSTRALIA		BY GERMANY			
Date	Reichsmark	Date	£	s.	d.

A.
Verso.

RELEVÉ DES REMISES EFFECTUÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES, DE LONDRES, EN ACOMPTE SUR LES OPÉRATIONS
DE MANDATS-POSTE, ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE

PAR L'AUSTRALIE		PAR L'ALLEMAGNE			
Date	Reichsmark	Date	£	s.	d.

B.

MONEY ORDER EXCHANGE — GERMANY — AUSTRALIA

Summary of Money order Transactions between Germany and Australia for the Quarter ended

TO CREDIT OF COMMONWEALTH OF AUSTRALIA				TO CREDIT OF GERMANY			
£	s.	d.	Marks				Pf.
Orders issued in Germany :			Orders issued in Australia :				
				New South Wales ...			
				Victoria ...			
				Queensland ...			
				South Australia ...			
				Western Australia ...			
				Tasmania ...			
				Add commission ½ per cent ...			
<i>Deduct :</i>			<i>Deduct :</i>				
Repaid and Void Orders issued in Germany ...			Repaid and Void Orders issued in Australia ...				
						Mk.	Pf.
				New South Wales ...			
				Victoria ...			
				Queensland ...			
				South Australia ...			
				Western Australia ...			
				Tasmania ...			

B.
 ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE — ALLEMAGNE — AUSTRALIE
 Décompte sommaire des opérations de mandats-poste entre l'Allemagne et l'Australie
 pour le trimestre se terminant le

AU CRÉDIT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE				AU CRÉDIT DE L'ALLEMAGNE			
	£	s.	d.		Marks	Pf.	
						Mk.	Pf.
Mandats émis en Allemagne :				Mandats émis en Australie :			
Nouvelle-Galles du Sud				Nouvelle Galles du Sud			
Victoria				Victoria			
Queensland				Queensland			
Australie du Sud				Australie du Sud			
Australie occidentale				Australie occidentale			
Tasmanie				Tasmanie			
A ajouter : commission 1/2 %				A ajouter : commission 1/2 %			
<i>A déduire :</i>				<i>A déduire :</i>			
Mandats émis en Allemagne, remboursés et périmés				Mandats émis en Australie, remboursés et périmés			
	£	s.	d.		Mk.	Pf.	
Nouvelle-Galles du Sud				Nouvelle-Galles du Sud			
Victoria				Victoria			
Queensland				Queensland			
Australie du Sud				Australie du Sud			
Australie occidentale				Australie occidentale			
Tasmanie				Tasmanie			

C.

MONEY ORDER EXCHANGE — GERMANY — AUSTRALIA

Account in respect of Money Order Transactions between Germany and the State of
for the Quarter ended

TO CREDIT OF STATE OF				TO CREDIT OF GERMANY						
£	s.	d.	R.M.	Pf.	RM.	Pf.	£	s.	d.	
Amount of Orders issued in Germany				Amount of Orders issued in						
on	on	
Commission on amount of such issue at ½ per cent				Commission on amount of such issue at ½ per cent						
<i>To be deducted :</i> Amount of repaid Orders issued in Germany Amount of Void Orders issued in Germany				<i>To be deducted :</i> Amount of repaid Orders issued in Amount of Void Orders issued in						
Total amount due to.....				Total amount due to Germany						

Accepted.....
.....

C.

ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE — ALLEMAGNE — AUSTRALIE

Décompte concernant les opérations de mandats-poste entre l'Allemagne et l'Etat de
pour le trimestre se terminant le

AU CRÉDIT DE L'ÉTAT DE				AU CRÉDIT DE L'ALLEMAGNE					
£	s.	d.	Pf.	RM.	Pf.	£	s.	d.	
Montant des mandats émis en Allemagne sur				Montant des mandats émis en sur l'Allemagne					
Commission d'un ½ % sur le montant des mandats				Commission d'un ½ % sur le montant de ces mandats					
<i>A déduire :</i> Montant des mandats émis en Allemagne, remboursés Montant des mandats émis en Allemagne, périmés ...				<i>A déduire :</i> Montant des mandats émis en remboursés Montant des mandats émis en périmés					
Montant total dû à				Montant total dû à l'Allemagne					

Approuvé.....

.....

D.

MONEY ORDER EXCHANGE — GERMANY — AUSTRALIA

Statement of the Lists of Money Order Advices exchanged between Germany and the State of
 During the Quarter ended

LISTS DESPATCHED BY GERMANY				LISTS RECEIVED BY GERMANY			
Date of List	Number of List	Amount		Date of List	Number of List	Amount	
		£ s. d.	RM. Pf.			RM. Pf.	£ s. d.

E.

MONEY ORDER EXCHANGE — GERMANY — AUSTRALIA

Repaid and Void Orders

ISSUED IN				ISSUED IN GERMANY					
Number of List	Date of List	Inter-national No.	Office of Issue	Number of Order	Amount of Order		Number of Order	Amount of Order	
					RM. Pf.	£ s. d.		£ s. d.	RM. Pf.
Total to be deducted from amount of issues on Germany				Total to be deducted from amount of issues on					

D.

ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE — ALLEMAGNE — AUSTRALIE

Relevé des listes d'avis de mandats-poste échangés entre l'Allemagne et l'Etat de
 Pendant le trimestre se terminant le

LISTES EXPÉDIÉES PAR L'ALLEMAGNE				LISTES REÇUES PAR L'ALLEMAGNE			
Date de la liste	Numéro de la liste	Montant		Date de la liste	Numéro de la liste	Montant	
		£ s. d.	RM. Pf.			RM. Pf.	£ s. d.

E.

ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE — ALLEMAGNE — AUSTRALIE

Mandats remboursés et périmés

EMIS EN				EMIS EN ALLEMAGNE					
N° de la liste	Date de la liste	N° international	Bureau d'émission	N° d'ordre	Montant du mandat		N° d'ordre	Montant du mandat	
					RM. Pf.	£ s. d.		£ s. d.	RM. Pf.
Total à déduire du montant des mandats tirés sur l'Allemagne				Total à déduire du montant des mandats tirés sur					

N° 1410.

**LITHUANIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de non-agression, signé à
Moscou, le 28 septembre 1926, et
échange de notes y relatif, de la
même date.

**LITHUANIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Non-Aggression, signed at
Moscow, September 28, 1926, and
Exchange of Notes relating thereto,
of the same date.

TEXTE LITHUANIEN - LITHUANIAN TEXT

N^o 1410. — SUTARTIS TARP LIETUVOS RESPUBLIKOS IR SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SAJUNGOS¹, PASIRAŠYTA MĄSKVOS MIESTE 1926 M. RUGSĖJO MĖN. 28 D.

Textes officiels lithuanien et russe communiqués par le délégué permanent de la Lithuanie à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 mars 1927.

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS, iš vienos pusės, ir SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SAJUNGOS CENTRALINIS VYKDOMASIS KOMITETAS, iš antros pusės, įsitikinę, kad LIETUVOS ir SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SAJUNGOS tautų interesai reikalauja nuolatinio bendradarbiavimo, pagrįsto pasitikėjimu, ir norėdami padėti, kiek leidžia jų išgalės, palaikyti visuotinę taiką, susitarė sudaryti sutartį esamiems tarp jų draugingiems santykiams išplėsti ir tam tikslui paskyrė savo įgaliotiniais :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Mykolą SLEŽEVIČIŲ, Lietuvos Respublikos Ministrų Pirmininką, Teisingumo Ministrų ir einantį Užsienių Reikalų Ministerio pareigas, ir

Jurgį BALTRUŠAITĮ, Lietuvos Respublikos Nepaprastąjį Pasiuntinį ir Įgaliotąjį Ministrų Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungai ;

SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SAJUNGOS CENTRALINIS VYKDOMASIS KOMITETAS :

Georgijų ČIČERINĄ, Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos Centralinio Vykdomojo Komiteto Narių Užsienių Reikalų Liaudies Komisarą, ir

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 9 novembre 1926.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

N^o 1410. — ДОГОВОР МЕЖДУ ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК¹, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. МОСКВЕ, 28-го СЕНТЯБРЯ 1926 ГОДА.

Lithuanian and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of Lithuania accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 4, 1927.

Президент Литовской Республики с одной стороны и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик с другой стороны, убежденные, что интересы народов Литвы и Союза Советских Социалистических Республик требуют постоянного сотрудничества, основанного на доверии, и в целях содействия, в меру своих сил, поддержанию всеобщего мира, условились заключить договор для развития дружественных отношений существующих между ними, и для этой цели назначили своими уполномоченными :

Президент Литовской Республики :

Миколас'а Сляжевичюс'а, Министра Президента, Министра Юстиции и Исполняющего Обязанности Министра Иностранных Дел Литовской Республики и Юргис'а Балтрушайтиса, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Литовской Республики,

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Геоργия Чичерина, Члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Народного Комиссара по Иностранным Дела́м и

¹ The exchange of ratifications took place at Kovno November 9, 1926.

Sergejų ALEKSANDROVSKI, Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos Nepaprastąjį Pasiuntinį ir Įgaliotąjį Ministrį Lietuvai,

kurie susitiko Maskvoje ir, peržiūrėję savo įgaliojimus, rado juos sudarytus tinkama forma ir teisėta tvarka ir padarė šiuos nutarimus :

1 Straipsnis.

Taikos Sutartis¹ tarp Lietuvos ir Rusijos, sudaryta Maskvoje 1920 metų liepos mėn. 12 d., kurios visi nuostatai palaiko visą savo galią ir neliečiamybę, lieka Lietuvos Respublikos ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos santykių pagrindu.

2 Straipsnis.

Lietuvos Respublika ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjunga savitarpėje pasižada visomis aplinkybėmis gerbti viena antros suverenumą bei teritorialinį integralumą ir neliečiamybę.

3 Straipsnis.

Kiekviena susitariančioji šalis pasižada susilaikyti nuo bet kurių agresijos veiksmų prieš antrąją šalį.

Jeigu viena iš susitariančiųjų šalių, nežiūrint jos taikaus elgesio, būtų užpulta vienos arba kelių trečiųjų valstybių, antroji susitariančioji šalis pasižada neteikti paramos tai vienai arba kelioms trečiosioms valstybėms jų kovoje prieš užpultąją susitariančiąją šalį.

4 Straipsnis.

Jeigu trečiosios valstybės sudarys politinę sutartį, nukreiptą prieš vieną susitariančiųjų šalių, arba jeigu ryšyje su 3 str. 2 posme nurodyto pobūdžio konflikto, arba tuo atveju, kai nė viena susitariančiųjų šalių nebus įsimačiusi į susidūrimus ginklu, tarp trečiųjų valstybių bus sudaryta koalicija vienai susitariančiųjų valstybių ekonomiškai arba finansiškai boikotuoti, antroji susitariančioji šalis tokion sutartin arba tokion koalicijon nesidės.

Сергея Александровского, Полномочного Представителя Союза Советских Социалистических Республик в Литве,

которые встретились в Москве и, по рассмотрении своих полномочий, найденных в должной форме и законном порядке, приняли следующие постановления :

Статья 1.

Мирный Договор между Литвой и Россией, заключенный в Москве 12 июля 1920¹ года, все постановления которого сохраняют свою всю силу и неприкосновенность, остается основой отношений между Литовской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик.

Статья 2.

Литовская Республика и Союз Советских Социалистических Республик взаимно обязываются уважать при всех обстоятельствах суверенитет и территориальную целостность и неприкосновенность друг друга.

Статья 3.

Каждая из договаривающихся сторон обязывается воздерживаться от каких бы то ни было агрессивных действий против другой стороны.

В случае, если бы одна из договаривающихся сторон, несмотря на свое миролюбивое поведение, подверглась нападению со стороны одной или нескольких третьих держав, другая договаривающаяся сторона обязывается не оказывать поддержки этой одной или нескольким третьим державам в их борьбе против подвергшейся нападению договаривающейся стороны.

Статья 4.

Если между третьими державами состоится политическое соглашение, направленное против одной из договаривающихся сторон, или если в связи с конфликтом упоминаемого в статье 3, 2 абзаце характера, или же когда ни одна из договаривающихся сторон не будет замешана в вооруженных столкновениях, будет образована между третьими державами коалиция с целью подвергнуть экономическому или финансовому бойкоту одну из договаривающихся сторон, другая договаривающаяся сторона к такому соглашению или к такой коалиции примыкать не будет.

¹ Vol. III, page 105, de ce recueil.

¹ Vol. III, page 105, of this Series.

5 Straipsnis.

Tuo atveju, jei tarp susitariančiųjų šalių kultų konfliktas ir jei nebūtų galima išspręsti to konflikto diplomatinio keliu, jos susitaria skirti taikomas komisijas.

Nurodytųjų komisijų sudėtis, jų teisės ir procedūra, kurios jos laikysis, bus nustatytos atskiru dar sudarytinu susitarimu.

6 Straipsnis.

Ši sutartis turi būti ratifikuota ne vėliau kaip po šešių savaitių nuo jos pasirašymo dienos.

Pasikeitimas ratifikacijos raštais bus padarytas Kaune.

Sutartis surašyta lietuvių ir rusų kalbomis. Ją interpretuojant abu tekstu bus laikomi autentiškais.

7 Straipsnis.

Ši sutartis įgyja galios nuo momento pasikeitimo ratifikacijos raštais ir turės galios penkerius metus, išskyrus šios sutarties 1 ir 2 straipsnius, kurių galiojimo laikas neaprežtas.

Šios sutarties galiojimas kiekvieną kartą bus automatiškai pratęsiamas vieneriems metams, jeigu viena susitariančiųjų šalių bent šešiais mėnesiais prieš išeisiant sutarties galios terminui nepareikš noro pradėti derybas tolesnei abiejų susitariančiųjų valstybių santykiavimo formai nustatyti.

Visa tatai paliūdydami įgaliotiniai savo ranka šią sutartį pasirašė ir savo antspaudais patvirtino.

Originalas yra sudarytas ir pasirašytas dviem egzemplioriais Maskvos mieste tūkstantis devyni šimtai dvidešimt šešiais metais rugsėjo mėnesyje dvidešimt aštuntą dieną.

(pas.) Mykolas SLEŽEVIČIUS.

(pas.) Jurgis BALTRUŠAITIS.

(pas.) Georgij TCHITCHERIN.

(pas.) Sergius ALEKSANDROVSKIS.

(A. V.)

(A. V.)

Статья 5.

В случае возникновения конфликта между ними, договаривающиеся стороны соглашаются назначить согласительные комиссии на случай, если не удалось разрешить конфликта дипломатическим путем.

Состав названных комиссий, их права и процедура, которой они будут следовать, будут определены особым соглашением, имеющим быть установленным.

Статья 6.

Настоящий договор подлежит ратификации, которая должна быть произведена в течение шести недель со дня его подписания.

Обмен ратификационных грамот произойдет в г. Каунас.

Договор составлен на литовском и русском языках.

При толковании его оба текста считаются аутентичными.

Статья 7.

Настоящий договор вступает в силу с момента обмена ратификационными грамотами и будет находиться в силе в течение пяти лет, за исключением статей 1 и 2 настоящего договора, срок действительности которых неограничен.

Действие настоящего договора будет продолжено автоматически каждый раз на один год, если одна из договаривающихся сторон, по крайней мере, за шесть месяцев до истечения срока договора, не выразит желанья об открытии переговоров о дальнейшей форме политических взаимоотношений обоих государств.

В удостоверение сего уполномоченные собственноручно подписали настоящий договор и скрепили его своими печатями.

Подлинный составлен и подписан в Москве в двух экземплярах сентября двадцать восьмого дня тысяча девятьсот двадцать шестого года.

(Подпись) Георгий Чичерин.

Сергей Александровский.

Миколаас Слежевичус.

Юргис Балтрушайтис.

(M. П.)

(M. П.)

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

LIETUVOS RESPUBLIKA
UŽSIENIŲ REIKALŲ MINISTERIJA
LIETUVOS PASIUNTINYBĖ

S. T. R. S.

Nr. 3773.

Maskva.

MASKVA, 1926 m. Rugsejo m. 28 d.

PONE LIAUDIES KOMISSARE,

Ryšyje su įvykusiū šiandien pasirašymu sutarties tarp Lietuvos ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos, turiu garbės konstatuoti štai ką :

1^o Abi Vyriausybės svarstė principinius klausimus, sarištus su Lietuvos priklausymu Tautų Sąjungai. Čia Lietuvos Vyriausybė, ir tardamasi del sutarties sudarymo ir jos pasirašymo metu, ėjo tuo įsitikinimu, kad jų nustatytas sutarties 4 str. principas nedalyvauti trečiųjų valstybių susitarimuose, nukreiptuose prieš vieną susitariančiųjų šalių, negali kliudyti pildyti pasižadėjimus, kurių Lietuva turi einant Tautų Sąjungos Paktu.

2^o Lietuvos Vyriausybė yra įsitikinusi, kad Lietuvos priklausymas Tautų Sąjungai negali trukdyti draugingai plėstis Lietuvos santykiams su Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjunga.

3^o Be to, Lietuvos Vyriausybė laikosi tos nuomonės, kasd atsižvelgiant į geografinę Lietuvos padėtį, pasižadėjimai, kurių Lietuva turi del fakto jos priklausymo Tautų Sąjungai, pasaulkai, einant savo pagrindine ideja, taikiu ir teisingu būdu reguliuoti tarptautinius priešingumus, negali kliudyti Lietuviių tautos pastangoms laikyti neitralumą, kuris daugiausia tinka jos gyviesiems interesams.

Priimkite, Pone Komissare, mano aukštos pagarbos pareiškimą.

(pas.) M. SLEŽEVIČIUS,

Ministeris Pirmininkas, Teisingumo
Ministeris ir e. Užsienių Reikalų Ministerio p.

Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos
Užsienių Reikalų Liaudies Komissarui
Ponui G. Čičerinui.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 28 сентября 1926 года.

Господин Министр,

Сего числа Вы обратились ко мне с нотой нижеследующего содержания :

« 1. Оба Правительства обсуждали принципиальные вопросы, связанные с принадлежностью Литвы к Лиге Наций. При этом Литовское Правительство исходило при переговорах о заключении договора и при его подписании из того убеждения, что установленный ими в статье 4 договора принцип неучастия в могущих иметь место политических соглашениях третьих держав, направленных против одной из договаривающихся сторон, не может нанести ущерба соблюдению обязательств, вытекающих для Литвы из Статута Лиги Наций.

2. Литовское Правительство убеждено, что принадлежность Литвы к Лиге Наций не может быть препятствием к дружественному развитию отношений между Литвой и Союзом Советских Социалистических Республик.

3. Вместе с тем Литовское Правительство придерживается того мнения, что имея ввиду географическое положение Литвы, обязательства, вытекающие для Литвы из факта принадлежности ее к Лиге Наций, которая согласно своей основной идее призвана регулировать мирным и справедливым образом международные противоречия, не могут нанести ущерба стремлению литовского народа к нейтралитету, который лучше всего соответствует его жизненным интересам. »

По поручению моего Правительства имею честь сообщить, что Союзное Правительство указанную ноту принимает к сведению.

Примите, Господин Министр, выражение моего глубокого уважения.

(Подпись) Георгий Чичерин.

Министру Президенту, Министру Юстиции
и исполняющему обязанности Министра
Иностранных Дел Литовской Республики
Миколасу Сляжевичусу.

Москва, 28 сентября 1926 года.

Господин Министр,

В связи с подписанным сего числа договором между Союзом Советских Социалистических Республик и Литовской Республикой, имею честь довести до Вашего сведения о нижеследующем :

Неизменно руководствуясь желанием видеть литовский, как и всякий другой народ, независимым, о чем Правительство Союза Советских Социалистических Республик неоднократно заявляло в своих выступлениях, а также в соответствии с нотой Советского Правительства от 5 апреля 1923 года на имя Польского Правительства и симпатиями, которые возбуждают судьбы литовского народа среди общественного мнения трудящихся Союза Советских Социалистических Республик, Союзное Правительство заявляет, что фактическое нарушение литовских границ, имевшее место против воли литовского народа, не поколебало его отношения к территориальному суверенитету, определенному статьей 2 и примечанием к ней мирного договора между Россией и Литвой 12 июля 1920 года¹.

Примите, Господин Министр, выражение моего глубокого уважения.

(Подпись) Георгий Чичерин.

Министру Президенту, Министру Юстиции
и исполняющему обязанности Министра
Иностранных Дел Литовской Республики
Миколасу Сляжевичусу.

Москва, сентября 28 дня 1926 г.

Господин Народный Комиссар,

Сего числа Вы обратились ко мне с нотой нижеследующего содержания :

« Неизменно руководствуясь желанием видеть литовский, как и всякий другой, народ независимым, о чем Правительство Союза Советских Социалистических Республик неоднократно заявляло в своих выступлениях, а также в соответствии с нотой Советского Правительства от 5. IV. 23 г. на имя Польского Правительства и симпатиями, которые возбуждают судьбы литовского народа среди общественного мнения трудящихся Союза Советских Социалистических Республик, Союзное Правительство заявляет, что фактическое нарушение литовских границ, имевшее место против воли литовского народа, не поколебало его отношения к территориальному суверенитету Литвы, определенному ст. 2-й Мирного Договора между Россией и Литвой от июля месяца 12 дня 1920 г. и примечанием к ней. »

По поручению Литовского Правительства имею честь сообщить, что Литовское Правительство указанную ноту принимает к сведению.

Примите, Господин Народный Комиссар, выражение моего глубокого уважения к Вам.

(Подпись) Миколас Сляжевичус,
Министр Президент, Министр Юстиции
и Исполняющий Обязанности Министра
Иностранных Дел Литовской Республики.

Господину Народному Комиссару
Иностранных Дел Союза Советских
Социалистических Республик
Георгию Чичерину.

Pour copie conforme :
Kaunas, le 16 décembre 1926.

В. К. Balutis,
Directeur du Département politique au Ministère
des Affaires étrangères

¹ TRADUCTION.

N^o 1410. — TRAITÉ DE NON-AGRESSION CONCLU ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 28 SEPTEMBRE 1926.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, d'une part, et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part, dans leur conviction que les intérêts des peuples de la LITHUANIE et de L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES exigent une collaboration continue, fondée sur de la confiance, ont convenu, afin de contribuer dans la mesure de leurs forces au maintien de la paix universelle, de conclure un traité en vue de développer les relations amicales existant entre eux, et à cette fin ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Mykolas SLEŽEVIČIUS, ministre-président et ministre de la Justice exerçant les fonctions de Ministre des Affaires étrangères de la République de Lithuanie ; et
Jurgis BALTRUŠAITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie auprès de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ; et

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Georges TCHITCHERINE, membre du C. C. E. de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ; et

¹ Communiquée par le délégué permanent de la Lithuanie à la Société des Nations.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

No. 1410. — TREATY OF NON-AGGRESSION BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, SEPTEMBER 28, 1926.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, of the one part, and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, of the other part, being convinced that the interests of the Lithuanian people and of the peoples of the Union of Socialist Soviet Republics demand constant co-operation based on mutual confidence, have agreed, in order to contribute to the best of their ability to the maintenance of universal peace, to conclude a treaty with a view to strengthening the friendly relations existing between them, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

Mykolas SLEŽEVIČIUS, Prime Minister and Minister of Justice, Acting Minister for Foreign Affairs of the Lithuanian Republic ; and
Jurjis BALTRUŠAITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Lithuanian Republic accredited to the Union of Socialist Soviet Republics ; and

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

Georges TCHITCHERINE, Member of the C. E. C. of the Union of Socialist Soviet Republics, People's Commissary for Foreign Affairs ; and

¹ Communicated by the Permanent Delegate of Lithuania accredited to the League of Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Serge ALEXANDROVSKY, représentant plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lithuanie ;

Lesquels se sont rencontrés à Moscou et, après vérification de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Traité de paix entre la Lithuanie et la Russie conclu à Moscou le 12 juillet 1920, et dont toutes les dispositions conservent leur vigueur et leur inviolabilité, demeure la base des relations entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République de Lithuanie.

Article 2.

La République de Lithuanie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes s'engagent mutuellement à respecter en toutes circonstances leur souveraineté respective, ainsi que leur intégrité et inviolabilité territoriales.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à s'abstenir de tout acte d'agression quelconque contre l'autre Partie.

Au cas où l'une des Parties contractantes, malgré son attitude pacifique, serait attaquée par une ou plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante s'engage à ne pas soutenir cette ou ces tierces Puissances dans leur lutte contre la Partie contractante attaquée.

Article 4.

Si un accord politique dirigé contre une des Parties contractantes intervient entre de tierces Puissances, ou si une coalition se forme entre de tierces Puissances, en vue de soumettre une des Parties contractantes à un « boycott » économique ou financier, soit en connexion avec un conflit de la nature de ceux visés à l'article 3, deuxième alinéa, soit dans le cas où ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'est impliquée dans un conflit armé, l'autre Partie contractante n'adhérera pas à un tel accord ou à une telle coalition.

Serge ALEXANDROVSKY, Plenipotentiary Representative of the Union of Socialist Soviet Republics in Lithuania ;

Who having met at Moscow and exchanged their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The relations between the Union of Socialist Soviet Republics and the Lithuanian Republic shall continue to be based on the Treaty of Peace between Lithuania and Russia, concluded at Moscow on July 12, 1920, all the provisions of which shall retain their force and inviolability.

Article 2.

The Lithuanian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics undertake to respect in all circumstances each others sovereignty and territorial integrity and inviolability.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties undertakes to refrain from any act of aggression whatsoever against the other Party.

Should one of the Contracting Parties, despite its peaceful attitude, be attacked by one or several third Powers, the other Contracting Party undertakes not to support the said third Power or Powers against the Contracting Party attacked.

Article 4.

If, on the occasion of a conflict of the type mentioned in Article 3, second paragraph, or at a time when neither of the Contracting Parties is engaged in warlike operations, a political agreement directed against one of the Contracting Parties is concluded between third Powers, or a coalition is formed between third Powers with a view to the economic or financial boycott of either of the Contracting Parties, the other Contracting Party undertakes not to adhere to such agreement or coalition.

Article 5.

Dans le cas où un conflit surgit entre elles, les Parties contractantes s'engagent à désigner des commissions de conciliation pour le cas où le conflit n'aurait pu être réglé par voie diplomatique.

La composition desdites commissions, leurs droits, ainsi que la procédure qu'elles suivront, seront définis en vertu d'un accord séparé à établir.

Article 6.

Le présent traité est soumis à ratification qui devra être effectuée dans les six semaines après le jour de sa signature.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Kaunas.

Le traité a été dressé en langue lithuanienne et en langue russe.

Dans son interprétation, les deux textes seront considérés comme authentiques.

Article 7.

Le présent traité entre en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant la durée de cinq ans, à l'exception de ses articles premier et 2, dont la durée de validité n'est pas limitée.

La validité du présent traité sera prorogée automatiquement chaque fois pour un an, aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'aura pas, six mois au moins avant le terme du traité, exprimé son désir d'entamer des négociations au sujet de la forme ultérieure des relations politiques des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé au présent traité leurs signatures autographes et y ont apposé leurs sceaux.

L'original a été dressé et signé à Moscou, en double exemplaire, le vingt-huit septembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (*Signé*) Mykolas SLEŽEVIČIUS.

(*Signé*) Jurjis BALTRUŠAITIS.

(L. S.) (*Signé*) G. V. TCHITCHERINE.

(*Signé*) Serge ALEXANDROVSKY.

Article 5.

Should a dispute arise between them, the Contracting Parties undertake to appoint conciliation commissions, if it should not prove possible to settle the dispute by diplomatic means.

The composition of the said commissions, their rights and the procedure they shall observe shall be settled in virtue of a separate agreement to be concluded between the two Parties.

Article 6.

The present Treaty is subject to ratification, which must take place within six weeks of the date of its signature.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Kovno.

The present Treaty has been drawn up in Lithuanian and Russian.

As regards interpretation, both texts shall be considered as authentic.

Article 7.

The present Treaty shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for five years, except Articles 1 and 2, the duration of the validity of which is not limited.

The validity of the present Treaty shall be prolonged automatically, on each occasion for one year, until either of the Contracting Parties expresses, at least six months before the expiration of the Treaty, the desire to enter upon negotiations regarding the future form of political relations between the two States.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have affixed to the present Treaty their autograph signatures, and their seals.

The original has been done and signed in duplicate at Moscow the twenty-eighth day of September, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (*Signed*) Mykolas SLEŽEVIČIUS.

(*Signed*) Jurjis BALTRUŠAITIS.

(L. S.) (*Signed*) G. V. TCHITCHERINE.

(*Signed*) Serge ALEXANDROVSKY.

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, M. MYKOLAS SLEŽEVIČIUS, ET M. TCHITCHERINE, COMMISSAIRE DU PEUPLE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

NOTES EXCHANGED BETWEEN M. MYKOLAS SLEŽEVIČIUS, PRIME MINISTER OF THE LITHUANIAN REPUBLIC AND M. TCHITCHERINE, PEOPLE'S COMMISSARY FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

I.

RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

LÉGATION DE LITHUANIE
EN U. R. S. S.

Nr. 3773
MOSCOU.

MOSCOU, le 28 septembre 1926.

LITHUANIAN REPUBLIC.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

LITHUANIAN LEGATION IN THE
U. S. S. R.

No. 3773.
MOSCOW.

MOSCOW, September 28, 1926.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

YOUR EXCELLENCY,

A l'occasion de la signature à la date de ce jour du Traité entre la Lithuanie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de constater ce qui suit :

On the occasion of the signature on to-day's date of the Treaty between Lithuania and the Union of Socialist Soviet Republics, I have the honour to make the following declarations :

1° Les deux gouvernements ont examiné les questions de principe relatives à la participation de la Lithuanie à la Société des Nations. En ce qui regarde cette question, le Gouvernement lithuanien, au cours des entretiens relatifs à la conclusion du traité, aussi bien qu'au moment de la signature de ce dernier, était guidé par la conviction que le principe, établi par eux dans l'article 4 du traité et relatif à la non-participation dans des ententes éventuelles politiques entre tierces Puissances, dirigées contre l'une des Parties contractantes, ne saurait porter atteinte à l'exécution par la Lithuanie des engagements résultant pour elle du Pacte de la Société des Nations.

(1) The two Governments have examined the questions of principle which are bound up with Lithuania's membership of the League of Nations. As regards this question the Lithuanian Government, both during the negotiations for the conclusion of the Treaty, and at the time of its signature, was guided by the conviction that the principle adopted by the Parties in Article 4 of the Treaty and relating to non-participation in any political agreements directed against one of the Contracting Parties which might be concluded between third Powers cannot in any way hinder Lithuania's execution of the obligations laid upon her by the Covenant of the League of Nations.

2° Le Gouvernement lithuanien est convaincu que la participation de la Lithuanie à la Société des Nations ne peut être un obstacle au développement amical des relations entre la Lithuanie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

(2) The Lithuanian Government is convinced that Lithuania's membership of the League of Nations cannot constitute an obstacle to the friendly development of the relations between Lithuania and the Union of Socialist Soviet Republics.

3° En même temps, le Gouvernement lithuanien considère que, étant donné la situation géographique de la Lithuanie, les engagements résultant pour cet Etat du fait de sa participation à la Société des

(3) At the same time the Lithuanian Government considers that, in view of Lithuania's geographical situation, the obligations laid upon her by her membership of the League of Nations — an institution

Nations, Société qui, conformément à son principe fondamental, est appelée à régler d'une manière pacifique et équitable les conflits internationaux, ne peuvent porter atteinte aux aspirations que la nation lithuanienne a pour la neutralité, qui répond le mieux à ses intérêts vitaux.

Veillez agréer, monsieur le Commissaire du Peuple, l'expression de ma haute considération.

(Signé) Mykolas SLEŽEVIČIUS,
Ministre-président et ministre de la
Justice chargé des fonctions de mi-
nistre des Affaires étrangères de la
République de Lithuanie.

A Monsieur
G. Tchitcherine,
Commissaire du Peuple
aux Affaires étrangères
de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes.

whose fundamental purpose is to settle international disputes in a peaceful and equitable manner — cannot constitute an obstacle to the Lithuanian nation's aspirations towards neutrality, which is the policy best suited to her vital interests.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mykolas SLEŽEVIČIUS,
Prime Minister and Minister of Justice
Acting Minister for Foreign Affairs of the
Lithuanian Republic.

Monsieur G. Tchitcherine
People's Commissary for Foreign
Affairs of the Union of Soviet
Socialist Republics.

II.

MOSCOU, le 28 septembre 1926.

Moscow, September 28, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

YOUR EXCELLENCY,

En date de ce jour vous m'avez adressé une note de la teneur suivante :

On to-day's date you have addressed to me a Note to the following effect :

« 1^o Les deux Gouvernements ont examiné les questions de principe relatives à la participation de la Lithuanie à la Société des Nations. En ce qui regarde cette question, le Gouvernement lithuanien, au cours des entretiens relatifs à la conclusion du traité, aussi bien qu'au moment de la signature de ce dernier, était guidé par la conviction que le principe, établi par eux dans l'article 4 du traité et relatif à la non-participation dans des ententes éventuelles politiques entre tierces Puissances, dirigées contre l'une des Parties contractantes, ne saurait porter atteinte à l'exécution par la Lithuanie des engagements résultant pour elle du Pacte de la Société des Nations.

“(1) The two Governments have examined the questions of principle which are bound up with Lithuania's membership of the League of Nations. As regards this question the Lithuanian Government, both during the negotiations for the conclusion of the Treaty, and at the time of its signature, was guided by the conviction that the principle adopted by the Parties in Article 4 of the Treaty and relating to non-participation in any political agreements directed against one of the Contracting Parties which might be concluded between third Powers, cannot in any way hinder Lithuania's execution of the obligations laid upon her by the Covenant of the League of Nations.

« 2^o Le Gouvernement lithuanien est convaincu que la participation de la Lithuanie à la Société des Nations ne peut être un obstacle au développement amical des relations entre la Lithuanie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

“(2) The Lithuanian Government is convinced that Lithuania's membership of the League of Nations cannot constitute an obstacle to the friendly development of the relations between Lithuania and the Union of Socialist Soviet Republics.

« 3^o En même temps, le Gouvernement lithuanien considère que, étant donné la situation géographique de la Lithuanie, les engagements résultant pour cet Etat du fait de sa participation à la Société des Nations, Société qui, conformément à son principe fondamental, est appelée à régler d'une manière pacifique et équitable les conflits internationaux, ne peuvent porter atteinte aux aspirations que la nation lithuanienne a pour la neutralité, qui répond le mieux à ses intérêts vitaux. »

D'après les instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement de l'Union prend acte de cette note.

Agréez, monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(*Signé*) Georges TCHITCHERINE.

A Monsieur

Mykolas Sleževičius,
Ministre-président et Ministre de la
Justice chargé des fonctions de
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Lithuanie.

« (3) At the same time the Lithuanian Government considers that in view of Lithuania's geographical situation, the obligations laid upon her by her membership of the League of Nations — an Institution whose fundamental purpose is to settle international disputes in a peaceful and equitable manner — cannot constitute an obstacle to the Lithuanian nation's aspirations towards neutrality, which is the policy best suited to her vital interests. »

In conformity with my Government's instructions, I have the honour to inform you that the Government of the Union takes due note of the above declaration.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Georges TCHITCHERINE.

Monsieur Mykolas Sleževičius,
Prime Minister and Minister of Justice,
Acting Minister for Foreign Affairs
of the Lithuanian Republic.

III.

MOSCOW, le 28 septembre 1926.

MOSCOW, September 28, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature à la date de ce jour du Traité entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République de Lithuanie, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance ce qui suit :

Le Gouvernement de l'Union, invariablement guidé par son désir de voir la nation lithuanienne, ainsi que toute autre, indépendante, désir qui a été à plusieurs reprises exprimé par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans ses déclarations, et en conformité avec la note adressée par le Gouvernement soviétiste, à la date du 5 avril 1923, au Gouvernement polonais, ainsi qu'avec les sympathies qu'inspirent à l'opinion publique des travailleurs de l'Union des Républiques soviétistes socialistes les destinées de la nation lithuanienne, déclare que la violation de fait des frontières lithuaniennes,

YOUR EXCELLENCY,

On the occasion of the signature on today's date of the Treaty between the Union of Socialist Soviet Republics and the Lithuanian Republic, I have the honour to inform you of the following :

The Government of the Union, being guided as always by its desire to see the Lithuanian nation, like all other nations, independent — a desire which the Government of the Union of Socialist Soviet Republics has on several occasions expressed in its declarations — and in conformity with the Note addressed by the Soviet Government on April 5, 1923, to the Polish Government, and with the good-will with which the public opinion of the workers of the Union of Socialist Soviet Republics follows the destinies of the Lithuanian nation, declares that the *de facto* violation of the Lithuanian frontiers committed against the

accomplie contre la volonté de la nation lithuanienne, n'a pas ébranlé son attitude à l'égard de la souveraineté territoriale définie par l'article 2, ainsi que par la note annexée audit article du traité de paix conclu entre la Russie et la Lithuanie, le 12 juillet 1920.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(Signé) Georges TCHITCHERINE.

A Monsieur
Mykolas Sleževičius,
Ministre-président et Ministre
des Affaires étrangères de la
République de Lithuanie.

RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,
MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.
LÉGATION DE LITHUANIE.
EN U. R. S. S.
Nr. 3772.
MOSCOU.

MOSCOU, le 28 septembre 1926.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

En date de ce jour vous m'avez adressé une note de la teneur suivante :

« Le Gouvernement de l'Union, invariablement guidé par son désir de voir la nation lithuanienne, ainsi que toute autre, indépendante, désir qui a été à plusieurs reprises exprimé par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans ses déclarations, et en conformité avec la note adressée par le Gouvernement soviétiste, à la date du 5 avril 1923, au Gouvernement polonais ainsi qu'avec les sympathies qu'inspirent à l'opinion publique des travailleurs de l'Union des Républiques soviétistes socialistes les destinées de la nation lithuanienne, déclare que la violation de fait des frontières lithuaniennes, accomplie contre la volonté de la nation lithuanienne, n'a pas ébranlé son attitude à l'égard de la souveraineté territoriale

will of the Lithuanian nation has not shaken its attitude with regard to the territorial sovereignty defined in Article 2 of the Treaty of Peace, concluded between Russia and Lithuania on July 12, 1920, and in the Note annexed to the said Article.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Georges TCHITCHERINE.

Monsieur Mykolas Sleževičius,
Prime Minister and Minister for
Foreign Affairs of the Lithuanian Republic.

IV

REPUBLIC OF LITHUANIA.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LITHUANIAN LEGATION IN THE
U. S. S. R.
No. 3772.
MOSCOW.

Moscow, September 28, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

On to day's date you have addressed to me a Note to the following effect :

“ The Government of the Union, being guided as always by its desire to see the Lithuanian nation, like all other nations, independent — a desire which the Government of the Union of Socialist Soviet Republics has on several occasions expressed in its declarations — and in conformity with the Note addressed by the Soviet Government on April 5th, 1923, to the Polish Government, and with the good-will with which the public opinion of the workers or the Union of Socialist Soviet Republics follows the destinies of the Lithuanian nation, declares that the *de facto* violation of the Lithuanian frontiers committed against the will of the Lithuanian nation has not shaken its attitude with regard to the territorial sovereignty defined in

définie par l'article 2, ainsi que par la note annexée audit article du traité de paix conclu entre la Russie et la Lithuanie, le 12 juillet 1920. »

D'après les instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement de Lithuanie prend acte de cette note.

Agrérez, monsieur le Commissaire du Peuple, l'expression de ma haute considération.

(Signé) M. SLEŽEVIČIUS,
Ministre-président et ministre de la Justice chargé des fonctions de ministre des Affaires étrangères de la République de Lithuanie.

A Monsieur
Georges Tchitcherine,
Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Pour traduction conforme :
Kaunas, le 16 décembre 1926.

B. K. Balutis,
Directeur au Département politique au Ministère des Affaires étrangères.

Article 2 of the Treaty of Peace, concluded between Russia and Lithuania on July 12, 1920, and in the Note annexed to the said Article. ”

Acting on my Government's instructions, I have the honour to inform you that the Lithuanian Government takes due note of the above declaration.

I have the honour to be,

(Signed) Mykolas SLEŽEVIČIUS,
Prime Minister and Minister of Justice, Acting Minister for Foreign Affairs of the Lithuanian Republic.

Monsieur Georges Tchitcherine,
Peopl's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics.

N° 1411.

POLOGNE ET ROUMANIE

Traité de garantie, et protocole y
relatif. Signés à Bucarest, le 26
mars 1926.

POLAND AND ROUMANIA

Treaty of Guarantee, and Protocol
relating thereto. Signed at Bucha-
rest, March 26, 1926.

N^o 1411. — TRAITÉ ¹ DE GARANTIE ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 26 MARS 1926.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Roumanie et de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 mars 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, constatant l'heureuse consolidation des garanties de la paix générale en Europe, soucieux de satisfaire au désir de sécurité qui anime leurs peuples, désireux de voir leurs pays s'épargner la guerre, et également animés du sincère désir de donner à leurs peuples des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des traités dont ils sont signataires, ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Joseph WIELOWIEYSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne en Roumanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. I. G. DUCA, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Pologne et la Roumanie s'engagent à respecter réciproquement et à maintenir contre toute agression extérieure leur intégrité territoriale et l'indépendance politique présente.

Article 2.

Dans le cas où la Pologne ou la Roumanie, contrairement aux engagements imposés par les articles 12, 13 et 15 du Pacte de la Société des Nations, se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie agissant par l'application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance.

Dans le cas où le Conseil de la Société des Nations, statuant sur une question portée devant lui conformément aux stipulations du Pacte de la Société des Nations, n'aurait pu réussir à faire accepter son rapport par tous les Membres autres que les représentants des parties au différend

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 9 février 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1411. — TREATY² OF GUARANTEE BETWEEN POLAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, MARCH 26, 1926.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Roumania and Poland accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 7, 1927.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, noting with satisfaction the consolidation of the guarantees for the general peace of Europe, and anxious to satisfy the desire for peace by which the peoples are animated, desirous of seeing their country spared from war, and animated also with the sincere desire of giving to their peoples supplementary guarantees within the framework of the Covenant of the League of Nations and of the treaties of which they are signatories, have determined to conclude a Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Joseph WIELOWIEYSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Polish Republic in Roumania ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. I. G. DUCA, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Poland and Roumania undertake each to respect and preserve against external aggression the territorial integrity and existing political independence of the other.

Article 2.

In the event of Poland or Roumania, contrary to the undertakings imposed by Articles 12, 13 and 15 of the Covenant of the League of Nations, being attacked without provocation, Poland and reciprocally Roumania, acting in application of Article 16 of the Covenant of the League of Nations, undertake to lend each other immediately aid and assistance.

In the event of the Council of the League of Nations, when dealing with a question brought before it in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations, being unable to secure the acceptance of its report by all its Members other than the representatives of the Par-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 9, 1927.

et où la Pologne ou la Roumanie se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie, agissant par l'application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, lui prêterait immédiatement aide et assistance.

Dans le cas où un différend prévu à l'article 17 du Pacte de la Société des Nations viendrait à surgir et la Pologne ou la Roumanie se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance.

Les modalités d'exécution des stipulations ci-dessus feront l'objet d'arrangements techniques.

Article 3.

Si, malgré leurs efforts pacifiques, les deux Etats se trouvaient en état de guerre défensive conformément aux articles 1 et 2, ils s'engagent à ne traiter ni conclure l'armistice, ni la paix l'un sans l'autre.

Article 4.

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure intéressant les deux Parties contractantes.

Article 5.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce Puissance sans s'être concertée au préalable avec l'autre.

Sont dispensées de cette condition les alliances en vue du maintien des traités déjà signés en commun par la Pologne et par la Roumanie.

De pareilles alliances devront cependant être communiquées.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser, ou qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires. Les modalités de cette procédure de règlement pacifique seront l'objet d'une convention particulière qui sera conclue dans le délai le plus court possible.

Article 7.

La durée du présent traité est de cinq ans, à partir de la signature, mais chacun des deux gouvernements est libre de le dénoncer après deux ans, en avisant l'autre six mois d'avance.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt possible.

ties to the dispute, and in the event of Poland or Roumania being attacked without provocation, Poland or reciprocally Roumania, acting in application of Article 15, paragraph 7, of the Covenant of the League of Nations, will immediately lend aid and assistance to the other country.

Should a dispute of the kind provided for in Article 17 of the Covenant of the League of Nations arise, and Poland or Roumania be attacked without provocation, Poland and reciprocally Roumania undertake to lend each other immediately aid and assistance.

The details of application of the above provisions shall be settled by technical agreements.

Article 3.

If, in spite of their efforts to maintain peace, the two States are compelled to enter on a defensive war under the terms of Articles 1 and 2, each undertakes not to negotiate or conclude an armistice or a peace without the participation of the other State.

Article 4.

In order to co-ordinate their efforts to maintain peace, both Governments under take to consult together on such questions of foreign policy as concern both Contracting Parties.

Article 5.

Neither of the High Contracting Parties shall be at liberty to conclude an alliance with a third Power without having previously consulted the other Party.

Alliances with a view to the maintenance of treaties already signed jointly by both Poland and Roumania are excepted from this provision.

Such alliances must, however, be notified.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to submit all disputes which may arise between them or which it may not have been possible to settle by the ordinary methods of diplomacy, to conciliation or arbitration. The details of this procedure of pacific settlement shall be laid down in a special convention to be concluded as soon as possible.

Article 7.

The present Treaty shall remain in force for five years from the date of its signature, but either of the two Governments shall be entitled to denounce it after two years, upon giving six months' notice.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, le vingt-six mars mil neuf cent vingt-six, en double exemplaire.

(L. S.) (Signé) J. WIELOWIEYSKI.

(L. S.) (Signé) I. G. DUCA.

Pour copie conforme :

(Signé) Morstin,

*Secrétaire de la Délégation polonaise
auprès de la S. d. N.*

Pour copie conforme à l'original :

*Le secrétaire général du Ministère des Affaires
étrangères, ministre plénipotentiaire :*

(Signé) D. J. Ghika.

PROTOCOLE

Les résultats de la Convention d'alliance défensive¹ qui expire le 3 avril 1926 ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du président de la République de Pologne et de Sa Majesté le Roi de Roumanie, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de la conclusion, pour une nouvelle période de cinq ans, d'un traité de garantie.

Le présent protocole sera communiqué à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

Le présent protocole sera ratifié en même temps que le traité, et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double expédition, le vingt-six mars mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) J. WIELOWIEYSKI.

(L. S.) (Signé) I. G. DUCA.

Pour copie conforme :

Morstin,

*Secrétaire de la Délégation polonaise
auprès de la S. d. N.*

Pour copie conforme à l'original :

*Le secrétaire général du Ministère des Affaires
étrangères, ministre plénipotentiaire :*

(Signé) D. J. Ghika.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, the twenty-sixth day of March, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (Signed) J. WIELOWIEYSKI.

(L. S.) (Signed) I. G. DUCA.

PROTOCOL.

The Convention¹ of Defensive Alliance which expires on April 3, 1926, being recognised to have had results beneficial to the cause of peace, the undersigned Plenipotentiaries, holding full powers, found in good and due form, from the President of the Polish Republic and from His Majesty the King of Roumania, respectively, have agreed to conclude a Treaty of Guarantee for a further period of five years.

The present Protocol shall be communicated to the League of Nations (Covenant of the League of Nations).

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Treaty, and the ratifications thereof shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, the twenty-sixth day of March, One thousand nine hundred and twenty-six.

(Signed) J. WIELOWIEYSKI.

(Signed) I. G. DUCA.

¹ Vol. VII, page 77, of this Series.

N° 1412.

**BULGARIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention pour l'extradition et
l'assistance judiciaire en matière
pénale, avec protocole final. Signés
à Sofia, le 15 mai 1926.

**BULGARIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention relating to Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters, with Final Protocol.
Signed at Sofia, May 15, 1926.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECK TEXT.

No. 1412. — ÚMLUVA ¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM BULHARSKÝM O VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ A PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH TRESTNÍCH, PODEPSANÁ V SOFII, DNE 15. KVĚTNA ROKU 1926.

Textes officiels bulgare et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 mars 1927.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a JEHO VELIČENSTVO KRÁL BULHARŮ, přejíce si upravití právní styky mezi oběma státy pokud se týče vydávání a dopravy zločinců, jakož i právní pomoci ve věcech trestních, rozhodli se, že sjednají o tom úmluvu a jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Bohdana PAVLŮ, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra republiky Československé v Sofii, a
pana JUDra. Emila SPIRU, odborového přednostu v ministerstvu spravedlnosti,

JEHO VELIČENSTVO KRÁL BULHARŮ :

pana Atanase D. BUROVA, ministra zahraničních věcí a kultů,

kterí, vyměnivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, shodli se na těchto ustanoveních :

HLAVA I.

Článek 1.

VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ.

1. Smluvní strany se zavazují, že si navzájem na požádání vydají osoby, jež se zdržují na území jedné z nich a jež jsou stíhány anebo byly odsouzeny soudními instancemi druhé strany pro každý trestný čin, pro který lze povolití vydání podle zákonů dožádané strany, a

a) pokud zákony obou států — byť i jen v některé části území — naň ukládají trest na svobodě v trvání nejméně jednoho roku nebo trest těžší, nebo byla-li osoba vyžadovaná odsouzena pro týž čin ku trestu na svobodě v trvání nejméně šesti měsíců nebo ku trestu těžšímu ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 19 février 1927.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 1412. — КОНВЕНЦИЯ¹ ЗА ПРЕДАВАНЕ И СЪДЕБНА ПОМОЩЬ ПО УГЛАВНИ ДЪЛА СКЛЮЧЕНА МЕЖДУ ЧЕХОСЛОВАШКАТА РЕПУБЛИКА И ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ.

Bulgarian and Czechoslovak official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 9, 1927.

Председателя на Чехословашката Република и Негово Величество Царя на България, ръководени от желанието да уредят правните отношения между двете Държави относително предаването и превозването на престъпници, както и съдебната помощ по углавни дъла, решиха да сключат по този повод една конвенция и назначиха за пълномощници :

Председателя на Чехословашката Република :

Господинъ Богданъ Павлу, Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ на Чехословашката Република въ София, и

Господинъ Докторъ Емиль Спира, Началникъ на Отдѣление въ Министерството на Правосъдието,

Негово Величество Царя на България :

Господинъ Атанасъ Д. Буровъ, Министъръ на Външните Работи и на Изповѣданията ;

които, следъ като рамѣниха пълномощията си, намѣрени въ надлежна форма, се съгласиха върху следните постановления :

ГЛАВА I.

Членъ 1.

ПРЕДАВАНЕ НА ПРЕСТЪПНИЦИ.

1. Договорящите Страни се задължаватъ да си предаватъ взаимно, при поискване, лицата, намиращи се върху територията на едната отъ тѣхъ и които се преследватъ или сж осждени отъ съдебните власти на другата Страна, за всѣкакво престъпление, за което предаването може да бжде допустнато отъ законите на замолената Държава :

а) Ако това престъпление споредъ законите на двете Държави, — макаръ тѣзи закони и да се прилагатъ само въ нѣкои части отъ тѣхната територия — е наказуемо съ лишаване отъ свобода поне за една година или съ нѣкое по-тежко наказание, или пъкъ ако лицето, чието предаване се иска, е било осждено за сжщото престъпление съ лишаване отъ свобода най-малко за 6 месеца или на нѣкое потежко наказание ;

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, February 19, 1927.

- b) byl-li čin trestný spáchán mimo území státu dožádaného ;
 c) není-li jeho stíhání podle zákonů státu dožádaného vyhrazeno jeho vlastním soudním úřadům.
2. Vydání bude rovněž povoleno pro pokus některého shora uvedeného trestního činu anebo pro účastenství, jsou-li trestny podle zákonodárství obou stran smluvních.

Článek 2.

1. Smluvní strany nevydají svých vlastních občanů státních.
2. Podala-li osoba vyžadovaná ve státu dožádaném žádost za udělení státního občanství, dříve než trestný čin byl spáchán, může býti rozhodnutí o žádosti za vydání odloženo až do vyřízení žádosti za udělení státního občanství.

Článek 3.

TRESTNÉ ČINY, PRO NĚŽ NEMŮŽE BÝTI VYDÁNÍ POVOLENO.

Vydání povoleno nebude :

- a) pro trestné činy politické nebo činy s nimi související. Dožádaný stát jedině jest povolán rozhodovati o tom, zda trestný čin jest této povahy. Za trestný čin politický ani za čin související s takovým činem trestným nebude pokládán útok proti hlavě jednoho ze smluvních států, proti královně bulharské, jakož i proti následníku trůnu bulharského a jeho choti, zakládá-li zločin vraždy (zabití) dokonané či nedokonané, pokusu nebo účastenství na takovém činu ;
- b) pro trestné činy povahy čistě vojenské ;
- c) pro činy, které jsou trestny výhradně podle zákonů o tisku ;
- d) pro trestné činy proti zákonům celním, daňovým a jiným zákonům finančním ;
- e) pro trestné činy, jichž stíhání je přípustno jen na soukromý návrh poškozené osoby a může býti zastaveno jejím vzdáním se ;
- f) nastalo-li promlčení trestního stíhání nebo trestu podle zákonů platných ve všech částech území jedné ze smluvních stran, nebo podle zákonů státu, kde byl trestný čin spáchán, dříve než obviněný byl zatčen nebo obělán k výslechu, nebo nelze-li jej stíhati nebo trest vykonati z jiných zákonných důvodů ;
- g) je-li vyžadovaná osoba stíhána ve státě dožádaném pro týž trestný čin, nebo bylo-li tam trestní řízení zastaveno, nebo pro týž čin vynesena rozsudek odsuzující neb osvobozující, leč by zákony tohoto státu připouštěly obnovu trestního řízení vzhledem k novým okolnostem.

Článek 4.

ŽÁDOST ZA VYDÁNÍ.

1. Žádost za vydání jest podati v cestě diplomatické. Jest k ní připojiti buď spis obžalovací, zatykač nebo jinou soudní listinu jemu na roveň postavenou nebo odsuzující rozsudek vyneseny proti vyžadované osobě. V těchto listinách jest krátce uvésti čin, jeho kvalifikaci a připojiti k nim ověřený text trestního zákona dožadujícího státu, jehož bude použiti na trestný čin jakož i zákona uvádějícího sazbu trestu.

2. Jde-li o trestné činy proti majetku, jest uvésti i výši škody skutečně vzešlé nebo pachatelem zamýšlené.

б) Ако престъплението е било извършено извън територията на замолената държава ;
в) Ако преследването на престъплението не е предоставено от законите на замолената Държава на нейните собствени съдебни власти.

2. Предаването ще се допуска също и в случай на опит за казаните престъпления или на съучастничество, когато случаите сж наказуеми, според законодателството на двете Договоращи страни.

Членъ 2.

1. Договоращите Страни не ще предават своите собствени поданици.

2. Ако лицето, чието предаване се иска, е отправило молба за натурализация в замолената Държава, преди да е било извършено престъплението, решението, относително искането за предаване може да бжде забавено — докато се разреши въпроса за натурализирането му.

Членъ 3.

Престъпления за които предаването не може да се допустне.

Предаването не ще се допуска :

а) за политически престъпни деяния или за деяния в свързка с подобни престъпления. Замолената Държава е единствена компетентна да прецени, дали едно престъпление е от подобен характер.

Не се смѣта за политическо престъпление, нито в свързка с подобно престъпление, посѣгането извършено срещу Държавния Глава на една от договоращите Държави, против Царицата на Българите, както и против Наследника на Българския Престолъ и против неговата съпруга, когато това посѣгане ще съставлява било убийство, било опитъ или съучастие в такова.

б) за престъпления от чисто военен характер ;

в) за престъпления, които сж наказуеми изключително по закона за печата ;

г) за престъпления наказуеми по законите за митниците, за данъците или други финансови закони ;

д) за престъпления, чието преследване е допустимо само по тѣжба на потърпевшата Страна и може да бжде прекратено по нейно отказване ;

е) ако преследването или наказанието е покрито съ давност, съгласно законите в сила в всички части на територията на едната от Договоращите Страни, или съгласно законите на Държавата, гдето престъплението е било извършено, преди още обвиняемият да е бил задържанъ или призованъ за разпитъ, или пъкъ ако той не може да бжде преследванъ или наказанъ не може да се приведе в изпълнение по други законни мотиви ;

ж) ако лицето, чието предаване се иска, се преследва в замолената Държава за същото престъпление, или пъкъ ако преследването по отношение на него е било прекратено тамъ, или е било осъдено или оправдано за същото престъпление, освенъ, ако законодателството на тази Държава позволява повторното преследване, вследствие нови данни.

Членъ 4.

Искане за предаване.

1. Искането за предаване ще се прави по дипломатически редъ. То трѣбва да се придружава, било от обвинителния актъ, било от постановление за задържане под стража, или от всѣкакъв другъ съдебенъ актъ, имащъ същата сила, или пъкъ от присѣда противъ лицето, чието предаване се иска. Тези книжа трѣбва да означаватъ накратко престъпното деяние неговата квалификация и да бждатъ придружени от завѣрения текстъ отъ наказателния Законъ на молящата Държава приложимъ за престъплението и опредѣлящъ наказанието, което то влече.

2. Когато се отнася за деяния противъ собствеността, ще трѣбва да се означава размѣра на действителната загуба, или на оная която дѣецътъ е искалъ да причини.

3. Tyto doklady jest připojiti buď v prvopise nebo v opise, ověřeném soudem, nebo kterým-koliv jiným příslušným úřadem státu, jenž o vydání žádá. Podle možnosti bude připojen popis vyžadované osoby, její podobenka nebo jiné údaje, jež mohou přispěti ke zjištění totožnosti.

Článek 5.

KTERÉHO JAZYKA BŮDE POUŽITO.

Listiny zmíněné v předchozím článku jest sepsati v jazyku státním (oficiálním) strany dožadující ve formě předepsané zákony státu dožadujícího a opatřiti úřední pečeti. Jest jim přiložiti překlady ve státním (oficiálním) jazyce státu dožádaného, jež budou pořízeny nebo ověřeny buď příslušným úřadem, či přísedním tlumočnickem, který je opatřiti svým podpisem a svou pečeti, nebo úředním tlumočnickem strany dožadující.

Článek 6.

DODATEČNÁ OBJASNĚNÍ.

Vzejdou-li pochybnosti, zda trestný čin, jenž dal podnět k stíhání, spadá pod ustanovení této úmluvy, bude dožadující stát požádán o objasnění. Vydání bude povoleno jen tehdy, budou-li objasnění toho rázu, aby odstranila tyto pochyby.

Článek 7.

OPATŘENÍ, ABY VYDÁNÍ BYLO ZAJIŠTĚNO.

Jakmile dojde žádost za vydání s doklady uvedenými v člancích 4 a 5, zařídí stát dožádaný vše, čeho je třeba, aby osoba vyžadovaná byla zajištěna a předešlo se jejímu útěku, leč by se předem jevilo vydání nepřipustným.

Článek 8.

PROZATÍMNÍ ZATČENÍ.

1. V nutných případech může býti vyžadovaná osoba prozatímně zatčena již před podáním žádosti o její vydání na jakékoli oznámení zasláné poštou nebo telegraficky, je-li v něm odvoláno se na soudní zatykač nebo rozsudek a uveden-li současně trestný čin. Takové oznámení může býti zasláno soudem nebo jiným k tomu příslušným úřadem státu dožadujícího přímo příslušnému úřadu státu dožádaného.

2. Příslušné úřady obou smluvních stran mohou i bez takového oznámení prozatímně zatknouti každou osobu, jež byla vypátrána na jejich území a jest hlášena úřady druhé strany nebo stíhána v jejich příslušných policejních listech nebo rejstřících.

3. Úřad, který provedl zatčení osoby podle odstavce 1 a 2 tohoto článku, uvědomí o tom bez průtahů úřad, který o toto zatčení žádal, nebo úřad, jímž tato osoba jest dle sdělení uveřejněného v policejních listech nebo rejstřících stíhána, a sdělí mu současně místo, kde osoba ta jest držena.

4. Nepodá-li druhá strana smluvní do patnácti dnů po té, co bylo oznámení podle hořejších ustanovení odesláno, zprávu, že bude žádáno za vydání zatčené osoby, může tato osoba býti propuštěna.

3. Представеният книжка трѣбва да бждатъ въ оригиналъ или въ препись завѣрени отъ Сжда или отъ всѣка друга компетентна власть на молящата Държава. По възможность тѣ ще се придружаватъ отъ отличителнитѣ белези на исканото лице, неговата фотография или отъ други данни, които бихо могли да установятъ неговата самоличность.

Членъ 5.

Езика който ще се употрѣбва.

Поменатитѣ въ предишния членъ документи ще бждатъ съставени на официалния езикъ на молящата Държава въ изискуемата форма, съгласно законитѣ на тази последната и снабдени съ официалния печатъ. Ще бждатъ приложени сжщо и преводи на официалния езикъ на замолената Държава, извършени или завѣрени, било отъ компетентната власть, било отъ заклетъ преводачъ, който ще ги подписва и подпечатва съ свой печатъ, било отъ официаленъ преводачъ на молящата Страна.

Членъ 6.

Допълнителни пояснения.

Ако има съмнение по въпроса, дали едно престѣпление, предметъ на преследването, влиза въ рамкитѣ на настоящата конвенция, отъ молящата Държава ще бждатъ искани пояснения. Предаването не ще се допуска, освенъ, ако даденитѣ пояснения бждатъ отъ естество да премахнатъ тези съмнения.

Членъ 7.

Мерки за осигуряване на предаването.

Веднага следъ получаване искането за предаване, придружено отъ книгата, предвидени въ члене 4 и 5, замолената Държава ще вземе всички необходими мѣрки за да се осигури за лицето, чието предаване се иска и за да предотврати избѣгването му освенъ, ако предаването му още въ самото начало се сметне за неприемливо.

Членъ 8.

Временно задържане.

1. Въ случай на спешность, лицето, чието предаване се иска може да бжде временно задържано, даже и преди искането за предаване да е било получено, само по съобщение, предадено по пощата или по телеграфа, при условие да се спомене за постановлението за задържане подъ стража или за присждата, а сжщо и да бжде отбелезано и престѣплението. Това съобщение може да бжде отправено направо отъ Сжда или отъ друга компетентна власть на молящата Държава до компетентната власть въ замолената Държава.

2. Компетентнитѣ власти на всѣка една отъ Договоращитѣ Страни ще могатъ да заповѣдатъ, даже и при липса на подобно съобщение, временното задържане на всѣко лице, открито на тѣхна територия и показано отъ властитѣ на другата страна или пѣкъ отбелезано като дирено отъ полицията, въ тѣхнитѣ респективни бюлетини или регистри.

3. Властьта, която е заповѣдала задържането на едно лице, съгласно алинеи 1 и 2 отъ настоящия членъ уведомява затова незабавно властьта, която е искала това задържане или пѣкъ властьта, отъ която лицето е било преследвано, съгласно съобщението, публикувано въ полицейскитѣ бюлетини или регистри, като сжщевременно означи и мѣстото на неговото задържане.

4. Ако въ срокъ отъ 15 дена, считанъ отъ датата, когато е било изпратено това известие, съгласно горнитѣ постановления, другата Договораща страна не уведоми, че ще иска предаването на задържаното лице, то може да бжде пустнато на свобода.

Článek 9.

1. Zatčená osoba může rovněž býti propuštěna, nedojde-li žádost o její vydání s doklady uvedenými v člancích 4 a 5 do šesti týdnů ode dne, kdy odeslána byla zpráva o jejím zatčení podle odstavce 3 předchozího článku.

2. Také bude možno propustiti zatčenou osobu, bylo-li žádáno za dodatečné objasnění podle článku 6 a nedojdou-li tato objasnění státu dožádaného v přiměřené lhůtě, kterou stát dožádaný určil. Lhůta tato může býti k odůvodněné žádosti prodloužena.

Článek 10.

DOŽÁDÁNÍ RŮZNÝCH STÁTŮ ZA VYDÁNÍ.

1. Žádá-li vedle smluvní strany ještě jiný nebo několik jiných států za vydání téže osoby, může ji dožádaný stát vydati buď státu, jehož je příslušníkem nebo státu, na jehož území trestný čin byl spáchán.

2. Není-li mezi státy, které za vydání žádají, stát, jehož osoba ta je příslušníkem, může jej stát dožádaný zpraviti o žádostech došlých od jiných států, při čemž mu určí lhůtu patnácti dnů, aby prohlásil, zda hodlá rovněž žádati o její vydání. Ustanovení článku 9, odstavce 1 bude rovněž použiti o jeho žádosti za vydání.

Jinak bude vyžadovaná osoba vydána státu, na jehož území se dopustila nejtěžšího trestného činu, a jde-li o čin stejně těžké, státu, jehož žádost za vydání došla nejdříve.

3. Případné závazky, jež některá ze smluvních stran na se vzala již dříve vůči jiným státům, zůstávají těmito ustanoveními nedotčeny.

Článek 11.

KDY BUDE VYDÁNÍ ODLOŽENO.

1. Je-li vyžadovaná osoba stíhána anebo byla-li odsouzena na území dožádaného státu pro jiný trestný čin než ten, který dal podnět k žádosti za vydání, nebo je-li tam z jiné příčiny ve vazbě, lze vydání odložit do doby, kdy bude řízení skončeno a v případě odsouzení trest odpykán nebo prominut, nebo vazba, v níž se nachází, z jiných důvodů skončena.

2. Tento odklad nebude závadou, aby nebylo ihned o vydání rozhodnuto.

Článek 12.

DOČASNÉ VYDÁNÍ VYŽÁDANÉ OSOBY.

Mohl-li by však odklad vydání uvedený v odstavci 1, článku 11 podle zákonů státu dožadujícího míti v zápětí buď promlčení nebo jiný vážný škodlivý účinek pro trestní řízení, lze povoliti dočasné vydání vyžadované osoby, není-li proti tomu závažných námitek a pod podmínkou, že vydaný bude vrácen, jakmile budou ve státu dožadujícím skončeny úkony trestního řízení, pro něž osoba byla dočasně vyžádána.

Членъ 9.

1. Ако искането за предаване, придружено отъ книгата, изброени въ чл. чл. 4 и 5, не се получи въ срокъ отъ 6 седмици, считанъ отъ деня когато е било изпратено предвиденото въ ал. 3 отъ предишния членъ съобщение за задържане, задържаното лице може сжщо да бжде пуснато на свобода.

2. Въ случай, когато допълнителни пояснения биха били искани съгласно чл. 6, задържаното лице може сжщо да бжде освобождено, ако тѣзи пояснения не сж били дадени на замолената Държава въ подходящия срокъ опредѣленъ отъ нея. Този срокъ, при мотивирано искане, може да бжде продълженъ.

Членъ 10.

ИСКАНЕ ЗА ПРЕДАВАНЕ ПРЕДСТАВЕНО ОТЪ ПОВЕЧЕ ДЪРЖАВИ.

1. Ако лицето, чието предаване се иска отъ една отъ Договоращитѣ Страни, се търси сжщо отъ една или повече други Държава, замолената Държава е свободна да го предаде било на Държавата, чийто поданикъ е, било на Държавата, върху територията на която е било извършено престѣплението.

2. Ако Държавата, чийто поданикъ е лицето, не е между молящитѣ Държави, замолената Държава може да я уведоми за полученитѣ искания отъ страна на другитѣ Държави, като и опредѣли единъ срокъ отъ 15 дена, въ който да съобщи дали и тя смѣта да иска предаването. Постановленията на чл. 9 ал. 1 ще бждатъ сжщо приложими по отношение нейното искане за предаване.

Инакъ исканото лице ще бжде предадено на Държавата, върху територията на която то е извършило най-тежкото престѣпление и въ случай на престѣпления отъ еднаква тежестъ, на Държавата, чието искане за предаване е стигнало първо.

3. Тѣзи постановления не нарушаватъ евентуалнитѣ задължения, поети по-рано отъ една отъ Договоращитѣ Държави спрѣмо други Държави.

Членъ 11.

ОТЛАГАНЕ НА ПРЕДАВАНЕТО.

1. Ако исканото лице се преследва или е осждено върху територията на замолената Държава за нѣкакво друго престѣпление отъ това, което е мотивирало искането за предаване или пъкъ ако е задържано по други причини, предаването му може да бжде отложено до като се привърши преследването, или въ случай на осжждане до като изтърпи наказанието си или бжде освобождено отъ него, или пъкъ до като се привърши неговото задържане, станало по други мотиви.

2. Това отлагане не ще попречи да се вземе веднага решение по въпроса за предаването.

Членъ 12.

ВРЕМЕННО ПРЕДАВАНЕ НА ТЪРСЕНОТО ЛИЦЕ.

Ако отлагането на поменатото въ първата алинея на членъ 11 предаване би могло, обаче, да има за последиствие, съгласно законитѣ на молящата Държава, давностъ или други важни пречки за следствието, исканото лице може да се предаде временно, освенъ, ако важни съображения не допусчатъ това и при условие, че предадениятъ ще бжде върнатъ веднага, шомъ като въ молящата Държава бждатъ привършени следственитѣ действия, за които е било изискано временно лицето.

Článek 13.

MEZE VYDÁNÍ.

1. Osoba vydaná nesmí býti stíhána ani trestána ve státě, jemuž bylo vydání povoleno, nebo dále vydána jinému státu pro jiný trestný čin než pro ten, pro který bylo vydání povoleno.
2. Pro jiné činy trestné spáchané před vydáním bude lze stíhati, trestati nebo dále vydati osobu vydanou toliko
 - a) dá-li stát, který vydání povolil, k tomu dodatečné svolení. Tohoto svolení nelze odepřít, jestliže podle této úmluvy vztahuje se povinnost k vydání i na tyto trestné činy. Stát, který pachatele vydal, může žádati, aby o toto svolení bylo žádáno ve formě předepsané pro žádosti za vydání s doklady uvedenými u článcích 4 a 5 ;
 - b) neopustila-li tato osoba vlastní vinou území státu, jemuž byla vydána, do jednoho měsíce ode dne, kdy trestní řízení tam bylo skončeno, a v případě, že byla odsouzena, ode dne, kdy trest byl tam odpykán nebo prominut, nebo vrátila-li se tam později.
3. Stát, jemuž bylo dáno dodatečné svolení podle odstavce 2 a), sdělí státu, který je dal, konečný výsledek trestního řízení a ověřený opis rozsudku.

Článek 14.

PRŮVOZ ZLOČINCŮ.

1. Jde-li o vydání pachatele mezi jednou ze smluvních stran a státem třetím, bude k žádosti povolen průvoz této osoby územím druhé strany smluvní.
2. Ustanovení o povolení k vydání vztahují se stejně na tento průvoz.
3. Průvoz bude proveden orgány strany dožadované způsobem a směrem, který jí bude určen.
4. Neprokáže-li stát žádavší o vydání ve lhůtě jednoho měsíce ode dne, kdy byl zpraven, že mu bylo povoleno, že stát, jehož územím jest osobu vyžádanou provésti, k průvozu svolil, pozbude povolení vydání platnosti.

HLAVA II.

Článek 15.

PRÁVNÍ POMOC VE VĚCECH TRESTNÍCH.

1. Smluvní strany poskytnou si navzájem právní pomoc v trestních věcech. Zejména dají doručiti spisy týkající se řízení trestního osobám, které se nalézají na jejich území, budou prováděti úkony vyšetřovací jako výslech svědků a znalců, soudní ohledání, prohlídku a zabavení věcí a předávati sobě spisy soudní a věci doličné.
2. Nebudou však doručovány odsuzující rozsudky, jakož i obsílky k výslechu osob jako obviněných, jež budou vydány soudy jedné smluvní strany proti příslušníkům druhé smluvní strany. Také nelze vyslechnouti příslušníka jedné smluvní strany jako obviněného na dožádání druhé strany.

Членъ 13.

ОГРАНИЧЕНИЕ ВЪ ПРАВОТО НА ПРЕДАВАНЕ.

1. Лицето, което се предава, не може да бъде преследвано нито наказано въ Държавата, въ полза на която е било допуснато предаването, нито предавано на трета Държава заради престъпление друго, освенъ това за което е било разрешено предаването.

2. За други престъпления, извършени преди предаването, лицето, което се предава, ще може да бъде преследвано, наказано или предавано на трета държава само :

а) Ако Държавата, която е разрешила предаването, се съгласи впоследствие. Това съгласие не може да бъде отказано, ако предаването за въпроснитѣ престъпления е предвидено по настоящата Конвенция. Държавата, която е предала дееца, може да изиска щото това съгласие да бъде поискано по формата установена за искането на предаване съ нуждитѣ книжа изброени въ чл. чл. 4 и 5 ;

б) Ако казаното лице не е напустнало по своя вина територията на Държавата, на която е било предадено, до единъ месецъ отъ деня, когато углавното производство е било тамъ привършено и, въ случай на осъждане, отъ деня, когато е изтърпѣло тамъ наказанието си, или следъ като е била помилвана или пъкъ ако тамъ се е завърнало отново.

3. Държавата, въ полза на която е било дадено съгласие споредъ ал. 2-а, ще уведоми Държавата, която е дала съгласието си, за крайния резултатъ отъ углавното производство, като и изпрати единъ завѣренъ преписъ отъ присъдата.

Членъ 14.

ПРЕВОЗВАНЕ НА ПРЕСТЪПНИЦИ.

1. Ако предаването на единъ престъпникъ става между едната отъ Договорящитѣ Страни и между една трета Държава, другата страна ще разреши, при поискване, неговото превозване презъ своята територия.

2. Разпореденията, относително допусането на предаването, се прилагатъ сжщо и за превозването.

3. Превозването ще се извършва отъ органитъ на замолената Страна, по начинъ и по пжтя опредѣленъ отъ нея.

4. Ако въ срокъ отъ единъ месецъ, считанъ отъ деня, когато молящата Държава е била уведомена, че предаването е разрешено, тази последната не представи доказателство за съгласие, относително превозването отъ страна на Държавата, презъ чиято територия исканото лице трѣбва да бъде прекарано, разрешението за предаването ще бъде унищожено.

ГЛАВА II.

Членъ 15.

СЪДЕБНА ПОМОЩЬ ПО УГЛАВНИ ДѢЛА.

1. По углавни дѣла Договорящитѣ Страни ще си даватъ взаимно съдебна помощъ. Тѣ ще вржватъ съдебнитѣ книжа, относящи се до углавното производство, на лица намиращи се въ тѣхна територия, ще извършватъ следствени действия, като изслушване на свидѣтели и вещи лица, правене огледи, претърсвания и изземвания на предмети и ще си предаватъ взаимно съдебнитѣ книжа и вещественитѣ доказателства.

2. Обаче, осъдителнитѣ присъди и призовкитѣ за обвиняемъ, издадени отъ съдилищата на една отъ Договорящитѣ Страни срещу поданицитѣ на другата Страна, не ще се вржватъ на тези последните. Сжщо така, поданикъ на една отъ Договорящитѣ Страни не ще може — по искане на Другата Страна — да бъде разпитванъ като обвиняемъ.

3. Dožádání o právní pomoc, které jest sepsati v řeči státní (oficiální) dožadujícího státu a opatřiti pečeti dožadujícího úřadu, bude předáno ministerstvem spravedlnosti dožadujícího státu přímo ministerstvu spravedlnosti dožádaného státu, anebo jde-li o osoby vojenské, nejvyšší vojenskou soudní správou státu dožadujícího nejvyšší soudní správě státu dožádaného. Ustanovení článku 5 o překladech vztahují se také na žádost a její přílohy.

4. Vyřízení dožádání za právní pomoc ve věcech trestních stane se podle zákonů státu, kde žádaný úkon trestního řízení má býti proveden. Dotyčné protokoly nebudou překládány do jazyka státního (oficiálního) státu dožadujícího.

Článek 16.

KDY LZE ODEPŘÍTI PRÁVNÍ POMOC.

Právní pomoc ve věcech trestních lze odepřiti v těch případech, kde podle ustanovení této úmluvy není povinnosti k vydání stíhané osoby.

Článek 17.

OBESLÁNÍ A PŘEDVEDENÍ OSOB, NACHÁZEJÍCÍCH SE NA ÚZEMÍ DRUHÉHO SMLUVNÍHO STÁTU.

1. Jeví-li se v trestní věci, která je projednávána před soudy jednoho smluvního státu, nutným nebo žádoucím, aby se svědek nebo znalec nacházející se na území druhého smluvního státu osobně dostavil, a obešlou-li ho soudy ty prostřednictvím soudů státu druhého, doručí mu tyto obsílku, dajíce mu na vůli, chce-li ji vyhověti čili nic.

2. Výlohy spojené s osobním dostavením se svědka nebo znalce hradí stát dožadující. Již v obsílce bude udán peníz, který bude vyplacen svědkovi neb znalci na úhradu cesty a pobytu, jakož i výše zálohy, kterou stát dožádaný bude moci náhradě státem dožadujícím vyplatiti obeslané osobě, jakmile tato prohlásí, že chce obsílce vyhověti.

3. Svědek nebo znalec, ať přísluší kamkoliv, nacházející se na území jedné ze smluvních stran, jenž na obsílku uvedenou v odstavci 1 dobrovolně se dostaví před soudy druhé strany, nesmí tu býti stíhán ni vězněn pro dřívější trestné činy nebo odsouzení, ni pod záminkou spoluviny na činu, který jest předmětem trestního řízení, v němž vystupuje.

4. Osoby ty pozбудou však této výhody, neopustí-li vlastní vinou území dožadujícího státu do tří dnů od té doby, kdy jich přítomnosti u soudních instancí nebylo již třeba.

5. Je-li svědek obeslaný podle odstavce 1 ve vazbě na území státu dožádaného, lze žádati za jeho dodání se závazkem, že bude tam co nejdříve vrácen. Takovou žádost bude lze zamítnouti pouze ze závažných důvodů, zejména bude-li obeslaný vězeň tomu výslovně odporovati.

6. Za podmínek shora uvedených bude také povolen průvoz tam i zpět územím jedné smluvní strany osoby, která jest ve vazbě na území třetího státu, pokládá-li druhá smluvní strana za nutno, aby byla postavena tvář v tvář s osobou stíhanou nebo slyšena jako svědek.

Článek 18.

VYDÁNÍ VĚCÍ DOLIČNÝCH.

1. Úřady obou smluvních stran vydají si navzájem na požádání věci, jichž obviněný nabyt trestným činem nebo jež slouží ku provedení důkazu, a to i tehdy, podléhá-li věci tyto zabavení neb propadnutí.

3. Искането за сждебна помощ ще бжде съставено на официалния езикъ на молящата Държава, скрепено съ печата на съответната моляща властъ и ще се предава направо отъ Министерството на Правосъдието на молящата Държава до това на замолената Държава, респективно за военни лица, отъ висшата военно-сждебна властъ на молящата Държава до тая на замолената Държава. Разпорежданията на чл. 5, относително превеждането, се прилагатъ сжщо и по отношение на въпросното искане и приложенитѣ документи.

4. На искането на сждебна помощ по углавни дѣла ще се дава ходъ, при спазване законитѣ на Държавата върху територията на която поисканото следствено действие трѣбва да се извърши. Съответнитѣ протоколи нѣма да се превеждатъ на официалния езикъ на молящата Държава.

Членъ 16.

Кога може да се откаже сждебна помощъ.

Сждебна помощъ по углавни дѣла може да се откаже въ случай, когато, съгласно разпорежданията на настоящата Конвенция, нѣма задължение да се допустне предаването на преследваното лице.

Членъ 17.

Призоваване и явяване на лица намиращи се върху територията на другата Договораща Държава.

1. Ако въ едно углавно дѣло, висяще предъ сждилищата на една отъ Договоращитѣ Държави, се намѣри за нужно или желателно личното явяване на свидѣтель или вещо лице намираще се върху територията на другата Договораща Държава и ако тези сждилища поканятъ свидѣтеля или вещото лице, чрезъ сждилищата на другата Държава, тези последнитѣ ще му връчатъ призовката като му предоставятъ да се отзове на нея или не.

2. Разноситѣ по личното явяване на свидѣтеля или вещото лице ще се понасятъ отъ молящата Държава. Самата призовка ще опредѣля и сумата, която ще се даде на свидѣтеля или вещото лице, като обезщетение за пѣтни разноски и дневни пари, както и размѣра на аванса, който замолената Държава може да направи на призованото лице, щомъ като то заяви, че желае да се отзове на призовката, при условие да и бжде повърнатъ отъ молящата Държава.

3. Никакъвъ свидѣтель или вещо лице, отъ каквато и да е народностъ, намиращъ се въ територията на една отъ Договоращитѣ Държави и който възъ основа на призовката, помената въ ал. 1, би се явилъ доброволно предъ сждилището на другата Страна, не може да бжде преследванъ или затварянъ за предшествувачи деяния или присъди, нито подъ предлогъ на съучастничество въ деянията, предметъ на углавния процесъ, въ който това лице се призовава.

4. Обаче, тѣзи лица губятъ това преимущество, ако тѣ не напустнатъ по своя вина територията на молящата Държава до три дена отъ момента, когато тѣхното присѣствие предъ сждебнитѣ инстанции е престанало да бжде необходимо.

5. Ако призованиятъ съгласно ал. 1 свидетель се намира подъ арестъ въ територията на замолената държава, неговото явяване може да бжде поискано само при задължение, че ще бжде повърнатъ въ най-краткия възможенъ срокъ. Подобно искане не може да се отхвърли, освенъ по важни съображения особено ако призованото задържано лице се противопоставя изрично.

6. Сжщо ще се допуска, при условията посочени по-горе, превозването, отиване и връщане, презъ територията на една отъ Договоращитѣ Страни, на лице задържано въ територията на трета държава, което другата Договораща Страна би намѣрила за нужно да постави въ очна ставка съ обвиняемия, или да разпита като свидетель.

Членъ 18.

Предаване на вещественни доказателства.

1. Властитѣ на дветѣ Договоращи Страни ще си предаватъ взаимно, при поискване, предметитѣ, които обвиняемиятъ притежава вследствие на престѣплението или пѣкъ които могатъ да служатъ, като вещественни доказателства, даже и тогава, когато казанитѣ предмети подлежатъ на секвестръ или конфискация.

2. Jsou-li věci ty v držení obviněného v době jeho vydání nebo průvozu, budou, pokud možno, vydány současně s osobou vydanou. Budou vydány i tehdy, nemůže-li vydání obviněného již povolené býti provedeno pro jeho úmrtí nebo útěk. Vydání věcí bude se rovněž vztahovati na věci uvedené v odstavci 1, jež obviněný schoval nebo uložil ve státě povolujícím vydání, a jež byly později vypátrány.

3. Práva osob třetích k těmto věcem nabytá zůstávají nedotčena ; tu nutno bude vrátiti věci ty dožádanému státu, po skončení řízení trestního co nejdříve a bez náhrady.

4. Stát, který byl dožádán o vydání předmětů uvedených v odstavcích 1 a 2, může je prozatímně podržeti, má-li za to, že jich bude třeba pro trestní řízení. Může je rovněž předati s výhradou, že mu budou k témuž účelu na čas propůjčeny, a to se závazkem, že je vrátí, jakmile to bude možno.

Článek 19.

SDĚLOVÁNÍ ODSUZUJÍCÍCH ROZSUDKŮ A VÝTAHŮ Z TRESTNÍCH REJSTŘÍKŮ.

1. Smluvní strany se zavazují, že si budou navzájem sdělovati cestou diplomatickou každé tři měsíce právoplatné rozsudky odsuzující nebo výtahy ze všech právoplatných rozsudků, podmíněné rozsudky v to pojímajíc, jež budou vydány jich soudy proti příslušníkům strany druhé, pokud jsou zapsány podle platných předpisů v jejich rejstřících trestních nebo rejstřících soudních.

2. Sdělí si rovněž pozdější rozhodnutí, jež se týkají těchto odsouzení a jsou zapsána do trestních nebo soudních rejstřiků.

3. Úřady každé ze smluvních stran, pověřené vedením rejstřiků trestních nebo soudních, podají bezplatně úřadům druhé strany na jejich přímou žádost informace z rejstřiků trestních nebo soudních o jednotlivých případech.

Článek 20.

NÁKLADY PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH TRESTNÍCH.

1. Výlohy způsobené dožádáním o vydání neb o jinou právní pomoc ve věcech trestních ponese smluvní strana, na jejímž území vznikly. Úřady strany dožádané sdělí však straně dožadující výši těchto výloh, aby mohly býti vymoženy od osoby k tomu povinné. Obnosy takto vymožené náleží státu dožádanému.

2. Výjimku tvoří výlohy za dobrozdání jakéhokoliv druhu, jakož i výlohy vzniklé předvoláním nebo předvedením osob, jež se nalézají ve vazbě na území dožádaného státu. Tyto výlohy ponese stát dožadující. Rovněž připadají k tíži státu dožadujícího výlohy spojené s dočasným vydáním a vrácením osob podle článku 12 jakož i ony, jež vzešly průvozem a vydržováním osob, jichž vydání nebo dočasné vydání bylo povoleno na území průchodních států.

HLAVA III.

Článek 21.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

1. Tato úmluva, sepsaná jazykem československým a bulharským, jejíž obě znění jsou stejně původní, bude ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve v Praze vyměněny.

2. Ако тѣзи предмети се намиратъ въ владѣние на обвиняемия, въ време на неговото предаване или неговото превозване, тѣ ще бждатъ предадени по възможностъ същевременно съ самия него. Предаването на тѣзи предмети ще става даже и тогава, когато разрешената екстрадиция не може да стане, вследствие смъртта или бѣгството на обвиняемия. Предаването на предметитѣ трѣбва да обгръща също всички предмети поменати въ ал. 1, които обвиняемия е скрилъ или вложилъ въ Страната, която е разрешила предаването и които биха били намѣрени въ последствие.

3. Запазватъ се правата на третитѣ лица, придобити върху въпроснитѣ предмети, които въ този случай трѣбва да бждатъ върнати по възможностъ по-скоро и безъ разноси на замолената Държава, следъ свършването на процеса.

4. Държавата, отъ която ще бжде изискано предаването на предметитѣ, поменати въ ал. ал. 1 и 2, може да ги задържи временно, ако намира, че ще бждатъ нуждни за сждебното следствие. Тя може също, при предаването, да си запази правото тѣ да ѝ се заематъ за известно време за сждата целъ, като поема задължението да ги върне отъ своя страна, щомъ като това бжде възможно.

Членъ 19.

СЪОБЩАВАНЕ НА ОСЖДИТЕЛНИТЪ ПРИСЪДИ И ИЗВЛЕЧЕНИЯТА ОТЪ РЕГИСТРА ЗА СЖДИМОСТЪ.

1. Договорящитѣ Страни се задължаватъ да си съобщаватъ взаимно по дипломатически редъ, всѣко тримесечие, присждитѣ влѣзнали въ законна сила, или извлечения отъ всички окончателни присъди, включително и условнитѣ, произнесени отъ сждебнитѣ власти противъ поданицитѣ на другата Страна до толково, до колкото тѣ сж вписани, съгласно действующитѣ предписания, въ регистритѣ за сждимостъ или сждебнитѣ дневници.

2. Тѣ ще си съобщаватъ също по-нататъшнитѣ си решения, относително поменатитѣ присъди, вписани въ регистритѣ за сждимостъ или сждебнитѣ дневници.

3. Властитѣ на една отъ Договорящитѣ страни, натоварени съ воденето на регистритѣ за сждимостъ или сждебнитѣ дневници, ще доставятъ безплатно на властитѣ на другата Страна по молба, отправена направо до тѣхъ, сведения отъ регистритѣ за сждимостъ или сждебнитѣ дневници, засещащи частнитѣ случаи.

Членъ 20.

РАЗНОСКИ ЗА СЖДЕБНАТА ПОМОЩЪ ОТЪ УГЛАВЕНЪ ХАРАКТЕРЪ.

1. Разноснитѣ, причинени отъ искането за предаване, или за всѣка друга помощъ отъ углавенъ характеръ, ще бждатъ въ тягестъ на Страната върху територията, на която тѣ сж били причинени. Властитѣ на замолената Страна ще съобщаватъ, при все това, на молящата Страна, размѣра на тези разноси, за да бждатъ тѣ изплатени отъ лицето, задължено да ги понесе. Полученитѣ суми отъ лицето се даватъ на замолената Държава.

2. Правятъ, изключение обезщетенията на различнитѣ експертизи, както и причиненитѣ разноси отъ призоваването или довеждането на лица, които сж задържани върху територията на замолената Държава. Тези разноси ще бждатъ изплатени отъ молящата Държава. Ще бждатъ така също въ тягестъ на молящата Държава и разноснитѣ свързани съ временното предаване и връщане на лицата поменати въ чл. 12 отъ настоящата Конвенция, както и ония за транзита и издръжката презъ територията на чуждитѣ Държави, на лицата, на които временното предаване или екстрадицията е била разрешена.

ГЛАВА III.

Членъ 21.

ЗАКЛЮЧИТЕЛНИ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

1. Настоящата конвенция съставена на чехословашки и на български езици, на които и двата текста иматъ еднаква достовѣрностъ, ще бжде ратифицирана и ратификацитѣ ще бждатъ размѣнени, по възможностъ поскоро, въ Прага.

2. Nabude působnosti měsíc po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti, pokud jedna ze smluvních stran šest měsíců předem neoznámí straně druhé svůj úmysl, aby úmluva pozbyla působnosti.

Tomu na svědomí zmocněnci podepsali tuto úmluvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v dvojím vyhotovení v Sofii, dne 15. května roku tisícíhodevítistéhodvacátéhošestého.

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) A. D. BOUROV.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Zmocněnci republiky Československé a království Bulharského, podepisující úmluvu o vydávání zločinců a právní pomoci ve věcech trestních, dohodli se, že smluvní strany si oznámí, kterým úřadům náleží vésti rejstřík trestní nebo soudní a jež jsou povinny podávat příslušné informace, a že si sdělí seznamy pohraničních míst, kde budou osoby vydané předávány nebo přejímány, a úřady k tomu povolané.

Tento protokol tvoří nedílnou součást úmluvy.

Tomu na svědomí podepsali zmocněnci tento dodatkový protokol.

Dáno v dvojím vyhotovení v Sofii, dne 15. května 1926.

Bohdan PAVLŮ.

Dr. Emil SPIRA.

A. D. BOUROV.

2. Тя ще влезе въ сила единъ месецъ следъ зазмѣната на ратификациитѣ и ще остане въ сила до тогава, докогато една отъ Договоращитѣ Страни не съобщи на другата, 6 месеца предварително намѣрението си да прекрати действието ѝ.

Въ увѣрение на това, Пълномощницитѣ подписаха настоящата Конвенция и поставиха своитѣ печати.

Направена въ двоенъ екземпляръ въ София на 15 май хиляда деветстотинъ двадесетъ и шестата година.

(М. П.) Богданъ Павлу.

(М. П.) Д-ръ Емилъ Спира.

(М. П.) А. Д. Буровъ.

ДОПЪЛНИТЕЛЕНЪ ПРОТОКОЛЪ.

Пълномощницитѣ на Чехословашката Република и на Царство България подписвайки Конвенцията за предаване и сѣдебна помощ по углавни дѣло, заявяватъ, че сж се съгласили щото Договоращитѣ Страни да си съобщаватъ списъка на властитѣ, натоварени съ водене на регистритѣ за сѣдимостъ или сѣдебнитѣ дневници и задѣлжени да даватъ сведения, както и списъци на граничитѣ пунктове и на властитѣ, които сж натоварени да приематъ или да предаватъ лицата подлежащи на екстрадиция.

Настоящиятъ протоколъ съставлява нераздѣлна часть отъ Конвенцията.

Въ увѣрение на това, Пълномощницитѣ подписаха настоящия допълнителенъ протоколъ.

Направенъ въ двоенъ екземпляръ, въ София на 15 май 1926 година.

Богданъ Павлу.

Д-ръ Емилъ Спира.

А. Д. Буровъ.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 21 mars 1927.

Jan Oročenský

Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.N^o 1412. — CONVENTION ENTRE LA BULGARIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE POUR L'EXTRADITION ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. SIGNÉE A SOFIA, LE 15 MAI 1926.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, désirant régler les rapports juridiques entre les deux pays en ce qui concerne l'extradition et le transport des criminels, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale,

Ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohdan PAVLŮ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Sofia ; et

M. le D^r Emile SPIRA, chef de Département au Ministère de la Justice à Prague ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Athanase BOUROV, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER.

Article premier.

EXTRADITION DES CRIMINELS.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les instances judiciaires de l'autre Partie, pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats — ne fussent-elles applicables que dans quelque partie de leur territoire — peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave ;

b) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requis ;

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres instances judiciaires.

2. L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1412. — CONVENTION BETWEEN BULGARIA AND CZECHOSLOVAKIA RELATING TO EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT SOFIA, MAY 15, 1926.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA, being desirous of regulating judicial relations between the two countries with regard to the extradition and conveyance of criminals, and judicial assistance in criminal matters,

Have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohdan PAVLŮ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Sofia ; and
Dr. Emil SPIRA, Head of Department in the Ministry of Justice at Prague ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

M. Athanase BOUROV, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following Articles :

CHAPTER I.

Article I.

EXTRADITION OF CRIMINALS.

1. The Contracting Parties undertake to surrender to each other, on request, persons who are in the territory of one Party and who are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the other Party for an extraditable offence under the law of the Party applied to :

(a) Provided the offence in question is punishable under the laws of both States — even if these laws are applicable only to part of their territory — with at least one year's imprisonment or a heavier penalty, or if the person claimed has already been sentenced for an identical offence to at least six months' imprisonment or to a heavier penalty ;

(b) Provided the offence has been committed outside the territory of the State applied to ;

(c) And provided the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own judicial authorities.

2. Extradition shall also be granted for attempts to commit the above offences or for complicity therein, when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

1. Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

2. Si la personne réclamée a produit une demande en naturalisation dans l'Etat requis, avant que l'infraction ait été commise, la décision concernant la demande d'extradition pourra être retardée jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en naturalisation.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les crimes et délits politiques ou actions connexes. L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne du chef de chacun des Etats contractants, de la reine, ainsi que du prince et de la princesse héritiers de Bulgarie, lorsque cet attentat constituera un homicide (assassinat) ou tentative ou complicité de ce fait.

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire.

c) Pour les infractions de presse proprement dites.

d) Pour les infractions aux lois des douanes, d'impôts et autres lois financières.

e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur la plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement.

f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou si on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux.

g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

1. La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. Il faudra y joindre soit l'acte d'accusation, le mandat d'arrêt, ou tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou la sentence contre la personne réclamée. Ces actes devront indiquer brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et être accompagnés du texte légalisé de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

2. Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou de celui que le malfaiteur a voulu causer.

3. Ces pièces à l'appui doivent être jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de l'Etat requérant. Dans la mesure du possible, il y sera joint le signalement de la personne réclamée, sa photographie, ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 2.

1. The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

2. If, before the offence was committed, the person claimed has made application for naturalisation in the State applied to, the decision with regard to the request for extradition may be postponed until a decision has been reached with regard to the application for naturalisation.

Article 3.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes and offences or acts connected therewith. The State applied to shall alone be competent to decide whether an offence is of this nature.

An attack on the person of the Head of either Contracting State, or on that of the Queen of Bulgaria or the heir to the throne of Bulgaria or his wife, shall not be deemed to be a political offence or an act connected with such an offence when the attack amounts to homicide (assassination) or an attempt to commit such crime, or complicity therein.

(b) For purely military offences.

(c) For Press offences in the strict sense of the term.

(d) For offences against Customs, revenue, or other finance laws.

(e) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party, and can only be discontinued when the complainant withdraws his complaint.

(f) If immunity from prosecution or punishment has been acquired through prescription under the law in force in all parts of the territory of one of the Contracting Parties, or under the law of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible, for other legal reasons, to take proceedings against him or carry out sentence.

(g) If proceedings have also been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings in that country have been stopped, or if he has already been pardoned, convicted or acquitted in respect of the same offence, unless the law of the country in question allows the reopening of criminal proceedings in consequence of new facts.

Article 4.

REQUEST FOR EXTRADITION.

1. The request for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall be accompanied by the indictment, the warrant of arrest or other equivalent judicial act, or the judgment pronounced against the person claimed. These documents should indicate briefly the offence in question and its particular character and denomination, and should be accompanied by a certified text of the penal law of the applicant State which applies to the offence, with a statement of the penalty involved.

2. In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

3. The originals of the documents sent in support of the request, or copies certified by the Courts or by any other competent authority of the applicant State, shall be attached to the request ; they shall whenever possible be accompanied by a description of the person claimed, his photograph, or other particulars which might help to establish his identity.

Article 5.

LANGUE À EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par les lois de celui-ci et munis du sceau officiel. Des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis, faites ou attestées conformes, soit par une autorité compétente, soit par un interprète assermenté qui les munira de sa signature et de son cachet, ou par un interprète officiel de la Partie requérante, y seront jointes.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction faisant l'objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

1. En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps, l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou l'autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis.

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

3. L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas 1 et 2, en informe sans retard l'autorité qui a demandé cette arrestation ou bien l'autorité par laquelle cet individu est poursuivi d'après l'avis publié dans les bulletins ou registres de police, en indiquant en même temps l'endroit de sa détention.

4. Si, dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

1. Si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws, and shall bear its official seal. Translations in the official language of the State applied to, made, or certified correct, either by a competent authority or by a sworn interpreter, who shall sign and seal them, or by an official interpreter of the applicant Party, shall be attached thereto.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the proceedings comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubt.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the request for extradition, together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape, unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

1. In urgent cases the person claimed may be taken into provisional custody, even before the request for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgment, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed direct by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to.

2. The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

3. The authority which has effected the arrest of the person in conformity with paragraphs 1 and 2 shall at once inform the authority applying for this arrest or the authority which is taking proceedings against the person referred to in the notification published in the police bulletins or registers, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

4. If, within a period of 15 days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the other Contracting Party has not intimated that it will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

1. Should the request for extradition, accompanied by the documents in support mentioned in Articles 4 and 5, not be received within six weeks from the date on which, in accordance with

prévue par l'alinéa 3 de l'article précédent a été expédiée, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

2. Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé.

Article 10.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ETATS.

1. Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer soit à l'Etat dont il est ressortissant soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

2. Si l'Etat dont la personne est ressortissante ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations parvenues de la part des autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend, lui aussi, demander l'extradition. Les dispositions de l'article 9, alinéa 1, seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition.

Autrement la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave, et, s'il s'agit d'infractions de gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première.

3. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements éventuels pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

1. Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées ou, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ou qu'il en ait obtenu la remise, ou bien que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

2. Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné à l'alinéa 1 de l'article 11 pouvait, cependant, avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que, dans l'Etat requérant, les actes de l'instruction pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 13.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

1. L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, ni livré à un pays tiers, pour une infraction autre que celle pour laquelle son extradition a été accordée.

paragraph 3 of the preceding Article, the intimation of arrest was despatched, the person arrested may be set at liberty.

2. In cases where additional explanations have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within an appropriate period fixed by the latter. This period may, on receipt of a reasoned request, be prolonged.

Article 10.

REQUEST FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

1. Should the person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties also be claimed by one or more other States, the State applied to may surrender him either to the State of which he is a national, or to the State in whose territory the offence was committed.

2. If the State of which the person in question is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the applications received from the other States, granting it a period of 15 days within which it may declare whether it also intends to apply for extradition. The provisions of Article 9, paragraph (1), shall also be applicable to its request for extradition.

Otherwise, the person claimed shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose request for extradition was received first.

3. These provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

1. If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that leading to the request for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded, or, in the event of his conviction, until he has served his sentence or until the sentence has been remitted or he ceases for other reasons to be kept in custody.

2. This postponement shall not prevent a decision being given without delay in regard to the extradition.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER.

If the postponement of extradition as mentioned in paragraph 1 of Article 11 might, under the law of the applicant State, lead to prescriptive immunity or in any other way seriously hinder the prosecution, the person claimed may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the judicial investigation on account of which his temporary surrender was requested has been concluded in the applicant State.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

1. An extradited person may not be proceeded against or sentenced in the State to which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for an offence committed before his extradition, other than that for which his extradition was granted.

2. Pour les autres infractions commises avant l'extradition, l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un pays tiers seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne saurait être refusé si l'extradition pour l'infraction en question, est prévue par la présente convention. L'Etat qui a extradé le malfaiteur pourra exiger que ce consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 ;

b) Si ledit individu n'a pas quitté de son plein gré le territoire de l'Etat duquel il a été extradé pendant un mois après y avoir été jugé et, en cas de condamnation, après y avoir subi sa peine ou après y avoir été gracié, ou s'il y est retourné par la suite.

3. Sur demande de l'Etat qui a accordé son consentement à l'extradition conformément à l'alinéa 2, l'autre Etat l'informerá du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie légalisée du jugement.

Article 14.

TRANSIT DES CRIMINELS.

1. Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et entre un tiers Etat, l'autre Partie accordera, sur demande, son transport à travers son territoire.

2. Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

3. Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

4. L'extradition sera annulée si, dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle l'extradition aura été accordée, l'Etat requérant n'a pas produit l'autorisation de transit accordée par le tiers Etat intermédiaire à travers le territoire duquel il est nécessaire de transporter la personne réclamée.

CHAPITRE II.

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 15.

1. En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins et des experts, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets, et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

2. Les jugements de condamnation, ainsi que les citations à comparaître comme inculpé, émis par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie, ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra, sur la demande de l'autre Partie, être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

3. La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant, munie du sceau de l'autorité requérante et transmise directement par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant à celui de l'Etat requis, et, lorsqu'il s'agit de militaires, par l'autorité judiciaire militaire suprême de l'Etat requérant à celle de l'Etat requis. Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction, s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

2. In the case of other offences committed before extradition, the extradited person may be proceeded against, punished, or surrendered to a third country, only :

(a) If the State granting extradition subsequently consents to this course. Such consent may not be refused if the offence is an extraditable one under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that such consent be requested in the manner laid down for requests for extradition, with the documents in support mentioned in Articles 4 and 5 ;

(b) If the person in question has not, of his own accord, and within one month after judgment was given there, left the territory of the State to which he was surrendered, or, in the event of conviction, after he has served his sentence or has been pardoned ; or if he returns to the territory subsequently.

3. If the State which has given its consent in conformity with paragraph 2 so requests, the other State shall inform it of the final result of the proceedings and shall transmit to it a certified copy of the judgment.

Article 14.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

1. If an offender is to be extradited by one of the Contracting Parties to a third State, the other Party shall, on request, allow the offender to be conveyed through its territory.

2. The provisions relating to the authorisation of extradition shall also apply to such cases of conveyance in transit.

3. Conveyance in transit shall be effected by the agents of the Party applied to, under such conditions and by such route as that Party may determine.

4. If, within one month following the date on which extradition was granted, the applicant State has not produced authority for conveyance in transit from the State through whose territory the person claimed is to be conveyed, the extradition shall be annulled.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. GENERAL PROVISIONS.

Article 15.

1. In criminal matters the Contracting Parties shall afford each other judicial assistance. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons who are in their territories ; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and experts, the taking of affidavits, the conducting of searches, and the seizure of objects ; they shall transmit to each other all judicial acts and exhibits.

2. Sentences and summonses to appear for trial, delivered by the Courts of one Contracting Party in respect of nationals of the other Party, however, shall not be served on these nationals. Similarly, a national of one Contracting Party may not be examined as an accused person at the request of the other Party.

3. The request for judicial assistance shall be drawn up in the official language of the applicant State, shall bear the seal of the authority making application, and shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to, or, in the case of persons subject to military law, by the highest military judicial authority of the applicant State to the highest judicial authority of the State applied to. The provisions of Article 5, regarding translation shall also apply to this request and to the documents attached thereto.

4. Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

QUAND L'ASSISTANCE JUDICIAIRE POURRA ÊTRE REFUSÉE.

L'assistance judiciaire en matière pénale peut être refusée dans les cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de la personne poursuivie.

Article 17.

CITATION ET COMPARUTION DE PERSONNES RÉSIDANT DANS L'AUTRE ETAT CONTRACTANT.

1. Si, dans une affaire pénale pendante devant les tribunaux d'un Etat contractant, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci l'inviteront à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet par leur intermédiaire, de la part desdits tribunaux.

2. Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

3. Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant dans le pays de l'une des Parties contractantes, et qui, cité par elle, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits faisant l'objet du procès où il figure.

4. Ces personnes perdront toutefois cet avantage si elles ne quittent pas, de leur propre gré, le territoire de l'Etat requérant dans un délai de trois jours à partir du moment où leur présence devant les instances judiciaires n'était plus nécessaire.

5. Si la personne citée se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

6. Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transport, aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu détenu dans un pays tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Article 18.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

1. Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procurés par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction, et cela même dans les cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

4. The action to be taken on a request for judicial assistance in criminal matters shall be subject to the laws of the State in whose territory the required examination is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

WHEN JUDICIAL ASSISTANCE MAY BE REFUSED.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when, according to the provisions of the present Convention, there is no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings have been instituted.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT IN ONE STATE OF PERSONS WHO ARE IN THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING STATE.

1. Should it be considered necessary or desirable, in a criminal case pending before the Courts of one Contracting State, to secure the attendance in Court of a witness or expert who is in the territory of the other Contracting State, the authorities of the latter shall call upon such person to comply with the subpoena served on him by them, on behalf of the Courts of the first State.

2. The expenses connected with the attendance in Court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the subpoena shall indicate the sum to be allocated to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance ; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, provided the applicant State repays these sums as soon as the person summoned has declared his willingness to comply with the subpoena.

3. No witness or expert, whatever his nationality, who is in the territory of one of the Contracting Parties and who, when summoned by that Party, voluntarily attends in the Courts of the other Party, may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous criminal offences or convictions, or on the ground of complicity in the offence forming the subject of the case in which he is concerned.

4. Such persons shall, however, forfeit the above privilege should they fail of their own free will to leave the territory of the applicant State within three days from the date on which their attendance in Court has ceased to be necessary.

5. Should the person whose attendance is required be in custody in the territory of the State applied to, a request may be made for his attendance in Court if assurances are given that he will be sent back at the earliest possible date. A request of this kind may only be refused for special reasons : for instance, if the person in question expressly declares that he is opposed to such a proceeding.

6. Similarly, subject to the above conditions, the conveyance and return, through the territory of one of the Contracting Parties, of a person in custody in a third country, shall be permitted if the other Contracting Party considers it necessary to confront him with the accused, or to take his verbal evidence.

Article 18.

DELIVERY OF EXHIBITS.

1. The authorities of one of the Contracting Parties shall, on request, deliver up to the authorities of the other Party the articles which an accused person may have obtained as a result of his offence or which may constitute exhibits ; this shall apply even when the objects in question are liable to seizure or confiscation.

2. Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

3. Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

4. L'Etat auquel la remise des objets énumérés dans les alinéas 1 et 2 aura été demandée pourra les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant à les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement par voie diplomatique, chaque trimestre, les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes les sentences définitives, y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie, pour autant qu'elles sont inscrites, conformément aux lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires.

2. Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

3. Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires, fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande adressée directement, des informations puisées dans les casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Article 20.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

1. Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter. Les montants perçus de celle-ci reviennent à l'Etat requis.

2. Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront également supportés par l'Etat requérant les frais de la remise temporaire et ceux du renvoi mentionné à l'article 12 de la présente convention, ainsi que les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

2. If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit, they shall, as far as is practicable, be handed over at the time when extradition or conveyance in transit takes place. They shall be delivered up even when extradition, though granted, cannot take place owing to the death or escape of the accused. This provision shall also apply to all articles of a similar nature which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition, and which may be subsequently discovered.

3. Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved, and after the trial such articles shall be returned as soon as possible and free of charge to the State applied to.

4. The State which has been asked to deliver up the articles enumerated in paragraphs 1 and 2 may retain them temporarily if it requires them in connection with criminal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in turn to restore them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

1. The Contracting Parties undertake to communicate to each other quarterly, through the diplomatic channel, all sentences having acquired the force of *res judicata*, or extracts from all final judgments, including conditional sentences, pronounced by their judicial authorities against nationals of the other Party, so far as these are entered, under the existing law of the country, in their records of previous convictions or records of the Courts.

2. They shall also communicate to each other any further decisions concerning the said judgments which are entered in the records of previous convictions of the records of the Courts.

3. The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request forwarded direct, information from the records of previous convictions or the records of the Courts concerning particular cases.

Article 20.

EXPENSES OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

1. Expenses occasioned by requests for extradition or any other judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred. The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of these expenses with a view to their reimbursement by the person liable to pay them. Any sums collected from the latter shall belong to the State applied to.

2. Nevertheless, fees paid for expert opinions of any kind, and the expenses occasioned by the summoning or attendance in Court of persons in custody in the territory of the State applied to, shall be exceptions to this rule; these expenses shall be reimbursed by the applicant State. Similarly, the applicant State shall bear the expenses of temporary surrender and of the return journey mentioned in Article 12 of the present Convention, and also the expenses of conveyance in transit and maintenance during the passage through intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

CHAPITRE III.

Article 21.

DISPOSITIONS FINALES.

1. La présente convention, rédigée en langues tchécoslovaque et bulgare, les deux textes faisant également foi, sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Prague.

2. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Sofia, le quinze mai mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) A. D. BOUROV.

(L. S.) Dr Emile SPIRA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires de la République tchécoslovaque et du Royaume de Bulgarie, en passant à la signature de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, déclarent avoir convenu que les Parties contractantes se transmettront réciproquement une liste des autorités chargées de tenir les casiers ou les registres judiciaires, et de fournir des informations à ce sujet, ainsi qu'une liste des stations frontières où seront reçues ou livrées les personnes extradées, et des autorités qui en auront la charge.

Ce protocole fait partie intégrante de la présente convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole additionnel.

Fait en double à Sofia, le 15 mai 1926.

Bohdan PAVLŮ.

A. D. BOUROV.

Dr Emile SPIRA.

CHAPTER III.

Article 21.

FINAL PROVISIONS.

1. The present Convention, drawn up in Czechoslovak and Bulgarian, both texts being equally authentic, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

2. It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Sofia, the fifteenth day of May, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) A. D. BOUROV.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Bulgaria, on proceeding to sign the Convention relating to extradition and judicial assistance in criminal matters, declare that they have agreed that the Contracting Parties shall exchange a list of the authorities who are responsible for keeping the records of previous convictions or records of the Courts, and for giving the information required, as well as a list of the frontier stations at which extradited persons shall be received or handed over, and the authorities responsible for these proceedings.

The present Protocol shall form an integral part of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Additional Protocol.

Done in duplicate at Sofia, May 15, 1926.

Bohdan PAVLŮ.

A. D. BOUROV.

Dr. Emil SPIRA.

N° 1413.

**BULGARIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la protection et l'assistance judiciaire réciproques, en matière de droit civil et commercial, avec protocole additionnel. Signés à Sofia, le 15 mai 1926.

**BULGARIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning reciprocal Judicial Protection and Assistance in Matters of Civil and Commercial Law, with Additional Protocol. Signed at Sofia, May 15, 1926.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECK TEXT.

No. 1413. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM BULHARSKÝM O VZÁJEMNÉ PRÁVNÍ OCHRANĚ A PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH OBČANSKÝCH A OBCHODNÍCH, V SOFII, DNE 15. KVĚTNA, 1926.

Textes officiels bulgare et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 mars 1927.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a JEHO VELIČENSTVO KRÁL BULHARŮ, přejíce si upravití právní styky obou států pokud se týkají vzájemné právní ochrany a právní pomoci ve věcech občanských a obchodních, rozhodli se sjednati o tom úmluvu. K tomu cíli jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Bohdana PAVLŮ, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra republiky Československé v Sofii a
pana JUDra Emila SPIRU, odborového přednostu ministerstva spravedlnosti,

JEHO VELIČENSTVO KRÁL BULHARŮ :

pana Atanase D. BUROVA, ministra zahraničních věcí a kultů,

kterí, vyměňivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, shodli se na těchto ustanoveních :

HLAVA PRVNÍ.

USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ.

Článek I.

Stejně nakládání.

1. Příslušníci každé ze smluvních stran budou požívatí na území druhé strany týchž práv jako vlastní příslušníci, pokud jde o zákonnou a soudní ochranu jejich osob a majetku.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 19 février 1927.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 1413. — КОНВЕНЦИЯ¹ МЕЖДУ ЧЕХОСЛОВАШКАТА РЕПУБЛИКА И ЦАРСТВОТО БЪЛГАРИЯ ОТНОСИТЕЛНО ВЗАИМНАТА ПРАВНА ЗАЩИТА И СЖДЕБНА ПОМОЩЬ ВЪ ОБЛАСТЪТА НА ГРАЖДАНСКОТО И ТЪРГОВСКОТО ПРАВО.

Bulgarian and Czechoslovak official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 9, 1927.

ПРЕДСЕДАТЕЛЯ НА ЧЕХОСЛОВАШКАТА РЕПУБЛИКА И НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЯ НА БЪЛГАРИЯ ВЪ ЖЕЛАНИЕТО ИМЪ ДА УРЕДЯТЪ ЮРИДИЧЕСКИТЪ ВРЪЗКИ МЕЖДУ ДВЕТЪ ДЪРЖАВИ, ЩО СЕ КАСАЕ ДО ВЗАИМНАТА ПРАВНА ЗАЩИТА И СЖДЕБНА ПОМОЩЬ ВЪ ОБЛАСТЪТА НА ГРАЖДАНСКОТО И ТЪРГОВСКОТО ПРАВО, РЕШИХА ДА СКЛЮЧАТЪ ЗА ТАЯ ЦЕЛЪ ЕДНА КОНВЕНЦИЯ И НАЗНАЧИХА КАТО ПЪЛНОМОЩНИЦИ :

ПРЕДСЕДАТЕЛЯ НА ЧЕХОСЛОВАШКАТА РЕПУБЛИКА :

Господинъ Богданъ Павлу, Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министръ на Чехословашката Република въ София, и
Господинъ Докторъ Емилъ Спира, Началникъ на Отдѣление въ Министерството на Правосъдието,

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЯ НА БЪЛГАРИЯ :

Господинъ Атанасъ Д. Буровъ, Министръ на Външнитъ Работи и на Изповѣданията ;

които, следъ като размѣниха пълномощията си, намѣрени въ надлежна форма се съгласиха върху следнитъ постановления :

ГЛАВА I.

Общи постановления.

Членъ 1.

Единство въ третирането.

1. Поданицитъ на всѣка отъ Договорящитъ Страни ще се ползватъ въ територията на другата Страна съ сжщитъ права, които иматъ поданицитъ на тая последната, що се касае до законната и сждебната защита на тѣхната личностъ и на тѣхнитъ имущества.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, February 19, 1927.

2. Budou míti svobodný a volný přístup k soudům druhého státu za stejných podmínek a v téže formě jako jeho vlastní státní příslušníci.

HLAVA DRUHÁ.

OSVOBOZENÍ OD JISTOT A ZÁLOH.

Článek 2.

1. Od státních příslušníků československých nebo bulharských, kteří mají své bydliště v Československu nebo Bulharsku, a kteří před soudy jednoho z obou států budou jednat jako žalobci nebo intervenienti, nebude požadována nižádná jistota neb složení k soudu z toho důvodu, že jsou cizinci nebo, že nemají v tuzemsku bydliště nebo sídla.

2. Totéž platí o složení zálohy se strany žalobců neb intervenientů k zajištění soudních útrat. Téhož ustanovení jest užití při žalobách navzájem a v opravném řízení.

3. Příslušníci jedné z obou smluvních stran, mají-li bydliště mimo území druhé strany, budou účastni téhož osvobození, jsou však povinni, vznášejíce žalobu, označiti osobu, která tam bydlí a bude oprávněna přijímati jich jménem všechny spisy týkající se sporu.

Článek 3.

1. Byl-li žalobce neb intervenient neb stěžovatel (odvolatel), který jest podle článku 2 nebo podle zákona platného ve státě, kde spor je zahájen, osvobozen od placení jistoty, složení k soudu, či zálohy, odsouzen soudy jednoho ze smluvních států k náhradě útrat sporu, bude toto rozhodnutí rovněž lze vykonati cestou uvedenou v článku 9 na území druhého státu týmž způsobem jako rozhodnutí jeho vlastních soudů.

2. Žádosti jest přiložiti rozhodnutí soudu, který na něm osvědčí, že nabylo moci práva. Žadatel přiloží rovněž překlad těchto listin, ověřený podle předpisů článku 10 této úmluvy.

3. Nebude třeba předchozího slyšení stran, odsouzené straně však vyhrazeno bude právo stížnosti, připouštějí-li ji zákony státu, kde jest exekuci provésti.

4. Totéž platí o soudních rozhodnutích, kterými výše nákladů sporu stanovena bude později.

2. Тѣ ще могатъ свободно да действуватъ предъ сждилищата на другата Държава, при сжжитѣ условия и при еднакъвъ начинъ както и собственитѣ поданици.

ГЛАВА II.

Освобождение отъ залози и отъ влогове.

Членъ 2.

1. Никакъвъ залогъ или влогъ, подъ каквото и наименование да бжде, не би могълъ да бжде наложенъ, поради качеството имъ на чужденци или поради липса на мѣстожителство или на мѣстопребивание въ Страната, на българскитѣ поданици или на чехословашкитѣ поданици, които иматъ мѣстожителството си въ Чехословашко или България, и, които ще бждатъ истци или трети лица встжпили въ процеса предъ сждилищата на една отъ дветѣ Държави.

2. Сжщото правило се прилага и къмъ вноскитѣ, които би се искали отъ истцитѣ или третитѣ лица за обезпечение на сждебнитѣ разноски. То се прилага сжщо и при насрещенъ искъ и въззивно производство.

3. Поданицитѣ на една отъ Договоращитѣ Страни, живуци вънъ отъ територията на другата Страна, ще се ползватъ отъ сжщото право, но тѣ ще бждатъ длъжни, като предявяватъ своитѣ искове, да обозначаватъ едно лице, живуце въ тая територия съ право да получава отъ тѣхно име всичкитѣ книжа по дѣлото.

Членъ 3.

1. Ако единъ ищець или едно трето лице, което подава апелационна или касационна жалба е освободено, било по силата на чл. 2, било по силата на закона на Държавата, гдето искътъ е заведенъ, да внесе депозитъ, влогъ или парична вноска въ сжда като гаранция, е осжденъ отъ сждилищата на една отъ дветѣ държави на сждебнитѣ и по водене на дѣлото разноски, решението може сжщо да бжде приведено въ изпълнение, по начина указанъ въ членъ 9, върху територията на другата Държава, по сжщия начинъ, както решенията издадени отъ нейнитѣ собствени сждилища.

2. Искането ще бжде придружено отъ решението, скрепено съ засвидѣтелствуване, установяваще, че то е влѣзло въ законна сила. Това засвидѣтелствуване ще бжде издадено отъ сжда, който е издалъ решението. Просителтъ ще представи сжщо преводъ отъ тия документи, надлежно завѣрени, съгласно предписанията на членъ 10 отъ настоящата Конвенция.

3. Не ще бжде необходимо да се изслушватъ странитѣ, освенъ въ случай на възражение, което би последвало отъ осждената страна, когато това възражение се допуща споредъ законитѣ на Държавата, гдето изпълнението трѣбва да стане.

4. Сжжитѣ постановления се прилагатъ по отношение на сждебнитѣ решения, чрезъ които ще бжде опредѣленъ допълнително размѣра на сждебнитѣ разноски.

HLAVA TŘETÍ.

PRÁVO CHUDÝCH.

Článek 4.

1. Příslušníkům jednoho z obou států přiznává se na území druhého státu právo chudých za týchž podmínek, jež platí pro vlastní příslušníky.

2. Bylo-li příslušníku jednoho státu povoleno příslušným úřadem právo chudých, bude ho účasten také před soudy druhého státu při všech procesních úkonech, které se týkají téže věci, čítajíc v to i řízení exekuční.

Článek 5.

1. Vysvědčení chudoby bude vydáno úřady stálého pobytu žadatelova nebo, nemá-li ho, úřady místa, kde se právě zdržuje.

2. Nezdržuje-li se žadatel na území jedné ze smluvních stran a nevydají-li mu úřady jeho skutečného pobytu vysvědčení chudoby, postačí vysvědčení příslušného diplomatického nebo konsulárního zástupce.

3. Nemá-li žadatel pobytu ve státě, kde žádá o právo chudých, bude vysvědčení chudoby bezplatně ověřeno diplomatickým či konsulárním zástupcem státu, kde má být předloženo.

Článek 6.

1. Přeje-li si sporná strana, mající bydliště nebo pravidelný pobyt na území jednoho smluvního státu, být účastnou práva chudých ve sporu, jež třeba vznést před soudy druhého státu, může podati žádost o vysvědčení chudoby u příslušného soudu neb úřadu svého bydliště nebo pravidelného pobytu.

2. Na základě této žádosti povolí příslušný úřad druhého státu právo chudých pro spor, který jest před ním zahájen.

Článek 7.

1. Nežli vydá žadateli vysvědčení chudoby, může si příslušný úřad vyžádati u úřadů druhého státu informace o jeho majetkových poměrech.

2. Úřad, který rozhodne o žádosti za přiznání práva chudých, jest oprávněn, aby v mezích své úřední působnosti zkoumal předložená mu vysvědčení a informace.

ГЛАВА III.

Безплатна сждебна помощь.

Членъ 4.

1. Безплатната сждебна помощь ще се допуца на поданицитѣ на една отъ дветѣ Държави въ територията на другата Държава при сжитѣ условия, които сж въ сила за собственигѣ поданици.

2. Ако безплатната сждебна помощь е била допустната отъ компетентната власть на поданикъ на една отъ дветѣ Държави, тоя поданикъ ще се ползува отъ нея сжщо и предъ сждилищата на другата Държава въ всичкитѣ сждебни производства относящи се до сжщото дѣло, включително и производството по изпълнението.

Членъ 5.

1. Удостоверението за бедность, ще бжде издавано отъ властитѣ на Държавата, гдето просителгѣтѣ има постоянното си мѣстожителство, или при липса на таково отъ властитѣ на мѣстото на сегашното му мѣстопребивание.

2. Ако просителгѣтѣ не прибивава върху територията на една отъ Договорящитѣ Страни и ако властитѣ на мѣстото на неготовото фактическо пребивание не му издадатъ споменатото удостоверение, въ такъвъ случай ще бжде достатъчно едно удостоверение издадено отъ компетентния дипломатически или консулски агентъ.

3. Ако той не пребивава въ Държавата, гдето иска безплатна помощь, удостоверение за бедность ще бжде легализирано, безъ разности, отъ дипломатическия представителъ или консулския агентъ на Държавата, въ която той иска да си послужи.

Членъ 6.

1. Ако просителгѣтѣ, който има своето жилище или своето обикновенно пребивание върху територията на една отъ дветѣ Договорящи Държави, желае да се ползува отъ безплатната помощь въ единъ процесъ, по който трѣбва да бждатъ сезирани сждилищата на другата Държава, той ще може да представи своето искане предъ сждилищата или предъ компетентнитѣ власти на своето жилище или обикновенното си мѣстопребивание.

2. На основание на това искане, компетентната инстанция въ другата Договоряща Държава ще позволи безплатната помощь въ процеса, по който тя е сезирана.

Членъ 7.

1. Компетентната власть за да издаде удостоверение за бедность на просителя може да събира сведения за неговото материялно състояние отъ властитѣ на другата Държава.

2. Властгѣта, която се произнася по искането за безплатната сждебна помощь, ще може да провѣрѣва, въ кръга на своитѣ официални атрибуции, удостоверенията и сведенията, които ѣ сж дадени.

HLAVA ČTVRTÁ.

DORUČOVÁNÍ A DOŽÁDÁNÍ O PRÁVNÍ POMOC.

USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ.

Článek 8.

1. Vzájemná právní pomoc v mezích článků 8 až 14 týče se :

- a) doručování spisů ve věcech občanských a obchodních včetně spisů nesporného soudnictví ;
- b) výkonu dožádání o právní pomoc ve věcech občanských, obchodních a nesporných.

Článek 9.

1. Žádosti za doručení spisů jakož i dožádání o právní pomoc budou předávány ministerstvem spravedlnosti státu dožadujícího přímo ministerstvu spravedlnosti státu dožádaného. Tato ministerstva učiní opatření, aby žádosti byly rychle vyřízeny příslušnými úřady. Není-li dožádaný úřad ve věci příslušným, vyrozumí dožádané ministerstvo ministerstvo druhého státu o tom, kterému příslušnému úřadu byla žádost předána.

2. Dožádané ministerstvo vrátí spisy, ať bylo žádosti vyhověno čili nic.

Článek 10.

Žádost za doručení a za právní pomoc jest sepsati v řeči státní (oficiální) dožadujícího státu a opatřiti ji překladem v jazyku státním (oficiálním) dožádaného státu. Překlad bude pořízen neb ověřen buď příslušným úřadem aneb příslezným tlumočnickem jednoho z obou smluvních států. Dožádaný úřad může k žádosti dožadujícího úřadu opatřiti překlad na jeho náklad.

Článek 11.

Doručování.

1. Spisy, jež bude doručiti, jest sepsati v jazyku dožadujícího úřadu.
2. V žádosti, kterou budou spisy zaslány, jest označiti jména a postavení stran, druh spisu, jež jest doručiti, úřad, od něhož spis pochází, a adresu příjemcovu. Spisy, jež bude doručiti, budou opatřeny podpisem a pečetí dožadujícího úřadu. Ověření není třeba.
3. Doručení provede příslušný úřad dožádaného státu ve formě předepsané jeho zákonodárstvím. Úřad tento může se omeziti, pokud nejde o výjimku uvedenou v odstavci 4 tohoto článku, na to, že prostě doručí spis adresátovi, je-li ochoten jej přijmouti.

ГЛАВА IV.

ВРЪЧВАНЕ НА СЪДЕБНИТЪ КНИЖА И ИЗПЪЛНЕНИЕ НА СЪДЕБНИТЪ ПОРЪЧКИ.

ОБЩИ РАСПОРЕЖДАНЯ.

Членъ 8.

1. Взаимната съдебна помощ по членове 8 до 14 се отнася до :

а) връчването на книжа по граждански и търговски дѣла, включително и по безспорното сждопроизводство ;

б) изпълнението на съдебнитѣ поръчки по граждански, търговски и безспорни производства.

Членъ 9.

1. Молбитѣ за връчване на книгата, както и съдебнитѣ поръчки за изпълнение ще бждатъ отправяни направо отъ Министерството на Правосъдието на молящата Държава до това на замолената Държава. Тия дветѣ Министерства ще распоредятъ за бързото изпълнение на исканията чрезъ компетентнитѣ власти на тѣхнитѣ ведомства. Ако замолената власт не е компетентна въ случая, замоленото Министерство ще уведоми това на другата Държава, на коя компетентна власт молбата е била изпратена.

2. Помоленото Министерство ще повръща исканията изпълнени или неизпълнени.

Членъ 10.

Молбитѣ за връчване на съдебни книжа и на съдебни поръчки ще бждатъ съставени на официалния езикъ на молящата Държава, придружени, обаче, отъ преводъ на езика на замолената Държава. Преводитѣ ще бждатъ правени или завѣрявани било отъ компетентна власт, било отъ единъ заклетъ преводачъ на едната отъ дветѣ Договоращи Страни. По искането на молящата власт и за смѣтка на тая последната, тѣ ще бждатъ извършвани въ замолената Държава.

Членъ 11.

Връчване на съдебни книжа.

1. Книжата за връчване ще бждатъ изготвени на езика на молящата власт.

2. Молбитѣ, чрезъ които тѣ ще бждатъ изпращани ще съдържатъ имената и качества на странитѣ, естеството на документа за връчване, властѣта, отъ която той изхожда, и адреса на получателя. Книжата за връчване ще бждатъ скрепени съ подписа и печата на молящата власт. Легализирането имъ не се изисква.

3. Връчването ще се извършва отъ компетентната власт въ замолената Държава, съобразно съ предписаната форма отъ законодателството на тази Държава. Тази власт може да се ограничи, съ исключение на случаитѣ предвидени въ ал. 4 отъ настоящия членъ, да връчи чисто и просто документа на получателя, ако тоя последния е съгласенъ да го получи.

4. Žádá-li dožadující úřad výslovně, aby doručení stalo se ve formě zvláštní, bude žádané formy použito, nepříčí-li se zákonům dožádaného státu. V tomto případě bude spisu přiložen překlad do jazyka státního (oficiálního) dožádaného státu. Na požádání bude tento překlad pořízen státem dožádaným na náklad úřadu dožadujícího.

5. Dožádaný stát může odepřítí doručení pouze tehdy, pokládá-li je za způsobilé, aby ohrozilo jeho svrchovanost nebo bezpečnost.

6. Doručení bude prokázáno potvrzením příjemcovým, jež opatří datem a podpisem, anebo osvědčením úřadu dožádaného státu, z něhož jest patrno, že, jak a kdy bylo provedeno. Byl-li doručovaný spis zaslán ve dvou vyhotoveních, jest potvrzení příjemcově neb úřední osvědčení buď napsati na jednom z obou vyhotovení nebo k němu připojiti.

7. Dožadující stát bude ihned zpraven a důvody udány, kdykoli doručení nebude provedeno.

Článek 12.

Každý z obou států může doručovati spisy vlastním příslušníkům, kteří se zdržují na území druhého státu, svými diplomatickými nebo konsulárními zástupci, aniž však smí použiti donucovacích opatření nebo jimi hroziti.

Článek 13.

Dožádání o právní pomoc.

1. Dožádání o právní pomoc a jich přílohy jest sepsati v jazyku státním (oficiálním) státu dožadujícího a opatřiti překladem v řeči státní (oficiální) státu dožádaného. Na požádání bude tento překlad pořízen státem dožádaným na útraty úřadu dožadujícího. V dožádání o právní pomoc jest uvéstí jeho účel, vyznačiti nebo krátce vylíčiti předmět sporu, uvéstí co možná nej-přesnější jména stran, jich bydliště nebo pobyt, jakož i jména i adresy případných svědků, kteří mají býti slyšeni. Dožádání a překlady jest opatřiti podpisem a pečetí úřadu dožadujícího. Ověření není třeba.

2. Dožádaný úřad, vyřizuje dožádání, použije forem řízení, jež jsou předepsány zákonodárstvem jeho státu. Nicméně jest vyhověti návrhu dožadujícího úřadu, aby při tom použito bylo formy zvláštní, nepříčí-li se tato zákonům dožádaného státu.

3. Přeje-li si toho dožadující úřad, bude způsobem uvedeným v článku 9 zpraven včas, kdy a kde žádaný důkaz bude proveden, tak aby súčasné osoby mohly býti přítomny nebo se dáti zastupovati.

4. Dožádaný úřad použije při vyřízení dožádání o právní pomoc donucovacích prostředků, které připouští zákonodárství jeho státu, žádají-li o takovou pomoc úřady jeho státu.

4. Ако молящата власт поиска изрично, щото вржването да стане по специаленъ редъ, трѣбва да се приложи искания редъ, при условие, че той не е противенъ на законитѣ въ замолената Държава. Въ тоя случай документа за вржване ще бжде придруженъ отъ преводъ на официалния език на замолената Държава. Тоя преводъ ще бжде направенъ, по искане, въ замолената Държава за смѣтка на молящата власт.

5. Вржването не може да бжде отказано отъ замолената Държава освенъ ако тя го намѣри отъ естество да накърнява нейния суверенитетъ или нейната сигурность.

6. Доказването на вржването ще става, било чрезъ датирана и подписана разписка отъ получателя, било чрезъ засвидетелствуване отъ властта въ замолената Държава, констатираща какъ и кога е станало вржването. Ако документътъ за вржване е билъ изпратенъ въ двоенъ екземпляръ, разписката или засвидетелствуването ще става върху единъ отъ двата екземпляра или ще се приложи къмъ него.

7. Въ всички случаи, въ които вржването не е станало, молящата Държава ще бжде уведомявана за това безъ закъснение съ обозначение на причинитѣ.

Членъ 12.

Всѣка една отъ дветѣ Държави ще може да вржва книгата на своитѣ собствени поданици, намиращи се въ територията на другата Държава, чрезъ своитѣ дипломатически и консулски агенти, но безъ да се прибѣгва до принуда или заплашване.

Членъ 13.

Сждебни поржчки.

1. Сждебнитѣ поржчки и тѣхнитѣ приложения ще бждатъ съставени на официалния езикъ на молящата Държава и придружавани отъ преводъ на официалния езикъ на замолената Държава. Тия преводи ще бждатъ, по искане, правени въ замолената Държава за смѣтка, на молящата власт. Сждебнитѣ поржчки трѣбва да съдържатъ предмета на искането, да обозначатъ или изложатъ на кратко предмета на дѣлото, да посочатъ по възможность най-точно, имената на странитѣ, мѣстото на тѣхното жилище или пребивание, както имената и адреситѣ на евентуалнитѣ свидѣтели. Сждебнитѣ поржчки и преводитѣ ще бждатъ скрепени съ подписа и печата на молящата Държава. Тѣхното легализиране не е необходимо.

2. Замолената власт ще пристѣпва къмъ изпълнението на сждебнитѣ поржчки, като прилага процесуалнитѣ форми предписани отъ законодателството на замолената Държава. При все това ще се дава ходъ на искането на молящата власт относно приложението на една специална форма, ако тая форма не е противна на законитѣ на замолената Държава.

3. По нейно искане, молящата власт ще бжде уведомявана своевременно, по начина предвиденъ въ чл. 9, за датата и мѣстото на изпълнението на сждебната поржчка по начинъ, щото заинтересованитѣ да могатъ да присѣтствуватъ тамъ или да се представятъ.

4. Замолената власт при изпълнението на една сждебна поржчка ще прилага, срѣдствата за принуда предвидени въ законитѣ на страната за изпълнението на едно подобно искание, изходяще отъ властитѣ на собствената Държава.

5. Právní pomoc lze odepřít jen tehdy, nenáleží-li žádaný důkazní úkon ve státě dožadáném k pravomoci soudů nebo má-li dožadovaný stát za to, že jest s to ohroziti jeho svrchovanost nebo bezpečnost.

6. Dožadující stát bude ihned zpraven o tom a důvody udány, kdykoliv dožádání o právní pomoc nebude provedeno.

Článek 14.

Náklady právní pomoci.

1. Za provedení doručení a za vyřízení dožádání o právní pomoc nebudou požadovány nijaké poplatky ani náhrada jakýchkoli výloh. Výjimku činí náhrady, které byly placeny svědkům nebo znalcům, jakož i výlohy, které vznikly použitím zvláštní formy řízení, o kterou bylo výslovně žádáno. Tyto náklady budou nahrazeny neprodleně dožadujícím státem, ať již byly dobytý na účastněných stranách čili nic.

2. Právní pomoc nebude lze odepřít z toho důvodu, že dožadující úřad nesložil předem peněžitou zálohu na hrazení výloh, jež podle prvního odstavce tohoto článku nutno nahraditi.

3. Poplatky poštovní hradí úřad odesílající.

HLAVA PÁTÁ.

OVĚŘOVÁNÍ A PRŮVODNÍ SÍLA LISTIN.

Článek 15.

1. Listiny sepsané, vydané neb ověřené soudy jednoho z obou států, jichž bude použito na území druhého státu, netřeba ověřovati, jsou-li opatřeny soudní pečeti.

2. Listiny sepsané, vydané neb ověřené některým z ústředních úřadů správních obou států nebo některým jim na roveň postaveným vrchním úřadem správním, nemají zapotřebí ověření, má-li jich býti použito na území druhého státu, jsou-li opatřeny pečeti řečeného úřadu a je-li úřad ten uveden v seznamu připojeném k této úmluvě. Seznam tento může býti dohodou smluvních stran pozměněn nebo doplněn.

3. Listiny vyhotovené nebo ověřené veřejným notářem, má-li jich býti použito podle odstavce 1 tohoto článku, jest soudně ověřiti.

Článek 16.

Veřejné listiny zřízené na území jednoho z obou států budou míti před soudy druhého státu tutéž průvodní moc, jaká jim přísluší podle zákonů státu, kde byly zřízeny. Nebude jim však přiznána průvodní moc v míře větší, než připouští právo státu, kde se soudní řízení koná.

5. Изпълнението на сждебнитѣ поржчки не може да бжде отказано, освенъ ако, мѣрката, която подлежи да се вземе не е отъ компетентността на сждебнитѣ инстанции въ замолената Държава или ако замолената Държава я счита отъ естество да накърнява нейния суверинитетъ или нейната сигурность.

6. Въ всичкитѣ случаи, когато една сждебна поржчка не е изпълнена, молящата Държава ще бжде уведомена за това безъ закъснение съ обозначение на причинитѣ.

Членъ 14.

Разноски по сждебната помощъ.

1. За вржчването на сждебни книжа и за изпълнението на сждебни поржчки не ще се събира никаква такса, нито ще се иска заплащането на разноски, отъ каквото и да сж естество. Исклучение се прави отъ това правило за сумитѣ, платени на свидѣтели и на експерти, както и за разноскитѣ, които може да последватъ отъ едно изрично искане да се приложи една специална форма на производство. Тия разноски ще бждатъ заплащани безъ закъснение отъ молящата Държава, безъ огледъ на това дали тѣхното събиране е станало или не отъ заинтересованитѣ страни.

2. Сждебната помощъ не може да бжде отказана, по причина на това, че молящата власть не е депозирала предварително една парична сума за да се покрятъ разноскитѣ, чието заплащане трѣбва да става по силата на ал. 1 отъ настоящия членъ.

3. Пощенскитѣ разноски ще бждатъ въ тяжестъ на молящата власть.

ГЛАВА V.

Легализация и достовѣрность на актоветѣ.

Членъ 15.

1. Аквоветѣ съставени, издадени или завѣрени отъ сждилищата на една отъ дветѣ Държави, за да бждатъ използвани върху територията на другата Държава, не се нуждаятъ отъ никаква завѣрка, стига само да сж снабдени съ печата на сжда.

2. Аквоветѣ съставени, издадени или завѣрени отъ една отъ централнитѣ административни власти на дветѣ Държави или отъ една върховна административна власть отъ сжщата категория ; не се нуждаятъ отъ никаква завѣрка за да бждатъ използвани върху територията на другата Държава, стига само да сж снабдени съ печата на поменатата власть и тая последната да фигурира въ приложения списъкъ къмъ настоящата Конвенция. Тоя списъкъ може, впрочемъ, по взаимно съгласие между Договоращитѣ Страни да бжде измененъ или допълненъ.

3. Аквоветѣ съставени или завѣрени отъ публиченъ нотариусъ, за да могатъ да служатъ както е поменато въ ал. 1, трѣбва да бждатъ завѣрени отъ сждъ.

Членъ 16.

Достовѣрнитѣ книжа, съставени върху територията на една отъ дветѣ Държави, ще иматъ предъ сждилищата на другата Държава сжщата достовѣрность, която имъ се дава отъ законитѣ на Държавата, отъ която произхождатъ. Обаче, достовѣрность не ще имъ се дава освенъ въ границитѣ, приети отъ законитѣ на Държавата, на която сждилищата сж сезирани.

HLAVA ŠESTÁ.

PRÁVNÍ INFORMACE A OSVĚDČOVÁNÍ PRÁVNÍCH PŘEDPISŮ.

Článek 17.

1. Ministerstva spravedlnosti obou smluvních stran dodají si navzájem na požádání informace o právu platném na území svých států.
2. V žádosti bude přesně vylíčiti právní předpisy, o nichž má informace býti dána.

HLAVA SEDMÁ.

ŘÍZENÍ KONKURSŇÍ.

Článek 18.

V řízení konkursním a vyrovnávacím, jež bude zahájeno na území jednoho ze smluvních států, budou věřitelé, kteří jsou příslušníky druhého státu, na roveň postaveni věřitelům, kteří jsou vlastními státními občany.

Článek 19.

1. Byl-li uvalen konkurs na jmění příslušníka druhého smluvního státu, jest o tom bez průtahu zpraviti příslušný soud jeho vlasti, pokud je znám, a nejbližší úřad konsulární nebo, není-li ho, jiný úřad zastupitelský. Tyto úřady pak podají soudu, který uvalil konkurs, co nejdříve, pokud mají o tom úřední vědomost, zprávu, zda úpadce má na území jejich státu jmění movité či nemovité.

2. Lze-li za to mítiže, na území druhého státu jsou konkursní věřitelé, jest zaslati soudu, po případě konsulárnímu nebo jinému zastupitelskému úřadu, kromě výše zmíněné zprávy také vyhotovení vyhlášky konkursu k uveřejnění v časopisech tam pro to určených.

3. Bylo-li na území jednoho smluvního státu zahájeno příslušným soudem konkursní řízení a má-li úpadce na území druhého smluvního státu movité jmění, aniž by tam měl své bydliště (sídlo), bude toto jmění na dožádání onoho soudu příslušnými úřady zajištěno a sepsáno. Ode dne, kdy toto dožádání dojde příslušnému úřadu druhé smluvní strany, nelze tu na movitém jmění úpadcově nabývat ani vlastnických, ani zástavních, ani retenčních práv.

4. O vyloučení a odloučení předmětů z movité konkursní podstaty rozhodují soudy smluvního státu, na jehož území jest movité jmění. Zbývající movité jmění bude pak vydáno příslušnému soudu druhé smluvní strany.

ГЛАВА VI.

ПРАВНИ СВЕДЕНИЯ И ЗАСВИДЪТЕЛСТВУВАНЕ НА ЗАКОНИТЪ ПРЕДПИСАНИЯ.

Членъ 17.

1. Министерствата на Правосъдието на дветъ Договорящи Страни ще си съобщаватъ, по искане, сведения относно правото въ сила въ тѣхната Държава.

2. Искането трѣбва да посочи точно законнитъ предписания, по които сведението се отнася.

ГЛАВА VII.

Производство по несъстоятелността.

Членъ 18.

Въ производствата по несъстоятелността и конкордата, които ще бждатъ почнати върху територията на една отъ Договорящитъ Държави, кредиторитъ, поданици на другата Държава ще бждатъ третираны като националнитъ кредитори.

Членъ 19.

1. Ако производството по несъстоятелността е било почнато спрѣмо единъ поданикъ на другата Договоряща Държава, трѣбва да се уведоми за това незабавно компетентния сждъ въ неговата Страна, ако тоя сждъ е известенъ, и най-близката консулска власть или при липса, друго нѣкое представителство. Тия последнитъ отъ своя страна, ще уведомяватъ, въ най-скоро време, доколкото има за това официални сведения, най-спешно сезираниятъ сждъ съ несъстоятелността, дали има върху територията на тѣхната Държава движими или недвижими имущества принадлежащи на обявения въ несъстоятелность.

2. Ако може да се допустне, че върху територията на другата Държава има заинтесировани кредитори, трѣбва да се изпрати на сжда, евентуално на консулската власть или на друго представителство, независимо отъ горепоменатото уведомление сждо и единъ преписъ отъ обнародваното обявление, относно обявяването на несъстоятелността за публикуването му въ вестницитъ, предназначени тамъ за тая цель.

3. Ако сждътъ на една отъ Договорящитъ Държави е почналъ производство за несъстоятелность и ако несъстоятелния има движими имущества върху територията на другата Договоряща Държава, безъ да има тамъ своето мѣстожителство (седалище), властитъ на тази последната ще взематъ, по искането на казаниятъ сждъ, необходимитъ мѣрки за тѣхното запазване и ще пристѣпятъ къмъ тѣхното описване. Следъ деня, когато компетентната власть на другата Договоряща Страна бжде сезирана съ подобно искане, не ще бжде възможно вече да се придобие тамъ никакво право на собственость, на залогъ или задържане върху движимитъ имущества на несъстоятелния.

4. Сждилищата на Договорящитъ Държави, гдето се намиратъ имуществовата, ще се произнесатъ, кои вещи трѣбва да се включатъ или да се отдѣлятъ отъ движимия активъ на масата на несъстоятелността. Останалото отъ движимитъ имущества ще бжде предадено на компетентнитъ сждилища на другата Договоряща Страна.

Článek 20.

1. Účinky konkursu vyhlášeného příslušným úřadem jedné smluvní strany nedotýkají se nemovitého jmění úpadcova, jež leží na území strany druhé.

2. Případná informace podle prvního odstavce článku 19 o existenci nemovitého jmění se ustanovení tohoto nikterak nedotýká.

HLAVA OSMÁ.

VZÁJEMNÝ VÝKON EXEKUČNÍCH TITULŮ.

Článek 21.

1. Každá ze smluvních stran se zavazuje, že na svém území povolí a vykoná exekuci na základě níže uvedených exekučních titulů, jež pocházejí od úřadů druhé smluvní strany a podle práva tam platného jsou vykonatelnými exekučními tituly.

2. Vyňaty jsou exekuce na základě rozsudků vynesných ve sporech týkajících se práva vlastnického nebo jiných věcných práv k nemovitostem ležícím na území státu, kde exekuce je žádána.

Článek 22.

1. Exekučními tituly jsou :

a) rozsudky, platební příkazy (rozkazy), usnesení a jiná rozhodnutí jakýchkoli civilních soudů včetně soudů obchodních, pokud jsou opatřeny doložkou ověřovací a potvrzením, že nepodléhají nižádnému dalšímu opravnému prostředku ; totéž platí o rozsudcích trestních týkajících se soukromoprávních nároků poškozených osob a útrat trestního řízení.

b) smíry uzavřené před soudy výše uvedenými, jsou-li ověřeny a opatřeny doložkou o tom, že jsou vykonatelné ;

c) rozsudky a rozhodnutí rozhodců nebo rozhodčích soudů, jakož i smíry před nimi uzavřené, pokud podle zákona nebo podle písemné, v zákonné formě zřízené smlouvy rozhodce nebo rozhodčí soud je povolán, aby rozhodl.

2. Tyto rozsudky nebo smíry nutno bude opatřiti doložkou soudu první stolice, v jehož obvodu rozhodce nebo rozhodčí soud vydali rozsudek nebo rozhodnutí, nebo v jehož obvodu byl smír uzavřen, kterážto doložka potvrdí, že nepodléhají dalšímu opravnému prostředku jakož i správnost jich vyhotovení.

Членъ 20.

1. Действията на обявяването въ несъстоятелност извършено отъ компетентната власт на една отъ Договорящитѣ Страни, не засѣгатъ недвижимитѣ имущества на несъстоятелния находящи се върху територията на другата Договоряща Държава.

2. Евентуалнитѣ сведения върху сществуването на недвижими имущества, за които е дума въ ал. 1 на чл. 19 не накърняватъ ни най-малко настоящето постановление.

ГЛАВА VIII.

Взаимно изпълнение на изпълнителнитѣ актове.

Членъ 21.

1. Всѣка отъ Договорящитѣ Страни се задължава да разрѣши и извърши изпълнението върху своята територия на поменатитѣ по долу изпълнителни актове произходящи отъ властитѣ на другата Договоряща страна и, които, споредъ действующитѣ тамъ закони, съставляватъ изпълнителни актове.

2. Изключаватъ се решенията издадени въ процеси относно правото на собственост или на други вещни права находящи се въ Държавата, въ която е поискано изпълнението.

Членъ 22.

1. Приематъ се като изпълнителни актове :

а) решенията, заповѣдитѣ за плащане (мандати), опредѣленията и другитѣ постановления на гражданскитѣ сждилища, включително и тия на търговскитѣ, до толкова, доколкото сж надлежно завѣрени и до колкото споредъ законодателството на молящата Държава тѣ не подлежатъ вече на никакво обтжжване. По сжщия начинъ ще се постъпва съ решенията издадени въ наказателната област и засѣгащи обезщетението на оцетенитѣ страни, както и съ разноснитѣ по дѣлото.

б) спогодбитѣ, сключени предъ горепоменатитѣ сждилища, ако тѣ сж надлежно завѣрени и снабдени съ засвидѣтелствуване отъ сжда, че сж добили сила на изпълнение.

в) решенията и опредѣленията на арбитри или на арбитражни сждилища, както и сключенитѣ спогодби предъ арбитри или предъ арбитражни сждилища, дотолкова, до колкото споредъ закона или споредъ писмения договоръ на странитѣ сключенъ въ законна форма, арбитрарътъ или арбитражния сждъ има право да сжди.

2. Тия решения, опредѣления или спогодби трѣбва да бждатъ снабдени съ засвидѣтелствуване на първостепенния сждъ, въ чието ведомство арбитрарътъ или арбитражния сждъ сж произнесли решениято или опредѣлението, или въ ведомството на който спогодбата е била сключена, въ смисълъ, че никакво по-нататъшно обтжжване не е допустимо, както и че тѣ сж били редовно съставени.

Článek 23.

Povolení a výkon exekuce řídí se předpisy platnými ve státě, kde exekuce má být povolena nebo vykonána, pokud tato úmluva nestanoví odchylek.

Článek 24.

1. Žádost o povolení a výkon exekuce budiž podána vymáhající stranou u soudu, kde exekuční titul vznikl. Pokud jde o exekuční tituly vzniklé v řízení před rozhodci nebo rozhodčími soudy, bude podána u soudu první stolice, o němž jest řeč v článku 22, odstavci 2.

2. Tyto soudy opatří žádost za povolení a výkon exekuce doložkami po rozumu článku 22 a postoupí ji bez odkladu i s ostatními přílohami cestou ministerstva spravedlnosti příslušnému soudu.

3. Straně je nicméně zůstaveno, aby požádala o povolení a výkon exekuce přímo u příslušného soudu druhého smluvního státu.

4. Soud příslušný k povolení exekuce prozkoumá na základě došlých spisů, jsou-li tu všechny podmínky, aby exekuce byla povolena. Toto zkoumání, jež jest skončiti nejpozději do třiceti dnů ode dne, kdy spisy k soudu došly, omezí se na zjištění těchto náležitostí :

a) lze-li pokládati příslušnost soudu, který rozhodl ve věci, za odůvodněnou podle zákonů státu, kde exekuční titul vznikl. V této příčině postačí, jestliže podle předpisů o příslušnosti soudní platných ve státě dožádaném o povolení a výkon exekuce, nebyl žádný soud tohoto státu výlučně příslušným k projednání a rozhodnutí věci ;

b) jde-li o exekuční titul podle článku 22 ;

c) byla-li žalovaná strana pokaždé, kdy toho zákon vyžaduje, řádně obeslána k řízení, zejména byla-li jí řádně doručena žaloba či první podání nebo rozsudek či jiné rozhodnutí, zakládající exekuční titul. Byl-li vydán rozsudek pro zmeškání, jest k návrhu strany povinné zjistiti, nebylo-li jí nějakou nepravděpodobností znemožněno, aby se řízení účastnila nebo se dala řádně zastoupiti. O těchto okolnostech může soud slyšeti dlužníka, proti němuž je exekuce vedena, nebo jeho zástupce ;

d) nemá-li exekuci býti vynuceno jednání, které je podle předpisů platných ve státě, kde exekuce má nastati, zapovězeno, nebo nemá-li jí býti uznán právní poměr neb skutečně nárok, který se přiči svrchovanosti dožádaného státu nebo dobrým mravům, nebo který podle práva dožádaného státu není žalovatelným nebo vykonatelným.

5. Soud, který exekuci povoluje, nebo který ji vykonává, není oprávněn, aby exekuční titul věcně přezkoumal.

Членъ 23.

Разрешението относно изпълнението и самото изпълнение се уреждат съгласно съществуващитѣ предписания въ Държавата, гдѣто тѣ трѣбва да станатъ, освенъ ако, настоящата Конвенция съдържа въ това отношение исклучение.

Членъ 24.

1. Искането на разрешението за изпълнение и самото изпълнение ще бжде предявено отъ ищеца въ сѣда, отъ който изхожда акта. Когато се касае до изпълнението на актъ, произходящъ отъ арбитръ или арбитраженъ сѣдъ, искането ще се предявява въ първостепенния сѣдъ посоченъ въ чл. 22 ал. 2.

2. Тия сѣдилища ще изпращатъ незабавно, чрезъ Министерството на Правосъдието, искането за разрешение и за изпълнение въ компетентния сѣдъ, следъ като го снабдятъ съ предвиденото въ членъ 22 засвидѣтелствуване и съ необходимитѣ документи въ подкрепление.

3. Заинтересованата страна е впрочемъ свободна да сезира направо съ своето искане за разрешение и за изпълнение компетентния сѣдъ на другата Договорища Държава.

4. Компетентниятъ сѣдъ да разреши изпълнението ще разгледа, възъ основа на полученитѣ книжа, дали всичкитѣ условия сж на лице за да се допустне изпълнението. Това проучване, което трѣбва да бжде свършено най-късно въ тридесетъ дни отъ деня, въ който сѣдътъ е получилъ книгата, ще засегне следнитѣ въпроси :

а) дали компетентността на сѣда, който е разрешилъ спора, може да се смѣта установена, споредъ законитѣ на Държавата, гдето изпълнителния актъ е издаденъ. Въ таквъ случай, достатъчно е ако, споредъ предписанията относно сѣдебната компетентностъ въ сила въ сезираната Държава съ искането за разрешение и за изпълнение, никой сѣдъ въ тая Страна не е исклучително компетентенъ да сѣди въпросния споръ ;

б) дали се касае за единъ изпълнителенъ актъ съобразно съ членъ 22 ;

в) дали ответникътъ е билъ, въ всички случаи когато законътъ изисква това редовно призованъ да вземе участие въ производството, особено дали, било искането или заявлението, било решението или опредѣлението съставляващи изпълнителния актъ, сж му били надлежно съобщени. Ако решението е било издадено задочно, сѣдътъ трѣбва, когато ответника поиска това да констатира, дали тоя последниятъ не е билъ поставенъ въ невъзможность поради нѣкоя нередовность въ производството, да участвува въ процеса или да се представи редовно въ него.

Преди да постанови своето решение, сѣдътъ може да изслуша по тия въпроси страната, или представителя на страната, срещу която изпълнението се иска ;

г) дали изпълнението нѣма за цѣль, било да постигне единъ актъ, който, споредъ законитѣ въ сила въ Държавата, гдето то трѣбва да стане е забраненъ, било да се припознава едно правово състояние или нѣкоя претенция, които биха били противни на суверенитета на замолената Държава или на добритѣ нрави, или пъкъ което, споредъ законитѣ на замолената Държава, не може да бжде обектъ на едно искане предъ сѣдилищата или е неизпълнимо.

5. Сѣдътъ, който разрешава изпълнението или който го привежда въ изпълнение, нѣма право да разглежда по същество изпълнителния актъ.

Článek 25.

1. Soud příslušný k povolení exekuce povolí podle předpisů pro něj platných prozatímní opatření (zajišťovací) k zajištění nároku z exekučního titulu proti dlužníkovi, a to nejen pro vlastní obvod, nýbrž, žádá-li o to vymáhající věřitel, i pro obvody jiných soudů téhož státu, kde dlužník má jmění.

2. Tato prozatímní opatření lze jen tehdy zrušiti, byla-li dlužníkem dána dostatečná jistota za úplné uspokojení nároků z exekučního titulu.

*Článek 26.**Exekuce zajišťovací.*

Soud příslušný k povolení exekuce může na návrh podaný předepsaným způsobem povoliti podle předpisů platných v dožádaném státě exekuci k zajištění již dříve, než exekuční tituly uvedené v článku 22 nabyly právní moci, nebo než uplynula lhůta určená k plnění.

*Článek 27.**Opatření prozatímní (zajišťovací).*

K návrhu ohrožené strany budou povolena opatření prozatímní (zajišťovací opatření) již za sporu i tehdy, když k rozhodnutí sporu jest příslušným soud druhého státu.

HLAVA DEVÁTÁ.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

Článek 28.

Tato úmluva, sepsaná jazykem československým a bulharským, jejíž obě znění jsou stejně původní, bude ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve v Praze vyměněny.

Nabude účinnosti měsíc po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti, pokud jedna ze smluvních stran neoznámí straně druhé šest měsíců předem svůj úmysl, aby úmluva pozbyla působnosti.

Tomu na svědomí zmocněnci úmluvu podepsali a opatřili svými pečeti.

Dáno v dvojím vyhotovení v Sofii, dne 15. května roku tisícího devítistého dvacátého šestého

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) Dr. Emil ŠPÍRA.

(L. S.) A. D. BOUROV.

Членъ 25.

1. Компетентниятъ съдъ да разреши изпълнението ще постанови, съобразно действующитѣ въ страната законоположения, вземането на временни (предохранителни) мѣрки за обезпечение на правата, които следватъ отъ изпълнителния актъ по отношение на лицето, срещу което изпълнението е поискано, и то както въ неговото собствено ведомство така и — по искане на кредитора — въ това на другитѣ сждилища въ сжщата Страна, гдето се намиратъ неговитѣ имущества.

2. Тия временни мѣрки не могатъ да бждатъ отмѣнени, освенъ ако това лице представи достатъчна гаранция за обезпечение на всички права, които произтичатъ отъ изпълнителния актъ.

*Членъ 26.**Предохранително изпълнение.*

Преди даже актоветѣ, предвидени въ чл. 22, да сж станали окончателни или срокътъ, предвиденъ за изпълнението, да е изтекълъ, компетентниятъ съдъ, който ще разреши изпълнението, може, по искане, направено въ надлежната форма, да постанови вземането на предохранителни мѣрки споредъ предписанията въ сила въ замолената Държава.

*Членъ 27.**Временни мѣрки (предохранителни).*

Временни мѣрки (предохранителни) сж допустими въ течение на процеса, по искането на страната, чиито интереси сж застрашени, даже и когато сждътъ на другата Държава е компетентенъ да се произнесе по въпросното дѣло.

ГЛАВА IX.

Последни постановления.

Членъ 28.

Настоящата Конвенция съставена на чехословашки и български езици, на която и двата текста иматъ еднаква достовѣрностъ ще бжде ратифицирана и ратификациитѣ ѝ ще бждатъ размѣнени, по възможностъ поскоро, въ Прага.

Тя ще влизе въ сила единъ месецъ следъ размѣната на ратификациитѣ и ще остане въ сила дотогава, до когато една отъ договорящитѣ страни не съобщи на другата, шесть месеца предварително намѣрението си да прекрати действието ѝ.

Въ увѣрение на това Пълномощницитѣ подписаха настоящата Конвенция и поставиха своитѣ печати.

Направена въ двоенъ екземпляръ въ Софія на 15 май хиляда деветстотинъ двадесетъ и шеста година.

(М. П.) Богданъ Павлу.

(М. П.) Емилъ Спира.

(М. П.) А. Д. Буровъ.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Zmocněnci smluvních stran, podepisující úmluvu mezi republikou Československou a královstvím Bulharským o vzájemné právní ochraně a právní pomoci ve věcech občanských a obchodních, zjišťují souhlas v těchto bodech :

1 Výrazem soudy rozumějí se ve smyslu úmluvy také úřady poručenské (opatrovnícké) na Slovensku a Podkarpatské Rusi.

2 Aby si usnadnily znalost soudních obvodů ve druhém smluvním státě, sdělí si smluvní strany seznam svých soudů druhé stolice se všemi soudy první stolice jejich obvodů. Tomuto seznamu připojena bude pokud možno mapa vyznačující soudy různých stolic.

3 Smluvní strany se dohodnou o formulářích, jež budou sepsány v řeči státní (oficiální) obou států, určených pro doručování spisů.

4 Ustanovení článku 15, odstavce 1 nevztahují se na listiny sepsané, vydané neb ověřené soudy církví.

5. « Izplnitelni listove » vydané bulharskými soudy ve věcech směnečných a nabyvší moci práva jsou zahrnuty mezi exekučními tituly podle článku 22, odstavce 1 a).

6. Tento protokol jest nedílnou součástí úmluvy.

Tomu na svědomí zmocněnci podepsali tento dodatkový protokol.

Dáno v dvojím vyhotovení v Sofii, dne 15. května 1926.

Bohdan PAVLŮ.

Dr. Emil SPIRA.

A. D. BOUROV.

SEZNAM

správních úřadů, jichž listiny podle článku 15, odstavce 2 úmluvy mezi republikou Československou a královstvím Bulharským o vzájemné právní ochraně a právní pomoci ve věcech občanských a obchodních nepotřebují ověření :

A. Co se týče československých listin :

1. Ministerstvo vnitra.
Zemské správy politické v Praze, Brně a Opavě.
Civilní správa Podkarpatské Rusi v Užhorodě.
Presidia policejních ředitelství.
Archiv ministerstva vnitra.
2. Ministerstvo veřejného zdravotnictví.

ДОПЪЛНИТЕЛЕНЪ ПРОТОКОЛЪ.

Пълномощниците на Договорящите Страни като пристъпиха към подписването на Конвенцията между Чехословашката Република и Царство България относително взаимната правна защита и сждебна помощ въ областта на гражданското и търговското право, заявяватъ, че сж постигнали съгласие относително следнитѣ въпроси :

1. Властитѣ по настойничество и попечителство въ Словашко и въ Подкарпатска Русия сж, въ смисълъ на Конвенцията, включени въ сждилищата.

2. За да улеснятъ взаимно своитѣ сведения за сждебнитѣ райони на другата Страна, Договорящите Страни ще си съобщаватъ списъка на апелативнитѣ сждилища съ всички първостепенни сждилища, установени върху тѣхната територия. Тоя списъкъ ще бжде, до колкото е възможно, придруженъ отъ една географическа карта обозначаваща сждилищата отъ различнитѣ инстанции.

3. Договорящите Страни ще се споразумѣятъ върху текста на формуляритѣ, които ще бждатъ съставлявани на официалния езикъ на дветѣ Държави и които ще служатъ за вржване на книгата.

4. Постановленията на членъ 15 точка 1 не се отнасятъ до актоветѣ съставени, издадени или завѣрени отъ църковни сждилища.

5. Изпълнителнитѣ листове издадени отъ българскитѣ сждилища по менителничното право и влѣзли въ сила се включватъ въ числото на изпълнителнитѣ актове изброени въ членъ 22, алинея 1-а.

6. Тоя протоколъ съставя нераздѣлна часть отъ Конвенцията.

Въ увѣрение на това Пълномощниците подписаха настоящия допълнителенъ протоколъ.

Направенъ въ двоенъ екземпляръ въ София на 15 май 1926 година.

Богдан Павлу.

Д-ръ Емиль Спира.

А. Д. Буровъ.

СПИСЪКЪ

на административнитѣ власти, чиито актове нѣматъ нужда отъ никаква завѣрка, съгласно членъ 15, ал. 2 отъ Конвенцията между Чехословашката Република и Царство България, която урежда взаимната правна защита и сждебна помощ по граждански и търговски дѣла.

А. Относително Чехословашкитѣ Актове :

1. Министерство на Вжтрешнитѣ Работи.
Областни Политически управления въ Прага, Бърно и Опава.
Гражданското управление на Подкарпатска Русия, въ Ужжоротъ.
Президиумитѣ на Дирекциитѣ на Полицията.
Архивитѣ на Министерството на Вжтрешнитѣ Работи.
2. Министерство на Народното Здраве.

3. Ministerstvo pošt a telegrafů.
Šekový úřad v Praze.
Ředitelství pošt a telegrafů v Praze, Pardubicích, Brně, Opavě, Bratislavě a Košicích.
4. Ministerstvo obchodu, průmyslu a živností.
Patentní úřad v Praze.
5. Ministerstvo veřejných prací.
6. Ministerstvo financí.
7. Ministerstvo zemědělství.
8. Ministerstvo národní obrany.
9. Ministerstvo školství a národní osvěty.
Zemské školní rady v Praze, Brně a Opavě,
Oddělení ministerstva školství a národní osvěty v Bratislavě,
Školní oddělení civilní správy Podkarpatské Rusi v Užhorodě.
10. Ministerstvo věcí zahraničních.
Archiv ministerstva věcí zahraničních.
11. Ministerstvo zásobování.
12. Ministerstvo spravedlnosti.
13. Předsednictvo ministerské rady.
14. Ministerstvo pro sjednocení zákonů a organizace správy.
15. Ministerstvo s plnou mocí pro správu Slovenska v Bratislavě.
16. Ministerstvo železnic.
Ředitelství státních drah Praha-Jih, Praha-Sever, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava a Košice.
17. Ministerstvo sociální péče.
18. Nejvyšší účetní kontrolní úřad v Praze.
19. Státní pozemkový úřad v Praze.
20. Statistický úřad v Praze.
21. Kancelář presidenta republiky v Praze.
22. Kancelář poslanecké sněmovny Národního Shromáždění v Praze.
23. Kancelář senátu Národního Shromáždění v Praze.

B. Co se týče BULHARSKÝCH LISTIN :

1. Kancelář bulharského carského dvora. (Kancelarija na blgarskija carski dvor).
2. Kancelář národního sobrání. (Kancelarija na narodnoto sobranie).
3. Kancelář ministerské rady. (Kancelarija na ministerskija savet).
4. Nejvyšší správní soud. (Vrchoven administrativen sad).
5. Nejvyšší účetní dvůr. (Vrchovna smetna palata).
6. Ministerstvo zahraničních věcí a kultů. (Ministerstvo na vanšnite raboti i na izpovedaniata).
7. Sv. synod bulharské církve. (Sveti sinod na blgarskata crkva).
8. Ministerstvo vnitra a veřejného zdravotnictví. (Ministerstvo na vatrešnite raboti i narodnoto zdrave).
9. Policejní ředitelství. (Direkcija na policijata).
10. Hlavní ředitelství veřejného zdravotnictví. (Glavna direkcija na narodnoto zdrave).
11. Ministerstvo národní osvěty. (Ministerstvo na narodnoto prosveštenie).
12. Státní universita v Sofii. (Državen universitet v Sofia).
13. Ministerstvo financí. (Ministerstvo na finansite).
14. Ředitelství státních dluhů. (Direkcija na državnite dlgove).
15. Bulharská národní banka. (Blgarska narodna banka).
16. Bulharská zemědělská banka. (Blgarska zemledelska banka).

3. Министерство на Почитѣ и Телеграфитѣ.
Служба по пощенскитѣ чекове въ Прага.
Дирекциитѣ на Почитѣ и Телеграфитѣ въ Прага, Пардубице, Бърно, Опава, Братислава и Кошице.
4. Министерство на Търговията, Промисленостъта и Занаятитѣ.
Бюро за патентитѣ и запазенитѣ марки въ Прага.
5. Министерство на Обществениитѣ Сгради.
6. Министерство на Финанситѣ.
7. Министерство на Земледѣлието.
8. Министерство на Народната Отбрана.
9. Министерство на Учебното дѣло и Народното Просвещение.
Учебни Съвети въ областитѣ въ Прага, Бърно и Опава.
Секция отъ Министерството на Народното Просвещение въ Братислава.
Учебна секция отъ областното управление за Подкарпатска Русия въ Ужхоротѣ.
10. Министерство на Външнитѣ Работи.
Архива на Министерството на Външнитѣ Работи.
11. Министерство на Прехраната.
12. Министерство на Правосъдието.
13. Президиума на Министерския Съветъ.
14. Министерство за унификацията на Законодателството и организацията на публичната администрация.
15. Министерство (имащо пълно право) за управлението на Словашко въ Братислава.
16. Министерство на Желѣзницитѣ.
Дирекция на Желѣзницитѣ—Прага Югъ, Прага—Сѣверъ, Пилзень, Храдецъ-Кралове, Бърно, Оломоуцъ, Братислава и Кошице.
17. Министерство на Обществената Предвидливостъ.
18. Върховно Бюро за контрола на смѣткитѣ въ Прага.
19. Държавно Поземлено Бюро въ Прага.
20. Статистическо Бюро въ Прага.
21. Канцелария на Председателя на Републиката въ Прага.
22. Канцелария на Камарата на Депутатитѣ отъ Народното Събрание въ Прага.
23. Канцелария на Сената отъ Народното Събрание въ Прага.

Б. Относително Българскитѣ Актове :

1. Канцелария на Българския Царски Дворъ (Kancelarija na blgarskija carski dvor).
2. Канцелария на Народното Събрание (Kancelarija na narodnoto sobranie).
3. Канцелария на Министерския Съветъ (Kancelarija na ministerskija savet).
4. Върховенъ Административенъ Сждъ (Vrchoven administrativen sad).
5. Върховна Смѣтна Палата (Vrchovna smetna palata).
6. Министерство на Външнитѣ Работи и на Изповѣданията (Ministerstvo na vanšnite raboti i na izpovedaniata).
7. Св. Синодъ на Българската Църква (Sveti sinod na blgarskata crkva).
8. Министерство на Вътрешнитѣ Работи и Народното Здраве (Ministerstvo na vatrešnite raboti i narodnoto zdrave).
9. Дирекция на Полицията (Direkcija na policijata).
10. Главна Дирекция на Народното Здраве (Glavna direkcija na narodnoto zdrave).
11. Министерство на Народното Просвещение (Ministerstvo na narodnoto prosvveštenie).
12. Държавенъ Университетъ въ София (Državen universitet v Šofia).
13. Министерство на Финанситѣ (Ministerstvo na finansite).
14. Дирекция на Държавнитѣ Дългове (Direkcija na državnite dlgove).
15. Българска Народна Банка (Blgarska narodna banka).
16. Българска Земледѣлческа Банка (Blgarska zemledelska banka).

17. Bulharská ústřední kooperativní banka. (Bulgarska centralna kooperativna banka).
18. Ministerstvo spravedlnosti. (Ministerstvo na pravosadieto).
19. Ministerstvo války. (Ministerstvo na vojnata).
20. Ministerstvo obchodu, průmyslu a práce. (Ministerstvo na trgovijata, promišlenostta i truda).
21. Hlavní ředitelství statistiky. (Glavna direkcija na statistikata).
22. Ministerstvo zemědělství a státních statků. (Ministerstvo na zemledieto i državnite imoti).
23. Ředitelství pracovních pozemkových hospodářství (pozemkový úřad). (Direkcija na trudovite zemledelski stopanstva).
24. Ministerstvo veřejných staveb, cest a prací. (Ministerstvo na obštestvenite sgradi, patištata i blagoustrojstvoto).
25. Hlavní ředitelství cest, veřejných prací a staveb. (Glavna direkcija na patištata, blagoustrojstvoto i sgradite).
26. Ministerstvo železnic, pošt a telegrafů. (Ministerstvo na železnicite, pošтите i telegrafite).
27. Hlavní ředitelství železnic a přístavů. (Glavna direkcija na železnicite i pristaništata).
28. Hlavní ředitelství pošt, telegrafů a telefonů. (Glavna direkcija na pošтите, telegrafite i telefonite).
29. Ředitelství vzduchoplavby. (Direkcija na vzduchoplavaneto).

17. Българска Централна Кооперативна Банка (Blgarska centralna kooperativna banka).
18. Министерство на Правосъдието (Ministerstvo na pravosadieto).
19. Министерство на Войната (Ministerstvo na vojната).
20. Министерство на Търговията, Промислеността и Труда (Ministerstvo na trgovijata, promišlenostta i truda).
21. Главна Дирекция на Статистиката (Glavna direkcija na statistikata).
22. Министерство на Земледелието и Държавните Имоти (Ministerstvo na zemledelieto i drzavnite imoti).
23. Дирекция на Трудовитъ Земледѣлски Стопанства (Direkcija na trudovite zemlede'ski stopanstva).
24. Министерство на Общественият Сгради, Пътищата и Благоустройството (Ministerstvo na obštenite sgradi, patišтата i blagoustrojstvoto).
25. Главна Дирекция на Пътищата, Благоустройството и Сградитъ (Glavna direkcija na patišтата, blagoustrojstvoto i sgradite).
26. Министерство на Желѣзницитъ, Поцитъ и Телеграфитъ (Ministerstvo na železnicite, pošтите i telegrafite).
27. Главна Дирекция на Желѣзницитъ и Пристанищата (Glavna direkcija na železnicite i pristanistata.)
28. Главна Дирекция на Поцитъ, Телеграфитъ и Телефонитъ (Glavna direkcija na postite, telegrafite i telefonite).
29. Дирекция на Въздухоплаването (Direkcija na vzduchoplavaneto).

Copie certifiée conforme :

Praha le 21 mars 1927.

Jan Oročenský

Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

No. 1413. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE BULGARIE RELATIVE A LA PROTECTION ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUES, EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL ET COMMERCIAL. SIGNÉE A SOFIA, LE 15 MAI 1926.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, animés du désir de régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohdan PAVLŮ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Sofia ; et

M. le D^r Emile SPIRA, chef de département au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Athanase D. BOUROV, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Egalité de traitement.

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que les ressortissants de cette dernière, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

2. Ils pourront librement ester en justice devant les tribunaux aux mêmes conditions et dans la même forme que les propres citoyens du pays.

CHAPITRE II.

EXEMPTION DES CAUTIONS DE DÉPÔT.

Article 2.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé en raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1413. — CONVENTION BETWEEN BULGARIA AND CZECHOSLOVAKIA CONCERNING RECIPROCAL JUDICIAL PROTECTION AND ASSISTANCE IN MATTERS OF CIVIL AND COMMERCIAL LAW. SIGNED AT SOFIA, MAY 15, 1926.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA, desirous of settling the legal relations between the two States with regard to reciprocal judicial protection and assistance in matters of civil and commercial law, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohdan PAVLŮ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic, at Sofia ; and

D^r. Emil SPIRA, Head of Section in the Ministry of Justice ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

M. Athanase D. BOUROV, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

*Article 1.**Equality of Treatment.*

1. The nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as the nationals of that Party with respect to the legal and judicial protection of their persons and property.

2. They shall have free access to the courts under the same conditions and in the same manner as nationals of that State.

CHAPTER II.

EXEMPTION FROM GIVING SECURITY AND MAKING DEPOSITS.

Article 2.

1. Czechoslovak or Bulgarian nationals residing in the territory of either of the Contracting Parties shall not be required, when bringing legal proceedings in either country as plaintiffs or

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

aux ressortissants de l'autre pays qui y résident, étant en justice en qualité de demandeurs principaux ou d'intervenants.

2. La même disposition s'applique au dépôt de caution à titre de frais de justice de la part des demandeurs principaux ou intervenants. Cette disposition s'applique également aux cas de plaintes réciproques ou de demandes reconventionnelles.

3. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, habitant hors du territoire de l'autre Partie, jouiront des mêmes droits, mais ils seront tenus, en introduisant leurs actions, d'indiquer une personne habitant sur le territoire et ayant qualité pour recevoir en leur nom tous les actes de procédure.

Article 3.

1. Si les demandeurs principaux, intervenants ou appelants, dispensés de verser une caution ou un dépôt judiciaire, aux termes de l'article 2 de la présente convention ou en vertu des lois en vigueur dans l'Etat où l'action est intentée, sont condamnés par un des tribunaux des Parties contractantes aux dépens du procès, la décision sera exécutoire sur le territoire de l'autre Etat contractant, suivant les dispositions de l'article 9, tout comme les décisions de ses propres tribunaux.

2. La requête sera accompagnée du texte de la décision judiciaire, suivi d'une déclaration du tribunal qui l'a prise, attestant qu'elle est passée en force de chose jugée. Le demandeur joindra également la traduction de ces documents, conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente convention.

3. Il ne sera pas nécessaire d'entendre les parties, sous réserve toutefois de l'opposition de la partie condamnée lorsque cette opposition est admise par les lois de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu.

4. Les mêmes dispositions s'appliqueront aussi aux décisions judiciaires qui fixeront ultérieurement à une somme plus élevée les frais de procès.

CHAPITRE III.

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 4.

1. L'assistance judiciaire gratuite sera accordée aux ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie d'après les mêmes prescriptions que celles en vigueur pour ses ressortissants.

2. Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé par les tribunaux ou autorités de l'une des Parties contractantes à l'une des parties en cause, celle-ci en jouira également pour les diverses procédures relatives à la même affaire devant les tribunaux de l'autre Etat contractant, y compris les actes d'exécution.

Article 5.

1. Les certificats d'indigence seront délivrés par les autorités de l'Etat où la personne qui le réclame a sa résidence ordinaire, et, à défaut, par les autorités du lieu où elle séjourne actuellement.

2. Si elle ne séjourne pas sur le territoire de l'une des Parties contractantes et que les autorités du lieu de sa résidence effective ne lui délivrent ou ne confirment pas ledit certificat, il suffira d'un certificat délivré ou confirmé par le représentant diplomatique ou agent consulaire de son Etat.

interveners, to give any security or make any deposit whatever on the ground that they are foreigners or that they possess no domicile or residence in the country in question.

2. The same provision shall apply to security given for legal costs by plaintiffs or interveners. This also applies to set-offs and counterclaims.

3. The Nationals of either of the Contracting Parties living outside the territory of the other Party shall enjoy the same right, but they shall be bound, on commencing proceedings, to give the name of a person residing in that territory who is empowered to accept service of all legal documents on their behalf.

Article 3.

1. Should the plaintiff or intervener or appellant, being exempted, in virtue of Article 2 of this Convention or by the laws in force in the State in which the action is brought, from giving security or paying a deposit into court, be ordered by the courts of one of the Contracting Parties to pay the costs of the action, such judgment shall be enforceable in the territory of the other Contracting State, in accordance with the provisions of Article 9, in the same manner as the judgments of the Courts of that State.

2. The request shall be accompanied by the text of the legal judgment and by a certificate from the court giving the judgment, to the effect that it is *res judicata*. The applicant must also attach a duly-certified translation of these documents in accordance with Article 10 of the present Convention.

3. The parties need not be heard, but the unsuccessful party may oppose the judgment if such right is recognised by the laws of the State in which the judgment is to be executed.

4. The same provisions shall also apply to judicial decisions subsequently fixing the costs of the action at a larger sum.

CHAPTER III.

FREE LEGAL AID.

Article 4.

1. Free legal aid shall be granted to nationals of either of the Contracting Parties in the territory of the other Party according to the regulations in force for its own nationals.

2. If free legal aid has been granted by the competent authorities to a national of one of the two States, he shall enjoy the same treatment before the Courts of the other Contracting State, with respect to all matters of procedure, including judicial documents, relating to the same case.

Article 5.

1. Certificates of indigence shall be issued by the authorities of the State in which the applicant's habitual residence is situated, or, failing such residence, by the authorities of the place in which he is for the time being resident.

2. Should the applicant not be resident in the territory of either of the Contracting Parties, and should the authorities of his actual place of residence not issue or endorse the said certificate for him, it will be sufficient if a certificate is issued or endorsed by the diplomatic representative or consular agent of the country to which the applicant belongs.

3. Si elle n'a pas de résidence dans l'Etat où elle réclame l'assistance gratuite, le certificat d'indigence sera légalisé, sans frais, par le représentant diplomatique ou l'agent consulaire de l'Etat où elle veut s'en servir.

Article 6.

1. Si la partie en cause, ayant son domicile ou sa résidence habituelle sur le territoire de l'un des Etats contractants, désire bénéficier de l'assistance gratuite dans un procès dont doivent être saisis les tribunaux de l'autre Etat, elle pourra présenter sa demande pour obtenir un certificat d'indigence aux tribunaux (autorités) compétents de son domicile ou de sa résidence habituelle.

2. Sur la base du certificat d'indigence ainsi obtenu, l'instance compétente de l'autre Etat contractant accordera l'assistance gratuite dans le procès dont elle est saisie.

Article 7.

1. L'autorité compétente, pour délivrer ou confirmer le certificat d'indigence, pourra s'informer auprès des autorités de l'autre Partie contractante de la situation de fortune de celui qui le réclame.

2. L'autorité qui statue sur la demande d'assistance judiciaire gratuite pourra, dans les limites de ses attributions officielles, vérifier les certificats et les renseignements fournis.

CHAPITRE IV.

SIGNIFICATION D'ACTES ET EXECUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 8.

L'assistance judiciaire réciproque, prévue aux articles 8 à 14, comprendra :

a) La signification d'actes en matière de droit civil et commercial, ainsi qu'en matière de juridiction non contentieuse ;

b) L'exécution des commissions rogatoires en matière de droit civil et commercial et en matière de juridiction non contentieuse.

Article 9.

1. Les requêtes en signification d'actes et les commissions rogatoires seront transmises directement par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant à celui de l'Etat requis. Ce dernier Ministère se chargera de transmettre les requêtes aux autorités compétentes. Si l'autorité requise n'est pas compétente en l'espèce, le Ministère de la Justice saisi informera celui de l'autre Etat de l'autorité compétente à laquelle la requête a été transmise.

2. Le Ministère requis retournera les actes, qu'ils aient été exécutés ou non.

Article 10.

Les demandes d'actes et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant et accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. La traduction

3. If the applicant is not resident in the State in which he is claiming free legal aid, the certificate of indigence shall be legalised free of charge by the diplomatic or consular agent of the State in which he desires to make use of the said certificate.

Article 6.

1. If a party to a case has his domicile or habitual residence in the territory of one of the Contracting States and desires to obtain free legal aid in a suit which must be brought before the Courts of the other State, he may submit his request for a certificate of indigence to the competent court or authority of the place in which he has domicile or his habitual residence.

2. The competent authorities of the other Contracting State shall accept a certificate of indigence obtained in this way as ground for granting legal aid in the action brought before them.

Article 7.

1. The authority competent to issue or endorse the certificate of indigence may make enquiries of the authorities of the other Contracting Party with regard to the financial position of the applicant.

2. The authority appointed to deal with the application for free legal aid shall be entitled, within the limits of its competence, to verify the accuracy of the certificate and the information submitted.

CHAPTER IV.

SERVICE OF DOCUMENTS AND EXECUTION OF LETTERS ROGATORY.

GENERAL PROVISIONS.

Article 8.

The reciprocal judicial assistance provided for in Articles 8-14 shall include :

(a) The service of documents in civil and commercial cases and also in the case of non-contentious jurisdiction;

(b) The execution of letters rogatory in civil and commercial cases and also in the case of non-contentious jurisdiction.

Article 9.

1. Requests for service of documents and letters rogatory shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to. The latter shall be responsible for forwarding the requests to the competent authorities. If the authority applied to is not the competent authority in the particular case, the Ministry of Justice applied to shall inform the Ministry of Justice of the other State to what competent authority the application has been transmitted.

2. The Ministry applied to shall return the documents whether the application has been complied with or not.

Article 10.

Requests for service of documents and letters rogatory shall be drafted in the official language of the applicant State and be accompanied by a translation in the language of the State applied to.

sera établie ou déclarée conforme par l'autorité compétente ou par un interprète officiel de l'une des Parties contractantes. L'autorité requise pourra, sur demande de l'autorité requérante, et aux frais de celle-ci, pourvoir à la traduction.

Article 11.

Significations.

1. Les actes à signifier seront rédigés dans la langue de l'autorité requérante.
2. La requête qui accompagnera les actes indiquera les noms et qualités des parties en cause, la nature de l'acte à signifier, l'autorité dont il émane et l'adresse du destinataire. Les actes à signifier seront munis de la signature et du sceau de l'autorité requérante ; ils n'auront pas besoin d'être légalisés.
3. Les significations seront effectuées par l'autorité compétente, dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requis. A l'exception des cas prévus à l'alinéa 4 du présent article, cette autorité pourra se contenter de remettre simplement l'acte au destinataire, si ce dernier l'accepte.
4. Sur demande expresse de l'autorité requérante, on pourra appliquer une forme spéciale, à condition qu'elle ne soit pas contraire aux lois de l'Etat requis. Dans ce cas, il sera joint à l'acte une traduction dans la langue officielle de l'Etat requis. Sur demande, cette traduction pourra être établie, par les soins de l'Etat requis, aux frais de l'Etat requérant.
5. La signification des actes pourra être refusée seulement dans le cas où l'Etat sur le territoire duquel elle doit être faite, l'a jugée de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.
6. La preuve de la signification se fera au moyen d'un accusé de réception du destinataire, daté, ou d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme, la date et le lieu de la signification. Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, l'accusé de réception ou l'attestation sera fait sur l'un des deux exemplaires, ou y sera annexé.
7. Au cas où la signification n'aurait pas été faite, l'Etat requérant en sera immédiatement avisé et les raisons lui en seront données.

Article 12.

Chacune des Parties contractantes pourra signifier les actes judiciaires à ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Partie, directement et par les soins des agents diplomatiques ou consulaires, mais sans menace ni emploi de contrainte.

Article 13.

Commissions rogatoires.

1. Les commissions rogatoires et les pièces jointes seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant et accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis. L'autorité requise, sur demande de l'autorité requérante, et aux frais de celle-ci, devra pourvoir à la traduction. La commission rogatoire contiendra l'indication de l'objet et, le cas échéant, un bref exposé de l'affaire. Elle indiquera le nom des parties en cause, leur domicile ou leur résidence habituelle, et, le cas échéant, éventuellement les noms et les adresses des témoins à entendre. La commission rogatoire et la traduction devront porter la signature et le sceau de l'autorité qui les envoie. Elles n'auront pas besoin d'être légalisées.
2. Les demandes de significations d'actes et les commissions rogatoires seront effectuées dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requis. Néanmoins, sur demande expresse de l'autorité requérante, on pourra appliquer une forme spéciale, à condition qu'elle ne soit pas contraire aux lois de l'Etat requis.

The translation shall be made or certified correct by the competent authority or by an official interpreter of one of the Contracting Parties. The authority applied to may, at the request of the applicant authority and at the latter's expense, cause a translation to be made.

Article 11.

Service of Documents.

1. Documents for service shall be drafted in the language of the applicant authority.
2. The request accompanying the documents shall give the names and descriptions of the parties to the suit, the nature of the document to be served, the authority from whom the document emanates, and the address of the recipient. Documents for service must bear the signature and seal of the applicant authority. They need not be legalised.
3. Service shall be effected by the competent authority, in the manner laid down by the laws of the State applied to. Except in the cases provided for in paragraph 4 of the present Article, the said authority may limit its action to handing the document to the recipient if he is willing to accept it.
4. At the express desire of the applicant authority a special form may be employed, provided it is not contrary to the laws of the State applied to. In such cases a translation in the official language of the State applied to shall be attached to the document. If requested, this translation may be made by the State applied to, at the expense of the applicant State.
5. Service of documents may only be refused if the State in which the action is to be taken considers it such as to affect its sovereignty or safety.
6. Proof of service shall be furnished either by a dated receipt from the addressee or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service. If the document to be served has been forwarded in duplicate, the receipt or certificate shall appear on one of the two copies or be attached thereto.
7. Should service not have been effected, the applicant State shall be immediately notified and informed of the reasons therefor.

Article 12.

Each of the Contracting Parties may serve legal documents on its nationals residing in the territory of the other Party direct through its diplomatic or consular agents, but it may not have recourse to threats or compulsion.

Article 13.

Letters rogatory.

1. Letters rogatory and papers attached thereto shall be drawn up in the official language of the applicant State and accompanied by a translation in the official language of the State applied to. The authority applied to may provide a translation at the desire of the applicant authority. The letters rogatory shall state their purpose and, if necessary, give a short summary of the case. They shall give the names of the parties to the suit, their domiciles or habitual residences, and the names and addresses of any witnesses to be heard. The letters rogatory and the translation shall bear the sign and seal of the authority despatching them. They need not be legalised.

2. Requests for service of documents and letters rogatory shall be complied with in the manner laid down by the laws of the State applied to. Nevertheless, at the express desire of the applicant authority a special form may be employed, provided it is not contrary to the laws of the State applied to.

3. Conformément aux dispositions de l'article 9, l'autorité requérante sera informée, si elle le demande, du lieu et de la date où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que les parties intéressées soient en mesure d'y assister.

4. L'autorité requise, saisie d'une demande d'assistance judiciaire, appliquera, pour y donner suite, les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une pareille demande des autorités de son propre pays.

5. L'exécution d'une commission rogatoire pourra être refusée seulement lorsque la mesure à prendre n'est pas du ressort des instances judiciaires dans l'Etat requis, ou que l'Etat dans lequel elle doit être prise, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

6. Lorsqu'une commission rogatoire n'aura pas été exécutée, l'Etat requérant en sera immédiatement avisé et les raisons lui en seront données.

Article 14.

Frais d'assistance judiciaire.

1. Pour les significations d'actes et l'exécution des commissions rogatoires, il ne sera perçu aucune taxe et le remboursement des dépenses, de quelque nature qu'elles soient, ne sera pas demandé. Feront toutefois exception, les sommes payées par l'Etat requis aux témoins et experts, ainsi que les frais qui pourraient résulter de la demande d'emploi d'une forme spéciale de procédure. Ces frais seront remboursés sans retard par l'Etat requérant, que le remboursement soit ou non obtenu des parties intéressées.

2. L'assistance judiciaire ne pourra être refusée pour le motif que l'autorité requérante n'a pas déposé une somme suffisante pour couvrir les frais qui doivent être remboursés aux termes de l'alinéa 1.

3. Les frais de poste seront supportés par l'autorité requérante.

CHAPITRE V.

LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES ACTES.

Article 15.

1. Les actes rédigés, délivrés ou légalisés par un tribunal, s'ils sont revêtus du sceau officiel, n'auront pas besoin, pour servir devant les autorités de l'autre Partie contractante, d'autre légalisation.

2. Les actes rédigés, délivrés ou légalisés par une administration centrale ou par une autre autorité équivalente, s'ils sont revêtus du sceau officiel, n'auront pas besoin, pour servir devant les autorités de l'autre Partie contractante, d'autre légalisation, si cette autorité figure dans la liste jointe à la présente convention. Cette liste pourra, d'ailleurs, être modifiée ou complétée à la suite d'un accord des Parties contractantes.

3. Les actes rédigés, ou légalisés par devant un notaire public, devront, pour pouvoir servir comme il est dit à l'alinéa 1, être légalisés par le tribunal.

Article 16.

Les actes publics rédigés sur le territoire de l'une des Parties contractantes et produits par devant les tribunaux de l'autre Etat contractant auront la force probante qui leur appartient en vertu des lois de l'Etat où ils ont été rédigés. Toutefois, il ne pourra leur être reconnu une force probante plus étendue que celle qui leur est attribuée par les lois de l'Etat devant les tribunaux duquel le procès est pendant.

3. In accordance with the provisions of Article 9, the applicant authority shall, if it so desire, be notified of the date and place at which the action applied for is to be taken, in order that the interested parties may be able to attend or be represented.

4. The authority applied to shall, when complying with the request, employ the same means of compulsion as it would employ in order to carry out a similar request from the authorities of its own country.

5. Execution of letters rogatory may only be refused if the measure to be taken is not within the competence of the judicial authorities in the State applied to, or if the State in which the action is to be taken considers it such as to affect its sovereignty or safety.

6. When letters rogatory are not executed, the applicant State shall immediately be notified and informed of the reasons therefor.

Article 14.

Costs of Judicial Assistance.

1. No fee may be charged for the service of documents or the execution of letters rogatory and no claim may be made for repayment of expenses of any kind whatever. Nevertheless, sums paid to witnesses and experts by the State applied to, and also any costs resulting from a request for the use of a special form of procedure, shall be repaid without delay by the applicant State, whether or not payment is obtained from the parties concerned.

2. Judicial assistance may not be refused on the ground that the party making the request has not deposited a sufficient sum to cover the expenses to be repaid in accordance with paragraph 1.

3. The cost of postage shall be borne by the applicant authority.

CHAPTER V.

LEGALISATION OF DOCUMENTS AND ADMISSIBILITY AS EVIDENCE.

Article 15.

1. Documents drawn up, issued or legalised by a court shall not, if the official seal has been affixed thereto, require any other legalisation for submission to the authorities of the other Contracting Party.

2. Documents drawn up, issued or legalised by a central administration or any other equivalent administrative authority shall not, if the official seal has been affixed thereto, and if that authority appears in the list attached to the present Convention, require any other legalisation for submission to the authorities of the other Contracting Party. Alterations and additions may be made to this list by agreement between the Contracting Parties.

3. Documents drawn up or legalised before a notary public must be legalised by a court if they are to be used as indicated in paragraph 1.

Article 16.

The admissibility as evidence of public documents drawn up in the territory of one of the Contracting Parties shall be determined in proceedings before the courts of the other Contracting Party according to the laws of the State in which they were drawn up. Nevertheless, they shall not be given any wider measure of recognition than that accorded to them under the laws of the State before whose courts the suit is pending.

CHAPITRE VI.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ATTESTATIONS DE PRESCRIPTIONS LÉGALES.

Article 17.

1. Les Ministères de la Justice des deux Parties contractantes se fourniront, sur demande, des informations concernant le droit en vigueur sur le territoire de leur Etat.

2. La demande devra préciser exactement les dispositions légales au sujet desquelles les renseignements sont désirés.

CHAPITRE VII.

PROCÉDURE DE FAILLITE.

Article 18.

Dans les procédures de faillite et de concordat qui seront ouvertes sur le territoire de l'un des Etats contractants, les créanciers ressortissants de l'autre Etat seront traités comme les créanciers nationaux.

Article 19.

1. Si la procédure de faillite a été ouverte à l'égard des biens de ressortissants de l'autre Etat contractant, il conviendra d'en avertir sans délai le tribunal compétent de son pays, si ce tribunal est connu, et l'autorité consulaire ou, à défaut, un autre représentant. Ceux-ci informeront le plus tôt possible le tribunal saisi de la faillite, s'il existe — pour autant qu'ils en ont officiellement connaissance — sur le territoire de leur Etat des biens mobiliers ou immobiliers appartenant au failli.

2. S'il y a lieu de supposer qu'il y ait sur le territoire de l'autre Etat des créanciers intéressés, il conviendra d'envoyer au tribunal, éventuellement à l'autorité consulaire ou à un autre représentant, outre l'avertissement mentionné ci-dessus, une copie de l'avis public concernant l'ouverture de la faillite, pour la publication dans les journaux destinés à cet effet.

3. Si un tribunal de l'un des Etats contractants a ouvert une procédure de faillite et que le failli ait des biens mobiliers sur le territoire de l'autre Etat contractant, sans y avoir son domicile (siège), les autorités de celui-ci prendront, sur la demande dudit tribunal, les mesures nécessaires pour s'en assurer et procéderont à leur inventaire. A partir du jour où l'autorité compétente de l'autre Partie contractante aura été saisie d'une telle demande, il ne sera plus possible d'y acquérir aucun droit de propriété, de gage et de rétention sur les biens mobiliers du failli.

4. Les tribunaux de l'Etat contractant où les biens se trouvent décideront quels sont les objets à exclure ou à séparer de l'actif mobilier de la masse de la faillite. Le reste des biens mobiliers sera remis aux tribunaux compétents de l'autre Partie contractante.

CHAPTER VI.

LEGAL INFORMATION AND STATEMENT OF LEGAL PROVISIONS.

Article 17.

1. The Ministry of Justice of either Contracting Party shall, if required to do so, furnish the Ministry of Justice of the other with information concerning the law in force in the territory of its own State.
2. The request must state exactly the legal provisions concerning which information is desired.

CHAPTER VII.

PROCEEDINGS IN BANKRUPTCY.

Article 18.

In bankruptcy and composition proceedings instituted in the territory of one of the Contracting States, creditors who are nationals of the other State shall be treated in the same way as creditors who are nationals of the State in question.

Article 19.

1. If proceedings in bankruptcy have been instituted against the property of a national of the other Contracting State, the competent court of his country, if that court is known, and the nearest consular authority, or in default thereof, another representative, must be notified immediately. These authorities in their turn shall, as soon as possible, notify the court hearing the bankruptcy case, if they have been officially informed, whether the bankrupt possesses movable or immovable property in the territory of their State.
2. Should there be reason to suppose that there are creditors interested residing in the territory of the other State, a copy of the public notice concerning the opening of bankruptcy proceedings, in addition to the notice mentioned above, must be sent to the court, or to the consular authority or other representative as the case may be, for insertion in the gazettes intended for that purpose.
3. If a court of one of the Contracting Parties has opened bankruptcy proceedings, and if the bankrupt, though possessing movable property in the territory of the other Contracting State does not have his residence (chief place of business) there, the authorities of that State shall, at the request of the said court, take the necessary measures to conserve the estate and draw up an inventory. As from the date on which the competent authority of the other Contracting Party is notified of such a request, it shall no longer be possible to acquire in its territory any right of property, pledge or lien in respect of the bankrupt's movable property.
4. The courts of the Contracting State in which the property is situated shall decide what articles are to be excluded or separated from the movable assets of the estate in bankruptcy. The remainder of the movable property shall be delivered to the competent courts of the other Contracting Party.

Article 20.

1. Les effets de la déclaration de faillite prononcée par l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes n'atteignent pas les biens immeubles du failli, situés sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. Les informations éventuelles fournies en vertu de l'alinéa 1 de l'article 19 sur l'existence de biens immobiliers, ne portent pas atteinte à la disposition précédente.

CHAPITRE VIII.

EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES TITRES EXÉCUTOIRES.

Article 21.

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à autoriser et à poursuivre l'exécution, sur son territoire, des titres énumérés ci-dessous, émanant des autorités de l'autre Partie contractante et constituant des titres exécutoires aux termes des lois en vigueur sur le territoire de cette Partie.

2. Cette disposition ne s'applique pas aux décisions judiciaires prises en matière de droit de propriété, ou d'autres droits immobiliers, et concernant des biens situés sur le territoire de l'Etat requis.

Article 22.

1. Seront considérés comme titres exécutoires :

a) Les sentences, les ordres (mandats de payer), les arrêts et autres décisions des tribunaux civils de toutes sortes, y compris les tribunaux de commerce, pour autant qu'ils sont certifiés conformes et que, d'après la législation de l'Etat requérant, ils ne sont plus sujets à aucune voie de recours ayant effet dilatoire ; il en sera de même quant aux sentences rendues en matière pénale et concernant les dédommagements des parties lésées et les frais de procédure ;

b) Les transactions conclues devant les tribunaux mentionnés ci-dessus, si elles sont certifiées conformes et munies d'une attestation du tribunal les déclarant exécutoires ;

c) Les sentences et les décisions d'arbitres ou des tribunaux d'arbitrage, dans la mesure où, aux termes de la loi ou suivant un compromis écrit des parties, conclu dans les formes légales, l'arbitre ou le tribunal d'arbitrage sont autorisés à juger.

2. Ces sentences, décisions ou transactions devront être munies d'une attestation du tribunal de première instance dans le ressort duquel l'arbitre ou le tribunal d'arbitrage ont prononcé la sentence ou la décision, ou dans le ressort duquel la transaction a été conclue, le certifiant conforme et affirmant qu'aucune voie de recours avec effet dilatoire n'est plus recevable.

Article 23.

L'autorisation d'exécution et l'exécution elle-même seront réglées par les prescriptions en vigueur dans l'Etat où elles doivent avoir lieu, à moins que la présente convention n'y apporte des dérogations.

Article 24.

1. La demande d'autorisation et d'exécution sera adressée par le demandeur au tribunal d'où émane le titre. Lorsqu'il s'agira de l'exécution d'un titre émanant d'un tribunal d'arbitrage ou d'un arbitre, la demande sera adressée au tribunal de première instance visé à l'article 22, alinéa 2.

Article 20.

1. The declaration of bankruptcy made by the competent authority of either of the Contracting Parties shall not affect the bankrupt's immovable property situated in the territory of the other Contracting Party.

2. This provision shall not be affected by any notifications concerning the existence of immovable property, as provided for in Article 19, paragraph 1.

CHAPTER VIII.

RECIPROCAL EXECUTION OF JUDGMENT CLAIMS.

Article 21.

1. Both Contracting Parties undertake to authorise and provide for the enforcement in their territory of the claims mentioned below, made under judgments delivered by the authorities of the other Contracting Party and constituting judgment claims in accordance with the laws in force.

2. This clause shall not apply to judicial decisions given in respect of rights of ownership or other rights over real property in the territory of the State applied to.

Article 22.

1. The following shall be held to constitute judgment claims :

(a) Judgments, payment orders, warrants and other decisions of the civil courts of every kind, including commercial courts, if they are authenticated and if, under the laws of the applicant State, they are no longer subject to interlocutory appeal. The same shall apply to judgments in criminal cases and to awards of damages to injured parties and costs of proceedings ;

(b) Arrangements entered into before the courts mentioned above, if they are authenticated and certified by the court to be enforceable ;

(c) Awards and decisions given by arbitrators or by courts of arbitration, if, in accordance with law or with a written agreement between the parties, concluded in legal form, the arbitrator or court of arbitration is authorised to give a decision.

2. Such awards, decisions or arrangements must be accompanied by an attestation by the court of first instance within whose jurisdiction the arbitrator or court of arbitration gave the award or decision or within whose jurisdiction the arrangement was entered into, certifying that they are correct and stating that no further interlocutory appeal can be admitted.

Article 23.

Unless otherwise provided in the present Convention, the authorisation of enforcement and enforcement itself shall be governed by the regulations in force in the State in which they are to be effected.

Article 24.

1. The request for authorisation of enforcement and enforcement itself shall be made by the applicant to the court which delivered the judgment. In the case of the enforcement of an award of a court of arbitration or an arbitrator, the request shall be made to the court of first instance mentioned in Article 22, paragraph 2.

2. Ces tribunaux transmettront sans retard, par la voie du Ministère de la Justice, au tribunal compétent la demande d'autorisation d'exécution, après l'avoir munie des attestations prévues à l'article 22 et y avoir joint les autres documents nécessaires.

3. La partie intéressée sera pourtant libre de saisir directement de sa demande d'autorisation et d'exécution le tribunal compétent de l'autre Etat contractant.

4. Le tribunal compétent examinera, sur la base des pièces reçues, si toutes les conditions sont remplies pour autoriser l'exécution. Cet examen, qui devra être terminé au plus tard dans un délai de trente jours à compter du jour où le tribunal a reçu les actes, devra avoir uniquement pour objet d'établir :

a) Si la compétence du tribunal qui a jugé l'affaire peut être considérée comme fondée d'après les lois de l'Etat où le titre exécutoire a été établi. Dans ce cas, il suffira que, d'après les prescriptions sur la compétence judiciaire en vigueur dans l'Etat saisi de la demande d'autorisation et d'exécution, aucun tribunal de l'Etat saisi n'ait été exclusivement compétent pour juger l'affaire en question ;

b) S'il s'agit d'un titre exécutoire aux termes de l'article 22 ;

c) Si le défendeur a été, toutes les fois que la loi l'exige, dûment assigné pour prendre part à la procédure, et notamment si soit la demande ou la requête, soit la sentence, ou la décision formant le titre exécutoire, lui a été dûment signifiée ; dans le cas où le jugement aurait été rendu par défaut, le tribunal devra, lorsque le défendeur le demande, constater si ce dernier n'a pas été mis dans l'impossibilité, par une irrégularité de procédure ; de participer au procès ou de s'y faire représenter valablement. La Cour peut entendre sur ces points la partie contre laquelle la requête est dirigée, ou son représentant ;

d) Si l'exécution n'a pas pour but un acte interdit d'après les lois en vigueur dans l'Etat requis, ou ne vise pas à faire connaître un état de droit ou à satisfaire à une réclamation contraires à la souveraineté de l'Etat requis ou aux bonnes mœurs, ou qui, d'après les lois de l'Etat requis, ne peuvent faire l'objet d'une action en justice ou sont inexécutables.

5. Ni le tribunal qui autorise l'exécution ni celui qui l'effectue, ne sont en droit d'examiner le fond de l'affaire.

Article 25.

1. Le tribunal compétent pour autoriser l'exécution accordera, conformément à ses lois, les mesures provisoires (mesures de sûreté) nécessaires pour assurer les droits résultant du titre exécutoire à l'égard de la personne contre laquelle l'exécution est demandée, tant dans son propre ressort que dans celui d'autres tribunaux du même pays où se trouvent ses biens.

2. Ces mesures ne pourront être révoquées que si cette personne fournit une garantie suffisante pour satisfaire à tous les droits découlant du titre exécutoire.

Article 26.

Exécution conservatoire.

Avant même que les titres prévus à l'article 22 soient devenus définitifs, ou que les délais prévus pour l'accomplissement soient écoulés, le tribunal compétent pour autoriser l'exécution pourra, sur demande faite dans la forme prescrite, accorder des mesures conservatoires conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat requis.

Article 27.

Mesures provisoires (conservatoires).

Des mesures provisoires (conservatoires) seront accordées, même au cours du procès, à la demande de la partie dont les intérêts se trouvent menacés, même si un tribunal de l'autre Etat est compétent pour statuer dans l'affaire en question.

2. These courts shall immediately transmit the request for authorisation and enforcement to the competent court through the Ministry of Justice, after having attached the attestations provided for in Article 22, together with the other necessary documents.

3. The interested party shall, however, be at liberty to submit the request for authorisation and enforcement direct to the competent court of the other Contracting Party.

4. The court competent to authorise the execution shall determine, on the basis of the documents received, whether all the conditions necessary for authorisation have been fulfilled. This investigation, which must be completed at latest within thirty days from the date on which the court receives the documents, shall be restricted to the following points :

(a) Whether the court which tried the case can be regarded as competent under the laws of the State in which the judgment claim was established. In that case it will be sufficient if, in accordance with the provisions concerning jurisdiction in force in the State to which the request for authorisation and execution has been made, no court of that State had exclusive competence to try the case in question ;

(b) Whether the case concerns judgment claim within the meaning of Article 22 ;

(c) Whether the defendant has been duly summoned, should the law so require, to attend the proceedings, and especially whether the application or request, or the award or decision constituting the judgment claim, has been duly served on him. If judgment was given by default, the court must, should the defendant so request, ascertain whether the latter was not prevented by an irregularity of procedure from taking part in the case or from being properly represented. As regards these points the court may hear the party against whom the claim is to be enforced, or his representative ;

(d) Whether the purpose of enforcement is not to obtain an act which is prohibited under the laws in force in the State in which enforcement is to take place, or to secure recognition of a legal position or obtain satisfaction for a claim which is inconsistent with the sovereignty of the State applied to or contrary to public morals, or which, under the laws of the State applied to, cannot form the subject of an action at law or cannot be enforced.

5. Neither the Court which authorises enforcement nor that which carries it out shall be entitled to examine the merits of the case.

Article 25.

1. The Court competent to authorise enforcement shall, in conformity with the laws of the country, allow provisional measures (measures of custody) to be taken in order to safeguard the rights arising out of the judgment claim with respect to the person against whom enforcement is requested, and this shall be done not only within its own area of jurisdiction but also within the areas of other courts of the same country in which his property is situated.

2. These measures may only be revoked if the person in question provides sufficient surety to meet all the claims arising out of the judgment.

Article 26.

Enforcement as a measure of conservancy.

Even before the orders of the courts referred to in Article 22 have become final or the period laid down for enforcement has expired, the court competent to authorise enforcement may, upon application being made in the manner prescribed, allow enforcement as a measure of conservancy in accordance with the regulations in force in the State applied to.

Article 27.

Provisional Measures (of Conservancy).

Provisional measures (of conservancy) shall be granted during the hearing at the request of the party whose interests are liable to be affected, even if a Court of the other State is competent to try the case.

CHAPITRE IX.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.

La présente convention, rédigée en langues tchécoslovaque et bulgare, les deux textes faisant également foi, sera ratifiée, et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Prague.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Sofia, le 15 mai 1926.

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) D^r Emil SPIRA.

(L. S.) A. D. BOUROV.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires des Parties contractantes, en signant la Convention entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Bulgarie relative à la protection et à l'assistance judiciaires réciproques, en matière de droit civil et commercial, déclarent s'être mis d'accord sur les points suivants :

1^o Au sens de la présente convention, le terme « tribunaux » comprend également les offices de tutelle et de curatelle (« *úřady poručenské* » - « *opatrovnické* ») en Slovaquie et en Russie sub-carpathique.

2^o Afin de faciliter la connaissance réciproque des circonscriptions judiciaires, les Parties contractantes se communiqueront la liste de leurs tribunaux d'appel, ainsi que des tribunaux de première instance qui en dépendent ; une carte géographique indiquant le siège des tribunaux des diverses instances sera, autant que possible, jointe à la liste.

3^o Les Parties contractantes se mettront d'accord pour établir le formulaire — rédigé dans les langues officielles des deux Etats — accompagnant les demandes de signification d'actes.

4^o Les dispositions de l'article 15, alinéa 1, ne s'étendent pas aux actes rédigés, délivrés ou légalisés par les tribunaux ecclésiastiques.

5^o Les « *Izplnitelni listove* » (« lettres d'exécution ») délivrés par les tribunaux bulgares conformément à la législation sur les lettres de change, seront compris dans la liste des titres exécutoires énoncés à l'article 22, alinéa 1 a).

6^o Ce protocole fait partie intégrante de la présente convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé un protocole additionnel.

Fait en double à Sofia, le 15 mai 1926.

Bohdan PAVLŮ.

D^r Emil SPIRA.

A. D. BOUROV.

CHAPTER IX.

FINAL PROVISIONS.

Article 28.

The present Convention, which is drawn up in the Czechoslovak and Bulgarian languages, both texts being equally authentic, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Sofia, May 15, 1926.

(L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) A. D. BOUROV.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Contracting Parties, on proceeding to sign the Convention between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Bulgaria concerning reciprocal judicial protection and assistance in matter of civil and commercial law, declare their agreement on the following points :

(1) The term “ *Courts* ”, when used in the present Convention, shall also include the offices for wardship and committeeship (“ *úřady poručenské* ” - “ *opatrovnické* ”) in Slovakia and Sub-Carpathian Russia.

(2) In order better to acquaint each other with the judicial divisions, the Contracting Parties shall communicate to each other a list of their Courts of Appeal and of the Courts of First Instance dependent on the same. This list shall as far as possible be accompanied by a map showing the seats of the Courts of the various instances.

(3) The Contracting Parties shall agree upon the forms — drawn up in the official languages of the two States — to be employed in serving documents.

(4) The provisions of Article 15, paragraph 1, shall not apply to documents drawn up, delivered or legalised by Ecclesiastical Courts.

(5) “ *Izplnitelni listove* ” (Letters of execution) issued by the Bulgarian Courts under the laws on bills of exchange shall be included in the list of judgment claims given in Article 22, paragraph 1 (*a*).

(6) This Protocol shall form an integral part of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Additional Protocol.

Done in duplicate at Sofia, May 15, 1926.

Bohdan PAVLŮ.

Dr. Emil SPIRA.

A. D. BOUROV.

LISTE

des autorités administratives dont les actes, conformément à l'article 15, alinéa 2, de la Convention entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Bulgarie, relative à la protection et à l'assistance judiciaires réciproques en matière de droit civil et commercial, n'ont pas besoin d'être légalisés.

A. POUR LES ACTES TCHÉCOSLOVAQUES :

1. Le Ministère de l'Intérieur.
L'Administration politique territoriale à Prague, Brno et Opava.
L'Administration civile de la Russie sub-carpathique à Uzhorod.
Les directions de la Police.
Les archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Le Ministère de l'Hygiène.
3. Le Ministère des Postes et Télégraphes.
L'Office des Chèques à Prague.
Les Directions des Postes et Télégraphes à Prague, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Košice.
4. Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Métiers.
L'Office des Patentes à Prague.
5. Le Ministère des Travaux publics.
6. Le Ministère des Finances.
7. Le Ministère de l'Agriculture.
8. Le Ministère de la Défense nationale.
9. Le Ministère des Sciences et de l'Instruction publique.
Les Conseils territoriaux de l'Instruction publique à Prague, Brno et Opava.
La Section du Ministère des Sciences et de l'Instruction publique à Bratislava.
La Section de l'Instruction publique auprès de l'Administration civile de la Russie sub-carpathique à Uzhorod.
10. Le Ministère des Affaires étrangères.
Les archives du Ministère des Affaires étrangères.
11. Le Ministère du Ravitaillement.
12. Le Ministère de la Justice.
13. La Présidence du Conseil des Ministres.
14. Le Ministère pour l'unification de la législation et pour l'organisation de l'administration.
15. Le Ministère (à pleins pouvoirs) pour les affaires de Slovaquie à Bratislava.
16. Le Ministère des Chemins de fer.
Les directions des chemins de fer d'Etat à Prague-Sud, Prague-Nord, Plzeň, Hradec-Králové, Brno, Olomouc, Bratislava et Košice.
17. Le Ministère de l'Assistance sociale.
18. La Cour des Comptes à Prague.
19. L'Office foncier de l'Etat à Prague.
20. Le Bureau de Statistique à Prague.
21. La Chancellerie du Président de la République à Prague.
22. La Chancellerie de la Chambre des Députés de l'Assemblée nationale à Prague.
23. La Chancellerie du Sénat de l'Assemblée nationale à Prague.

B. POUR LES ACTES BULGARES :

1. La Chancellerie de la Cour royale de Bulgarie.
2. La Chancellerie de l'Assemblée nationale.
3. La Chancellerie du Conseil des ministres.

LIST

of administrative authorities whose documents, in accordance with Article 15, paragraph 2, of the Convention between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Bulgaria, concerning reciprocal judicial protection and assistance in matters of civil and commercial law, do not require to be legalised.

A. CZECHOSLOVAKIA :

1. The Ministry of the Interior.
The Regional Political Administrative Authorities at Prague, Brno and Opava.
The Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod.
The Police Directorates.
The Archives of the Ministry of the Interior.
2. The Ministry of Health.
3. The Ministry of Posts and Telegraphs.
The Clearing House at Prague.
The General Post and Telegraph Offices at Prague, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava and Košice.
4. The Ministry of Commerce, Industry and Trades.
The Patent Office at Prague.
5. The Ministry of Public Works.
6. The Ministry of Finance.
7. The Ministry of Agriculture.
8. The Ministry of National Defence.
9. The Ministry of Science and Public Education.
The Regional Public Education Boards at Prague, Brno and Opava.
The Section of the Ministry of Science and Public Education at Bratislava.
The Section of Public Education attached to the Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod.
10. The Ministry of Foreign Affairs.
The Archives of the Ministry of Foreign Affairs.
11. The Ministry of Food.
12. The Ministry of Justice.
13. The Prime Minister's Office.
14. The Ministry for the Unification of Legislation and Organisation of Administration.
15. The Autonomous Ministry for Slovakia at Bratislava.
16. The Ministry of Railways.
The State Railway Directorates at Prague South, Prague North, Plzeň, Hradec-Králové, Brno, Olomouc, Bratislava and Košice.
17. The Ministry of Social Welfare.
18. The Audit Office at Prague.
19. The State Land Office at Prague.
20. The Statistical Office at Prague.
21. The Office of the President of the Republic at Prague.
22. The Office of the Chamber of Deputies of the National Assembly at Prague.
23. The Office of the Senate of the National Assembly at Prague.

B. BULGARIA :

1. The Chancellery of the Royal Court of Bulgaria.
2. The Office of the National Assembly.
3. The Office of the Cabinet.

4. Le Tribunal administratif suprême.
 5. La Cour des Comptes.
 6. Le Ministère des Affaires étrangères et des Cultes.
 7. Le Saint-Synode de l'Eglise bulgare.
 8. Le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène.
 9. La Direction de la Police.
 10. La Direction centrale de l'Hygiène.
 11. Le Ministère de l'Instruction publique.
 12. L'Université d'Etat à Sofia.
 13. Le Ministère des Finances.
 14. La Direction de la Dette de l'Etat.
 15. La Banque nationale bulgare.
 16. La Banque agricole bulgare.
 17. La Banque bulgare centrale des coopératives.
 18. Le Ministère de la Justice.
 19. Le Ministère de la Guerre.
 20. Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail.
 21. La Direction centrale de la Statistique.
 22. Le Ministère de l'Agriculture et des Domaines.
 23. L'Office foncier.
 24. Le Ministère des Constructions, des Routes et des Travaux publics.
 25. La Direction centrale des Routes, des Travaux publics et des Constructions.
 26. Le Ministère des Chemins de fer, des Postes et des Télégraphes.
 27. La Direction centrale des Chemins de fer et des Ports.
 28. La Direction centrale des Postes, Télégraphes et Téléphones.
 29. La Direction de l'Aéronautique.
-

4. The Supreme Administrative Court.
5. The Audit Office.
6. The Ministry of Foreign Affairs and Public Worship.
7. The Holy Synod of the Bulgarian Church.
8. The Ministry of the Interior and Health.
9. The Police Directorate.
10. The Central Health Directorate.
11. The Ministry of Education.
12. The State University at Sofia.
13. The Ministry of Finance.
14. The Public Debt Directorate.
15. The Bulgarian National Bank.
16. The Bulgarian Agricultural Bank.
17. The Central Bulgarian Co-operative Bank.
18. The Ministry of Justice.
19. The Ministry of War.
20. The Ministry of Commerce, Industry and Labour.
21. The Statistical Office.
22. The Ministry of Agriculture and Public Land.
23. The Land Office.
24. The Ministry of Public Buildings, Roads and Works.
25. The Central Directorate of Roads, Public Works and Buildings.
26. The Ministry of Railways, Posts and Telegraphs.
27. The Central Directorate of Railways and Ports.
28. The Central Directorate of Posts, Telegraphs and Telephones.
29. The Air Board.

N° 1414.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
AUTRICHE, BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE, ETC.

Convention relative à l'esclavage.
Signée à Genève, le 25 septembre
1926.

ALBANIA, GERMANY,
AUSTRIA, BELGIUM,
BRITISH EMPIRE, ETC.

Slavery Convention. Signed at Ge-
neva, September 25, 1926.

N^o 1414. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENEVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

Textes officiels en anglais et en français. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 12, le 9 mars 1927, jour de son entrée en vigueur.

L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, la BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, le CANADA, le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, L'UNION SUD-AFRICAINE, le DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE et L'INDE, la BULGARIE, la CHINE, la COLOMBIE, CUBA, le DANEMARK, L'ESPAGNE, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, la FINLANDE, la FRANCE, la GRÈCE, L'ITALIE, la LETTONIE, le LIBÉRIA, la LITHUANIE, la NORVÈGE, le PANAMA, les PAYS-BAS, la PERSE, la POLOGNE, le PORTUGAL, la ROUMANIE, le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, la SUÈDE, la TCHÉCOSLOVAQUIE et L'URUGUAY,

Considérant que les signataires de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles de 1889-90 se sont déclarés également animés de la ferme intention de mettre fin au trafic des esclaves en Afrique;

Considérant que les signataires de la Convention² de Saint-Germain-en-Laye de 1919, ayant pour objet la revision de l'Acte général de Berlin de 1885, et de l'Acte général de la Déclaration de Bruxelles de 1890, ont affirmé leur intention de réaliser la suppression complète de l'esclavage, sous toutes ses formes, et de la traite des esclaves par terre et par mer ;

Prenant en considération le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage, nommée par le Conseil de la Société des Nations le 12 juin 1924 ;

Désireux de compléter et de développer l'œuvre réalisée grâce à l'Acte de Bruxelles et de trouver le moyen de donner effet pratique, dans le monde entier, aux intentions exprimées, en ce qui concerne la traite des esclaves et l'esclavage, par les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye, et reconnaissant qu'il est nécessaire de conclure à cet effet des arrangements plus détaillés que ceux qui figurent dans cette convention ;

¹ Dépôt des ratifications : Bulgarie, 9 mars 1927 ; Danemark, 17 mai 1927 ; Empire britannique, 18 juin 1927 ; Union Sud-Africaine, 18 juin 1927 ; Australie, 18 juin 1927 ; Inde, 18 juin 1927 ; Nouvelle-Zélande, 18 juin 1927 ; Lettonie, 9 juillet 1927 ; Autriche, 19 août 1927 ; Norvège, 10 septembre 1927 ; Espagne, 12 septembre 1927 ; Finlande, 29 septembre 1927 ; Portugal, 4 octobre 1927 ; Suède 17 décembre 1927.

Adhésions : Hongrie, 16 avril 1927, avec la réserve suivante :

« Le Gouvernement royal hongrois émet, à l'égard du paragraphe 2 de l'alinéa 2 de l'article 5, l'opinion que l'application des mesures coercitives par les autorités contre les personnes qui, sans titre légal, refusent de remplir leurs engagements (devoir des serviteurs domestiques, des ouvriers agricoles, des moissonneurs) pris librement en vertu du droit civil, ne peut être considérée comme mesure amenant une situation analogue à l'esclavage, prohibée par la présente convention ; vu que, dans ces cas, il ne s'agit que de sauvegarder le terme fixé par la loi pour le congé à donner au patron, ou de faire achever complètement un travail de brève durée accepté librement par l'ouvrier. »

Haïti, 3 septembre 1927, Soudan, 15 septembre 1927 ; Nicaragua, 3 octobre 1927.

² Vol. VIII, page 25 ; vol. XXIV, page 160 ; et vol XXXV, page 298, de ce recueil.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION¹. SIGNED AT GENEVA,
SEPTEMBER 25, 1926.

English and French official texts. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 12, on March 9, 1927, the date of its entry into force.

ALBANIA, GERMANY, AUSTRIA, BELGIUM, the BRITISH EMPIRE, CANADA, the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, the UNION OF SOUTH AFRICA, the DOMINION OF NEW ZEALAND, and INDIA, BULGARIA, CHINA, COLOMBIA, CUBA, DENMARK, SPAIN, ESTONIA, ABYSSINIA, FINLAND, FRANCE, GREECE, ITALY, LATVIA, LIBERIA, LITHUANIA, NORWAY, PANAMA, THE NETHERLANDS, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SWEDEN, CZECHOSLOVAKIA and URUGUAY,

Whereas the signatories of the General Act of the Brussels Conference of 1889-90 declared that they were equally animated by the firm intention of putting an end to the traffic in African slaves ;

Whereas the signatories of the Convention² of Saint-Germain-en-Laye of 1919, to revise the General Act of Berlin of 1885, and the General Act and Declaration of Brussels of 1890, affirmed their intention of securing the complete suppression of slavery in all its forms and of the slave trade by land and sea ;

Taking into consideration the report of the Temporary Slavery Commission appointed by the Council of the League of Nations on June 12th, 1924 ;

Desiring to complete and extend the work accomplished under the Brussels Act and to find a means of giving practical effect throughout the world to such intentions as were expressed in regard to slave trade and slavery by the signatories of the Convention of Saint-Germain-en-Laye, and recognising that it is necessary to conclude to that end more detailed arrangements than are contained in that Convention ;

¹ Deposit of ratifications : Bulgaria, March 9, 1927 ; Denmark, May 17, 1927 ; British Empire, June 18, 1927 ; Union of South Africa, June 18, 1927 ; Australia, June 18, 1927 ; India, June 18, 1927 ; New Zealand, June 18, 1927 ; Latvia, July 9, 1927 ; Austria, August 19, 1927 ; Norway, September 10, 1927 ; Spain, September 12, 1927 ; Finland, September 29, 1927 ; Portugal, October 4, 1927 ; Sweden December 17, 1927.

Accessions : Hungary, April 16, 1927, with the following reservation :

“ The Royal Hungarian Government expresses with respect to point (2) of paragraph 2 of Article 5, the opinion that the application of measures of coercion by public authorities against persons who without legal justification refuse to fulfil undertakings (duties as domestic servants, agricultural labourers, or harvest labourers) entered into by them freely under the civil law, cannot be considered as a measure conducing to conditions analogous to slavery which is prohibited by the present Convention, since in such cases the sole object is to ensure the proper observance of the period of notice which the law requires to be given to the employer or to secure the completion of a task of short duration freely accepted by the workman ”.

Haiti, September 3, 1927 ; Sudan, September 15, 1927 ; Nicaragua, October 3, 1927.

² Vol. VIII, page 25 ; Vol. XXIV, page 160 ; and Vol. XXXV, page 298, of this Series.

Estimant, en outre, qu'il est nécessaire d'empêcher que le travail forcé n'amène des conditions analogues à celles de l'esclavage,

Ont décidé de conclure une convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME D'ALBANIE :

Le D^r D. DINO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Carl VON SCHUBERT, secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

M. Emerich VON PFLÜGL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant du Gouvernement fédéral auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. L. DE BROUCKÈRE, membre du Sénat, premier délégué de la Belgique à la septième Session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le très honorable vicomte CECIL OF CHELWOOD, K.C. chancelier du Duché de Lancastre.

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le très honorable sir George E. FOSTER, G.C.M.G., P.C., L.L.D., sénateur, membre du Conseil privé pour le Canada.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

L'honorable J. G. LATHAM, C.M.G., K.C., M.P., procureur général du Commonwealth.

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

M. Jacobus Stephanus SMIT, haut commissaire de l'Union à Londres.

POUR le DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'honorable sir James PARR, K.C.M.G., haut commissaire à Londres.

ET POUR L'INDE :

Sir William Henry Hoare VINCENT, G.C.I.E., K.C.S.I., membre du Conseil du secrétaire d'Etat pour l'Inde, ancien membre du Conseil exécutif du gouverneur général de l'Inde.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. D. MIKOFF, chargé d'affaires à Berne, représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations.

Considering, moreover, that it is necessary to prevent forced labour from developing into conditions analogous to slavery,

Have decided to conclude a Convention and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL OF ALBANIA :

Dr. D. DINO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Italy.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Carl VON SCHUBERT, Secretary of State for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emerich VON PFLÜGL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Representative of the Federal Government accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. L. DE BROUCKÈRE, Member of the Senate, First Delegate of Belgium to the Seventh Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Viscount CECIL OF CHELWOOD, K.C., Chancellor of the Duchy of Lancaster.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable Sir George E. FOSTER, G.C.M.G., P.C., L.L.D., Senator, Member of the King's Privy Council for Canada.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Honourable J. G. LATHAM, C.M.G., K.C., M.P., Attorney-General of the Commonwealth.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. Jacobus Stephanus SMIT, High Commissioner of the Union in London.

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir James PARR, K.C.M.G., High Commissioner in London.

AND FOR INDIA :

Sir William Henry Hoare VINCENT, G.C.I.E., K.C.S.I., Member of the Council of the Secretary of State for India, former Member of the Executive Council of the Governor-General of India.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires at Berne, Permanent Representative of the Bulgarian Government accredited to the League of Nations.

LE CHEF EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

M. CHAO-HSIN CHU, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rome.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Le D^r Francisco José URRUTIA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, représentant de la Colombie au Conseil de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. A. DE AGÜERO Y BETHANCOURT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président du Reich allemand et le Président de la République fédérale d'Autriche.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Herluf ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président du Reich allemand.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. M. Lopez ROBERTS, marquis DE LA TORREHERMOSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Le général Johan LAIDONER, député, président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense nationale.

SA MAJESTÉ L'IMPÉRATRICE REINE DES ROIS D'ETHIOPIE ET SON ALTESSE IMPÉRIALE ET ROYALE LE PRINCE RÉGENT ET HÉRITIER DU TRÔNE :

Le Dedjazmatch GUETATCHOU, ministre de l'Intérieur ;

Lidj Makonnen ENDELKATCHOU ;

Kentiba GEBROU ;

Ato TASFAE, secrétaire du Service impérial de la Société des Nations à Addis-Abeba.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Rafael W. ERICH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent de la Finlande auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Le comte B. CLAUZEL, ministre plénipotentiaire, chef du Service français de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. D. CACLAMANOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique ;

M. V. DENDRAMIS, chargé d'affaires à Berne, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

THE CHIEF EXECUTIVE OF THE CHINESE REPUBLIC :

M. CHAO-HSIN CHU, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Dr. Francisco José URRUTIA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Representative of Colombia on the Council of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

M. A. DE AGÜERO Y BETHANCOURT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the German Reich and to the President of the Austrian Federal Republic.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herluf ZAHLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the German Reich.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. M. Lopez ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

General Johan LAIDONER, Member of Parliament, President of the Committee for Foreign Affairs and National Defence.

HER MAJESTY THE EMPRESS AND QUEEN OF THE KINGS OF ABYSSINIA AND HIS IMPERIAL AND ROYAL HIGHNESS THE PRINCE REGENT AND HEIR TO THE THRONE :

Dedjazmatch GUETATCHOU, Minister of the Interior ;

Lidj Makonnen ENDELKATCHOU ;

Kentiba GEBROU ;

Ato TASFAE, Secretary of the Imperial League of Nations Department at Addis-Abeba.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Rafael W. ERICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Count B. CLAUZEL, Minister Plenipotentiary, Head of the French League of Nations Department.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. D. CACLAMANOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty.

M. V. DENDRAMIS, Chargé d'Affaires at Berne, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le professeur Vittorio SCIALOJA, ministre d'Etat, sénateur, représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Charles DUZMANS, représentant permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :

Le baron Rodolphe A. LEHMANN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. V. SIDZIKAUSKAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président du Reich allemand.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Le D^r Fridtjof NANSEN, professeur à l'Université d'Oslo.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le D^r Eusebio A. MORALES, professeur de droit à la Faculté nationale de Panama, ministre des Finances.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le jonkheer W. F. VAN LENNEP, chargé d'affaires *a. i.* des Pays-Bas à Berne.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE PERSE :

Son Altesse le prince ARFA, ambassadeur, délégué de la Perse à la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL :

Le D^r A. DE VASCONCELLOS, ministre plénipotentiaire chargé du Département de la Société des Nations au Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. N. TITULESCO, professeur à l'Université de Bucarest, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique, représentant de la Roumanie au Conseil de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Le D^r M. JOVANOVITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Professor Vittorio SCIALOJA, Minister of State, Senator, Representative of Italy on the Council of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Charles DUZMANS, Permanent Representative accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LIBERIA :

Baron Rodolphe A. LEHMANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. V. SIDZIKAUSKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the German Reich.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Dr. Fridtjof NANSEN, Professor at the University of Oslo.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. Eusebio A. MORALES, Professor of Law at the Panama National Faculty, Finance Minister.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer W. F. VAN LENNEP, Chargé d'Affaires *a.i.* of The Netherlands at Berne.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF PERSIA :

His Highness Prince ARFA, Ambassador, Delegate of Persia accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL :

Dr. A. DE VASCONCELLOS, Minister Plenipotentiary, in charge of the League of Nations Department at the Ministry for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. N. TITULESCO, Professor at the University of Bucharest, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty, Representative of Roumania on the Council of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. M. JOVANOVITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Einar HENNINGS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Ferdinand VEVERKA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. B. FERNANDEZ Y MEDINA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne.

Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Aux fins de la présente convention, il est entendu que :

1^o L'esclavage est l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux ;

2^o La traite des esclaves comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en vue de le réduire en esclavage ; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger ; tout acte de cession par vente ou échange d'un esclave acquis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi qu'en général, tout acte de commerce ou de transport d'esclaves.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en tant qu'elles n'ont pas déjà pris les mesures nécessaires, et chacune en ce qui concerne les territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle :

- a) A prévenir et réprimer la traite des esclaves ;
- b) A poursuivre la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes, d'une manière progressive et aussitôt que possible.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles en vue de prévenir et réprimer l'embarquement, le débarquement et le transport des esclaves dans leurs eaux territoriales, ainsi qu'en général, sur tous les navires arborant leurs pavillons respectifs.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier, aussitôt que possible, une convention générale sur la traite des esclaves leur donnant des droits et leur imposant des obligations de même nature que ceux prévus dans la Convention du 17 juin 1925 concernant le commerce international des armes (Articles 12, 20, 21, 22, 23, 24 et paragraphes 3, 4, 5 de la section II de l'annexe II), sous réserve des adaptations nécessaires, étant entendu que cette convention générale ne placera les navires (même de petit tonnage) d'aucune des Hautes Parties contractantes dans une autre position que ceux des autres Hautes Parties contractantes.

Il est également entendu qu'avant comme après l'entrée en vigueur de ladite convention générale, les Hautes Parties contractantes gardent toute liberté de passer entre elles, sans toutefois

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Einar HENNINGS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Ferdinand VEVERKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

M. B. FERNANDEZ Y MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain.

Who, having communicated their full powers, have agreed as follows :

Article 1.

For the purpose of the present Convention, the following definitions are agreed upon :

(1) Slavery is the status or condition of a person over whom any or all of the powers attaching to the right of ownership are exercised.

(2) The slave trade includes all acts involved in the capture, acquisition or disposal of a person with intent to reduce him to slavery ; all acts involved in the acquisition of a slave with a view to selling or exchanging him ; all acts of disposal by sale or exchange of a slave acquired with a view to being sold or exchanged, and, in general, every act of trade or transport in slaves.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake, each in respect of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage, so far as they have not already taken the necessary steps :

- (a) To prevent and suppress the slave trade ;
- (b) To bring about, progressively and as soon as possible, the complete abolition of slavery in all its forms.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to adopt all appropriate measures with a view to preventing and suppressing the embarkation, disembarkation and transport of slaves in their territorial waters and upon all vessels flying their respective flags.

The High Contracting Parties undertake to negotiate as soon as possible a general Convention with regard to the slave trade which will give them rights and impose upon them duties of the same nature as those provided for in the Convention of June 17th, 1925, relative to the International Trade in Arms (Articles 12, 20, 21, 22, 23, 24, and paragraphs 3, 4 and 5 of Section II of Annex II), with the necessary adaptations, it being understood that this general Convention will not place the ships (even of small tonnage) of any High Contracting Parties in a position different from that of the other High Contracting Parties.

It is also understood that, before or after the coming into force of this general Convention, the High Contracting Parties are entirely free to conclude between themselves, without, however,

déroger aux principes stipulés dans l'alinéa précédent, tels arrangements particuliers qui, en raison de leur situation spéciale, leur paraîtraient convenables pour arriver le plus promptement possible à la disparition totale de la traite.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance pour arriver à la suppression de l'esclavage et de la traite des esclaves.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le recours au travail forcé ou obligatoire peut avoir de graves conséquences et s'engagent, chacune en ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle, à prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amènent des conditions analogues à l'esclavage.

Il est entendu :

1^o Que, sous réserve des dispositions transitoires énoncées au paragraphe 2 ci-dessous, le travail forcé ou obligatoire ne peut être exigé que pour des fins publiques ;

2^o Que, dans les territoires où le travail forcé ou obligatoire, pour d'autres fins que des fins publiques, existe encore, les Hautes Parties contractantes s'efforceront d'y mettre progressivement fin, aussi rapidement que possible, et que, tant que ce travail forcé ou obligatoire existera, il ne sera employé qu'à titre exceptionnel, contre une rémunération adéquate et à la condition qu'un changement du lieu habituel de résidence ne puisse être imposé ;

3^o Et que, dans tous les cas, les autorités centrales compétentes du territoire intéressé assumeront la responsabilité du recours au travail forcé ou obligatoire.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions aux lois et règlements édictés en vue de donner effet aux fins de la présente convention, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies de peines sévères.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer entre elles et à communiquer au Secrétaire général de la Société des Nations les lois et règlements qu'elles édicteront en vue de l'application des stipulations de la présente convention.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de

derogating from the principles laid down in the preceding paragraph, such special agreements as, by reason of their peculiar situation, might appear to be suitable in order to bring about as soon as possible the complete disappearance of the slave trade.

Article 4.

The High Contracting Parties shall give to one another every assistance with the object of securing the abolition of slavery and the slave trade.

Article 5.

The High Contracting Parties recognise that recourse to compulsory or forced labour may have grave consequences and undertake, each in respect of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage, to take all necessary measures to prevent compulsory or forced labour from developing into conditions analogous to slavery.

It is agreed that :

(1) Subject to the transitional provisions laid down in paragraph (2) below, compulsory or forced labour may only be exacted for public purposes.

(2) In territories in which compulsory or forced labour for other than public purposes still survives, the High Contracting Parties shall endeavour progressively and as soon as possible to put an end to the practice. So long as such forced or compulsory labour exists, this labour shall invariably be of an exceptional character, shall always receive adequate remuneration, and shall not involve the removal of the labourers from their usual place of residence.

(3) In all cases, the responsibility for any recourse to compulsory or forced labour shall rest with the competent central authorities of the territory concerned.

Article 6.

Those of the High Contracting Parties whose laws do not at present make adequate provision for the punishment of infractions of laws and regulations enacted with a view to giving effect to the purposes of the present Convention undertake to adopt the necessary measures in order that severe penalties may be imposed in respect of such infractions.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other and to the Secretary-General of the League of Nations any laws and regulations which they may enact with a view to the application of the provisions of the present Convention.

Article 8.

The High Contracting Parties agree that disputes arising between them relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case either or both

Justice internationale. Si les Etats entre lesquels surgit un différend, ou l'un d'entre eux, n'étaient pas Parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que, en ce qui concerne l'application des stipulations de la présente convention ou de quelques-unes d'entre elles, son acceptation n'engage pas soit l'ensemble, soit tel des territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle, et peut ultérieurement adhérer séparément, en totalité ou en partie, au nom de l'un quelconque d'entre eux.

Article 10.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement une copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Hautes Parties contractantes, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée, et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général de la Société des Nations.

La dénonciation pourra également être effectuée séparément pour tout territoire placé sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle.

Article 11.

La présente convention, qui portera la date de ce jour et dont les textes français et anglais feront également foi, restera ouverte jusqu'au 1^{er} avril 1927 à la signature des Etats membres de la Société des Nations.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera ensuite la présente convention à la connaissance des Etats non signataires, y compris les Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, en les invitant à y adhérer.

L'Etat qui désire adhérer notifiera par écrit son intention au Secrétaire général de la Société des Nations en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives de la Société.

Le Secrétaire général transmettra immédiatement à toutes les autres Hautes Parties contractantes une copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il les a reçus.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Bureau du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en fera la notification aux Hautes Parties contractantes.

La convention produira ses effets pour chaque Etat dès la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

of the States Parties to such a dispute should not be parties to the Protocol¹ of December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the Parties and in accordance with the constitutional procedure of each State, either to the Permanent Court of International Justice or to a court of arbitration constituted in accordance with the Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to some other court of arbitration.

Article 9.

At the time of signature or of ratification or of accession, any High Contracting Party may declare that its acceptance of the present Convention does not bind some or all of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage in respect of all or any provisions of the Convention ; it may subsequently accede separately on behalf of any one of them or in respect of any provision to which any one of them is not a party.

Article 10.

In the event of a High Contracting Party wishing to denounce the present Convention, the denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the League of Nations, who will at once communicate a certified true copy of the notification to all the other High Contracting Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only have effect in regard to the notifying State, and one year after the notification has reached the Secretary-General of the League of Nations.

Denunciation may also be made separately in respect of any territory placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage.

Article 11.

The present Convention, which will bear this day's date and of which the French and English texts are both authentic, will remain open for signature by the States Members of the League of Nations until April 1st, 1927.

The Secretary-General of the League of Nations will subsequently bring the present Convention to the notice of States which have not signed it, including States which are not Members of the League of Nations, and invite them to accede thereto.

A State desiring to accede to the Convention shall notify its intention in writing to the Secretary-General of the League of Nations and transmit to him the instrument of accession, which shall be deposited in the archives of the League.

The Secretary-General shall immediately transmit to all the other High Contracting Parties a certified true copy of the notification and of the instrument of accession, informing them of the date on which he received them.

Article 12.

The present Convention will be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the office of the Secretary-General of the League of Nations. The Secretary-General will inform all the High Contracting Parties of such deposit.

The Convention will come into operation for each State on the date of the deposit of its ratification or of its accession.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leur signature.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève, le vingt-cinq septembre mil neuf cent vingt-six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations, et une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Etats signataires.

DONE at Geneva the twenty-fifth day of September, One thousand nine hundred and twenty-six, in one copy, which will be deposited in the archives of the League of Nations. A certified copy shall be forwarded to each signatory State.

ALBANIE

D. DINO

ALBANIA

ALLEMAGNE

Dr. Carl VON SCHUBERT.

GERMANY

AUTRICHE

Emerich PFLÜGL

AUSTRIA

BELGIQUE

L. DE BROUCKÈRE

BELGIUM

EMPIRE BRITANNIQUE

I declare that my signature does not bind India or any British Dominion which is a separate member of the League of Nations and does not separately sign or accede to the Convention.¹

BRITISH EMPIRE

CANADA

George Eulas FOSTER

CANADA

AUSTRALIE

J. G. LATHAM

AUSTRALIA

UNION SUD-
AFRICAINNE²

J. S. SMIT.

UNION OF
SOUTH AFRICA

NOUVELLE-ZÉLANDE

J. C. PARR

NEW ZEALAND

INDE

Under the terms of Article 9 of this Convention I declare that my signature is not binding as regards the enforcement of the provisions of Article 2, subsection (b), Articles 5, 6 and 7 of this Convention upon the following territories; namely, in Burma: the Naga tracts lying West and South of the Hukawng Valley, bounded on the North and West by the Assam boundary, on the East by the Nanphuk River and on the South by the Singaling Hkamti and the Somra Tracts; in Assam, the Sadiya and Balipara Frontier Tracts, the tribal area to the East of the Naga

INDIA

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Je déclare que ma signature n'engage ni l'Inde ni aucun des Dominions britanniques, qui font partie, à titre de membres distincts, de la Société des Nations, et qui ne signent ou n'adhèrent pas séparément à la convention.

² Cette signature engage le Sud-Ouest Africain. — This signature applies to South-West Africa.

Hills District, up to the Burma boundary, and a small tract in the South of the Lushai Hills District ; nor on the territories in India of any Prince or Chief under the *suzerainty* of His Majesty.

I also declare that my signature to the Convention is not binding in respect of Article 3 in so far as that Article may require India to enter into any Convention whereby vessels, by reason of the fact that they are owned, fitted out or commanded by Indians, or of the fact that one half of the crew is Indian, are classified as native vessels, or are denied any privilege, right or immunity enjoyed by similar vessels of other States Signatories of the Covenant or are made subject to any liability or disability to which similar ships of such other States are not subject. ¹

W. H. VINCENT.

BULGARIE

CHINE

COLOMBIE

CUBA

DANEMARK

ESPAGNE

D. MIKOFF

CHAO-HSIN CHU

Francisco José URRUTIA

Aristides DE AGÜERO BETHANCOURT

Herluf ZAHLE.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles, exception faite du Protectorat espagnol du Maroc ².

Mauricio Lopez ROBERTS

Marquis DE LA TORREHERMOSA

BULGARIA

CHINA

COLOMBIA

CUBA

DENMARK

SPAIN

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ En vertu de l'article 9 de la présente convention, je déclare que ma signature n'engage pas mon pays en ce qui concerne la mise en vigueur de l'article 2, alinéa b), des articles 5, 6 et 7 de la présente convention dans les territoires suivants, à savoir : en Birmanie, les districts de Naga qui s'étendent à l'ouest et au sud de la vallée du Hukawng, limités au nord et à l'ouest par la frontière de l'Assam, à l'est par la rivière de Nanphuk, et au sud, par le Singaling Hkamti et les districts de Somra ; dans l'Assam, les districts frontière : de Sadiya et de Balipara, le territoire situé à l'est du district des Naga Hills jusqu'à la frontière birmane, et une petite zone au sud du district des Lushai Hills ; ainsi que dans les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la *suzeraineté* de Sa Majesté.

Je déclare également que la signature que j'appose à la convention n'engage pas mon pays, en ce qui concerne l'article 3, dans la mesure où ledit article peut exiger la participation de l'Inde à une convention aux termes de laquelle des navires, parce qu'ils sont possédés, équipés ou commandés par des Indiens, ou parce que la moitié de l'équipage est composée d'Indiens, seraient classés comme navires indigènes ou se verraient refuser tout privilège, droit ou immunité reconnu : aux navires similaires des autres États signataires du Pacte, ou seraient assujettis à des charges ou à des restrictions de droits qui ne s'étendraient pas aux navires similaires desdits autres États.

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

² For Spain and the Spanish Colonies, with the exception of the Spanish Protectorate of Morocco.

ESTONIE	J. LAIDONER	ESTONIA
ETHIOPIE	GUETATCHOU MAKONNEN Kentiba GEBROU Ato TASFAE	ABYSSINIA
FINLANDE	Rafael ERICH.	FINLAND
FRANCE	B. CLAUZEL	FRANCE
GRÈCE	D. CACLAMANOS V. DENDRAMIS	GREECE
ITALIE	Vittorio SCIALOJA	ITALY
LETTONIE	Charles DUZMANS	LATVIA
LIBÉRIA	Subject to ratification by the Liberian Senate ¹ . B ^{on} R. LEHMANN	LIBERIA
LITHUANIE	Venceslas SIDZIKAUSKAS	LITHUANIA
NORVÈGE	Fridtjof NANSEN	NORWAY
PANAMA	Eusebio A. MORALES	PANAMA
PAYS-BAS	W. F. VAN LENNEP	NETHERLANDS
PERSE	<i>Ad referendum</i> et en interprétant l'article 3 comme ne pouvant pas obli- ger la Perse à se lier par aucun arrange- ment ou convention qui placerait ses navires de n'importe quel tonnage dans la catégorie des navires indigènes pré- vue par la convention sur le commerce des armes ² . Prince ARFA	PERSIA
POLOGNE	Auguste ZALESKI	POLAND
PORTUGAL	Augusto DE VASCONCELLOS	PORTUGAL
ROUMANIE	N. TITULESCO	ROUMANIA
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	M. JOVANOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
SUÈDE	Einar HENNINGS	SWEDEN
TCHÉCOSLOVAQUIE	Ferdinand VEVERKA	CZECHOSLOVAKIA
URUGUAY	B. FERNANDEZ Y MEDINA	URUGUAY

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Sous réserve de ratification par le Sénat libérien.

² *Ad referendum* and interpreting Article 3 as without power to compel Persia to bind herself by any arrangement or convention which would place her ships of whatever tonnage in the category of native vessels provided for by the Convention on the Trade in Arms.

N° 1415.

DANEMARK ET PAYS-BAS

Echange de notes concernant la communication réciproque des sentences portant condamnation pénale prononcées dans un des États contractants contre des ressortissants de l'autre État. Copenhague, le 19 février 1927.

DENMARK AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes regarding the reciprocal Notification of Penal Sentences pronounced in one of the Contracting States against Nationals of the other State. Copenhagen, February 19, 1927.

N^o 1415. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NÉERLANDAIS, CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES PORTANT CONDAMNATION PÉNALE PRONONCÉES DANS UN DES ÉTATS CONTRACTANTS CONTRE DES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE ÉTAT. COPENHAGUE, LE 19 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1927.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 256 I 72.

COPENHAGUE, le 19 février 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les Gouvernements néerlandais et danois s'engagent à se communiquer à partir du premier avril 1927, réciproquement et gratuitement, toutes les sentences de condamnations par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée, et prononcées par la Justice d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat. Il est entendu que la communication aura lieu par la remise par voie directe de la sentence ou d'un formulaire, qui en contient un extrait.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

(Signé) W. L. F. C. DE RAPPARD.

Son Excellence
Monsieur Moltesen,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 21 février 1927,

Georg Cohn,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1415. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PRONOUNCED IN ONE OF THE CONTRACTING STATES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER STATE. COPENHAGEN, FEBRUARY 19, 1927.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1927.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 256 I 72.

COPENHAGEN, *February 19, 1927.*

SIR,

I am instructed by my Government to confirm to Your Excellency that The Netherlands and Danish Governments undertake to communicate to each other as from April 1, 1927, reciprocally and without payment, all sentences with final effect, for punishable offences of all kinds, with the exception of misdemeanours, passed by the Courts of one of the Contracting States on the nationals of the other Contracting State. It is understood that the sentence, or a report containing an extract from the sentence, will be communicated direct.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. L. F. C. DE RAPPARD.

His Excellency
Monsieur Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGUE, le 19 février 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui et de vous confirmer par la présente que les Gouvernements danois et néerlandais s'engagent à se communiquer à partir du 1^{er} avril 1927, réciproquement et gratuitement, toutes les sentences de condamnations par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée, et prononcées par la Justice, d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat. Il est entendu, que la communication aura lieu par la remise par voie directe de la sentence ou d'un formulaire qui en contient un extrait.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) L. MOLTESEN.

Monsieur le Chevalier
W. L. F. C. de Rappart,
Ministre des Pays-Bas.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 21 février 1927,

Georg Cohn,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *February 19, 1927.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of to-day's date and to confirm by the present Note that the Danish and Netherlands Governments undertake to communicate to each other as from April 1, 1927, reciprocally and without payment, all sentences with final effect, for punishable offences of all kinds, with the exception of misdemeanours, passed by the Courts of one of the Contracting States on nationals of the other Contracting State. It is understood that the sentence, or the report containing an extract from the sentence, will be communicated direct.

I have the honour, etc.

(Signed) L. MOLTESEN.

Monsieur le Chevalier
W. L. F. C. de Rappard,
Netherlands Minister.

N° 1416.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET NORVÈGE**

Convention pour l'échange direct de colis postaux entre l'Afrique du Sud et la Norvège. Signée à Pretoria, le 16 novembre 1926, et à Oslo, le 25 janvier 1927.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND NORWAY**

Convention for the direct Exchange of Postal Parcels between South Africa and Norway. Signed at Pretoria, November 16, 1926, and at Oslo, January 25, 1927.

TEXTE NORVÉGIEN - NORWEGIAN TEXT

N^o 1416. — OVERENSKOMST¹ MELLEM POSTSTYRET I NORGE OG POSTSTYRET I SYDAFRIKA-UNIONEN OM DIREKTE UTVEKSLING AV PAKKER MELLEM NORGE OG SYDAFRIKA-UNIONEN, UNDERTEGNET I OSLO den 25 JANUAR 1927, OG I PRETORIA DEN 16 NOVEMBER 1926.

Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 mars 1927.

I den hensikt å etablere en utveksling av pakker mellom NORGE og SYDAFRIKAUNIONEN har Det norske Poststyre og Generalpostmesteren i Sydafrikaunionen, i henhold til en dem meddelt bemundigelse, kommet overens om følgende artikler :

I.

Der skal være en regelmessig utveksling av pakker mellom postvesenet i Norge og postvesenet i Sydafrikaunionen ved hjelp av de mellom Norge og Sydafrika gående skib.

II.

Alle kartavslutninger for pakkepost skal stiles og sendes direkte til de utvekslingskontorer, hvorom der treffes gjensidig avtale.

¹ Entrée en vigueur le 25 janvier 1927.

No. 1416. — CONVENTION¹ BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF NORWAY FOR THE DIRECT EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN SOUTH AFRICA AND NORWAY. SIGNED AT PRETORIA, NOVEMBER 16, 1926, AND AT OSLO, JANUARY 25, 1927.

English and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 11, 1927.

In order to establish an exchange of parcels between THE UNION OF SOUTH AFRICA and NORWAY, the Postmaster-General of the Union of South Africa and the Director-General of Posts of Norway, duly authorized for that purpose, have agreed upon the following Articles:

I.

There shall be a regular exchange of parcels between Post the Office of the Union of South Africa and the Post Office of Norway by means of steamers plying between South Africa and Norway.

II.

All parcel mails shall be made up on and forwarded direct to such offices of exchange as may be mutually agreed upon.

¹ Came into force January 25, 1927.

III.

1. Hvert av de to land skal bekoste sjøbefordringen av de pakker som det sender til det annet land. Det avsendende lands postvesen skal betale til det mottagende lands postvesen den territorialgodtgjørelse som dette tilkommer. Hvert land fastsetter den porto som skal opkreves av avsenderne.

2. Portoen for pakker skal forutbetales undtagen når det gjelder tilbakesendte pakker. I tilfelle av forutbetaling skal portoen avgjøres ved frimerker.

IV.

Pakkene skal sendes i sekker, kasser eller kurver.

V.

1. Maksimumsvekten for pakker fra Norge til Sydafrikaunionen skal være 5 kilogram og for pakker fra Sydafrikaunionen til Norge elve pund.

2. Pakker fra Norge til Sydafrikaunionen skal ikke i nogen retning måle mere enn 110 cm. eller 185 cm. i lengde og omkrets tilsammenlagt, og pakker fra Sydafrikaunionen til Norge skal ikke overstige 3 fot og 6 tommer i lengde eller 6 fot i lengde og omkrets tilsammenlagt.

VI.

1. Medmindre annet avtales, må ikke pakker som utveksles mellom de to land inneholde :

a) Eksplosive eller lett antenkelige saker, og i det hele saker av farlig, skadelig, eller ødeleggende art.

b) opium, morfin, kokain, og andre bedøvelsesmidler, medmindre de kontraherende parter tillater sådan forsendelse til medisinsk bruk.

c) saker som ikke er tillatt i henhold til tollover eller tollreglementer eller andre lover eller bestemmelser i det ene eller annet av landene.

d) flytende saker (medmindre de er forsvarlig innpakket i dertil egnede beholdere).

III.

1. Each of the two countries shall provide for the costs of the sea service for the parcels to be sent by it to the other country. The Post Office of the country of origin shall pay to the Post Office of the country of destination the territorial postage due to the latter. Each country shall determine the postage to be collected by it from the senders.

2. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected parcels. In case of prepayment the postage must be prepaid by means of postage stamps.

IV.

Parcels shall be dispatched in bags, boxes or baskets.

V.

1. The maximum limit of weight for parcels posted in the Union of South Africa for Norway shall be eleven pounds and for parcels posted in Norway for the Union of South Africa. five kilograms.

2. Parcels posted in the Union of South Africa for Norway shall not exceed 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined, and parcels posted in Norway for the Union of South Africa shall not exceed 1.10 metres in any dimension, and 1.85 metres in length and girth combined.

VI.

1. Unless arranged otherwise, parcels exchanged between the two countries may not contain :

(a) Explosive or inflammable articles, and, in general, substances of a dangerous, damaging or offensive nature ;

(b) Opium, morphine, cocaine and other anaesthetics, unless the Contracting Parties admit these articles, if sent for a medical purpose ;

(c) Articles, the admission of which is not authorized by the Customs or other laws or regulations of either country ;

(d) Liquids (unless securely packed in proper cases) ;

e) levende dyr eller insekter.

f) brev eller notiser som har karakter av virkelig eller personlig korrespondanse eller meddelelser av hvilkensomhelst art som er adressert til andre enn pakkens adressat. En pakke kan, imidlertid, inneholde en åpen faktura, som ikke inneholder annet enn de for en faktura almindelige anførsler, eller en blott og bar avskrift av pakkens adresse med avsenderens adresse.

2. Hvis der i en pakke finnes innlagt et brev, skal brevet belastes med dobbelt porto som tilfaller bestemmelseslandet.

3. Hvis en pakke som strider mot noget av disse forbud er blit overlevert fra det ene postvesen til det annet, skal den returneres til utgangslandet, medmindre bestemmelseslandet i sin indre lovgivning eller reglementer har hjemmel for å handle anderledes.

4. De to poststyrer skal gjensidig tilstille hinannen en fortegnelse over forbudte gjenstander, men de vil ikke dermed ha overtatt nogetsomhelst ansvar hverken overfor politiet, tollvesenet eller pakkens avsendere.

VII.

Hver pakke skal være påført navn og adresse på den person for hvem den er bestemt ; adressen må være så fullstendig at det vil være mulig å effektuere utleveringen.

VIII.

Hver pakke må ha en innpakning som passer til befordringens lengde og som er tilstrekkelig til å beskytte innholdet. Innpakningen må være sådan at den gjør det vanskelig å komme til innholdet uten å etterlate tydelig spor av vold.

IX.

1. Hver pakke skal ledsages av et følgebrev og av en eller så mange tilbørlig utfyldte tollangivelser, som man er blitt enig om.

2. Poststyrene skal underrette hinannen om det entall tollangivelser som kreves for hvert bestemmelsesland.

3. Poststyrene overtar intet ansvar for at tollangivelsene er riktig utfylt.

(e) Live animals or insects,

(f) Letters or notes having the character of actual or personal correspondence or correspondence of any sort bearing an address other than that of the addressee of the parcel. A parcel may, however, contain an open invoice in its simplest form, or a simple copy of the address of the parcel, with indication of the sender's address.

2. If a parcel be found to contain a letter, such letter shall be surcharged with double the letter rate of postage, and the amount of surcharge shall accrue to the country of destination.

3. If a parcel contravening any of these prohibitions be handed over by one Administration to the other, it shall be returned to the office of origin, unless the office of destination be authorized by its internal legislation or regulations to act otherwise.

4. The two Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles, but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards either the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

VII.

Every parcel shall bear the name and address of the person for whom it is intended, given with such completeness as will enable delivery to be effected.

VIII.

Every parcel must be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. The packing must be such as to make it difficult to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

IX.

1. Every parcel shall be accompanied by a despatch note and by one or more Customs declarations, as agreed, duly completed.

2. The Administrations shall inform each other of the number of the Customs declarations to be furnished for each country of destination.

3. The Administrations decline all responsibility for the correctness of Customs declarations.

4. Hver pakke samt det tilhørende følgebrev må være påført registernummer og navnet på utgangslandet.

5. Avsenderen skal angi på baksiden av følgebrevet på hvilken måte han ønsker pakken disponert, i tilfelle den blir ubesørgelig.

Hvis avsenderen ikke har fulgt denne forskrift, eller hvis avsenderens anmodning på baksiden av følgebrevet ikke kan etterkommes eller ikke har ledet til utlevering, skal pakken sendes tilbake til avsenderen efter fjorten dages forløp eller senest én måned, regnet fra dagen efter at pakken blev stillet til adressatens disposisjon.

X.

1. Innlevering, fremsendelse og utlevering av pakker (herunder opkreving av tollavgifter og andre avgifter) samt omekspeidisjon innenfor bestemmelseslandets grenser, skal foregå overensstemmende med vedkommende lands regler.

2. Avsenderen av en pakke har imidlertid adgang til ved en angivelse på pakken og følgebrevet å forby enhver omekspeidisjon som måtte forlanges av adressaten.

XI.

Pakker som utveksles mellom de to land skal opføres i pakkepostkarter som utferdiges av det avsendende utvekslingskontor.

Pakkepostkartene, ledsaget av følgebrevene og tollangivelsene skal fremsendes til bestemmelseslandets utvekslingskontor; de må medmindre annet er avtalt, ikke nedlegges i pakningene sammen med pakkene. Følgebrevene og tollangivelsene må festes godt til pakkepostkarter.

XII.

1. Pakkepostkarter som sendes fra det norske utvekslingskontor skal utferdiges i tre eksemplarer og pakkpostkarter fra Sydafrikaunionen i ett eksemplar. De skal nummereres med fortløpende nummer og den første kartavslutning i hvert kalenderår skal gis nr. 1; nummerne skal benevnes pakkepostkart-nummer. Inn-

4. Every parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear an indication of its registered number and the name of the office of origin.

5. The sender shall indicate on the back of the despatch note the manner in which he wishes to dispose of the parcel, in case it may be undeliverable.

If the sender has not complied with this prescription or if the request of the sender on the back of the despatch note cannot be executed or has not led to delivery, the parcel shall be returned to the sender within a period of fourteen days or at the latest one month from the day after the parcel was given up to the disposal of the addressee.

X.

1. The conditions as to posting, transmission, and delivery of parcels (including the levy of Customs duty and all other charges) and redirection within the limits of the country of destination shall be governed by the regulations of the country concerned.

2. However, the sender of a parcel is authorized by means of an indication on the parcel and on the despatch note to forbid any redirection asked by the addressee.

XI.

Parcels exchanged between the two countries shall be entered in parcel bills prepared by the despatching office of exchange. The parcel bills, accompanied by the despatch notes and by the Customs declarations shall be forwarded to the office of exchange of the country of destination, and unless otherwise agreed, may not be enclosed in the receptacles containing the parcels. The despatch notes and the Customs declarations must be securely attached to the parcel bill.

XII.

1. The parcel bills despatched by the Norwegian office of exchange shall be prepared in triplicate, those of the Union of South Africa in one copy. They shall be numbered in a consecutive series, commencing with No. 1 for the first despatch of each calendar year, and the numbers shall be termed parcel bill numbers.

førslene i hvert kart skal også gis fortløpende nummer, idet det begynnes med nummer 1 i hvert kart, og disse nummer skal benevnes løpenummer. Det siste pakkepostkart-nummer i hvert år skal anføres i det første pakkepostkart i det efterfølgende år.

2. Navnet på dampskibet som utfører befordringen skal likeledes angis i pakkepostkarter.

XIII.

Enhver feil, uregelmessighet eller uoverensstemmelse mellom et pakkepostkart og de der innførte pakker, som opdages ved en kartavslutnings ankomst til det mottagende utvekslingskontor, skal anføres i en tilbakemelding, som sendes rekommandert med første post til det avsendende utvekslingskontor. Den omstendighet, at tilbakemelding ikke er mottatt innen en rimelig tids forløp skal tydes som at kartavslutningen er mottatt i orden.

XIV.

1. Feilsendte pakker skal videresendes til bestemmelsesstedet ad den mest direkte rute som står til disposisjon for det omekspererende postvesen. De må ikke belastes av dette postvesen med tollavgifter eller andre avgifter. Når denne omeksperisjon medfører tilbakesendelse av pakker til utgangslandet, skal det omekspererende utvekslingskontor kreditere utgangslandets postvesen de tilkarterte beløp etter å ha gjort oppmerksom på feilen ved en tilbakemelding. I andre tilfelle, og hvis det beløp som er kreditert det omekspererende postvesen er utilstrekkelig til å dekke de utgifter ved omeksperasjonen som det har å bestride, skal det godskrive sig differansen ved å forhøye det beløp som er anført til dets kredit i det avsendende utvekslingskontors pakkepostkart. Grunnen til denne beriktigelse skal meddeles vedkommende kontor ved en tilbakemelding.

2. Tilbakesendelse av pakker som følge av forbudene i artikkel VI eller som følge av feil fra postvesenets side skal foregå på samme måte som foreskrevet i denne artikkel, paragraff 1.

3. Pakker som er eftersendt som følge av at adressatene har flyttet eller som følge av en feil fra avsenderens side, skal av det utleverende postvesen belastes med en avgift, som blir å

The entries in each parcel bill shall also be numbered consecutively, commencing with number 1 for each parcel bill, and these numbers shall be termed the entry numbers. The last parcel bill number of each year shall be mentioned on the first parcel bill of the following year.

2. The name of the steamer of conveyance shall equally be indicated on the parcel bill.

XIII.

Every error, irregularity, or discrepancy between a parcel bill and the parcels entered therein which may be detected upon the arrival of mail at the receiving office of exchange shall be recorded in a verification note, which shall be forwarded registered by return of post to the despatching office of exchange. The non-receipt of a verification note within a reasonable period shall be taken as an indication that the mail has been received in order.

XIV.

1. Mis-sent parcels shall be forwarded to destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them. They may not be charged by this office with Customs duties or other charges. When this retransmission involves the return of parcels to the office of origin, the retransmitting office of exchange shall credit the latter with the amounts received after having called attention to the error by means of a verification note. In other cases, and if the amount credited to the retransmitting office be insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, it shall recover the difference by raising the amount entered to its credit in the parcel bill of the despatching office of exchange. The reason for this rectification shall be notified to the said office by means of a verification note.

2. The returning of parcels in consequence of the prohibitions indicated in Article VI or a mistake imputable to the postal service, shall be effected in the manner provided for in the first paragraph of the present Article.

3. Postal parcels redirected in consequence of the removal of the addressees or in consequence of a mistake of the sender shall be subjected by the delivering office to a charge, to be

betale av adressatene, og som skal bestå av de andeler som tilkommer det utleverende postvesen, det omekspederende postvesen, samt hvert mellemliggende postvesen, såfremt der måtte være sådanne. Det omekspederende postvesen skal godskrive sig sin andel ved tilkartering til det mellemliggende postvesen i det nye bestemmelsesland. Men dersom portoen for viderebefordringen betales idet pakken omekspederes, behandles den som om den var sendt direkte fra det omekspederende land til det nye bestemmelsesland og utleveres uten opkreving av nogen porto til adressaten.

4. Pakker som tilbakesendes til avsenderen av andre grunner enn de som er nevnt i paragraf 2 i nærværende artikkel behandles og belastes med porto som eftersendte pakker.

5. Med forbehold av enhver endring av bestemmelsene i nærværende og følgende paragraffer som måtte bli foretatt ved gjensidig overenskomst mellom de kontraherende poststyres, skal avsenderne av pakker som ikke kan bli utlevert såfremt de ved påtegning på baksiden av følgebrevet og på pakken har krevd at de må bli underrettet i tilfelle av at pakken blir ubesørgelig — forespørres om hvorledes de ønsker å disponere dem. I ubesørgelighetsmeldingen skal angis, om nødvendig, de tollavgifter eller andre avgifter som pakken er belastet med eller senere vil bli belastet med.

6. Avsenderen av en ubesørgelig pakke kan forlange :

a) at pakken straks sendes tilbake til ham,

b) at pakkens adresse beriktiges eller fullstendigjøres,

c) at pakken utleveres til en annen adressat eller at den omekspederes til et annet bestemmelsessted, for å utleveres til den oprindelige adressat eller til en annen person,

d) at adressaten underrettes ennu en gang,

e) at pakken selges på avsenderens regning og risiko eller behandles som abandonnert.

7. Når en pakke er blitt utlevert til adressaten eller sendt tilbake før mottagelsen av avsenderens forholdsordre, skal utgangspoststedet uopholdelig underrettes for at det kan under-

paid by the addressees representing the quota due to the latter office, to the redirecting office and each intermediary office, if there be any. The redirecting office shall credit itself with its quota by charging it to the intermediary office, or to the office of new destination. But if the amount chargeable for the further conveyance of a parcel be paid at the time of its redirection, the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the country of destination and delivered without any additional charge to the addressees for postage.

4. Parcels returned to the sender for any reason other than those mentioned in the second paragraph of the present Article are dealt with and charged as redirected parcels.

5. Subject to any modification of the terms of this and the following paragraph which may subsequently be adopted by mutual consent of the Contracting Administrations, the senders of the parcels which cannot be delivered shall — if they by means of an indication on the back of the dispatch note and on the parcel have requested that they should be advised if the parcel cannot be delivered as addressed — be consulted as to the manner in which they wish to dispose of them. The advice of non-delivery shall indicate, if necessary, the amount of the Customs duties or other charges with which a parcel has been charged already or will be charged thereafter.

6. The sender of an undeliverable parcel may ask :

(a) That the parcel be immediately returned to him ;

(b) That the address of the parcel be rectified or completed ;

(c) That the parcel be delivered to another addressee or that it be redirected to another destination, to be delivered to the original addressee or to any other person ;

(d) That the addressee be advised once more ;

(e) That the parcel be sold at the risk and cost of the sender or be treated as abandoned.

7. When a parcel has been delivered to the addressee or redirected before receipt of the instructions of the sender, the post office of origin shall immediately be notified for the

rette avsenderen. I andre tilfelle skal avsenderens forholdsordre følges.

8. Hvis adressepoststedet ikke innen fire måneder etter avsendelsen av ubesørgelighetsmeldingen har mottatt fyldestgjørende forholdsordre, eller hvis avsenderens anmodning på ubesørgelighetsmeldingen ikke kan etterkommes eller ikke har ledet til utlevering, skal pakken returneres til avsenderen. Hvis avsenderen har føjet til sin nye forholdsordre en alternativ forholdsordre (annen adresse eller lignende), må pakken kun returneres såfremt disponeringen etter det annet alternativ er blitt resultatløs. Pakken skal straks returneres såfremt avsenderens anmodning på baksiden av ubesørgelighetsmeldingen (artikkel IX, § 5, i nærværende overenskomst) ikke kan etterkommes.

9. Gjenstander som er utsatt for å skades eller forderves kan selges straks uten forutgående underretning eller retslige former til beste for den lovlige eier (rettighetshaver).

10. Der skal settes op en protokoll over salget. En gjenpart av denne protokoll tillikemed følgebrevet skal sendes til utgangsstedet. Utbyttet ved salget av pakken tjener i første rekke til å dekke de utgifter som hviler på pakken. Mulig overskytende beløp oversendes til utgangspoststedet for å utbetales avsenderen. Utgifter som ikke er dekket ved salget skal betales av avsenderen og skal debiteres utgangspoststedet.

11. Hvis salg av en eller annen grunn er umulig, kan pakken behandles på den måte som vedkommende lands reglementer foreskriver.

12. Pakker som ikke kan bli utlevert, returnert til avsenderen, eller disponert på annen måte, skal behandles i overensstemmelse med bestemmelseslandets reglementer.

13. Pakke, hvis adressat er reist til et land til hvilket pakke ikke kan sendes fra Norge eller i tilfelle fra Sydafrikaunionen, skal behandles som ubesørgelig.

14. Når pakke tilbakeholdes underveis enten av postvesenet eller av tollvesenet, skal avsenderen ved en ubesørgelighetsmelding, anmodes om å gi sine forholdsordrer. Dette gjelder dog ikke ved tilfelle av force majeure (streiker, oversvømmelser etc.).

15. Pakker som returneres til utgangslandet skal opføres i pakkepostkartet med tilføielse

information of the sender. Otherwise the prescription of the sender is to be followed.

8. If within four months after the despatch of the non-delivery advice, the office of destination shall not have received adequate instructions, or if the request of the sender on the advice of non-delivery cannot be executed or has not led to delivery, the parcel shall be returned to the sender. If the sender has added to his new instruction a second instruction (other address, etc.), the parcel may only be returned if the second disposition has remained without result. The parcel shall immediately be returned if the request of the sender on the back of the dispatching note (Article IX, paragraph 5, of the present Convention) cannot be complied with.

9. Articles liable to deterioration or corruption may be sold immediately without previous notice or judicial formality for the benefit of the lawful beneficiary.

10. An account of the sale shall be drawn up. A copy of this account shall be sent to the office of origin, accompanied by the despatch note. The sum realized by the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any remaining balance shall be remitted to the office of origin to be paid to the sender. The charges not covered by the sale are to be paid by the sender and shall be brought to the debit of the office of origin.

11. If for any reason a sale is impossible, the parcels may be dealt with in such other manner as the regulations of the country concerned provide for.

12. Parcels which cannot be delivered, returned to the sender, or otherwise disposed of, shall be dealt with in accordance with the regulations of the country of destination.

13. Any parcel the addressee of which has left for a country to which postal parcels cannot be forwarded from the Union of South Africa or Norway as the case may be, shall be dealt with as undeliverable.

14. When parcels are detained in course of transmission, whether by postal or Customs authorities, the sender shall be invited by means of a non-delivery advice to give his instructions. This measure, however, is not compulsory in cases beyond control (strikes, inundations, etc.).

15. Parcels which have to be returned to the country of origin shall be entered in the

av ordet « Rebut » (ubesørgelig) i anmerkingsrubrikken.

16. Ordinære tollavgifter som påhviler pakker der skal sendes tilbake til utgangslandet eller omekspederes til et tredje land skal annulleres såvel i Norge som i Sydarrikaunionen. Men alle andre avgifter belastes enten avsenderen eller adressaten etter tilfellets art, såfremt vedkommende postvesens reglementer ikke tillater at de annulleres. En spesifikasjon av disse avgifter skal heftes til tølgebrevet.

XV.

1. Avsenderen av en pakke kan rå et mottagelsesbevis på de vilkår som er fastsatt av utgangslandets postvesen.

2. Når mottagelsesbevis er forlangt, påfører utgangspoststedet pakken og følgebrevet på en iøinefallende måte ordene « Avis de réception » eller stempler det tydelig med bokstavene « A. R. ».

3. Mottagelsesbeviset utferdiges av utgangspoststedet. Hvis det ikke når frem til bestemmelsesstedet, utferdiger dette tjenstlig et mottagelsesbevis.

4. Mottagelsesbeviset må utferdiges på fransk eller ha en oversettelse til dette språk under linjene.

5. Når adressepoststedet har utfylt blanketten på behørig måte, sender det den tilbake uten omslag og portofritt til pakkens avsender.

6. Når avsenderen krever et mottagelsesbevis efter at pakken er innlevert, fyller utgangspoststedet ut en blankett for mottagelsesbevis med nøiaktig angivelse av pakken (utgangspoststed, avsendelsesdag, nummer, adresse). Denne blankett sendes direkte til adressepoststedet, festet til en efterspørselsblankett således som omhandlet i paragraff 8 i denne artikkel.

7. Hvis et mottagelsesbevis som avsenderen på behørig måte har forlangt ved pakkens innlevering ikke er kommet tilbake innen en rimelig frist, skal undersøkelse efter det savnede mottagelsesbevis anstilles i overensstemmelse med reglene i paragraff 6 foran.

8. På lignende måte tillates efterspørsler (reklamasjoner) efter pakker på betingelser som

parcel bill with the addition of the word: "Rebut" (undeliverable) in the column for remarks.

16. The ordinary Customs duties on parcels which have to be sent back to the country of origin or redirected to a third country shall be cancelled both in the Union of South Africa and in Norway. All other costs, however, remain chargeable to the sender or the addressee, as the case may be, if the regulations of the Administration concerned do not permit their cancellation. A specification of these charges shall be added to the despatch note.

XV.

1. The sender of a parcel may obtain an acknowledgment of delivery on the conditions fixed by the Administration of origin.

2. When an acknowledgment of delivery is asked for, the office of origin writes on the parcel and the despatch note in a very conspicuous manner the words "Avis de réception" or stamps them boldly with the letters "A. R."

3. The acknowledgment of delivery form is made out by the office of origin. If it does not reach the office of destination, the latter makes out officially an acknowledgment of delivery.

4. The form for acknowledgment of delivery must be in French or must bear a sublinear translation in that language.

5. The office of destination, after having duly filled up the form, returns it without cover and post free to the address of the sender.

6. When after a parcel has been posted the sender applies for an acknowledgment of its delivery the office of origin enters on a form of acknowledgment of delivery an exact description of the parcel (office of origin, date of posting, number, address). This form is transmitted directly to the post office of destination, attached to a form of reclamation as mentioned in paragraph 8 of this Article.

7. If an acknowledgment of delivery duly applied for by the sender at the time of posting is not received back in the office of origin after a proper interval, inquiry for the missing acknowledgment is instituted in accordance with the procedure prescribed by the preceding paragraph 6.

8. Similarly, inquiries (reclamations) concerning parcels are admitted on the conditions

fastsettes av hvert postvesen. Disse forespørser behandles på samme måte som de tilsvarende dokumenter der er omhandlet i artikkel 47 i Stockholmskonvensjonen¹.

9. Avsenderen av en pakke kan forlange den tilbake eller beriktige adressen før den er utlevert til adressaten på de vilkår og på den måte som er foreskrevet i artikkel 45 i den i Stockholm vedtatte Verdenspostkonvensjon² (Hovedpostkonvensjonen), i artikkelene 41 og 42 i det til nevnte konvensjon hørende ekspedisjonsreglement.

XVI.

De to poststyrever har fullmakt til å innføre i utvekslingen :

- 1) postopkravspakker,
- 2) pakker som skal utleveres ved spesielt bud (ilbudpakker).
- 3) pakker som skal utleveres fri for avgifter (franc de droit) på vilkår som der på forhånd treffes gjensidig avtale om.

XVII.

1. Avregning skal utferdiges hvert kvartal av avregningskontoret i Sydafrikaunionen. Denne avregning skal baseres på pakkepostkartene for kvartalet, beriktiget ved de tilbakemeldinger som er mottatt inntil den dag kvartalsavregningen utferdiges.

2. Avregningskontoret i Sydafrikaunionen skal tilstille Poststyret i Norge en gjenpart av denne kvartalsavregning og saldoen skal betales ved check eller postanvisning.

XVIII.

I kurante saker som gjelder utferdigelse, oversendelse eller rettelse av pakkepostkarter (som kan gjøres ved hjelp av tilbakemeldinger), skal korrespondansen føres mellom utvekslingskontorene ; men om saker angående avregninger og andre enn detaljspørsmål, korresponderes der mellom Poststyret i Norge og Generalpostmesteren i Sydafrikaunionen.

¹ Vol. XL, page 307; et vol. L, page 173, de ce recueil.

² Vol. XL, page 19; et vol. L, page 167, de ce recueil.

fixed by each Administration. These reclamations are disposed of in the same manner as the similar documents foreseen by Article 47 of the Convention¹ of Stockholm.

9. The sender of a parcel may claim it back or rectify the address before it is delivered to the addressee on the conditions and in the manner prescribed in Article 45 of the Universal Postal Union Convention² of Stockholm (Principal Convention) in Articles 41 and 42 of the detailed regulations for carrying out the said Convention.

XVI.

The two postal Administrations will have power to arrange for the admission of :

- (1) *c. o. d.* parcels;
- (2) Parcels to be delivered by special messenger ("Express" parcels);
- (3) Parcels intended for delivery free of charge (Franc de droit) on terms to be settled beforehand by mutual consent.

XVII.

1. A quarterly account shall be prepared by the office of account of the Union of South Africa. This account shall be based on the parcel bills for the quarter, corrected by the verification notes received up to the date of preparation of the quarterly account.

2. A copy of this quarterly account shall be furnished by the office of account of the Union of South Africa to the Post Office Department of Norway, and the balance due in settlement of the account shall be liquidated by draft or money order.

XVIII.

In ordinary matters relating to the preparation, transmission, or correction of parcel bills (which can be dealt with by means of verification notes) the office of exchange shall be the offices of correspondence, but matters involving accounts and questions other than those of detail shall be settled in communication between the Postmaster-General of the Union of South Africa and the Director-General of Posts of Norway.

¹ Vol. XL, page 307; and Vol. L, page 173, of this Series.

² Vol. XL, page 19; and Vol. L, page 167, of this Series.

XIX.

De to postvesener skal tilstå fri adgang til transitt over sine territorier av pakker til eller fra land med hvilke de hver for sig utveksler pakker.

XIX.

The two post offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication.

XX.

Den indre lovgivning i Norge og Sydafrikaunionen skal gjelde i alle spørsmål, hvorom der ikke finnes iorskrifter i nærværende overenskomst.

XX.

The internal legislation of both the Union of South Africa and Norway shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Convention.

XXI.

1. Pakker fra regjeringene skal i alle henseender være undergitt de for almindelige pakker gjeldende regler og betingelser.

2. Pakker til eller fra krigsfanger er fritatt for alle avgifter som er fastsatt i nærværende overenskomst. De skal opføres i pakkepostkartene uten anførsel av nogen godtgjørelse.

Nærværende overenskomst trer i kraft fra den dag den underskrives i Oslo.

Den skal være i kraft inntil den forandres eller opheves ved gjensidig overenskomst av de kontraherende parter eller ett år efter den dag på hvilken den ene av de kontraherende parter har underrettet den annen part om sin hensikt å opsi den.

XXI.

1. Government parcels shall be subjected in all respects to the regulations and conditions applicable to ordinary parcels.

2. Parcels intended for prisoners of war or sent by them are exempt from all charges prescribed by this Convention. They shall be entered on the parcel bill without credit.

The present Arrangement shall take effect from the date of signature at Oslo.

It shall continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Utferdiget i to eksemplarer og underskrevet i Oslo den 25 januar 1927 og i Pretoria den 16 november 1926.

Executed in duplicate and signed at Pretoria, this 16th day of November 1926.

At Oslo, this 25th day of January 1927.

(Signed) H. HENTON,
Postmaster-General,
Union of South Africa.

Det Norske Poststyre
(Signed) Klaus HELSING.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 8 mars 1927.

(Signed) TORP.

Pour le ministre :
Illisible.
Chef de division p. i.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1416. — CONVENTION ENTRE LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET DE LA NORVÈGE POUR L'ÉCHANGE DIRECT DE COLIS POSTAUX ENTRE L'AFRIQUE DU SUD ET LA NORVÈGE. SIGNÉE A PRÉTORIA, LE 16 NOVEMBRE 1926, ET A OSLO, LE 25 JANVIER 1927.

En vue d'établir un service d'échange de colis entre L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD ET LA NORVÈGE, le « Postmaster-General » de l'Union de l'Afrique du Sud et le directeur général des Postes de la Norvège, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

I.

Il sera institué un service régulier d'échange de colis entre l'Administration des Postes de l'Union de l'Afrique du Sud et l'Administration des Postes de la Norvège, au moyen de vapeurs faisant le service entre l'Afrique du Sud et la Norvège.

II.

Toutes les dépêches de colis postaux seront formées dans les bureaux d'échange qui seront désignés à cet effet d'un commun accord et acheminées directement sur lesdits bureaux.

III.

1. Chacun des deux pays pourvoira aux frais du service maritime pour les colis qui seront expédiés par ses soins à destination de l'autre pays. L'administration des Postes du pays d'origine versera à l'administration des Postes du pays de destination le montant du port territorial dû à ce dernier. Chacun des deux pays fixera le montant du port qui devra être perçu par ses soins sur les expéditeurs.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire sauf dans le cas des colis réexpédiés. En cas d'affranchissement, le droit de port sera acquitté au moyen de timbres-poste.

IV.

Les colis seront expédiés dans des sacs, boîtes ou paniers.

V.

1. La limite de poids maximum des colis déposés à la poste dans l'Union de l'Afrique du Sud à destination de la Norvège, sera de onze livres anglaises, et celle des colis déposés à la poste en Norvège à destination de l'Union de l'Afrique du Sud, sera de cinq kilogrammes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. Les colis déposés à la poste dans l'Union de l'Afrique du Sud à destination de la Norvège ne devront pas avoir plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds de longueur et pourtour combinés ; et les colis déposés à la poste en Norvège à destination de l'Union de l'Afrique du Sud ne devront pas avoir plus de 1 mètre 10 sur une face quelconque et de 1 mètre 85, longueur et pourtour combinés.

VI.

1. Sauf arrangement contraire, les colis échangés entre les deux pays ne devront pas contenir :
 - a) Des objets explosibles ou inflammables, ni en général des substances dangereuses, nocives ou désagréables,
 - b) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants, à moins que les Parties contractantes n'acceptent ces produits lorsqu'ils sont expédiés pour des usages médicaux ;
 - c) Des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres de l'un ou l'autre pays ;
 - d) Des liquides (à moins qu'ils ne soient soigneusement emballés dans des boîtes appropriées) ;
 - e) Des animaux ou insectes vivants ;
 - f) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle ou personnelle, ainsi que des objets de correspondance de toute nature, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis. Toutefois, un colis pourra contenir une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ou une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse des expéditeurs.
2. S'il est constaté qu'un colis contient une lettre, la lettre en question sera l'objet d'une surtaxe égale au double de l'affranchissement applicable aux lettres, et le montant de cette surtaxe reviendra au pays de destination.
3. Si un colis contrevient à l'une quelconque de ces interdictions est remis par l'une des administrations à l'autre, il sera renvoyé au bureau d'origine, à moins que le bureau de destination ne soit autorisé, par sa législation ou ses règlements internes, à en disposer autrement.
4. Les deux administrations se communiqueront une liste des articles interdits, mais n'encourront de ce fait aucune responsabilité envers la police, les autorités douanières ou les expéditeurs des colis.

VII.

Chaque colis devra porter le nom et l'adresse de la personne à laquelle il est destiné, et ces indications devront être assez explicites pour qu'il soit possible d'effectuer la remise du colis.

VIII.

Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu. L'emballage devra être tel qu'il soit difficile de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

IX.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et, selon qu'il aura été convenu d'une ou de plusieurs déclarations en douane, dûment remplies.
2. Les administrations se renseigneront réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque pays de destination.

3. Les administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, devra porter son numéro d'enregistrement et le nom du bureau d'origine.

5. L'expéditeur devra indiquer sur le verso du bulletin d'expédition la manière dont il désire qu'il soit disposé du colis au cas où il tomberait au rebut.

Si l'expéditeur ne s'est pas conformé à cette disposition, ou si les instructions formulées par l'expéditeur sur le verso du bulletin d'expédition ne peuvent être suivies ou n'aboutissent pas à la remise, le colis sera renvoyé à l'expéditeur dans un délai de quatorze jours, ou au plus tard d'un mois, à partir du jour suivant celui où le colis a été mis à la disposition du destinataire.

X.

1. Les conditions relatives au dépôt, au transport et à la remise des colis (y compris la perception du droit de douane et de toutes autres charges), ainsi qu'à la réexpédition dans les limites du pays de destination, seront régies par les règlements du pays intéressé.

2. Toutefois, l'expéditeur d'un colis est autorisé à interdire, au moyen d'une indication sur le colis et sur le bulletin d'expédition, toute réexpédition par le destinataire.

XI.

Les colis postaux échangés entre les deux pays seront inscrits sur des feuilles de route préparées par les soins du bureau d'échange expéditeur. Les feuilles de route, accompagnées des bulletins d'expédition et des déclarations en douane, seront acheminées sur le bureau d'échange du pays de destination, et, sauf dispositions contraires arrêtées d'un commun accord, ne devront pas être comprises dans les récipients clos contenant les colis. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane devront être solidement attachés à la feuille de route.

XII.

1. Les feuilles de route expédiées par le Bureau d'échange norvégien seront établies en triple expédition, celles de l'Union de l'Afrique du Sud en un seul exemplaire. Elles seront numérotées consécutivement d'après une série, en commençant par le numéro 1 pour la première expédition de chaque année civile, et les numéros en question seront dénommés « numéros de feuille de route ». Les inscriptions portées sur chaque feuille de route seront également numérotées consécutivement, en commençant par le numéro 1 pour chaque feuille de route et les numéros en question seront dénommés « numéros d'inscription ». Le dernier numéro de feuille de route d'une année écoulée sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

2. Le nom du vapeur qui transporte le colis devra également être mentionné sur la feuille de route.

XIII.

Toute erreur, irrégularité ou écart, constatés entre la feuille de route et les colis qui y sont inscrits, lors de l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange récepteur, seront signalés sur un bulletin de vérification qui sera transmis, recommandé, par retour du courrier, au bureau d'échange expéditeur. La non-réception d'un bulletin de vérification dans un délai raisonnable, sera considérée comme indiquant que la dépêche a été reçue en bon ordre.

XIV.

1. Les colis faussement dirigés seront acheminés par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur. Ils ne pourront être frappés de droits de douane ou autres par ledit bureau.

Lorsque la réexpédition entraînera le retour des colis au bureau d'origine, le bureau d'échange réexpéditeur allouera à celui-ci les bonifications reçues, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification. Dans d'autres cas, et si le montant bonifié au bureau réexpéditeur est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se créditera de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification sera notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Le retour des colis comme suite aux interdictions énoncées à l'article VI, ou à une erreur imputable au Service postal, s'effectuera de la manière prévue au premier alinéa du présent article.

3. Les colis postaux réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires, ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, seront grevés à la charge des destinataires par le bureau distributeur d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier bureau, au bureau réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des bureaux intermédiaires. Le bureau réexpéditeur se créditera de sa quote-part sur le bureau intermédiaire ou sur le bureau de nouvelle destination. Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est acquittée au moment de la réexpédition, ce colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de destination et remis sans taxe additionnelle à acquitter par les destinataires pour frais de port.

4. Les colis renvoyés à l'expéditeur pour une raison quelconque autre que celle dont il est fait mention au second alinéa du présent article, seront traités et taxés comme colis réexpédiés.

5. Sous réserve de toutes modifications des dispositions du présent alinéa et de l'alinéa suivant qui pourront être adoptées d'un commun accord par les administrations contractantes, les expéditeurs des colis tombés en rebut — lorsque, au moyen d'une indication formulée sur le verso du bulletin d'expédition ou sur le colis, ils auront demandé à être avisés que le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée — seront consultés sur la manière dont ils désirent qu'il soit disposé des colis en question. L'avis de non-remise indiquera, le cas échéant, le montant des droits de douane ou autres taxes dont le colis est déjà grevé, ou dont il pourra être grevé par la suite.

6. L'expéditeur d'un colis tombé en rebut peut demander :

- a) Que le colis lui soit immédiatement renvoyé ;
- b) Que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée ;
- c) Que le colis soit remis à un autre destinataire, ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne ;
- d) Que le destinataire soit avisé encore une fois ;
- e) Que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné.

7. Lorsqu'un colis aura été remis au destinataire ou réexpédié avant la réception des instructions de l'expéditeur, le bureau d'origine devra en être immédiatement informé à l'intention de l'expéditeur. Sinon, les instructions de l'expéditeur devront être suivies.

8. Si, dans un délai de quatre mois à partir de l'expédition de l'avis de non-remise, le bureau de destination n'a pas reçu d'instructions suffisantes, ou si les indications de l'expéditeur, après réception de l'avis de non-remise, ne peuvent être exécutées, ou n'ont pas abouti à une remise, le colis sera renvoyé à l'expéditeur. Si l'expéditeur a ajouté à sa nouvelle disposition une seconde instruction (autre adresse, etc.), le colis ne sera renvoyé que si cette seconde disposition n'a eu, à son tour, aucun résultat. Le renvoi d'un colis devra avoir lieu immédiatement si les instructions de l'expéditeur, formulées sur le verso du bulletin d'expédition, (Article IX, alinéa 5, de la présente convention) n'ont pu être exécutées.

9. Les articles sujets à détérioration ou à corruption, pourront être vendus immédiatement sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

10. Il sera dressé procès-verbal de la vente. Une copie du procès-verbal sera transmise au bureau d'origine accompagnée du bulletin d'expédition. Le produit de la vente servira, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent l'envoi. Le cas échéant, l'excédent sera transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur. Les frais non couverts par la vente incomberont à l'expéditeur et seront repris sur le bureau d'origine.

11. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de vendre le colis, il en sera disposé de telle autre manière prévue par les règlements du pays intéressé.

12. Les colis qui ne pourront être remis, ou renvoyés à l'expéditeur, ou dont il ne pourra être disposé autrement, seront traités conformément aux règlements du pays de destination.

13. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays dans lequel les colis-postaux ne peuvent être transmis en provenance de l'Union de l'Afrique du Sud ou de la Norvège, selon le cas, sera traité comme rebut.

14. Lorsque des colis seront détenus en cours de transport, soit par les autorités postales, soit par les autorités douanières, l'expéditeur sera invité, au moyen d'un avis de non-remise, à donner ses instructions. Cette mesure, toutefois, n'est pas obligatoire en cas de force majeure (grèves, inondations, etc.).

15. Les colis à renvoyer au pays d'origine seront inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut », dans la colonne des observations.

16. Les droits de douane ordinaires qui grèvent les colis à renvoyer au pays d'origine, ou à acheminer sur un troisième pays, seront annulés à la fois dans l'Union de l'Afrique du Sud et en Norvège. Néanmoins, tous les autres frais resteront à la charge de l'expéditeur ou du destinataire, selon le cas, si les règlements de l'administration intéressée n'en permettent pas l'annulation. Une spécification de ces frais devra être ajoutée sur le bulletin d'expédition.

XV.

1. L'expéditeur d'un colis peut se faire délivrer un avis de réception, aux conditions fixées par l'administration d'origine.

2. Lorsqu'un colis postal fera l'objet d'une demande d'avis de réception, le bureau d'origine inscrira à la main sur ce colis, et sur son bulletin d'expédition, d'une manière très apparente, la mention « Avis de réception », on y apposera, bien en évidence, l'empreinte d'un timbre portant les lettres « A. R. ».

3. La formule d'avis de réception sera établie par le bureau d'origine. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dressera, d'office, un nouvel avis de réception.

4. Les avis de réception seront formulés en français, ou porteront une traduction interlinéaire en cette langue.

5. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

6. Lorsque l'expéditeur demandera un avis de réception d'un colis postal, postérieurement au dépôt de ce colis, le bureau d'origine reproduira sur une formule d'avis de réception la description exacte du colis (bureau d'origine, date du dépôt, numéro, suscription). Cette formule sera transmise directement au bureau de poste de destination, jointe à une formule de réclamation, comme il est fait mention à l'alinéa 8 du présent article.

7. Si un avis de réception régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt n'est pas revenu, dans les délais voulus, au bureau d'origine, on procédera, pour réclamer l'avis manquant, à une enquête, conformément à la procédure prescrite à l'alinéa 6 précédent.

8. Des enquêtes analogues (réclamations) concernant les colis, seront admises, aux conditions fixées par chaque administration. Ces réclamations sont traitées de la même manière que les documents analogues prévus par l'article 47 de la Convention de Stockholm.

9. L'expéditeur d'un colis pourra en réclamer le retour ou rectifier l'adresse, avant remise au destinataire aux conditions et de la manière prescrites à l'article 45 de la Convention de l'Union postale universelle de Stockholm (Convention principale), aux articles 41 et 42 du règlement d'exécution détaillé de ladite convention.

XVI.

Les deux administrations postales auront la faculté de prendre des dispositions en vue de l'admission :

1. De colis grevés de remboursement ;
2. De colis à remettre par un porteur spécial (colis express) ;
3. De colis à remettre francs de droits, conformément à des conditions qui seront arrêtées d'avance d'un commun accord.

XVII.

1. Il sera dressé un état de comptes mensuel par le bureau de comptabilité de l'Union de l'Afrique du Sud. Cet état de comptes sera dressé d'après les feuilles de route du trimestre, rectifiées à l'aide des bulletins de vérification reçus à la date d'établissement de l'état de comptes trimestriels.

2. Copie de ce compte trimestriel sera fournie par le bureau de comptabilité de l'Union de l'Afrique du Sud au service des Postes de Norvège et le solde dû en règlement du compte sera liquidé par traite ou par mandat.

XVIII.

Pour toutes affaires ordinaires relatives à la préparation, à la transmission et à la rectification des feuilles de route, (susceptibles d'être effectuées au moyen de bulletins de vérification) le bureau d'échange sera le bureau de correspondance ; toutefois, les affaires impliquant des comptes et des questions de quelque importance, seront réglées par communications entre le « Postmaster-General » de l'Union de l'Afrique du Sud et le directeur général des Postes de la Norvège.

XIX.

Les deux administrations postales garantissent la liberté du transit des colis postaux sur le territoire de chacune d'elle, en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux.

XX.

La législation intérieure de l'Union de l'Afrique du Sud et celle de la Norvège demeureront applicables en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

XXI.

1. Les colis officiels seront régis à tous égards par les règlements et dispositions applicables aux colis ordinaires.

2. Les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux seront exonérés de toutes les taxes prescrites par la présente convention ; ils devront être inscrits sur la feuille de route sans aucune bonification.

Le présent accord sera exécutoire à partir de la date de sa signature à Oslo.

Il continuera à avoir effet jusqu'à ce qu'il soit modifié ou dénoncé d'un commun accord par les Parties contractantes, ou pendant un an à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura signifié à l'autre Partie son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Prétoria, le seize novembre mil neuf cent vingt-six.

A Oslo, ce vingt-cinq janvier mil neuf cent vingt-sept.

(Signé) H. HENTON,
«*Postmaster-General*» de
l'*Union de l'Afrique du Sud*.

*Le Directeur général des
Postes de la Norvège:*
(Signé) Klaus HELSING.

(Signé) TORP.

N° 1417.

NORVÈGE ET SUÈDE

Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Oslo, le 25 novembre 1925.

NORWAY AND SWEDEN

Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Oslo, November 25, 1925.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 1417. — KONVENTION ¹ MELLAN SVERIGE OCH NORGE ANGÅENDE FREDLIGT AVGÖRANDE AV TVISTER, UNDERTECKNAD I OSLO, DEN 25 NOVEMBER 1925.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Norvège et de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mars 1927.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka äro besjälade av önskan att främja strävandena till avgörande på fredlig väg av mellanstatliga tvister, hava i detta syfte överenskommit att i anslutning till den konvention ² angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd, som ingåtts mellan de båda rikena den 27 juni 1924, avsluta en konvention angående fredligt avgörande av tvister och hava till Sina fullmäktige för avslutandet av en sådan konvention utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Oslo, Torvald Magnusson HÖJER, och

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :

Sin stats- och utrikesminister Johan Ludvig MOWINCKEL ;

vilka, därtill vederbörligen bemyndigade, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Uppstår mellan de fördragsslutande parterna rättstvist, som är hänförlig till någon av de i artikel 36 mom. 2³ av stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen angivna kategorier, och som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, skall den hänskjutas till avgörande inför nämnda domstol i enlighet med bestämmelserna i sagda stadga.

Tvister, för vilkas lösande de fördragsslutande parterna genom andra mellan dem gällande överenskommelser förbundit sig att anlita ett särskilt doms- eller skiljedomsförfarande, skola behandlas enligt bestämmelserna i dessa överenskommelser.

Meningsskiljaktighet rörande tolkningen av förevarande konvention skall avgöras av den fasta mellanfolkliga domstolen.

Artikel 2.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till skiljedomsförfarande jämlikt nedanstående bestämmelser hänskjuta alla andra än de i artikel 1 omnämnda tvister, dock först sedan de underkastats det i konventionen den 27 juni 1924 angående upprättandet av en fast undersöknings- och

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 10 mars 1927.

² Vol. XXVIII, page 309, de ce recueil.

³ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 424; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 1417. — KONVENSJON ¹ MELLEML NORGE OG SVERIGE ANGÅENDE
FREDELIG AVGJØRELSE AV TVISTER, UNDERTEGNET I OSLO,
DEN 25 NOVEMBER 1925.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Norwegian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 14, 1927.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som er besjelet av ønsket om å fremme bestrebelsene for avgjørelse av mellemlfolkelige tvister på fredelig måte, er i dette øiemed blitt enige om, i tilslutning til den konvensjon ² angående oprettelsen av en fast undersøkelses- og forliksnevnd som blev inngått mellom de to riker den 27. juni 1924, å avslutte en konvensjon angående fredelig avgjørelse av tvister, og har som Sine befullmektigede ved avslutelsen av en sådan konvensjon opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Hans Majestets stats- og utenriksminister Johan Ludwig MOWINCKEL, og

HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE :

Hans Majestets overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Oslo Torvald Magnusson HÖJER,

hvilke, behørig befullmektigede, er kommet overens om følgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Opstår der mellom de Kontraherende Parter rettstvst som kan henføres til nogen av de slags tvister som er omhandlet i artikkel 36, 2. ledd ³ i vedtektene for den Faste Mellemlfolkelige Domstol, og som ikke har kunnet løses på diplomatisk vei, skal den henskytes til avgjørelse av den nevnte domstol overensstemmende med forskriftene i de nevnte vedtekter.

Tvister som de Kontraherende Parter ved andre mellom dem gjeldende overenskomster har forpliktet sig til å løse ved en særskilt doms- eller voldgiftsbehandling, skal behandles efter bestemmelsene i disse overenskomster.

Meningsforskjell angående fortolkningen av nærværende konvensjon skal avgjøres av den Faste Mellemlfolkelige Domstol.

Artikkel 2.

De Kontraherende Parter forplikter sig til å henskyte til voldgiftsbehandling overensstemmende med de følgende bestemmelser alle andre enn de i artikkel 1 nevnte tvister, dog først efter at de har vært underkastet den undersøkelses- og forliksbehandling som er omhandlet i konvensjonen av

¹ The exchange of ratifications took place at Stockholm, March 10, 1927.

² Vol. XXVIII, page 309, of this Series.

³ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

förlikningsnämnd omhandlade undersöknings- och förlikningsförfarande utan att därigenom hava vunnit sin lösning.

Parterna äro ense om att de tvister, som avses i förevarande artikel, skola avgöras efter grundsatserna för rätt och billighet.

Artikel 3.

Därest parterna ej annorlunda överenskomma, skall skiljedomstol för behandling av tvist jämlikt artikel 2 i denna konvention tillsättas i enlighet med bestämmelserna i Haag-konventionen¹ den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. II.

Artikel 4.

I den mån parterna i fråga om skiljedomsförfarandet ej annorlunda överenskomma, skola bestämmelserna i Haag-konventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. III, därvid lända till efterrättelse.

Därest sådant skiljeavtal, som avses i sagda Haag-konvention, ej undertecknats inom sex månader efter det ena parten till den andra framfört yrkande om tvists hänskjutande till skiljedom, skall skiljeavtal på yrkande av endera parten fastställas i den ordning, som föreskrives i artiklarna 53 och 54 av nämnda Haagkonvention.

I de fall, då förevarande konvention hänvisar till bestämmelserna i Haag-konventionen, skola dessa bestämmelser tillämpas parterna emellan även för det fall, att båda eller endera frånträtt sistnämnda konvention.

Artikel 5.

Skiljedomstolen äger på endera partens yrkande angiva de förberedande åtgärder, som böra vidtagas till skyddande av denna parts rätt, försåvitt dessa åtgärder kunna vidtagas på administrativ väg.

Artikel 6.

Skiljedomen skall, när anledning därtill förefinnes, innehålla anvisning rörande sättet för dess verkställande, särskilt rörande de tidsfrister, som därvid skola iakttagas.

Artikel 7.

Beträffande frågor, som enligt lagstiftningen i det land, mot vilket yrkande framställes, skola avgöras av domstol, varmed här avses jämväl förvaltningsdomstol, kan vederbörande part icke påfordra, att det i art. 1 eller 2 avsedda förfarande kommer till användning förrän genom sakens behandling vid domstol slutligt utslag avkunnats. I så fall skall tvistens hänskjutande till dom eller skiljedom ske senast sex månader efter sådant utslag.

Artikel 8.

Har i dom eller skiljedom förklarats, att ett beslut eller en åtgärd av domstol eller annan myndighet i ena staten helt eller delvis står i strid med folkkrätten, och kunna enligt denna stats författning följderna av beslutet eller åtgärden icke helt eller delvis undanröjas, så äro parterna ense om att den förfördelade parten i domen eller skiljedomsutslaget må tillerkännas lämplig gottgörelse på annat sätt.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, troisième série, tome III, page 360.

27. juni 1924 angående opprettelse av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uten derigjennem å ha opnådd løsning.

Partene er enige om at de tvister som omhandles i nærværende artikkel, skal avgjøres efter grundsetningene for rett og billighet.

Artikkel 3.

Hvis Partene ikke er kommet overens om noget annet, skal en voldgiftsrett til behandling av tvist efter artikkel 2 i denne konvensjon sammensettes overensstemmende med reglene i tittel IV, kap. II i Haagkonvensjonen¹ av 18. oktober 1907 angående avgjørelse av internasjonale tvister på fredelig måte.

Artikkel 4.

I den utstrekning Partene ikke har truffet annen bestemmelse angående voldgiftsbehandlingen, skal reglene i tittel IV, kap III i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjørelse av internasjonale tvister på fredelig måte komme til anvendelse.

Hvis en sådan voldgiftsavtale som er omhandlet i den nevnte Haagkonvensjon, ikke er undertegnet innen seks måneder efterat den ene Part overfor den annen Part har fremført anmodning om at tvisten henskytes til voldgift, skal voldgiftsavtalen på anmodning av en av Partene fastsettes på den måte som er foreskrevet i artiklene 53 og 54 i den nevnte Haagkonvensjon.

I de tilfelle nærværende konvensjon henviser til bestemmelsene i Haagkonvensjonen, skal disse bestemmelser få anvendelse mellem Partene også i tilfelle av at begge Parter eller en av dem har fratrukket den sistnevnte konvensjon.

Artikkel 5.

Voldgiftsretten skal på begjæring av en av Partene angi de forberedende forholdsregler som bør tas for å beskytte denne Parts rett, forsåvidt disse forholdsregler kan tas på administrativ vei.

Artikkel 6.

Voldgiftskjendelsen skal, når der finnes anledning til det, inneholde anvisning på hvorledes den skal fullbyrdes, særlig med hensyn til de tidsfrister som skal iakttas.

Artikkel 7.

Med hensyn til spørsmål som, overensstemmende med lovgivningen i det land overfor hvilket en begjæring fremsettes, skal avgjøres av en domstol, herunder innbefattet forvaltningsdomstol, kan vedkommende Part ikke forlange at den i artikkel 1 eller 2 omhandlede fremgangsmåte får anvendelse, før sakens behandling ved domstol har ført til en endelig avgjørelse. I så fall skal tvistens henskytelse til dom eller voldgift skje senest 6 måneder efter en sådan avgjørelse.

Artikkel 8.

Blir det i en dom eller voldgiftskjendelse fastslått at en avgjørelse eller en forföining truffet av en domstol eller annen myndighet i den ene stat helt eller delvis står i strid med folkeretten, og kan følgene av avgjørelsen eller forföiningen ifölge denne stats forfatning ikke helt eller delvis fjernes, er Partene enige om at den forurettede Part ved dommen eller voldgiftskjendelsen kan tilkjennes passende godtgjørelse på annen måte.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artikel 9.

De fördragsslutande parterna förbinda sig att under pågående doms- eller skiljedomsförfarande i möjligaste mån undvika varje åtgärd, som kan motverka domens eller skiljedomens verkställande.

Parterna skola efter tro och heder ställa sig domen eller skiljedomen till efterrättelse.

Artikel 10.

Tvister, som må uppstå mellan parterna angående tolkningen eller utförandet av dom eller skiljedom, skola, därest ej annorlunda bestämts, underkastas avgörande av den domstol, som avkunnat domen eller skiljedomen,

Artikel 11.

Denna konvention skall ratificeras, för Sveriges del av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av svenska riksdagens bifall, och för Norges del av Hans Majestät Konungen av Norge under förutsättning av norska stortingets bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm.

Artikel 12.

Denna konvention träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande och ersätter därvid skiljedomskonventionen¹ den 26 oktober 1905. Den gäller för en tid av tjugo år, räknatfrån förstnämnda dag. Därest den ej senast två år före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugo år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugo år, om den icke minst två år före utgången av närmast föregående tjugoårsperiod blivit uppsagd.

Twist, som vid utlöpanget av konventionens giltighetstid är föremål för doms- eller skiljedomsförfarande på grund av denna konvention, skall slutbehandlas i enlighet med konventionens bestämmelser.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta avtal och försett det med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) Torvald HÖJER.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 702.

Artikkel 9.

De Kontraherende Parter forplikter sig til under pågående doms- eller voldgiftsbehandling såvidt mulig å undgå enhver foranstøtning som kan motvirke fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjendelsen.

Partene skal på tro og love rette sig efter dommen eller voldgiftskjendelsen.

Artikkel 10.

Twister som måtte opstå mellem Partene angående fortolkningen eller fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjendelsen skal, i mangel av annen bestemmelse, underkastes avgjørelse av den rett som har avsagt dommen eller voldgiftskjendelsen.

Artikkel 11.

Denne konvensjon skal ratifiseres, for Norges vedkommende av Hans Majestet Norges Konge under forutsetning av det norske Stortings samtykke, og for Sveriges vedkommende av Hans Majestet Kongen av Sverige under forutsetning av den svenske Riksdags samtykke. Ratifikasjonene skal utveksles i Stockholm.

Artikkel 12.

Denne konvensjon trer i kraft den dag ratifikasjonene blir utvekslet og avløser ved sin ikraft-treden voldgiftskonvensjonen¹ av 26. oktober 1905. Den gjelder for en tid av tyve år regnet fra den førstnevnte dag. Hvis den ikke blir opsagt senest to år før utløpet av dette tidsrum, skal den gjelde for ytterligere tyve år, og den skal fremdeles anses forlenget for perioder på tyve år, hvis den ikke blir opsagt minst to år før utløpet av den nærmest foregående tyveårsperiode.

Twist som ved utløpet av konvensjonens gyldighetstid er gjenstand for doms- eller voldgiftsbehandling efter denne konvensjon, skal sluttbehandles overensstemmende med konvensjonens bestemmelser.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) Joh. Ludv. MOWINCKEL.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 820.

PROTOKOLL VID UNDERTECKNANDET.

I samband med undertecknandet denna dag av en konvention mellan Sverige och Norge angående fredligt avgörande av tvister hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, överenskommit, att konventionen av den 27 juni 1924 angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd skall, oavsett bestämmelserna i sistnämnda konventions artikel 18, äga giltighet så länge som den i dag undertecknade konventionen angående fredligt avgörande av tvister förbliver gällande.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta protokoll och försett det med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) Torvald HÖJER.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 mars 1927.

Pour le Ministre :
*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
politiques et commerciales en général.*
Marstrander.

UNDERTEGNINGSPROTOKOLL.

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellem Norge og Sverige angående fredelig avgjørelse av tvister, er de undertegnede, behørig befullmektigede, kommet overens om at konvensjonen av 27. juni 1924 angående opprettelsen av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uansett bestemmelsene i sistnevnte konvensjons artikkel 18, skal gjelde sålenge den idag undertegnede konvensjon angående fredelig avgjørelse av tvister er i kraft.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne protokoll og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) Joh. Ludv. MOWINCKEL.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 mars 1927.

Le Chef des Archives p. i. :

Cte Lewenhaupt.

¹ TRADUCTION.N^o 1417. — CONVENTION ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE POUR
LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS. SIGNÉE A OSLO,
LE 25 NOVEMBRE 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, animés du désir de favoriser les efforts tendant au règlement par les voies pacifiques des différends internationaux, sont convenus à cet effet de conclure en complément de la Convention relative à l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation, conclue par les deux Royaumes, le 27 juin 1924, une convention pour le règlement pacifique des différends, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Torvald Magnusson HÖJER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, son président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

S'il s'élève entre les Parties contractantes un différend d'ordre juridique rentrant dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis pour jugement à ladite Cour, conformément aux dispositions du susdit statut,

Les différends pour le règlement desquels les Parties contractantes se seront engagées, par d'autres conventions en vigueur entre elles, à recourir à une procédure judiciaire ou arbitrale spéciale, seront traités conformément aux dispositions desdits arrangements.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier, toutefois seulement après qu'ils auront été soumis, sans avoir pu être réglés par cette voie, à la procédure d'enquête et de conciliation prévue par la Convention du 27 juin 1924 concernant l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être réglés suivant les principes du droit et de l'équité.

¹ Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Suède.

¹ Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.

¹ TRANSLATION.

No. 1417. — CONVENTION BETWEEN NORWAY AND SWEDEN FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT OSLO, NOVEMBER 25, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of promoting efforts for the pacific settlement of international disputes, have agreed for this purpose to supplement the Convention concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation concluded between the two countries on June 27, 1924, by a Convention for the pacific settlement of disputes, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Torvald Magnusson HÖJER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Ludvig MOWINCKEL, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Any legal dispute arising between the Contracting Parties which falls within one of the categories specified in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which it has not been possible to settle by diplomacy, shall be submitted for judgment to the said Court in accordance with the provisions of the said Statute.

Disputes for the settlement of which the Contracting Parties have undertaken, under other Conventions in force between them, to have recourse to a special judicial or arbitral procedure, shall be dealt with in accordance with the terms of such agreements.

Any divergence of views regarding the interpretation of the present Convention shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the ensuing provisions, all disputes other than those mentioned in Article 1, provided that they have first been subjected to the procedure of enquiry and conciliation provided for in the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation, and that it has not been possible to settle them by this means.

The Parties agree that the disputes referred to in the present Article shall be settled in accordance with the principles of law and equity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir pour l'examen d'un des différends visés à l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II, de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables à ladite procédure.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite Convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, lors même que cette dernière convention aurait cessé d'être valable pour les deux Parties ou pour l'une d'elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral pourra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu six mois au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire, ou toute autre autorité de l'un des deux Etats, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé à la Partie lésée par la sentence judiciaire ou arbitrale une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 3.

Except where otherwise provided by agreement between the Parties, an arbitral tribunal to deal with disputes under Article 2 of the present Convention shall be constituted in conformity with the provisions of Title IV, Chapter II, of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

Unless the Parties have agreed otherwise, the arbitration procedure shall be governed by the provisions of Title IV, Chapter III, of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

In case the arbitration agreement provided for in The Hague Convention shall not have been signed within six months from the date on which one of the Parties has proposed to the other the submission of the dispute to arbitration, the said agreement shall, at the request of either of the Parties, be drawn up in the manner prescribed in Articles 53 and 54 of the said Hague Convention.

In cases in which the present Convention refers to provisions of The Hague Convention, the said provisions shall be applicable between the Parties, even if The Hague Convention has ceased to be binding on the two Parties or on either of them.

Article 5.

The arbitral tribunal may at the request of either of the Parties indicate the provisional measures to be taken in order to safeguard the rights of that Party, provided however that such measures can be taken by administrative action.

Article 6.

The arbitral award shall, when circumstances require, specify the manner in which it is to be carried out, in particular as regards the time limits to be observed.

Article 7.

With regard to questions which, under the laws of the country against which an application is made, are within the competence of the courts, including the administrative courts, the Party concerned may not demand the application of the procedure laid down in Article 1 or in Article 2 until a final judgment has been given as a result of judicial proceedings. In such a case the dispute must be sent for adjudication by judicial or arbitral procedure within six months from the date of the final judgment.

Article 8.

If the judicial decision or the arbitral award declares that any ruling or order of a judicial or other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that State does not permit, or only partially permits, the consequences of the said ruling or order to be annulled, the Parties agree that the Party injured by the judicial decision or arbitral award shall be granted suitable compensation of another kind.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée, en ce qui concerne la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag suédois, et en ce qui concerne la Norvège, par Sa Majesté le Roi de Norvège avec l'assentiment du Storting norvégien. Les ratifications seront échangées à Stockholm.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et remplacera la Convention d'arbitrage du 26 octobre 1905. Elle aura une durée de vingt années, à compter dudit jour. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera par la suite aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années, si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral, en vertu de cette convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et l'ont muni de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Oslo, le 25 novembre 1925.

(L. S.) (*Signé*) Torvald HÖJER.

(L. S.) (*Signé*) Joh. Ludw. MOWINCKEL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder en date de ce jour à la signature d'une Convention entre la Suède et la Norvège pour le règlement pacifique des différends, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, conviennent que la Convention du 27 juin 1924 concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation restera en vigueur, nonobstant les dispositions de l'article 18 de cette convention, aussi longtemps que la convention pour le règlement pacifique des différends signée en date de ce jour portera ses effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Oslo, le 25 novembre 1925.

(L. S.) (*Signé*) Torvald HÖJER.

(L. S.) (*Signé*) Joh. Ludw. MOWINCKEL.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain as far as possible during the course of the judicial or arbitral procedure from any action likely to have a prejudicial effect on the execution of the judicial decision or arbitral award.

The Parties shall conform in good faith to the judicial decision or arbitral award.

Article 10.

Any disputes arising between the Parties regarding the interpretation or execution of the judicial decision or arbitral award shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted for settlement to the tribunal which gave the decision or award.

Article 11.

The present Convention shall be ratified, in the case of Sweden by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Swedish Riksdag, and in the case of Norway by His Majesty the King of Norway, with the approval of the Norwegian Storting. The instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm.

Article 12.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall supersede the Arbitration Convention of October 26, 1905. It shall be valid for twenty years from the aforesaid date. Unless it is denounced at least two years before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of twenty years and shall thereafter be considered as prolonged for successive periods of twenty years unless it has been denounced at least two years before the expiration of the preceding period.

If, at the time when the present Convention ceases to be valid, proceedings in respect of a dispute are pending before a judicial or arbitral tribunal in virtue of the present Convention, such dispute shall be disposed of in accordance with the provisions of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Oslo, November 25, 1925.

(L. S.) (Signed) Torvald HÖJER.

(L. S.) (Signed) Joh. Ludw. MOWINCKEL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding, on this day, to sign a Convention between Sweden and Norway for the pacific settlement of disputes, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed that the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation shall remain in force, notwithstanding the provisions of Article 18 of the said Convention, so long as the Convention for the pacific settlement of disputes, signed on this day, shall remain valid.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Oslo, November 25, 1925.

(L. S.) (Signed) Torvald HÖJER.

(L. S.) (Signed) Joh. Ludw. MOWINCKEL.

N° 1418.

DANEMARK ET NORVÈGE

Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Copenhague, le 15 janvier 1926.

DENMARK AND NORWAY

Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Copenhagen, January 15, 1926.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 1418. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG NORGE ANGAAENDE FREDELIG AFGØRELSE AF TVISTIGHEDER, UNDERTEGNET I KØBENHAVN, DEN 15 JANUAR 1926.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et le chargé d'affaires a. i. de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mars 1927.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og HANS MAJESTÆT NORGES KONGE, som er besjælet af Ønsket om at fremme Bestræbelserne for Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder, er i dette Øjemed kommet overens om, i Tilslutning til den Konvention² om Oprettelse af et staaende Undersøgelses- og Forligsnævn, som blev undgaaet mellem Danmark og Norge den 27. Juni 1924, at afslutte en Overenskomst angaaende fredelig Afgørelse af Tvistigheder, og har til deres befuldmægtigede til at afslutte en saadan Overenskomst udnævnt :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestæts Udenrigsminister Carl Poul Oscar Greve MOLTKE, og

HANS MAJESTÆT NORGES KONGE :

Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København, Emil HUITFELDT,

som med gehörig Bemundigelse er kommet overens om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

Retstvistigheder, som maatte opstaa mellem Danmark og Norge, og som kan henføres til nogen af de i Artikel 36, 2. Stk. i Statuten³ for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje nævnte Arter, skal, saafremt de ikke har kunnet løses ad diplomatisk Vej, henvises til Afgørelse af den nævnte Domstol overensstemmende med Bestemmelserne i den omhandlede Statut. Tvistigheder, med Hensyn til hvilke der mellem de to Lande gælder særlige Aftaler om Doms eller Voldgiftsbehandling, skal behandles efter Bestemmelserne i disse Aftaler.

Meningsforskelligheder vedrørende Fortolkningen af denne Overenskomst skal afgøres af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje.

Artikel 2.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til Voldgiftsbehandling overensstemmende med nedenstaaende Bestemmelser alle andre end de i Artikel 1 nævnte Tvistigheder, dog først efter at der er blevet gjort til Genstand for den Undersøgelses- og Forligsbehandling, som omhandles i

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 9 mars 1927.

² Vol XXXIII, page 173, de ce recueil.

³ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 1418. — OVERENSKOMST¹ MELLEML NORGE OG DANMARK ANGÅENDE FREDELIG AVGJÖRELSE AV TVISTER, UNDERTEGNET I KJÖBENHAVN, DEN 15. JANUAR 1926.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and the Danish Chargé d'Affaires a. i. at Berne. The registration of this Convention took place March 14, 1927.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND, som er besjelet av ønsket om å fremme bestrebelsene for avgjørelse av mellomfolkelige tvister på fredelig måte, er i dette öiemed blitt enige om, i tilslutning til den konvensjon² angående opprettelse av en fast undersökelses- og forliksnevnd som blev inngått mellem Norge og Danmark den 27. juni 1924, å avslutte en overenskomst angående fredelig avgjørelse av tvister, og har som sine befullmektigede ved avsluttelsen av en sådan overenskomst opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Hans Majestet overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Kjöbenhavn
Emil HUITFELDT, og

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestets utenriksminister Carl Poul Oscar Greve MOLTKE,

hvilke, behöig befullmektigede, er kommet overens om fölgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Rettstvister som måtte opstå mellem Norge og Danmark og som kan henføres til nogen av de slags tvister som er omhandlet i art. 36, 2^a. ledd i vedtektene for den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie, skal, såfremt de ikke har kunnet löses på diplomatisk vei, henskytes til avgjørelse av den nevnte domstol overensstemmende med forskriftene i de nevnte vedtekter. Tvister med hensyn til hvilke der mellem de to land gjelder særlige avtaler om doms- eller voldgiftsbehandling, skal behandles efter bestemmelsene i disse avtaler.

Meningsforskjell angående fortolkningen av nærværende overenskomst skal avgjøres av den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie.

Artikkel 2.

De kontraherende parter forplikter sig til å henskyte til voldgiftsbehandling overensstemmende med de fölgende bestemmelser elle andre enn de i artikkel 1 nevnte tvister, dog først efter at de har været underkastet den undersökelses- og forliksbehandling som er omhandlet i konvensjonen av

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, March 9, 1927.

² Vol. XXXIII, page 173, of this Series.

³ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Konventionen af 27. Juni 1924 angaaende Oprettelse af et staaende Undersøgelses- og Forligsnævn, uden derigennem at have fundet deres Løsning.

Parterne er enige om, at de Tvistigheder, som omhandles i nærværende Artikel, skal afgøres efter Grundsætningerne for Ret og Billighed.

Artikel 3.

Forsaavidt Parterne ikke træffer anden Overenskomst, skal Voldgiftsretten til Behandling af Tvistigheder ifølge Artikel 2 i nærværende Overenskomst nedsættes i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel II, i Haagerkonventionen¹ af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder.

Artikel 4.

I det Omfang, Parterne ikke træffer anden Bestemmelse angaaende Behandling ved Voldgift, skal Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel III i Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder komme til Anvendelse.

Saafernt saadan Voldgiftsaftale som omhandlet i den nævnte Haagerkonvention ikke undertegnes inden 6 Maaneder efter, at den ene Part overfor den anden har fremsat Begæring om Tvistighedens Henvisning til Voldgift, skal Voldgiftsaftalen paa Begæring af en af Parterne fastsættes paa den Maade, der er foreskrevet i Artiklerne 53 og 54 i den nævnte Haagerkonvention.

I de Tilfælde hvor nærværende Overenskomst henviser til Bestemmelserne i Haagerkonventionen, skal disse Bestemmelser anvendes mellem Parterne ogsaa i Tilfælde af, at begge Parter eller en af dem har fratraadt den sidstnævnte Konvention.

Artikel 5.

Voldgiftsretten skal paa Bagæring af en af Parterne angive de foreløbige Foranstaltninger, som bør træffes for at beskytte denne Parts Retsstilling, forsaavidt disse Foranstaltninger kan træffes ad administrativ Vej.

Artikel 6.

Voldgiftskendelsen skal, naar der findes Anledning dertil, indeholde en Tilkendegivelse af, hvorledes den skal fuldbyrdes, særlig med Hensyn til de Tidsfrister, som skal iagttages.

Artikel 7.

Hvad angaar Spørgsmaal, som i Medfør af Lovgivningen i det Land, mod hvilket Krav fremsættes, skal afgøres af en Domstol, hvorved i denne Forbindelse ogsaa forstaas Forvaltningsdomstol, kan vedkommende Part ikke forlange, at den i Artikel 1 eller 2 omhandlede Fremgangsmaade kommer til Anvendelse, forinden endelig Afgørelse er truffet gennem Sagens Behandling ved Domstolen. I dette Tilfælde skal Tvistighedens Henvisning til Dom eller Voldgift i Henhold til nævnte Artikel 1 eller 2 ske senest et Aar efter saadan Afgørelse.

Artikel 8.

Dersom det i en Dom eller Voldgiftskendelse erklæres, at en Beslutning eller en Foranstaltning af en Domstol eller anden Myndighed i den ene Stat helt eller delvis er i Strid med Folkeretten, og kan ifølge denne Stats Forfatning Følgerne af saadan Beslutning eller Foranstaltning ikke helt eller

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

27. juni 1924 angående opprettelse av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uten derigjennem å ha opnådd løsning.

Partene er enige om, at de tvister, som omhandles i nærværende artikkel, skal avgjøres efter grunnsetningene for rett og billighet.

Artikkel 3.

Forsåvidt partene ikke treffer annen overenskomst, skal voldgiftsretten til behandling av tvist efter artikkel 2 i nærværende overenskomst nedsettes i overensstemmelse med bestemmelsene i tittel IV, kap. II i Haagkonvensjonen¹ av 18. oktober 1907 angående avgjørelse av mellomfolkelige tvister på fredelig måte.

Artikkel 4.

I den utstrekning partene ikke treffer annen bestemmelse angående voldgiftsbehandlingen, skal bestemmelsene i tittel IV, kap. III i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjørelse av mellomfolkelige tvister på fredelig måte komme til anvendelse.

Hvis en sådan voldgiftsavtale som er omhandlet i den nevnte Haagkonvensjon ikke er undertegnet innen seks måneder efterat den ene part overfor den annen part har fremført anmodning om at tvisten henskytes til voldgift, skal voldgiftsavtalen på anmodning av en av partene fastsettes på den måte som er foreskrevet i artiklene 53 of 54 i den nevnte Haagkonvensjon.

I de tilfelle hvor nærværende overenskomst henviser til bestemmelsene i Haagkonvensjonen, skal disse bestemmelser få anvendelse mellom partene også i tilfelle av at begge parter eller en av dem har fratrudd den sistnevnte konvensjon.

Artikkel 5.

Voldgiftsretten skal på begjæring av en av partene angi de foreløbige foranstaltninger, som bør treffes for å beskytte denne parts rettsstilling, forsåvidt disse forenstaltninger kan treffes på administrativt vei.

Artikkel 6.

Voldgiftskjennelsen skal, når der finnes anledning til det, inneholde anvisning på hvorledes den skal fullbyrdes, særlig med hensyn til de tidsfrister, som skal iakttas.

Artikkel 7.

Hvad angår spørsmål som, i henhold til lovgivningen i det land overfor hvilket krav fremsettes, skal avjøres av en domstol, hvorved i denne forbindelse også forstås forvalningsdomstol, kan vedkommende part ikke forlange at den i artikkel 1 eller 2 omhandlede fremgangsmåte får anvendelse, før endelig avgjørelse er truffet gjennom sakens behandling ved domstolen. I så fall skal tvistens henskytelse til dom eller voldgift i henhold til nevnte art. 1 eller 2 skje senest et år efter en sådan avgjørelse.

Artikkel 8.

Dersom det i en dom eller voldgiftskjennelse erklæres at en beslutning eller en forföining truffet av en domstol eller annen myndighet i den ene stat helt eller delvis er i strid med folkeretten, og kan ifölge denne stats forfatning fölgene av beslutningen eller forföiningen ikke helt eller delvis

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

delvis ophæves, er Parterne enige om, at der ved Dommen eller Voldgiftskendelsen kan tilkendes den forurettede Part passende Godtgørelse paa anden Maade.

Artikel 9.

De kontraherende Parter forpligter sig til under den stedfindende Doms- eller Voldgiftsbehandling i størst muligt Omfang at undgaa enhver Foranstaltning, som kan modvirke Dommens eller Voldgiftskendelsens Fuldbgyrdelse.

Parterne skal efterkomme den ved Dommen eller Voldgiftskendelsen truffne Afgørelse paa Tro og Love.

Artikel 10.

Twistigheder, som maatte opstaa mellem Parterne angaaende Fortolkningen eller Gennemførelsen af Dommen eller Voldgiftskendelsen, skal i Mangel af anden Bestemmelse afgøres af den Ret, som har afsagt Dommen eller Voldgiftskendelsen.

Artikel 11.

Denne Overenskomst skal ratificeres. Ratifikationerne skal udveksles i Oslo.

Artikel 12.

Denne Overenskomst træder i Kraft paa den Dag Ratifikationerne udveksles, og afløser i Forholdet mellem Danmark og Norge, veds in Ikrafttræden Voldgiftskonventionen¹ af 8. Oktober 1908. Den gælder for en Tid af 20 Aar fra dens Ikrafttræden. Saafremt den ikke bliver opsagt senest to Aar før Udgangen af nævnte Tidsrum, skal den gælde for yderligere 20 Aar, og skal fremtidig anses forlænget for Tidsrum af 20 Aar, saafremt den ikke bliver opsagt mindst 2 Aar før Udgangen af den nærmest forudgaaende Tyveaarsperiode.

Twistigheder, som ved Udløbet af Overenskomstens Gyldighedstid er Genstand for Doms- eller Voldgiftsbehandling efter denne Overenskomst, skal færdigbehandles i Overensstemmelse med dens Bestemmelser.

Til Bekræftelse heraf har de befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den men deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i København, den 15. Januar 1926.

(L. S.) C. MOLTKE.

UNDERTEGNESESPROTOKOL.

I Forbindelse med Undertegnelsen i Dag af en Overenskomst mellem Danmark og Norge om fredelig Bilæggelse af Twistigheder er undertegnede behørigt befuldmægtigede kommet overens om, at Konventionen af 27. Juni 1924 angaaende Oprettelse af et fast Undersøgelses- og Forligsnævn, uanset Bestemmelserne i sidstnævnte Konventions Artikel 18, skal have Gyldighed, saa længe den i Dag undertegnede Overenskomst angaaende fredelig Bilæggelse af Twistigheder forbliver i Kraft.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, trois-ème série, tome II, page 758.

fjernes, er partene enige om at der ved dommen eller voldgiftskjennelsen kan tilkjennes den forettede part passende godtgjørelse på annen måte.

Artikkel 9.

De kontraherende parter forplikter sig til under pågående doms- eller voldgiftsbehandling i størst mulig urstrekning å undgå enhver foranstaltning som kan motvirke fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen.

Partene skal på tro og love rette sig efter dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikkel 10.

Twister som måtte opstå mellom partene angående fortolkningen eller fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen skal, i mangel av annen bestemmelse, avgjøres av den rett som har avsagt dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikkel 11.

Denne overenskomst skal ratifiseres. Ratifikasjonene skal utveksles i Oslo.

Artikkel 12.

Denne overenskomst trer i kraft den dag ratifikasjonene blir utvekslet og avløser i forholdet mellom Norge og Danmark ved sin ikrafttreden voldgiftskonvensjonen¹ av 8. oktober 1908. Den gjelder for en tid av tyve år fra sin ikrafttreden. Hvis den ikke blir opsagt senest to år før utløpet av dette tidsrum, skal den gjelde for ytterligere tyve år, og den skal fremdeles anses forlenget for perioder på tyve år, hvis den ikke blir opsagt minst to år før utløpet av den nærmest foregående tyveårsperiode.

Twist som ved utløpet av overenskomstens gyldighetstid er gjenstand for doms- eller voldgiftsbehandling efter denne overenskomst, skal ferdigbehandles overensstemmende med dens bestemmelser.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Kjøbenhavn, den 15. januar 1926.

(L. S.) Emil HUITFELDT.

UNDERTEGNINGS-PROTOKOLL.

I forbindelse med undertegning idag av en overenskomst mellom Norge og Danmark angående fredelig avgjørelse av tvister er de undertegnede, behørig befullmektigede, kommet overens om at konvensjonen av 27. juni 1924 angående opprettelse av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uansett bestemmelsene i sistnevnte konvensjons artikkel 18, skal gjelde sålenge den idag undertegnede overenskomst angående fredelig avgjørelse av tvister er i kraft.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 963.

Man er endvidere enig om, at den ovennævnte i Dag undertegnede Overenskomst ogsaa skal anvendes i det Tilfælde at en opstaaet Tvistighed har sin Grund i Kendsgerninger, som er opstaaet før Overenskomstens Afslutning.

Til Bekræftelse heraf har de befuldmægtigede undertegnet denne Protokol og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i København, den 15. Januar 1926.

(L. S.) C. MOLTKE.

Man er videre enig om at ovennevnte idag undertegnede overenskomst også skal anvendes i det tilfælde at en opstått tvist har sin grunn i kjensgjerninger, som er opstått för overenskomstens avslutning.

Til bekreftelse herav har de befullmættede undertegnet denne protokoll og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget i to eksemplarer i Kjöbenhavn, den 15. januar 1926.

(L. S.) Emil HUITFELDT.

Pour copie conforme :

Ministère des affaires étrangères
Oslo, le 9 mars 1927.

Pour le Ministre :

*Le Chef de la Division des Affaires politiques
et commerciales en général :*

Marstrander.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 11 mars 1927.

Georg Cohn.

Chef du service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.N^o 1418. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE
POUR LE RÉGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS. SIGNÉE
À COPENHAGUE, LE 15 JANVIER 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, animés du désir de favoriser les efforts tendant à assurer le règlement des différends internationaux par des voies pacifiques, sont convenus, à cet effet, de conclure comme suite à la Convention concernant l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation, conclue le 27 juin 1924, entre le Danemark et la Norvège, une convention concernant le règlement pacifique des différends, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Le comte Carl Poul Oscar MOLTKE, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Emil HUITFELDT, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

S'il s'élève entre le Danemark et la Norvège un différend d'ordre juridique rentrant dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, de différend sera soumis au jugement de ladite cour conformément aux dispositions du susdit statut. Les différends pour le règlement desquels les Parties contractantes se sont engagées par d'autres conventions, en vigueur entre elles, à recourir à une procédure judiciaire ou arbitrale spéciale, seront traités conformément aux dispositions desdits arrangements.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention, sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier, mais seulement après qu'ils auront été soumis à la procédure d'enquête et de conciliation prévue par la Convention du 27 juin 1924, concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation, et n'auront pu être réglés par cette voie.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être selon les principes du droit et de l'équité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1418. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND NORWAY FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT COPENHAGEN, JANUARY 15, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of promoting efforts for the pacific settlement of international disputes have agreed for this purpose to supplement the Convention concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation, concluded between Denmark and Norway on June 27th, 1924, by a Convention for the pacific settlement of disputes, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Count Carl Poul Oscar MOLTKE, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Emil HUITFELDT, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Copenhagen ;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Any legal dispute arising between Denmark and Norway which falls within one of the categories specified in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice, and which it has not been possible to settle by diplomacy, shall be submitted for judgment to the said Court in accordance with the provisions of the said Statute. Disputes in respect of which there are special Conventions in force between the Contracting Parties providing for judicial or arbitral procedure, shall be dealt with in accordance with the terms of such agreements.

Any divergence of views regarding the interpretation of the present Convention shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the ensuing provisions, all disputes other than those mentioned in Article 1, provided that they have first been subjected to the procedure of enquiry and conciliation provided for in the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation, and that it has not been possible to settle them by this means.

The Parties agree that the disputes referred to in the present Article shall be settled in accordance with the principles of law and equity.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le Tribunal arbitral chargé de l'examen des différends visés à l'article 2 de la présente convention sera constitué conformément aux dispositions du Titre IV, Chapitre II, de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du Titre IV, Chapitre III, de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux seront applicables à ladite procédure.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite convention de La Haye n'a pas été signé, ce compromis sera établi, à la demande de l'une des Parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les parties, lors même que cette dernière convention aurait cessé d'être valable pour les deux Parties ou l'une d'elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral indiquera les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, au délai à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formulée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la partie intéressée ne pourra exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard, à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire, ou toute autre autorité de l'un des deux États, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international et si le droit constitutionnel dudit État ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé à la Partie lésée par la sentence judiciaire ou arbitrale une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 3.

Except where otherwise provided by agreement between the Parties, an arbitral tribunal to deal with disputes under Article 2 of the present Convention shall be constituted in conformity with the provisions of Title IV, Chapter II of The Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 4.

Unless the Parties have agreed otherwise, the arbitration procedure shall be governed by the provisions of Title IV, Chapter III, of The Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

In case the arbitration agreement provided for in The Hague Convention shall not have been signed within six months from the date on which one of the Parties has proposed to the other the submission of the dispute to arbitration, the said arbitration agreement shall, at the request of either of the Parties, be drawn up in the manner prescribed in Articles 53 and 54 of the said Hague Convention.

In cases in which the present Convention refers to provisions of The Hague Convention, the said provisions shall be applicable between the Parties even if The Hague Convention has ceased to be binding on the two Parties or on either of them.

Article 5.

The arbitral tribunal may, at the request of either of the Parties, indicate the provisional measures to be taken in order to safeguard the rights of that Party, provided, however, that such measures can be taken by administrative action.

Article 6.

The arbitral award shall, when circumstances require, specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time limits to be observed.

Article 7.

With regard to questions which, under the laws of the country against which an application is made, are within the competence of the courts, which term must in this case be understood to include the administrative courts, the Party concerned may not demand the application of the procedure laid down in Article 1 or in Article 2 until a final judgment has been given as a result of judicial proceedings. In such a case the dispute must be sent for adjudication by judicial or arbitral procedure within one year from the date of the final judgment.

Article 8.

If the judicial decision or the arbitral award declares that any ruling or order of a judicial or other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that State does not permit, or only partially permits, the consequences of the said ruling or order to be annulled, the Parties agree that the Party injured by the judicial decision or arbitral award shall be granted suitable compensation of another kind.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer, de bonne foi, à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties, concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications seront échangées à Oslo.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et remplacera, en ce qui concerne les relations entre le Danemark et la Norvège, la Convention d'arbitrage du 8 octobre 1908 dès qu'elle entrera en vigueur. Elle aura une durée de vingt années, à compter dudit jour. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera, par la suite, aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années, si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral en vertu de cette convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la Convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le quinze janvier mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) C. MOLTKE.

(L. S.) (Signé) Emil HUITFELDT.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder, en date de ce jour, à la signature d'une Convention entre le Danemark et la Norvège pour le règlement pacifique des différends, les soussignés dûment autorisés à cet effet, conviennent que la Convention du 27 juin 1924 concernant l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation restera en vigueur, nonobstant les dispositions de l'article 18 de cette convention, aussi longtemps que la Convention pour le règlement pacifique des différends signée en date de ce jour portera ses effets.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain as far as possible during the course of the judicial or arbitral procedure from any action likely to have a prejudicial effect on the execution of the judicial decision or arbitral award.

The Parties shall conform in good faith to the judicial decision or arbitral award.

Article 10.

Any disputes arising between the Parties regarding the interpretation or execution of a judicial decision or arbitral award shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted for settlement to the tribunal which gave the decision or award.

Article 11.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Oslo.

Article 12.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall, as regards the relations between Denmark and Norway, supersede the Arbitration Convention of October 8, 1908, when it comes into force. It shall be valid for twenty years from the aforesaid date. Unless it is denounced at least two years before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of twenty years and shall thereafter be considered as prolonged for successive periods of twenty years unless it has been denounced at least two years before the expiration of the preceding period.

If, at the time when the present Convention ceases to be valid, proceedings in respect of a dispute are pending before a judicial or arbitral tribunal in virtue of the present Convention, such dispute shall be disposed of in accordance with the provision of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Copenhagen, the fifteenth day of January, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (Signed) C. MOLTKE.

(L. S.) (Signed) Emil HUITFELDT.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding on this day to sign a Convention between Denmark and Norway for the pacific settlement of disputes, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed that the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation shall remain in force, notwithstanding the provisions of Article 18 of the said Convention, so long as the Convention for the pacific settlement of disputes, signed on this day, shall remain valid.

Il est convenu, en outre, que la convention ci-dessus, signée en date de ce jour, s'appliquera également, le cas échéant, aux différends provoqués par des faits antérieurs à la conclusion de la présente convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Copenhague, le 15 janvier 1926.

(L. S.) (Signé) C. MOLTKE.

(L. S.) (Signé) Emil HUITFELDT.

It is further agreed that the above Convention, signed on this day shall also apply, if necessary, to cases where a dispute arises out of occurrences which took place before the conclusion of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen on January 15, 1926.

(L. S.) (*Signed*) C. MOLTKE.

(L. S.) (*Signed*) Emil HUITFELDT.

N° 1419.

**ESPAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de commerce, avec protocole
spécial. Signés à Madrid, le 29
juillet 1925.

**SPAIN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Commerce, with Special
Protocol. Signed at Madrid, July
29, 1925.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1419. — TRATADO ¹ DE COMERCIO ENTRE ESPAÑA Y CHECOESLOVAQUIA, FIRMADO EN MADRID EL 29 DE JULIO DE 1925.

Texte officiel espagnol communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1927.

Spanish official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 17, 1927.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA CHECOESLOVACA, y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA animados de igual deseo de favorecer el desarrollo de las relaciones económicas entre Checoslovaquia y España, han decidido concertar un Convenio de Comercio, y a este efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios respectivos, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA CHECOESLOVACA :

Al Exmo. Señor Milos KOBR, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Checoslovaquia en Madrid, y

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

Al Exmo. Señor Don Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS Y BERMEJILLO, Subsecretario encargado del despacho del Ministerio de Estado,

los cuales, después de haberse comunicado sus respectivas Plenipotencias, halladas en buena y debida forma, han convenido los artículos siguientes :

Artículo 1.

Habrá plena y recíproca libertad de comercio entre los territorios de la República Checoslovaca y España.

En todo lo concerniente al comercio y a la industria, trátase de personas o de productos, las dos Partes contratantes se garantizan mutuamente el trato de la Nación más favorecida.

Artículo 2.

Los productos naturales o fabricados originarios y procedentes de los territorios españoles, enumerados en la Lista A. aneja al presente Convenio, no estarán sujetos, a su importación en el territorio de la República Checoslovaca, al pago de derechos superiores a los especificados en la citada Lista, y beneficiarán de cuantas reducciones de derechos y otras ventajas hubiere concedido o conceda, en lo sucesivo, la República Checoslovaca a los productos similares de otros países.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 3 février 1927.

¹ The exchange of ratifications took place on February 3, 1927.

Artículo 3.

El resto de la producción española gozará en el territorio de la República Checoslovaca, del trato de la Nación más favorecida, tanto en lo que respecta a los derechos de importación como a los derechos internos o a cualquier otro beneficio análogo concedido o que se concediese por la misma a un tercer país.

Artículo 4.

Los productos naturales o fabricados originarios y procedentes de la República Checoslovaca, enumerados en la Lista B., igualmente aneja al presente Convenio, no satisfarán a su importación en España derechos superiores a los establecidos en dicha Lista.

Artículo 5.

Los demás productos originarios y procedentes de la República Checoslovaca, adeudarán a su importación en España los derechos de la segunda tarifa del Arancel que en cualquier tiempo esté en vigor.

Artículo 6.

Los productos naturales o fabricados, originarios y procedentes de Checoslovaquia no serán sometidos a su importación en España a ningún recargo o aumento, así como a ningún coeficiente existente en la actualidad o que en lo sucesivo se establezca, y cuyo percibo suponga una elevación de los derechos de Aduanas.

Artículo 7.

Las dos Partes contratantes se garantizan el trato de la Nación más favorecida en lo referente a los viajeros de comercio y sus muestrarios; a los derechos o impuestos de exportación, régimen de los puertos francos, depósito, tránsito, formalidades aduaneras prohibiciones o restricciones de importación o exportación, derechos locales y de puertos, ya se perciban estos derechos o impuestos por cuenta del Estado, de las provincias, de los Municipios o de cualquier ramo de la Administración pública.

Artículo 8.

Cada una de las Partes contratantes podrá solicitar que los productos naturales o fabricados de la otra Parte sean acompañados en el acto de su importación de un Certificado de origen.

Este Certificado de origen será expedido, bien por la Cámara de Comercio de que dependa el expedidor, o bien por cualquier otra Autoridad o entidad económica que el país destinatario haya aceptado. Cualquiera de las dos Partes podrá solicitar, además, que el certificado sea legalizado por un Representante diplomático o consular del país de destino.

Los paquetes postales quedarán exentos del Certificado de origen.

Artículo 9.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones se canjearán en Madrid una vez cumplidas por una y otra Parte las formalidades establecidas por las respectivas legislaciones.

Entrará en vigor diez días después del canje de las ratificaciones y regirá por tiempo indefinido cesando tres meses después de que cualquiera de las Partes contratantes lo denunciare.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio y puesto en él sus sellos.

Hecho, por duplicado, en Madrid a veintinueve de Julio de mil novecientos veinticinco.

(L. S.) Mil. KOBR *m. p.*

(L. S.) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS *m. p.*

LISTA A

DERECHOS QUE SATISFARÁN LAS MERCANCÍAS QUE SE EXPRESAN ORIGINARIAS Y PROCEDENTES DEL TERRITORIO ESPAÑOL A SU IMPORTACIÓN EN EL TERRITORIO CHECOSLOVACO

Partidas del Arancel de Checoslovaquia	Designación de las mercancías	Coronas checoslovacas papel por 100 kg.
ex 8	Azafrán.	700
9	Higos :	
	b) secos :	
	1. en cajas	200
	2. en serillos.	120
10	Pasas en granos y en racimos	240
ex 11	Limones	30
12 a)	Naranjas	60
12 b)	Mandarinas	90
ex 14	D��tiles	270
ex 14	Plátanos (bananas).	66
16	Almendras :	
	a) secas, con o sin cáscara	200
	b) verdes, con cáscara	112,50
ex 17	Aceitunas	28
35 a)	Uvas frescas, desde 1�� de Marzo hasta 31 de Julio	240
	Id. id. 1�� de Agosto en fin de Febrero	300
ex 35 a)	Uvas de Almería en barriles, en serrín de corcho, en los meses de Noviembre hasta el fin de Febrero, y con certificado de origen	200
36 a)	Avellanas	90
104 a)	Aceite de oliva en toneles, odres o vejigas.	36
ex 106 b)	Aceite de oliva en botellas	54
	Id. id. en envases met��licos	81
	Nota : Ad 104 a) y ex 106 b). Deberán ser acompañados de certificado de análisis expedido por las autoridades competentes españolas.	
108	Líquidos alcohólicos destilados :	
	ex a) aguardientes de vino en botellas	3.000
	el mismo en barriles	3.000
	ex b) licores, esencias de ponche a base de azúcar u otras substancias	2.200
	ex d) Líquidos alcohólicos naturales destilados a base de fruta	1.640
ex 109 a)	Vinos en barriles o damajuanas :	
	1. de más de 13�� de graduación alcohólica, comprendido el Málaga, Jerez, Priorato dulce, Malvasía, Moscatel y Tarragona (exceptuándose los vinos concentrados)	210
	2. Vinos de las regiones : Castilla, Rioja, Aragón, Ampurd��n, Panad��s, Valencia, Murcia, Baleares, Andalucía, Galicia y Canarias, sin distinción de graduación	210
ex 109 b)	Vinos en botellas :	
	Málaga, Jerez, Priorato dulce, Malvasía, Moscatel, Tarragona, vinos de las regiones : Castilla, Rioja, Aragón, Ampurd��n, Panad��s, Valencia, Murcia, Baleares, Andalucía, Galicia y Canarias	487,50

Partidas del Arancel de Checoslovaquia	Designación de las mercancías	Coronas checoslovacas papel por 100 kg.
110	Vinos espumosos españoles con derecho a denominación especial cuya exclusiva es concedida a los productores conforme a la legislación española	1.200
	Notas : ad 109 y 110 :	
	1. Estos derechos serán aplicados a los vinos mencionados anteriormente, a su importación en la República Checoslovaca, bajo la condición de que los envíos vayan acompañados de certificados de origen expedidos por las autoridades españolas, cuya lista será fijada de común acuerdo.	
	2. Las autoridades checoslovacas reconocerán los certificados de análisis expedidos en la debida y prescrita forma por los institutos oficiales españoles competentes, según acuerdo de ambos Gobiernos. Las autoridades checoslovacas tendrán derecho a comprobar el análisis de los vinos importados.	
ex 131	a) Tomates en conserva	320
	ex b) Pescados en aceite	450
	ex b) Conservas de sardina en aceite puro de oliva	360
	c) Frutas en conserva	560
	ex d) Legumbres en conserva	600
143	Pirita de hierro	Libre
144	Minerales no expresados, aunque estén preparados	Libres
148	Tierras colorantes :	
	a) en bruto	Libres
	b) carbonizadas, molidas o prensadas, etc.	30
366	Tapones, suelas y demás artículos de corcho aunque estén combinados con materias ordinarias :	
	a) tapones de corcho	300
	b) suela y los demás artículos de corcho aunque estén combinados con materias ordinarias, excluidos los productos a base de combinación química de sus elementos componentes	180
	Nota : El corcho comprendido en las partidas 363, 364 y 365 del Arancel checoslovaco, gozará del trato de la nación más favorecida y, en ningún caso, satisfará derechos superiores a 28, 56 y 119 coronas respectivamente.	
488	Metales ordinarios en bruto, viejos, en pedazos o desperdicios :	
	a) plomo, aunque tenga aleación, etc.	14,40
	b) estaño, etc. etc.	Libre
	c) zinc, etc. etc.	24
	d) cobre (incluso purificado), etc.	Libre
	e) níquel	Libre
	f) aluminio, magnesio, etc.	Libres
	g) metales ordinarios, etc. no especialmente expresados	Libres
	h) aleaciones de metales ordinarios no especialmente expresados	Libres
ex 592	Sal de cocina sin mezcla (gema y marina)	14
647	Libros, impresos, etc.	Libres

LISTA B

DERECHOS QUE SATISFARÁN LAS MERCANCÍAS QUE SE EXPRESAN ORIGINARIAS Y PROCEDENTES DEL TERRITORIO CHECOSLOVACO, A SU IMPORTACIÓN EN LA PENÍNSULA E ISLAS BALEARES.

Partidas del Arancel español	Designación de las mercancías	Pesetas oro
64	Vidrio, cristal y medio cristal teñidos, tallados, etc. Tara 100 Kg.	100
ex 73	Perlas de cristal, artículos fabricados con estas perlas y tubos de cristal para adornos de arañas Kg. n.	0,80
86	Calor�feros, chimeneas, lavabos, inodoros, etc. 100 Kg.	30
Ad 86	Nota : Los baños, pilas, inodoros y demás objetos empleados en el saneamiento de las habitaciones serán aforados por peso neto.	
92	Porcelana blanca en servicios de mesa, etc. Tara 100 Kg.	57
93	Porcelana de color, o con filetes, decoraciones, etc. Tara 100 Kg.	67
98	Traviesas para ferrocarriles 100 Kg. b.	1,04
191	Correas y cuerdas de cuero para transmisiones, etc. Kg. n.	3,20
259	Acero al tungsteno, al vanadio, etc. 100 Kg. n.	120
288	Objetos fundidos de acero y de hierro maleable, etc de más de uno a 25 kilogramos inclusive 100 Kg. n.	30
ex 354	Cocinas o fogones (potagers) y autococedores de gas, de chapa esmaltada o con adornos de otras materias 100 Kg. n.	78
377	Batería de cocina y utensilios de casa, en objetos pulimentados, etc. 100 Kg. n.	150
466	Estaño en hojas para cápsulas, etc. 100 Kg. n.	85
467	Estaño con impresiones, etc. y cápsulas para botellas u otros envases 100 Kg. n.	115
510	Turbinas de vapor de más de 10.000 kilogramos 100 Kg. b.	32
537	Máquinas herramientas para metales, de 4001 a 10.000 Kg. 100 Kg. b.	45
ex 567	Distribuidores de abonos 100 Kg. b.	40
577	Maquinaria, enpleada en la molinería industrial, etc. 100 Kg. b.	68
586	Máquinas para movimientos de fluidos de más de 500 a 5.000 Kg. 100 Kg. b.	64
591	Maquinaria no comprendida en otras partidas, de más de 50 a 500 Kg. 100 Kg. b.	80
592	Id. id. de más de 500 a 1.500 Kg. 100 Kg. b.	70
593	Id. id. de más de 1.500 Kg. 100 Kg. b.	50
ex 593	Máquinas frigoríficas y de congelación, de más de 1.500 Kg. 100 Kg. b.	48
593 <i>ter</i>	Maquinaria para la trituración de minerales 100 Kg. b. Nota : Est�n comprendidos en esta partida los trituradores de minerales carbón, cal, cemento, piedras y tierra.	12
919	Acido f�rnico 100 Kg. b.	54
ex 1471	Botones de asta, hueso, marfil, etc. Kg. n.	6,50
ex 1471	Botones y gemelos de corozo Kg. n.	6
1476	Cepillos de crin o cerda, sin tapas, etc. Kg. n.	3
1477	Cepillos de crin o cerda, con mangos o tapas, etc. Kg. n.	7
1529	Juguetes de madera o cartón Kg. n.	5
1539	Objetos de escritorio, no comprendidos en otras partidas, etc. Kg. n.	4

PROTOCOLO ESPECIAL.

En el momento de proceder a la firma del Convenio de Comercio entre España y la República checoslovaca, los representantes de las dos Partes contratantes han hecho las siguientes declaraciones, que forman parte integrante del presente Convenio.

Ad artículos 1, 2 y 3.

Mientras exista en la República checoslovaca, restringido para un determinado número de artículos, el régimen de permisos de importación, el Gobierno checoslovaco otorgará para los productos españoles interesados las autorizaciones necesarias hasta la concurrencia de los contingentes que siguen :

ex 4 b)	Pimentón	10.000 quintal. mts.
10	Pasas en granos y en racimos	10.000 » »
35 a) y ex 35 a)	Uvas frescas (del 1º Agosto a fin de Febrero)	10.000 » »
ex 41	Cebollas (del 1º Septiembre al 30 de Abril)	10.000 » »
108 ex a)	Aguardiente de vino	2.000 hectólitros
108 ex b) y ex d)	Licores y esencias de ponche a base de azúcar u otras sustancias y líquidos alcohólicos naturales destilados a base de fruta	1.000 »
ex 109 a) y b) y 110	Vinos.	120.000 »
ex 131 c) y d)	Conservas de frutas, hortalizas y legumbres	5.000 quintal. mts.
148 b)	Tierras colorantes molidas, prensadas o carbonizadas, etc	10.000 » »
ex 592	Sal común	8.000 » »

Los contingentes anuales de la precedente lista se repartirán por cuartas partes por trimestres en la inteligencia de que si la importación de un trimestre resultara inferior al cuarto del contingente anual, la diferencia se agregará al contingente del trimestre siguiente.

Queda entendido que de las mercancías mencionadas en la Lista A. no se hallan sujetas al régimen de contingentes a su importación en Checoslovaquia otras distintas de las que también figuran en la relación que precede.

El Gobierno checoslovaco se compromete, no obstante cualquier disposición en contrario que se halle en vigor o pueda estarlo en lo sucesivo, a admitir sin limitación alguna de cantidad, la importación en Checoslovaquia de las mercancías españolas enumeradas en la Lista A. ; sin otra excepción que la prevista en el Ad al artículo 7.

No se mantendrá en Checoslovaquia ninguna prohibición o restricción, ni se establecerán sobre la importación de cualquier artículo producido o fabricado orginario y procedente de España, que no se extienda igualmente a los artículos similares producidos o fabricados originarios y procedentes de cualquier otro país.

Ad artículos 2, 3 y 4.

Las disposiciones de los artículos 2, 3 y 4, no son aplicables a los favores que cada una de las altas Partes contratantes haya concedido o conceda excepcionalmente a Estados limítrofes para facilitar el tráfico de frontera en una zona de extensión media que no exceda de quince kilómetros de cada lado de ella, tráfico que se limitará exclusivamente a las necesidades de la población de la referida zona.

Ad artículos 2 y 3.

Los derechos del Arancel checoslovaco están establecidos en coronas checoslovacas (papel). Si se produjese en el cambio de la corona checoslovaca — por comparación con el cambio medio

del año 1923 en relación al dólar norteamericano o a la libra esterlina o sea al promedio del cambio de estas dos monedas — un alza o baja de un 10 % por lo menos como resultado del cambio de un mes entero, el Gobierno checoslovaco podrá fijar, siempre que lo haga con carácter general para la importación de todos los países, un coeficiente monetario, a fin de garantizar a los derechos generales y convenidos el valor que les corresponde, teniendo en cuenta el promedio del cambio durante el año 1923.

Para mantener el valor de los derechos arancelarios al mismo nivel, el Gobierno checoslovaco procederá a una eventual modificación de este coeficiente, cada vez dentro del periodo máximo de un mes.

Para comprobar los cambios el Gobierno checoslovaco tomará por base las cotizaciones de las Bolsas de Praga, Nueva York y Londres.

Ad Artículo 7.

Queda entendido, respecto a las prohibiciones o restricciones de importación, que el trato de Nación más favorecida no podrá invocarse respecto de las que se establecieron en los casos que a continuación se enumeran, en tanto sean aplicables a todos los países o a los países que se encuentren en condiciones idénticas :

1. Por razón de seguridad pública ;
- 2º Para los monopolios de Estado, actualmente existentes o que se establecieron en lo porvenir ;
- 3º Respecto de la policía sanitaria y para la protección de los animales y de las plantas útiles contra las enfermedades, los insectos y los parásitos dañinos y sobre todo en interés de la salud pública y conforme a los principios internacionales adoptados a este respecto.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios, han firmado el presente Protocolo especial, por duplicado, en Madrid a veintinueve de Julio de mil novecientos veinticinco.

Mil. KOBR *m. p.*

F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 25 février 1927.

Ph. Dr Jan Opočenský *m. p.*
Directeur des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

¹ TRADUCTION.N^o 1419. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE L'ESPAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A MADRID, LE 29 JUILLET 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de favoriser le développement des relations économiques entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne, ont décidé de conclure une convention commerciale, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence M. Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Madrid; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS Y BERMEJILLO, sous-secrétaire chargé du Ministère des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura pleine et réciproque liberté de commerce entre les territoires de la République tchécoslovaque et de l'Espagne.

Les deux Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce et l'industrie, qu'il s'agisse de personnes ou de marchandises.

Article 2.

Les produits naturels ou manufacturés originaires et en provenance des territoires espagnols et énumérés dans la liste A, annexée à la présente convention, ne seront pas passibles, à leur imposition dans le territoire de la République tchécoslovaque, de droits supérieurs à ceux qui sont spécifiés dans ladite liste, et bénéficieront de toutes réductions de droits et autres avantages que la République tchécoslovaque aurait accordés ou pourrait accorder à l'avenir aux produits similaires d'autres pays:

Article 3.

Les autres produits espagnols jouiront, sur le territoire de la République tchécoslovaque, du traitement de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les droits d'importation que les droits intérieurs, ou tous autres avantages analogues que la Tchécoslovaquie aurait accordés ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1419. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN SPAIN AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT MADRID, JULY 29, 1925.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally desirous of promoting the development of economic relations between Czechoslovakia and Spain, have decided to conclude a Commercial Convention, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency M. Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Madrid ; and

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. Fernando ESPINOSA DE LOS MONTEROS Y BERMEJILLO, Under-Secretary to the Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be full and reciprocal freedom of commerce between the territories of the Czechoslovak Republic and Spain.

In all matters relating to commerce and industry, whether they concern persons or products, the two Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment.

Article 2.

The natural or manufactured products, enumerated in list A annexed to the present Convention and originating in and coming from Spanish territory, shall not be subject, on importation into the territory of the Czechoslovak Republic, to higher duties than those specified in the said list, and shall be entitled to any reduction of duty and other preferential treatment which the Czechoslovak Republic has granted, or may hereafter grant, to similar products from other countries.

Article 3.

Other Spanish products shall, in the territory of the Czechoslovak Republic, enjoy most-favoured-nation treatment in respect of import duties, internal duties, or any other similar advantages which Czechoslovakia may have granted, or may grant, to a third country.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Les produits naturels ou manufacturés originaires et en provenance de la République tchécoslovaque énumérés dans la liste B, également annexée à la présente convention, ne seront pas frappés, à leur importation en Espagne, de droits supérieurs à ceux qui sont établis dans ladite liste.

Article 5.

Les autres produits originaires et en provenance de la République tchécoslovaque, seront soumis, à leur importation en Espagne, aux droits de la deuxième colonne du tarif douanier en vigueur à la date donnée.

Article 6.

Les produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de la Tchécoslovaquie ne seront soumis, à leur importation en Espagne, à aucune surtaxe, majoration ou coefficient actuellement existants ou que l'Espagne pourrait établir ultérieurement, et qui impliqueraient un relèvement des droits de douane.

Article 7.

Les deux Parties contractantes se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les voyageurs de commerce et leurs échantillons, les droits ou impôts d'exportation, le régime des ports francs, l'entreposage, le transit, les formalités douanières, les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, les droits locaux et les droits de port, que ces droits ou impôts soient perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des municipalités, ou d'une branche quelconque de l'administration publique.

Article 8.

Chacune des Parties contractantes pourra demander que les produits naturels ou manufacturés de l'autre Partie soient accompagnés, au moment de leur importation, d'un certificat d'origine.

Ce certificat d'origine sera délivré soit par la Chambre de commerce dont dépend l'expéditeur, soit par toute autre autorité ou organisme économique que le pays destinataire aura reconnu à cet effet. Chacune des deux Parties pourra, en outre, demander que le certificat soit légalisé par un représentant diplomatique ou consulaire du pays de destination.

Les colis postaux seront exemptés du certificat d'origine.

Article 9.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid, lorsque l'une et l'autre Parties auront rempli les formalités prévues par leur législation respective.

Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications, pour une durée illimitée, et cessera d'avoir effet trois mois après que l'une quelconque des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le vingt-neuf juillet mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (Signé) Mil. KOBR.

(L. S.) (Signé) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

Article 4.

The natural or manufactured products, enumerated in list B annexed to the present Convention and originating in and coming from the Czechoslovak Republic, shall not be subject, on importation into Spain, to higher duties than those laid down in the said list.

Article 5.

Other products originating in and coming from the Czechoslovak Republic shall, on importation into Spain, pay the duties laid down in the second column of the Customs tariff at the time in force.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia shall not be subject, on importation into Spain, to any surtax or increase, or to any co-efficient at present in force or introduced hereafter, which would involve an increase of Customs duty.

Article 7.

The two Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards commercial travellers and their samples, export duties or taxes, the regulations governing free ports, warehousing, transit, Customs formalities, import or export prohibitions or restrictions, local and harbour dues, whether such duties or taxes are levied on behalf of the Government, the provincial, or municipal authorities, or any branch of the public services.

Article 8.

Each of the Contracting Parties may demand that natural or manufactured products of the other Party shall, at the time of importation, be accompanied by a certificate of origin.

This certificate of origin shall be issued, either by the Chamber of Commerce of the consignor or by some other economic authority or body approved by the country of destination. Each of the two Parties may further demand that the certificate be authenticated by a diplomatic or consular representative of the country of destination.

Postal packets shall be exempted from the requirements of certificates of origin.

Article 9.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Madrid, as soon as the two Parties have completed the formalities required by their respective laws.

It shall come into force ten days after the exchange of ratifications and shall remain in force indefinitely. It shall cease to have effect three months after having been denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Madrid, the twenty-ninth day of July, One thousand nine hundred and twenty-five.

(L. S.) (Signed) Mil. KOBR.

(L. S.) (Signed) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

LISTE A

DROITS DONT SONT PASSIBLES LES MARCHANDISES INDIQUÉES CI-DESSOUS, ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DU TERRITOIRE ESPAGNOL, A LEUR IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE TCHÉCOSLOVAQUE.

N ^{os} du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits en couronnes papier par 100 kg.
ex 8	Safran	700
	Figues :	
	a) Sèches :	
	1 ^o En caisses	200
	2 ^o En cabas	120
10	Raisins secs en grains et en grappes	240
ex 11	Citrons	30
12 a)	Oranges	60
12 b)	Mandarines	90
ex 14	Dattes	270
ex 14	Bananes	66
16	Amandes :	
	a) Sèches, avec ou sans coque	200
	b) Fraîches, avec coque	112,50
ex 17	Olives	28
35 a)	Raisins frais :	
	Du 1 ^{er} mars au 31 juillet	240
	Du 1 ^{er} août jusqu'à fin février	300
ex 35 a)	Raisins d'Almería en barils, dans de la sciure de liège, du mois de novembre jusqu'à fin février et avec certificat d'origine	200
36 a)	Noisettes	90
104 a)	Huile d'olives en tonneaux, outres ou vessies	36
ex 106 b)	Huile d'olives : en bouteilles	54
	Huile d'olive en récipients métalliques	81
	<i>Note aux N^{os} 104 a) et ex 106 b).</i> — Les huiles, classées sous ces numéros, devront être accompagnées d'un certificat d'analyse délivré par les autorités espagnoles compétentes.	
108	Spiritueux distillés :	
ex a)	Eaux-de-vie de vin :	
	En bouteilles	3.000
	En barils	3.000
ex b)	Liqueurs, essences de punch à base de sucre ou d'autres substances	2.200
ex d)	Liquides alcooliques naturels distillés, à base de fruits	1.640
ex 109 a)	Vins en barils ou dames-jeannes :	
	1 ^o D'une teneur alcoolique supérieure à 13 ^o , y compris le malaga, le xérès, le priorato doux, le malvoisie, le muscat et le tarragona (excepté les vins concentrés)	210
	2 ^o Vins des régions suivantes : Castille, Rioja, Aragon, Ampurdan, Panadès, Valence, Murcie, Baléares, Andalousie, Galicie et Canarie, quelle qu'en soit la teneur alcoolique	210
ex 109 b)	Vins en bouteilles :	
	Malaga, xérès, priorato doux, malvoisie, muscat, tarragona, Vins des régions suivantes : Castille, Rioja, Aragon, Am-	

LIST A.

DUTY TO BE PAID ON IMPORTATION INTO CZECHOSLOVAK TERRITORY OF THE FOLLOWING GOODS ORIGINATING IN AND COMING FROM SPANISH TERRITORY.

No. in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty in Czechoslovak paper crowns, per hundred kg.
ex 8	Saffron	700
9	Figs :	
	(b) Dried :	
	(1) In boxes	200
	(2) In baskets	120
10	Raisins, plucked and in clusters	240
ex 11	Lemons	30
ex 12 (a)	Oranges	60
12 (b)	Tangerines	90
ex 14	Dates	270
ex 14	Bananas	66
16	Almonds :	
	(a) Dried, with or without the husk	200
	(b) Unripe, in the shell	112.50
ex 17	Olives	28
35 (a)	Fresh grapes :	
	From March 1 to July 31	240
	From August 1 to the end of February	300
ex 35 (a)	Almeria grapes in casks, in powdered cork, during the period of November to the end of February, accompanied by certificates of origin	200
36 (a)	Hazel nuts	90
104 (a)	Olive Oil in barrels, leather bottles and bladders	36
ex 106 (b)	Olive Oil in bottles	54
	Olive Oil in metal containers	81
	<i>Note to 104 (a) and ex 106 (b). Consignments must be accompanied by certificates of analysis issued by the competent Spanish authorities.</i>	
108	Distilled spirituous liquors :	
	ex (a) Spirits of wine :	
	In bottles	3,000
	Idem in barrels	3,000
	ex (b) Liqueurs, punch essences mixed with sugar or other substances	2,200
	ex (d) Natural distilled spirituous liquors prepared from fruit	1,640
ex 109 (a)	Wines in casks or demijohns :	
	(1) Of an alcoholic strength of more than 13 degrees, including Malaga, Sherry, Sweet Priorato, Malmsey, Muscatel and Tarragona (excluding concentrated wines)	210
	(2) Wines from the districts of Castile, Rioja, Aragon, Ampurdan, Panades, Valencia, Murcia, the Balearic Isles, Andalusia, Galicia and the Canaries, irrespective of alcoholic strength	210
ex 109 (b)	Wines in bottles :	
	Malaga, Sherry, Sweet Priorato, Malmsey, Muscatel and Tarragona ; Wines from the districts of Castile, Rioja,	

N ^{os} du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits en couronnes papier par 100 kg.
110	<p>purdan, Panadès, Valence, Murcie, Baléares, Andalousie, Galicie et Canaries</p> <p>Vins mousseux espagnols ayant droit à une dénomination spéciale dont l'exclusivité est réservée aux producteurs, conformément à la législation espagnole</p> <p><i>Notes ad N^{os} 109 et 110 :</i></p>	<p>487,50</p> <p>1.200</p>
ex 131	<p>1. Ces droits seront appliqués aux vins susmentionnés, lors de leur importation en Tchécoslovaquie, à la condition que les envois soient accompagnés de certificats d'origine délivrés par les autorités espagnoles, dont la liste sera fixée d'un commun accord.</p> <p>2. Les autorités tchécoslovaques accepteront les certificats d'analyse délivrés, en bonne et due forme, par les instituts officiels espagnols compétents, conformément à l'accord entre les deux gouvernements. Les autorités tchécoslovaques auront le droit de contrôler l'analyse des vins importés.</p>	
143	a) Tomates en conserve	320
144	ex b) Poissons à l'huile.	450
148	ex b) Conserves de sardines à l'huile d'olive pure	360
	c) Fruits en conserve	560
	ex d) Légumes en conserve	600
	Pyrites de fer	exemptes
	Minerais non dénommés, même préparés	exemptes
6	Terres colorantes :	
	a) Brutes	exemptes
366	b) Carbonisées, moulues ou pressées, etc.	30
	Bouchons, semelles, et tous autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires :	
	a) Bouchons en liège	300
	b) Semelles et tous autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires, à l'exception des produits dont les éléments constitutifs ont été combinés chimiquement	180
	<i>Note.</i> — Le liège visé aux N ^{os} 363, 364 et 365 du tarif douanier tchécoslovaque, jouira du traitement de la nation la plus favorisée et, en aucun cas, les droits à acquitter ne seront supérieurs à 28, 56 et 119 couronnes respectivement.	
488	Métaux ordinaires, bruts, vieux, en morceaux ou en déchets :	
	a) Plomb, même allié avec d'autres métaux, etc.	14,40
	b) Etain, etc.	exemptes
	c) Zinc, etc.	24
	d) Cuivre (y compris le cuivre purifié), etc.	exemptes
	e) Nickel	exempt
	f) Aluminium, magnésium, etc.	exemptes
	g) Métaux ordinaires, etc., non spécialement dénommés.	exemptes
	h) Alliages de métaux ordinaires, non spécialement dénommés	exemptes
ex 592	Sel de cuisine, non mélangé (sel gemme et sel marin)	14
647	Livres, imprimés, etc.	exemptes

No. in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty in Czechoslovak paper crowns, per hundred kg.
110	Aragon, Ampurdan, Panades, Valencia, Murcia, the Balearic Isles, Andalusia, Galicia and the Canaries Spanish sparkling wines of brands entitled to a special appellation exclusively granted to the producers in accordance with Spanish law	487.50 1,200
	<i>Notes to Nos 109 and 110 :</i> (1) These duties shall be charged on the above-mentioned wines, when imported into the Czechoslovak Republic, on condition that the consignments are accompanied by certificates of origin issued by the Spanish authorities, a list of which shall be drawn up by common agreement. (2) The Czechoslovak authorities shall recognise the certificates of analysis issued in the proper and prescribed form by the Spanish official institutes who are competent for the purpose, as agreed upon by both Governments. The Czechoslovak authorities shall be entitled to check the analysis of the imported wines.	
ex 131	(a) Preserved Tomatoes ex (b) Fish preserved in oil ex (b) Sardines preserved in pure olive oil. (c) Preserved fruit. ex (d) Preserved vegetables	320 450 360 560 600
143	Iron pyrites	Free
144	Ores, not specially mentioned, treated or not	Free
148	Colouring earths :	
	(a) Raw	Free
	(b) Burnt, ground or compressed, etc.	30
366	Stoppers, soles and other wares of cork, combined or not with common materials :	
	(a) Cork stoppers.	300
	(b) Soles and other wares of work, combined or not with common materials, with the exception of goods produced by a chemical combination of their ingredients	180
	<i>Note.</i> — The cork covered by Nos 363, 364 and 365 of the Czechoslovak Customs Tariff shall enjoy most-favoured-nation treatment and shall in no case be dutiable at rates exceeding 28, 56 and 119 crowns respectively.	
488	Base metals, crude, scrap, or waste :	
	(a) Lead, alloyed, or not etc.	14.40
	(b) Tin, etc., etc.	Free
	(c) Zinc, etc., etc.	24
	(d) Copper (including refined copper), etc.	Free
	(e) Nickel	Free
	(f) Aluminium, magnesium, etc.	Free
	(g) Base metals, etc. not specially mentioned.	Free
	(h) Alloys of base metals, not specially mentioned	Free
ex 592	Kitchen salt, unmixed (rock salt and sea salt)	14
647	Books, printed matter, etc.	Free

LISTE B.

DROITS DONT SONT PASSIBLES LES MARCHANDISES INDIQUÉES CI-DESSOUS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DU TERRITOIRE TCHÉCOSLOVAQUE, À LEUR IMPORTATION DANS LA PÉNINSULE ET LES ÎLES BALÉARES.

N ^{os} du tarif espagnol	Désignation des marchandises	Pesetas or
64	Verre, cristal et demi-cristal, teints, taillés, etc. Tare 100 kg.	100
ex 73	Perles de cristal, articles fabriqués avec ces perles et tubes de cristal pour ornements de lustres kg. n.	0,80
86	Calorifères, cheminées, lavabos, appareils inodores. 100 kg.	30
ad 86	<i>Nota.</i> — Les baignoires, les éviers, les appareils inodores et autres articles employés pour l'hygiène des habitations seront taxés selon le poids net.	
92	Porcelaine blanche (services de table, etc.) . . . Tare 100 kg.	57
93	Porcelaine de couleur, ou avec filets, décors, etc. Tare 100 kg.	67
98	Traverses pour chemins de fer 100 kg. br.	1,04
191	Courroies et câbles de transmission, en cuir, etc. Kg. n.	3,20
259	Aciers au tungstène, au vanadium, etc. 100 kg. n.	120
288	Articles en fonte d'acier et de fer malléable, etc., de 1 à 25 kg. inclusivement 100 kg. n.	30
ex 354	Fourneaux ou potagers et auto-cuiseurs au gaz, en tôle émaillée ou décorée avec d'autres substances. 100 kg. n.	78
377	Batterie de cuisine et ustensiles de ménage en objets polis, etc. 100 kg. n.	150
466	Étain en feuilles pour capsules, etc. 100 kg. n.	85
467	Étain avec impression, etc., et capsules pour bouteilles et autres récipients 100 kg. n.	115
510	Turbines à vapeur, de plus de 10.000 kg. 100 kg. br.	32
537	Machines-outils pour le travail des métaux, de 4.001 à 10.000 kg. 100 kg. br.	45
ex 567	Distributeurs d'engrais 100 kg. br.	40
577	Machines employées pour les moulins industriels, etc. 100 kg. br.	68
586	Machines destinées au transport des liquides, pesant plus de 500 et jusqu'à 5.000 kg. 100 kg. br.	64
591	Machines non dénommées sous d'autres numéros du présent tarif, pesant plus de 50 et jusqu'à 500 kg. 100 kg. br.	80
592	Id. id. pesant plus de 500 et jusqu'à 1.500 kg. 100 kg. br.	70
593	Id. id. pesant plus de 1.500 kg. 100 kg. br.	50
ex 593	Machines réfrigérantes et à congeler, pesant plus de 1.500 kg. 100 kg. br.	48
593 <i>ter</i>	Machines pour le broyage des minerais 100 kg. br.	12
	<i>Nota.</i> — Sont compris sous cette rubrique les triturateurs minerais, charbon, chaux, ciments, pierres et de terre.	

LIST B.

DUTY TO BE PAID ON THE IMPORTATION INTO THE SPANISH PENINSULAR AND THE BALEARIC ISLES OF THE FOLLOWING GOODS ORIGINATING IN AND COMING FROM CZECHOSLOVAK TERRITORY.

No. in Spanish Customs Tariff	Description of Goods	Gold pesetas
64	Glass, crystal and half-crystal, coloured, cut, etc. Tare weight 100 kg.	100
ex 73	Glass beads and articles manufactured of such beads and crystal pendants for chandeliers kg. net weight	0.80
86	Stoves, fireplaces, wash-stands, water-closets, etc. 100 kg.	30
ref. 86	<i>Note.</i> — Baths, sinks, water-closets and other sanitary house fittings shall be assessed for duty on the net weight.	
92	White porcelain in the form of table services, etc. Tare weight 100 kg.	57
93	Porcelain, coloured or with fillets, decorations, etc. Tare weight 100 kg.	67
98	Railway sleepers. 100 kg. gross weight	1.04
191	Driving belts and cords of leather, etc. . . kg. net weight	3.20
259	Tungsten steel, vanadium steel, etc. . . 100 kg. net weight	120
288	Castings of steel and malleable iron, etc., exceeding 1 kg. and not exceeding 25 kg. in weight 100 kg. net weight	30
ex 354	Stoves or kitcheners and automatic gas cookers of enamelled sheet metal or ornamented with other materials. 100 kg. net weight	78
377	Kitchen and household utensils consisting of polished articles, etc. 100 kg. net weight	150
466	Tinfoil for capsules, etc. 100 kg. net weight	85
467	Tin, stamped, etc., and capsules for bottles and other containers 100 kg. net weight	115
510	Steam turbines weighing more than 10,000 kg. 100 kg. gross weight	32
537	Machine tools for working metals weighing from 4,001 to 10,000 kg. 100 kg. gross weight	45
ex 567	Manure spreaders 100 kg. gross weight	40
577	Machinery used in industrial mills, etc. 100 kg. gross weight	68
586	Machines for setting fluids in motion, weighing more than 500 and up to 5,000 kg. 100 kg. gross weight	64
591	Machinery, not included in any other number of the tariff, weighing more than 50 and up to 500 kg. 100 kg. gross weight	80
592	Idem, idem, weighing more than 500 kg. and up to 1,500 kg. 100 kg. gross weight	70
593	Idem, idem, weighing more than 1,500 kg. 100 kg. gross weight	50
ex 593	Refrigerating machines and freezers, weighing more than 1,500 kg. 100 kg. gross weight	48
593 <i>ter</i>	Machinery for crushing ores 100 kg. gross weight	12
	<i>Note.</i> — These include machines for crushing ore, coal, lime, cement, stones and earth.	

N ^o du tarif espagnol	Désignation des marchandises	Pesetas or
919	Acide formique 100 kg. br.	54
ex 1471	Boutons en corne, os, ivoire, etc. kg. n.	6,50
ex 1471	Boutons et boutons de manchettes en coroso. kg. n.	6
1476	Brosses en crin ou soies, sans monture, etc. kg. n.	3
1477	Brosses en crin ou soie, avec manche ou monture, etc. kg. n.	7
1529	Jouets en bois ou en carton kg. n.	5
1539	Articles de bureau, non compris sous d'autres numéros, etc. kg. n.	4

PROTOCOLE SPÉCIAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale entre l'Espagne et la République tchécoslovaque, les représentants des deux Parties contractantes ont formulé les déclarations suivantes, qui font partie intégrante de la présente convention.

Note ad articles 1, 2 et 3.

Tant que le régime des permis d'importation, comportant certaines restrictions pour un nombre déterminé d'articles, sera en vigueur dans la République tchécoslovaque, le Gouvernement tchécoslovaque accordera les autorisations nécessaires pour l'importation des produits espagnols intéressés jusqu'à concurrence des contingents indiqués ci-dessous :

ex 4 b)	Poivre	10.000 qm.
10	Raisins secs en grains et en grappes	10.000 »
35 a) et ex 35 a)	Raisins frais (du 1 ^{er} août à fin février)	10.000 »
ex 41	Oignons (du 1 ^{er} septembre au 30 avril)	10.000 »
108 ex a)	Eaux-de-vie de vin	2.000 hectolitres
108 ex b) et ex d)	Liqueurs et essences de punch à base de sucre ou d'autres substances et liquides alcooliques naturels distillés, à base de fruits	1.000 »
ex 109 a) et b) et 110	Vins	120.000
ex 131 c) et d)	Fruits et légumes en conserve	5.000 qm.
148 b)	Terres colorantes moulues, pressées ou carbonisées, etc.	10.000 »
ex 592 b)	Sel de cuisine	8.000 »

Les contingents annuels de la liste précédente seront répartis par quarts sur les différents trimestres, mais il est entendu que, si les importations d'un trimestre sont inférieures au quart du contingent annuel, la différence s'ajoutera au contingent afférent au trimestre suivant.

Il est également entendu que, parmi les marchandises énumérées dans la liste A, celles dont il est fait mention ci-dessus sont les seules qui se trouvent soumises au régime des contingents à leur importation en Tchécoslovaquie.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage, nonobstant toute disposition contraire qui serait actuellement en vigueur ou pourrait l'être ultérieurement, à permettre, sans aucune limitation de quantité, l'importation en Tchécoslovaquie des marchandises espagnoles énumérées dans la liste A, sans autre exception que celle qui est prévue dans la note à l'article 7.

Il ne sera maintenu ni établi en Tchécoslovaquie de prohibitions ou de restrictions d'aucune sorte, applicables à l'importation d'un produit naturel ou manufacturé quelconque originaire et

No. in Spanish Customs Tariff	Description of Goods	Gold pesetas
919	Formic acid. 100 kg. gross weight	54
ex 1471	Buttons of horn, bone, ivory, etc. kg. net weight	6.50
ex 1471	Buttons and studs of corozo kg. net weight	6
1476	Brushes of horse-hair or bristle, without backs, etc. kg. net weight	3
1477	Brushes of horse-hair or bristle with handles or backs, etc. kg. net weight	7
1529	Toys of wood or cardboard kg. net weight	5
1539	Articles for writing, not included under other tariff numbers, etc. kg. net weight	4

SPECIAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Treaty of Commerce between Spain and the Czechoslovak Republic, the representatives of the two Contracting Parties made the following declarations, which shall form an integral part of the present Treaty.

With reference to Articles 1, 2 and 3.

So long as the system of import permits, restricted to a specified number of articles, shall remain in force in the Czechoslovak Republic, the Czechoslovak Government shall grant the necessary authorisations to the Spanish products concerned, up to the quantities (quotas) mentioned hereunder :

ex 4 (b)	Pepper.	10,000 metric cwt.
10	Raisins, plucked and in clusters.	10,000 " "
35 (a) and ex 35 (a)	Fresh grapes (from August 1 to the end of February)	10,000 " "
ex 41	Onions (from September 1 to April 30).	10,000 " "
108 ex (a)	Spirits of wine	2,000 hectolitres
108 ex (b) and ex (d)	Liqueurs and punch essences, mixed with sugar and other substances and natural distilled spirituous liquors prepared from fruit	1,000 "
ex 109 (a) and (b) and 110	Wines	120,000 "
ex 131 (c) and (d)	Preserved fruit and vegetables	5,000 metric cwt.
148 (b)	Colouring earths, ground, compressed or burnt	10,000 " "
ex 592	Common salt.	8,000 " "

The annual quotas of the above list shall be spread over the year in the proportion of 25 % for each quarter, it being understood that if the imports for any quarter fall below 25 % of the annual quota, the balance shall be added to the quota for the following quarter.

It is understood that none of the goods mentioned in list A, other than those specified above, shall be subject to the quota rules on importation into Czechoslovakia.

The Czechoslovak Government undertakes, notwithstanding any provisions to the contrary which may be in force, or which may hereafter come into force, to allow the Spanish goods enumerated in list A to be imported into Czechoslovakia in unlimited quantities, the only exception being that mentioned in the note to Article 7.

No prohibition or restriction shall be maintained in Czechoslovakia, nor shall any prohibition or restriction be established on the importation of any natural or manufactured product originating

en provenance d'Espagne, sauf dans le cas où ces mesures frapperaient également les produits naturels ou manufacturés similaires originaires et provenant d'un autre pays quelconque.

Note ad articles 2, 3 et 4.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 ne sont pas applicables aux avantages que l'une quelconque des Hautes Parties contractantes aurait accordés, ou pourrait accorder exceptionnellement à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone dont l'étendue moyenne ne doit pas dépasser quinze kilomètres de part et d'autre de la frontière, ce trafic étant limité exclusivement aux besoins de la population de ladite zone.

Note ad articles 2 et 3.

Les droits du tarif tchécoslovaque sont établis en couronnes tchécoslovaques (papier). Si l'on constatait — en prenant comme terme de comparaison le change moyen de 1923, par rapport au dollar des Etats-Unis ou à la livre sterling, ou encore à la moyenne du change de ces deux monnaies — qu'il s'est produit, dans le change de la couronne tchécoslovaque, une hausse ou une baisse de de 10 % au moins pour le cours moyen d'un mois entier, le Gouvernement tchécoslovaque pourra — à condition que cette mesure s'applique d'une façon générale aux importations de tous les pays — fixer un coefficient monétaire destiné à garantir aux droits généraux et conventionnels la valeur qui leur correspond d'après le cours moyen du change de l'année 1923.

En vue de maintenir au même niveau la valeur des droits de douane, le Gouvernement tchécoslovaque pourra éventuellement modifier ce coefficient, toujours dans le délai maximum d'un mois.

Pour déterminer les variations du change, le Gouvernement tchécoslovaque prendra comme base de calcul les cotes des Bourses de Prague, New-York et Londres.

Note à l'article 7.

En ce qui concerne les prohibitions ou restrictions d'importation, il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être réclaté lorsque lesdites prohibitions ou restrictions ont été édictées pour l'un des motifs énumérés ci-dessous et s'appliquent à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques :

1° Pour raison de sécurité publique;

2° En faveur des monopoles d'Etat actuellement existants ou qui seraient institués ultérieurement;

3° Par mesure de police sanitaire et pour protéger les animaux et les plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles et surtout dans l'intérêt de la santé publique conformément aux règles internationales adoptées à cet effet.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole spécial.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le vingt-neuf juillet mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Mil. KOBR.

(Signé) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

in and coming from Spain, which does not apply equally to similar natural or manufactured products originating in and coming from any other country.

With reference to Articles 2, 3 and 4.

The provisions of Articles 2, 3 and 4 shall not apply to the favours which either of the High Contracting Parties may have conceded, or may concede as an exceptional measure, to neighbouring States, with a view to facilitating frontier traffic in a zone not exceeding an average depth of fifteen kilometres on either side of the frontier, such traffic to be strictly confined to the requirements of the inhabitants of the said zone.

With reference to Articles 2 and 3.

The duties of the Czechoslovak tariff shall be assessed in Czechoslovak (paper) crowns. If the exchange value of the Czechoslovak crown — compared with the average United States dollar exchange value, or the sterling exchange value, for the year 1923, or the average of these two rates — should show an increase or a decrease, calculated on the mean rate of exchange for a whole month, of not less than 10 %, the Czechoslovak Government may, provided such a measure applies generally to imports from all countries, fix a monetary co-efficient, for the purpose of ensuring that the general and conventional duties are adjusted to the proper amount, in accordance with the mean rate of exchange for 1923.

In order to keep the value of the Customs duties at a constant level, the Czechoslovak Government shall, if necessary, alter the said co-efficient within a period in no case exceeding one month.

In testing exchange values the Czechoslovak Government shall base its calculations on the quotations of the Prague, New York and London Exchanges.

With reference to Article 7.

As regards import prohibitions or restrictions, it is understood that most-favoured-nation treatment may not be claimed in the case of prohibitions or restrictions established for the reasons enumerated below, provided they apply to all countries or to all countries in which conditions are similar :

- (1) For reasons of public safety ;
- (2) On account of State monopolies which exist at the present time or which may hereafter be instituted ;
- (3) As health police measures, and for the protection of useful animals and plants against disease, insects and harmful parasites and, especially, in the interests of public health, in conformity with the international principles adopted in that connection.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present special Protocol, in duplicate at Madrid, the twenty-ninth day of July, One thousand nine hundred and twenty-five.

(Signed) Mil. KOBR.

(Signed) F. ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

N° 1420.

FINLANDE ET NORVÈGE

Convention pour le règlement pacifique des différends, avec protocole de signature. Signés à Helsingfors, le 3 février 1926.

FINLAND AND NORWAY

Convention for the Pacific Settlement of Disputes, with Protocol of Signature. Signed at Helsingfors, February 3, 1926.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.
(RIKSMÅL)

N^o 1420. — KONVENSJON¹ MEL-
LEM NORGE OG FINNLAND AN-
GÅENDE FREDELIG AVGJØ-
RELSE AV TVISTER, UNDER-
TEGNET I HELSINGFORS DEN
3 FEBRUAR 1926.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.
(LANDSMAL)

N^o 1420. — AVTALE¹ MILLOM NO-
REG OG FINNLAND UM FRE-
DELEG AVGJERING AV TVIS-
TAR, UNDERSKRIVE I HEL-
SINGFORS 3 FEBRUAR 1926.

Textes officiels finnois, norvégien, suédois et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 mars 1927.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og REPU-
BLIKKEN FINNLANDS PRESIDENT, som er be-
sjelet av ønsket om å fremme beste belse-
nefor avgjørelse av mellemlfolkelige tvister på
fredelig måte, er i dette øiemed blitt enige om,
i tilslutning til den konvensjon angående
oprettelse av en fast undersøkelses og forliks-
nevnd som blev inngått mellom de to riker den
27 juni 1924, å avslutte en konvensjon² an-
gående fredelig avgjørelse av tvister, og har
som Sine befulmektigede ved avsluttelsen av
en sådan konvensjon opnevnt :

HANS MAJESTET NOREGS KONGE og PRE-
SIDENTEN AV REPUBLIKKEN FINNLAND, som
ynskjer å fremja strevet for avgjering av mil-
lomfolkelege tvistar på fredeleg vis, er med
dette fyremålet vortne samde um, i tilknytning
til den avtala um skiping av ei fast grans-
kings- og forliksnemnd som vart sett millom
dei tvo riki den 27 juni 1924, ågjera ei avtale²
um fredeleg avgjering av tvistar, og hev nemnt
upp til Sine Fullmektigar til å gjera ei slik
avtale :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Hans Majestets Overordentlige Sendemann
og Befullmektigede Minister i Helsingfors
Herr H. H. BACHKE og

HANS MAJESTET NOREGS KONGE :

Sin Serlege Sendemann og Minister med
Fullmakt Hr. H. H. BACHKE og

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 15 mars 1927.

² Vol. XXIX, page 403, de ce recueil.

TEXTE FINNOIS.
FINNISH TEXT.

N^o 1420.— NORJAN JA SUOMEN VÄLINEN SOPIMUS¹ RIITAI-SUUKSIEN SOVIN-NOLLISESTA RAT-KAISEMISESTA, ALLEKIRJOITET-TU HELSINGISSÄ-³ PÄIVÄNÄ HEL-MIKUUTA 1926.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N^o 1420. — KONVEN-TION¹ MELLAN NORGE OCH FIN-LAND ANGÄENDE FREDLIGT AVGÖ-RANDE AV TVIS-TER, UNDERTECK-NAD I HELSING-FORS DEN 3 FEB-RUARI 1926.

N^o 1420. — CONVEN-TION¹ ENTRE LA NORVÈGE ET LA FINLANDE POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS. SI-GNÉE A HEL-SINGFORS, LE 3 FÉ-VRIER 1926.

Finnish, Norwegian, Swedish and French official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 19, 1927.

HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS ja SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, haluten edistää pyrkimyksiä kansainvälisten riitaisuuksien sovinnolliseksiratkaisemiseksi, ovat tätä tarkoittaen sekä liittyen siihen sopimukseen², joka molempien valtakuntien välillä on 27 päivänä kesäkuuta 1924 tehty pysyväisen tutkinta- ja sovintolautakunnan asettamisesta, päättäneet tehdä sopimuksen riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta, ja ovat valtuute- tuikseen tällaisen sopimuksen tekoon määränneet :

HÄNEN MAJESTEETTINSA NOR- JAN KUNINGAS :

Herra H. H. BACHKE'N, Hänen Majesteettinsa Eri-koislähettilään ja Täysival- taisen Ministerin Helsin- gissä, ja

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE och REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT, vilka äro besjälade av önskan att främja strävandena till avgörande på fredlig väg av mellanstatliga tvister, hava i detta syfte överenskommit att i anslutning till den konvention² angående upprättan- det av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd, som ingåtts mellan de båda rikena den 27 juni 1924, avsluta en konvention angående fredligt avgörande av tvister, och hava till Sina fullmäktige för avslutandet av en sådan kon- vention utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :

Sin Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire i Helsingfors, Herr H. H. BACHKE och

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FIN- LANDE, animés du désir de favoriser les efforts tendant au règlement par les voies pacifiques des différends internationaux, sont convenus à cet effet de conclure, en complément de la Convention² relative à l'institution d'une commission permanente d'en- quête et de conciliation, conclue par les deux Etats le 27 juin 1924, une convention pour le règlement pacifique des différends, et ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NOR- VÈGE :

M. H. H. BACHKE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Helsinki (Helsingfors); et

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, March 15, 1927.

² Vol. XXIX, page 403, of this Series.

REPUBLIKKEN FINNLANDS PRESIDENT :

PRESIDENTEN AV REPUBLIKKEN FINNLAND

Utenriksminister, Herr Dr. E. N. SETÄLÄ, hvilke, behørig befullmektigede, er kommet overens om følgende bestemmelser :

Utanriksminister Hr. Dr. E. N. SETÄLÄ, som, med rette fullmakter, er vortne samde um desse fyresegnene :

Artikkel 1.

Opstår der mellem de Kontraherende Parter en rettvist, som ikke har kunnet løses på diplomatisk vei, skal den henskytes til avgjørelse av den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie overensstemmende med forskriftene i den nevnte domstols vedtekter¹.

Twister, som de Kontraherende Parter ved andre mellem dem gjeldende overenskomster har forpliktet sig til å løse ved en særskilt domstols- eller voldgiftsbehandling, skal behandles etter bestemmelsene i disse overenskomster.

Nærværende konvensjon skal komme til anvendelse også i det tilfelle at en tvist har sin grunn i forhold, som er opstått før konvensjonens avslutning.

Meningsforskjell angående fortolkningen og anvendelsen av nærværende konvensjon skal avgjøres av den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie.

Artikkel 2.

Enhver tvist, som ikke er en rettvist, og som ikke har kunnet løses på diplomatisk vei, forplikter de Kontraherende Parter sig til henskyte til voldgiftsbehandling overensstemmende med de følgende bestemmelser, dog først etterat tvisten har vært underkastet den

Artikkel 1.

Kjem det upp millom dei Tingande Partane ein rettvist, som ein ikkje hev kunna løysa på diplomatisk veg, skal han verta innskoten til avgjering for den faste domstolen for millomfolkelek rettsrøkt i samhøve med forskriftene i vedtektene åt den nemnde domstolen¹.

Twistar som dei Tingande Partane hev bunde seg til å løysa, etter andre semjor som gjeld deim imillom, gjennom ei serskild doms- eller skiltdomsfyrehaving, skal ein handsama etter forskriftene i desse semjone.

Denne avtala skal verta nytta ogso i det tilfellet at ein tvist hev sin grunn i høve som er oppkomne fyrr avtala vart gjord.

Meiningskilnad um tolkingi og bruket av denne avtala, skal den faste domstolen for millomfolkeleg rettsrøkt avgjera.

Artikkel 2.

Kvar tvist, som ikkje er ein rettvist, og som ein ikkje hev kunna løysa på diplomatisk veg, bind dei Tingande Partane seg til å skjota til skiltdomsfyrehaving i samhøve med dei fyresegnene som fylgjer, men ikkje fyrr tvisten hev vore undergjeven den granskings- og forliks-

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Ulkoasiainministerin, Herra Tohtori E. N. SETÄLÄN, jotka, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

1 Artikla.

Jos sopimuspuolten välillä syntyy oikeudellista laatua oleva riitakysymys, jota ei ole voitu ratkaista diplomaattista tietä, on se saatettava pysyvän kansainvälisen tuomioistuimen ratkaistavaksi mainitun tuomioistuimen perussäännön määräysten mukaisesti¹.

Riitaisuudet, joiden ratkaisemiseksi sopimuspuolet muissa niiden välillä voimassa olevissa sopimuksissa ovat sitoutuneet käyttämään erikoista tuomioistuintai välitystuomiomenettelyä, ovat käsiteltävät näiden sopimusten määräysten mukaisesti.

Tätä sopimusta on sovellettava sellaisiinkin riitaisuuksiin, jotka johtuvat ennen tämän sopimuksen tekoa syntyneistä olosuhteista.

Tämän sopimuksen tulkin-
taa ja soveluttamista koskevat erimielisyydet ovat pysyvän kansainvälisen tuomioistuimen ratkaistavat.

2 artikla.

Sopimuspuolet sitoutuvat välitystuomiomenettelyllä ratkaistaviksi alempana olevien määräysten mukaisesti saattamaan kaikki riitaisuudet, jotka eivät ole oikeudellista laa-

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Ministern för utrikesärendena, Herr Doktor E. N. SETÄLÄ, vilka, därtill vederbörligen bemyndigade, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Uppstår mellan de fördragslutande parterna rättstvist som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, skall den hänskjutas till den fasta mellanfolkliga domstolens avgörande i enlighet med bestämmelserna i stadgan för nämnda domstol¹.

Twister, för vilkas lösande de fördragsslutande parterna genom andra mellan dem gällande överenskommelser förbundit sig att anlita ett särskilt domstols- eller skiljedomsförfarande, skola behandlas enligt bestämmelserna i dessa överenskommelser.

Denna konvention skall tillämpas även på tvister, vilka hava sin grund i förhållanden som uppstått före konventionens avslutande.

Meningsskiljaktighet rörande tolkningen och tillämpningen av förevarande konvention skall avgöras av den fasta mellanfolkliga domstolen.

Artikel 2.

Varje tvist, som icke är rättstvist och som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, förplikta sig de fördragsslutande parterna att hänskjuta till skiljedomsförfarande jämlikt

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. le Dr E. N. SETÄLÄ, ministre des Affaires étrangères ;
Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

S'il s'élève entre les Parties contractantes un différend d'ordre juridique n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale¹, conformément aux dispositions du statut de ladite cour.

Les différends pour le règlement desquels les Parties contractantes se seront engagées, par d'autres conventions en vigueur entre elles, à recourir à une procédure judiciaire ou arbitrale spéciale, seront traités conformément aux dispositions desdits arrangements.

La présente convention sera applicable même si les différends qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans les faits antérieurs à sa conclusion.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation et à l'application de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends qui ne sont pas d'ordre juridique

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, 404; page Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

undersøkelses- og forliksbehandling som er omhandlet i konvensjonen av 27 juni 1924 angående opprettelse av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uten derigjennem å ha opnådd løsning.

fyrehaving som er nemnd i avtala frå 27 jun 1924 um skiping av ei fast granskings- og forliksnemnd, utan å ha vorte løyst på den vegen

Reglene i artikkel 38 i vedtektene for den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie finner tilsvarende anvendelse.

Reglane i artikkel 38 i vedtektene for den faste domstolen for millomfolkeleg rettsrøkt vert tilsvarende nytta.

Artikkel 3.

Hvis Partene ikke er kommet overens om noget annet, skal en voldgiftsrett til behandling av tvist etter artikkel 2 i denne konvensjon sammensettes overensstemmende med reglene i tittel IV, kap. II i Haagkonvensjonen¹ av 18 oktober 1907 angående avgjørelse av mellomfolkelige tvister på fredelig måte.

Artikkel 3.

Dersom Partane ikkje er vortne samde um noko anna, skal ein skiltdomsrett til fyrehaving av tvist etter artikkel 2 i denne avtala verta ihopsett i samhøve med reglane i tittel IV, kap. II i Haagavtala¹ frå 18 oktober 1907 um avgjering av millomfolkelege tvistar på fredeleg vis.

Artikkel 4.

I den utstrekning Partene ikke har truffet annen bestemmelse angående voldgiftsbehandlingen, skal reglene i tittel IV, kap. III i Haagkonvensjonen av 18 oktober 1907 angående avgjørelse av mellomfolkelige tvister på fredelig måte komme til anvendelse, såfremt noget annet ikke er bestemt i denne konvensjon.

Artikkel 4.

I den mun Partane ikkje er komne til onnor avgjerd um skiltdomsfyrehavingi, skal reglane i tittel IV, kap. III i Haagavtala frå 18 oktober 1907 um avgjering av millomfolkelege tvistar på fredeleg vis, verta nytta, so framt ikkje noko anna er fastsett i denne avtala.

Hvis en sådan voldgiftsavtale som er omhandlet i den nevnte Haagkonvensjon, ikke er undertegnet innen seks måneder etterat den ene Part overfor den annen Part har fremført anmodning om at tvisten henskytes til voldgift, skal voldgiftsavtalen på anmodning

Dersom ei soveri skiltdomsavtale som er umrødd i den nemnde Haagavtala, ikkje er underskrivi innan seks månader etter at den eine Parten hev ført fram oppmoding for den andre Parten um at tvisten må verta innskoten for skiltdom, skal skiltdomsavtala etter opp-

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

tua olevia riitaisuuksia ja joita ei ole voitu ratkaista diplomaattista tietä, kuitenkin vasta sittenkuin pysyväsien tutkinta- ja sovintolautakunnan asettamisesta 27 päivänä kesäkuuta 1924 tehdyssä sopimuksessa mainittua tutkinta- ja sovintomenettelyä on niihin sovellutettu ilman että niitä siten on voitu ratkaista.

Välitystuomioistuimen ratkaisuuksissa on niitä sääntöjä, jotka ovat voimassa pysyväsien kansainvälisen tuomioistuimen perussäännön 38 artiklan mukaisesti, vastavasti noudatettava.

3 artikla.

Elleivät riitapuolet toisin sovi, on välitystuomioistuin, joka käsittelee riitaisuutta tämän sopimuksen 2 artiklan mukaisesti, asetettava kansainvälisten riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta 18 päivänä lokakuuta 1907 tehdyn Haagin sopimuksen¹ IV osaston II luvussa olevien määräysten mukaisesti.

4 artikla.

Mikäli riitapuolet välitystuomiomenettelyyn nähden eivät toisin sovi, on kansainvälisten riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta 18 päivänä lokakuuta 1907 tehdyn Haagin sopimuksen IV osaston III luvussa olevia määräyksiä siinä suhteessa noudatettava, ellei tässä sopimuksessa toisin säädetä.

Ellei sellaista välityskirjaa, jota sanottu Haagin sopimus tarkoittaa, ole allekirjoitettu kuuden kuukauden kuluessa siitä kuin toinen riitapuoli on toiselle esittänyt vaatimuksen

nedanstående bestämmelser, dock först sedan tvisten underkastats det i konventionen den 27 juni 1924 angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd omhandlade undersöknings och förlikningsförfarande, utan att därigenom hava vunnit sin lösning.

Vid skiljedomstolens avgöranden skola de regler, som gälla enligt artikel 38 i stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen, finna motsvarande användning.

Artikel 3.

Därest parterna ej annorlunda överenskomma, skall skiljedomstol för behandling av tvist jämlikt art. 2 i denna konvention tillsättas i enlighet med bestämmelserna i Haagkonventionen¹ den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. II.

Artikel 4.

I den mån parterna i fråga om skiljedomsförfarandet ej annorlunda överenskomma, skola bestämmelserna i Haagkonventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. III, därvid lända till efterrättelse, såframt icke i denna konvention annorlunda stadgas.

Därest sådant skiljeavtal som avses i sagda Haagkonvention ej undertecknats inom sex månader efter det ena parten till den andra framfört yrkande om tvists hän-

et qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, toutefois seulement après qu'ils auront été soumis, sans avoir pu être réglés par cette voie, à la procédure d'enquête et de conciliation prévue dans la Convention du 27 juin 1924, concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation.

Les règles de l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale trouveront l'application correspondante dans les décisions du tribunal arbitral.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir, pour l'examen d'un des différends visés à l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II de la Convention¹ de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront, sauf disposition contraire de la présente convention, applicables à ladite procédure.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

av en av Partene fastsettes av voldgiftsdomstolen.

moding frå ein av Partane verta fastsett av skilsdomstolen.

I de tilfelle nærværende konvensjon henviser til bestemmelsene i Haagkonvensjonen, skal disse bestemmelser få anvendelse mellem Partene også i tilfelle av at begge Parter eller en av dem har fratrukket den sistnevnte konvensjon.

I dei høvi der denne avtala viser til fyresegnene i Haagavtala, øskal desse fyresegnene i Haagavtala, skal desse fyresegnene verta nytta Partane imillom ogso i det tilfellet at baa Partane eller ein av deim hev gjenge ut or sistnemnde avtala.

Artikkel 5.

Voldgiftsretten kan på begjæring av en av Partene angi de forberedende forholdsregler som blir å ta til beskyttelse av denne Parts rett, forsåvidt disse forholdsregler kan tas på administrativ vei.

Artikkel 5.

Skilsdomstolen kann etter krav frå ein av Partane nemna dei fyrebuande rådgjerdene om er takande til vern for retten åt denne Parten, so langt ein kann taka desse rådgjerdene på administrativ veg.

Artikkel 6.

Voldgiftskjennelsen skal, når der finnes anledning til det, inneholde anvisning på hvorledes den skal fullbyrdes, særlig med hensyn til de tidsfrister som skal iakttas.

Artikkel 6.

Skilsdomsorskurden skal, når ein finn høve til det, innehalda rettleiding um korleis han er fullførande, serleg med umsyn til dei tidfrestane ein skal halda seg etter.

Artikkel 7.

Med hensyn til tvister som, overensstemmende med lovgivningen i det land overfor hvilket en begjæring fremsettes, skal avgjøres av en domstol, hvorved her også forstås forvaltningsdomstol, kan *vedkommende* Part ikke forlange at den i artikkel 1 eller 2 omhandlede fremgangsmåte skal anvendes, før tvistens behandling ved domstol har ført til en endelig avgjørelse. I så fall skal tvistens henskytelse til dom eller voldgift skje senest 1 år efter en sådan avgjørelse.

Artikkel 7.

Med umsyn til tvistar som, i samhøve med lovverket i det landet som det vert framført eit krav imot, skal verta avgjorde av ein domstol — med det er her og meint styringsdomstol —, kann vedkomande Part ikkje krevja at den framgangsmåten som er nemnd i art. 1 eller 2, skal verta nytta, fyrr fyrehavingi av tvisten for domstol hev ført til ei endeleg avgjerd. I so fall skal ein skjota tvisten til dom eller skilsdom seinast 1 år etter ei sovori avgjering.

että riitakysymys on saatettava välitystuomiolla ratkaistavaksi, on välitystuomioistuimen jommankumman riitapuolen vaatimuksesta vahvistettava välityskirja.

Niissä tapauksissa, jolloin tämä sopimus viittaa Haagin sopimuksen määräyksiin, on näitä määräyksiä sovellettava riitapuoliin nähden siinäkin tapauksessa, että molemmat tai jompikumpi on luopunut viimeainitusta sopimuksesta.

5 artikla.

Välitystuomioistuin voi jommankumman riitapuolen vaatimuksesta osoittaa ne ennakkotoimenpiteet, joihin on ryhdyttävä tämän riitapuolen oikeuksien turvaamiseksi, mikäli ne voidaan hallintoimin toteuttaa.

6 artikla.

Kun on aihetta, tulee välitystuomioon sisältyä osoitustavasta, miten se on täytännönpantava, eritoten niihin määräaikoihin nähden, joita siinä suhteessa on noudatettava.

7 artikla.

Niihin riitakysymyksiin nähden, jotka sen maan lakien mukaan, johon vaatimus kohdistuu, ovat oikeusviranomaisen ratkaistavat, jolla myöskin tarkoitetaan hallinto-oikeudellista tuomioistuinta, ei asianomainen riitapuoli voi vaatia, että riitakysymykseen sovelletaan 1 tai 2 artiklassa tarkoitettua menettelyä ennenkuin asiaa tuomioistuimessa käsiteltäessä on annettu lopullinen rat-

skjutande till skiljedom, skall skiljeavtal på yrkande av endera parten fastställas av skiljedomstolen.

I de fall, då förevarande konvention hänvisar till bestämmelserna i Haagkonventionen, skola dessa bestämmelser tillämpas parterna emellan även för det fall, att båda eller endera frånträtt sistnämnda konvention.

Artikel 5.

Skiljedomstolen kan på endera partens yrkande angiva de förberedande åtgärder, som böra vidtagas till skyddande av denna parts rätt, för så vitt dessa åtgärder kunna vidtagas på administrativ väg.

Artikel 6.

Skiljedomen skall, när anledning därtill förefinnes, innehålla anvisning rörande sättet för dess verkställande, särskilt rörande de tidsfrister, som därvid skola iakttagas.

Artikel 7.

Beträffande tvister, som enligt lagstiftningen i det land, mot vilket yrkande framställles, skola avgöras av domstolsmyndighet, varmed här avses jämväl förvaltningsdomstol, kan vederbörande part icke påfordra, att tvisten skall underkastas det i art. 1 eller 2 avsedda förfarande förrän genom tvistens behandling vid domstol slutligt utslag fallit. I så fall skall tvistens hänskjutande till domstol eller

ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le tribunal arbitral.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, lors même que cette dernière convention aurait cessé d'être valable pour les deux Parties ou pour l'une d'elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral pourra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce

Artikkel 8.

Blir det i den dom eller voldgiftskjennelse fastslått at en avgjørelse eller en forføining truffet av en domstol eller annen myndighet i den ene stat helt eller delvis står i strid med folkeretten, og kan følgene av avgjørelsen eller forføiningen ifølge denne stats forfatning ikke helt eller delvis fjernes, er Partene enige om at den forurettede Part ved dommen eller voldgiftskjennelsen kan tilkjennes passende godtgjørelse på annen måte.

Artikkel 8.

Vert det fastslege i ein dom eller skiltdomsorskurd at ei avgjerd eller tilskipping gjord av ein domstol eller ei onnor styremakt i den eine staten, heilt eller i nokon mun-stend i strid med folkeretten, og kann fylgjone av avgjerdi eller tilskippingi etter riksskipnaden i denne staten ikkje heilt eller i nokon mun verta burttækne, er Partane samde um at den Parten som det er gjort urett imot, kann få seg tildømd høveleg godtgjersle på onnor vis ved domen eller skiltdomsorskurden.

Artikkel 9.

De Kontraherende Parter forplikter sig til under pågående domstols- eller voldgiftsbehandling så vidt mulig å undgå enhver foranstaltning som kan motvirke fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikkel 9.

Dei Tingande Partane bind seg til, medan domstols- eller skiltdomsfyrehaving varer, so langt råd er å halda seg frå alle rådgjerder som kann verka imot fullføringi av domen eller skiltdomsorskurden.

Partene skal på tro og love rette sig efter dommen eller voldgiftskjennelsen.

Partane skal på tru og ære retta seg etter domen eller skiltdomsorskurden.

Artikkel 10.

Twister, som måtte opstå mellom Partene angående fortolkningen eller fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen, skal, i mangel av annen bestemmelse, underkastes avgjørelse av den rett som har avsagt dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikkel 10.

Twistar som kunde koma upp millom Partane um tolkingi eller fullføringi av domen eller skiltdomsorskurden, skal, når det ikkje finst anna vedtak, verta undergjevne avgjerd frå den retten som hev sagt domen eller skiltdomsorskurden.

kaisu. Siinä tapauksessa on riitakysymys saatettava tuomioistuimen tai välitystuomioistuimen ratkaistavaksi viimeistään yhden vuoden kuluessa tämän ratkaisun jälkeen.

8 artikla.

Jos tuomiossa tai välitystuomiossa on todettu, että toisessa valtiossa olevan tuomioistuimen tai muun viranomaisen ratkaisu tai toimenpide kokonaan tai osittain on ristiriidassa kansainvälisen oikeuden kanssa, ja jos tämän valtion valtiosäännön mukaan ratkaisun tai toimenpiteen seuraamuksia ei voida kokonaan tai osittain poistaa, ovat riitapuolet yhtä mieltä siitä, että riitapuolelle, jonka etua on loukattu, tuomiossa tai välitystuomiossa voidaan määrätä sopiva, muulla tavalla annettava hyvitys.

9 artikla.

Sopimuspuolet sitoutuvat tuomioistuin- tai välitystuomiomenettelyn kestäessä mikäli mahdollista välttämään jokaista toimenpidettä, joka voi estää tuomion tai välitystuomion täytäntöönpanemista.

Riitapuolten tulee arvonsa ja kunniansa kautta noudattaa tuomiota tai välitystuomiota.

10 artikla.

Riitakysymykset, jotka voivat syntyä riitapuolten välillä tuomion tai välitystuomion tulkinnasta tai täytäntöönpanosta, ovat, ellei toisin ole määrätty, saatettavat sen tuomioistuimen ratkaistaviksi, joka on tuomion tai välitystuomion julistanut.

skiljedomstol ske senast ett år efter sådant utslag.

Artikel 8.

Har i dom eller skiljedom förklarats, att ett beslut eller en åtgärd av domstol eller annan myndighet i ena staten helt eller delvis står i strid med folkrätten, och kunna enligt denna stats författning följderna av beslutet eller åtgärden icke helt eller delvis undanröjas, äro parterna ense om att den förfördelade parten i domen eller skiljedomen må tillerkännas lämplig gottgörelse på annat sätt.

Artikel 9.

De fördragsslutande parterna förbinda sig att under pågående domstols- eller skiljedomsförfarande i möjligaste mån undvika varje åtgärd, som kan motverka domens eller skiljedomens verkställande.

Parterna skola efter tro och heder ställa sig domen eller skiljedomen till efterrättelse.

Artikel 10.

Twister, som kunna uppstå mellan parterna angående tolkningen eller verkställandet av dom eller skiljedom skola, därest ej annorlunda bestämts, underkastas avgörande av den domstol, som avkunnat domen eller skiljedomen.

cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décisions ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra, par la sentence judiciaire ou arbitrale, être accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale, seront soumises, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Artikkel II.

Denne konvensjon er avfattet i det norske, finske, svenske og franske sprog. Den franske tekst skal være avgjørende ved fortolkning av konvensjonen.

Denne konvensjon skal ratifiseres og ratifikasjonene skal utveksles i Oslo.

Artikkel 12.

Denne konvensjon trer i kraft den dag ratifikasjonene blir utvekslet. Den gjelder for en tid av tyve år regnet fra nevnte dag. Hvis den ikke blir opsagt senest to år før utløpet av dette tidsrum, skal den gjelde for ytterligere tyve år, og den skal fremdeles anses forlenget for perioder på tyve år, hvis den ikke blir opsagt minst to år før utløpet av den nærmest foregående tyveårsperiode.

Twist, som ved utløpet av konvensjonens gyldighetstid er gjenstand for domstols- eller voldgiftsbehandling etter denne konvensjon, skal sluttbehandles overensstemmende med konvensjonens bestemmelser.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Helsingfors, den 3 februar 1926.

Artikkel II.

Denne avtala er oppsett i det norske, finske svenske og franske målet. Den franske teksti skal vera avgjerande når ein tolkar avtala.

Denne avtala skal verta ratifisera og ratifikasjonane skal verta bytte i Oslo.

Artikkel 12.

Denne avtala tek til å gjelda den dagen ratifikasjonane vert bytte. Ho gjeld for ei tid på tjuge år rekna frå den nemnde dagen. Dersom ho ikkje vert uppsagd seinast tvo år fyrr denne tidbolken er ute, skal ho gjelda for tjuge år til, og ho skal framleides verta rekna for lengd for tidbolkar på tjuge år, dersom ho ikkje vert uppsagd minst tvo år fyrr den tjugeårsbolken som gjeng næst fyre, er ute.

Twist som, når den tidi avtala gjeld, er ute, er emne for domstols- eller skiltdomsfyrehaving etter denne avtala, skal verta fråseggjord i samhøve med fyresegnene i avtala

Til stadfesting av dette hev fullmektigane underskrive denne avtala og sett sine segl for ho.

Utfërda i tvo eksemplar i Helsingfors, 3 februar 1926.

(L. S.) (u.) H. H. BACHKE.

II artikla.

Tämä sopimus on laadittu norjan, suomen, ruotsin ja ranskan kielellä ; niistä on ranskankielinen teksti sopimuksen tulkintaan nähden oleva todistusvoimainen.

Tämä sopimus on ratifioitava, ja ratifioimisasiakirjat ovat vaihdettavat Oslossa.

12 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan ratifioimisasiakirjain vaihtopäivänä. Se on voimassa kahdenkymmenen vuoden ajan mainitusta päivästä lukien. Ellei sitä viimeistään kahta vuotta ennen mainitun ajanjakson loppua ole irtisanottu, on se oleva voimassa edelleen kaksikymmentä vuotta, ja on sen voimassaoloaika katsottava yhä edelleen pidennetyksi aina kahdenkymmenen vuoden ajaksi, ellei sitä vähintään kahta vuotta ennen lähinnä edellisen kaksikymmenvuotiskauden umpeenkulumista ole irtisanottu.

Riitakysymys, joka sopimuksen voimassaoloajan umpeenkulussa on sen perusteella tuomioistuim- tai välitystuomiomenettelyn alaisena, on loppuunkäsitteltävä tämän sopimuksen määräysten mukaisesti.

Tämän vakuudeksi asianomaiset valtuutetut ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sen sineteillään vahvistaneet.

Laadittu Helsingissä, kahdena kappaleena, 3 päivänä helmikuuta 1926.

Artikel II.

Denna konvention är uppfattad på norska, finska, svenska och franska språken, och skall, i fråga om tolkningen av konventionen, den franska texten äga vitsord.

Denna konvention skall ratificeras, och ratifikationsurkunderna skola utväxlas i Oslo.

Artikel 12.

Denna konvention träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande. Den gäller för en tid av tjugo år räknat från nämnda dag. Därest den ej senast två år före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugo år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugo år, om den icke minst två år före utgången av närmast föregående tjugoårsperiod blivit uppsagd.

Tvist, som vid utlöpan det av konventionens giltighetstid är föremål för domstols- eller skiljedomsförfarande på grund av denna konvention, skall slutbehandlas i enlighet med konventionens bestämmelser.

Till bekräftande härav hava vederbörande fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med i na sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 3 februari 1926.

(L. S.) (Signé) E. N. SETÄLÄ;

Article II.

La présente convention est rédigée en langues norvégienne, finnoise, suédoise et française. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Oslo.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Elle aura une durée de vingt années, à compter dudit jour. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera par la suite aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années, si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral, en vertu de cette convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Helsinki (Helsingfors), le 3 février 1926.

UNDERTEGNINGSPROTOKOLL.

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellem Norge og Finland angående fredelig avgjørelse av tvister, er de undertegnede, behørig befullmektigede, kommet overens om at konvensjonen av 27 juni 1924 angående opprettelsen av en fast undersøkelses- og forliksnevnd, uansett bestemmelsene i sistnevnte konvensjons artikkel 18, skal gjelde sålenge den idag undertegnede konvensjon angående fredelig avgjørelse av tvister er i kraft.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne protokoll og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget i to eksemplarer i Helsingfors, den 3 februar 1926.

UNDERSKRIVINGSPROTOKOLL.

I samanheng med underskriving idag av ei avtale millom Noreg og Finland um fredeleg avgjering av tvistar, er dei underskrivne, med rette fullmakter, vortne samde um at avtala frå 27 juni 1924 um skiping av ei fast granskings-og forliksnemnd, utan umsyn til fyresegnene i artikkel 18 i sistnemnde avtala, skal gjelda so lenge den idag underskrivne avtala um fredeleg avgjering av tvistar er i kraft.

Til stadfesting av dette hav fullmektigane underskrive denne protokollen og sett sine segl for han.

Utfærdi i tvo eksemplar i Helsingfors, 3 februar 1926.

(L. S.) (u.) H. H. BACHKE.

ALLEKIRJOITTAMIS
PÖYTÄKIRJA.

Norjan ja Suomen välisen, riitaisuussovinnollista ratkaisemista koskevan sopimuksen tänään tapahtuneen allekirjoittamisen yhteydessä ovat allekirjoittaneet, asianmukaisesti siihen valtuutettuina, sopineet, että 27 päivänä kesäkuuta 1924 tehty sopimus pysyväisen tutkinta- ja sovintolautakunnan asettamisesta on, huolimatta viimeainitun sopimuksen 18 artiklassa olevista määräyksistä, oleva voimassa niinkauan kuin tänään allekirjoitettu sopimus riitaisuussovinnollisesta ratkaisemisesta pysyy voimassa.

Tämän vakuudeksi asianomaiset valtuutetut ovat tämän pöytäkirjan allekirjoittaneet ja sen sineteillään vahvistaneet.

Laadittu Helsingissä, kahdena kappaleena, 3 päivänä helmikuuta 1926.

PROTOKOLL VID
UNDERTECKNANDET.

I samband med undertecknandet denna dag av en konvention mellan Norge och Finland angående fredligt avgörande av tvister hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, överenskommit, att konventionen den 27 juni 1924 angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd skall, oavsett bestämmelserna i sistnämnda konventions artikel 18 äga giltighet så länge som den i dag undertecknade konventionen angående fredligt avgörande av tvister förbliver gällande.

Till bekräftelse härav hava vederbörande fullmäktige undertecknat detta protokoll och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 3 februari 1926.

(L. S.) (Signé) E. N. SETÄLÄ.

PROTOCOLE
DE SIGNATURE

Au moment de procéder en date de ce jour à la signature d'une convention entre la Norvège et la Finlande pour le règlement pacifique des différends, les soussignés, dûment autorisés, à cet effet, conviennent que la Convention du 27 juin 1924 concernant l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation restera en vigueur, nonobstant les dispositions de l'article 18 de cette convention, aussi longtemps que la Convention pour le règlement pacifique des différends, signée en date de ce jour, portera ses effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Helsinki (Helsingfors), le 3 février 1926.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 mars 1927.

Pour le Ministre :

*Le Chef de la Division des Affaires
politiques et commerciales en général :*

Marstrander.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1420. — CONVENTION BETWEEN NORWAY AND FINLAND FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT HELSINGFORS, FEBRUARY 3, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of promoting efforts for the pacific settlement of international disputes, have agreed for this purpose to supplement the Convention concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation, concluded between the two countries on June 27, 1924, by a Convention for the pacific settlement of disputes, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. H. H. BACHKE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Helsingfors ;
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

D^r E. N. SETÄLÄ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Any legal dispute arising between the Contracting Parties, which it is has not been possible to settle by diplomacy, shall be submitted for judgment to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the provisions of the Statute of the said Court.

Disputes for the settlement of which the Contracting Parties have undertaken, under other conventions in force between them, to have recourse to a special judicial or arbitral procedure, shall be dealt with in accordance with the terms of such agreements.

The present Convention shall apply even in cases where a dispute arises out of occurrences which took place before the conclusion of the Convention.

Any divergence of views regarding the interpretation and the application of the present Convention shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the ensuing provisions, all disputes other than legal disputes and which it has not been possible to settle by diplomacy, on condition that they have first been subjected to the procedure of enquiry and conciliation provided for in the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation, and that it has not been found possible to settle them by this means.

The rules contained in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice shall *mutatis mutandis* mutandis to the decisions of the Arbitral Tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Except where otherwise provided by agreement between the Parties, an Arbitral Tribunal to deal with disputes under Article 2 of the present Convention shall be constituted in conformity with the provisions of List IV, Chapter II, of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

Unless the Parties have agreed otherwise, and except where otherwise provided in the present Convention, the arbitration procedure shall be governed by the provisions of List IV, Chapter III of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

In case the arbitration agreement provided for in The Hague Convention shall not have been signed within six months from the date on which one of the Parties has proposed to the other the submission of the dispute to arbitration, the said agreement shall, at the request of either of the Parties, be drawn up by the Arbitral Tribunal.

In cases in which the present Convention refers to provisions of The Hague Convention, the said provisions shall be applicable between the Parties, even if The Hague Convention has ceased to be binding on the two Parties or on either of them.

Article 5.

The Arbitral Tribunal may, at the request of either of the Parties, indicate the provisional measures to be taken in order to safeguard the rights of that Party, provided, however, that such measures can be taken by administrative action.

Article 6.

The arbitral award shall, when circumstances require, specify the manner in which it is to be carried out, in particular, as regards the time limits to be observed.

Article 7.

With regard to questions which, under the laws of the country against which an application is made, are within the competence of the courts, including the administrative courts, the Party concerned may not demand application of the procedure laid down in Article 1 or Article 2 until the final judgment has been given by the competent court. In such a case the dispute must be sent for adjudication by judicial or arbitral procedure within one year at most from the date of the final judgment.

Article 8.

If the judicial decision or arbitral award declares that the ruling or order of a judicial or other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that State does not permit, or only partially permits, the consequences of the said ruling or order to be annulled, the Parties agree that the Party injured by the judicial decision or arbitral award shall be granted suitable compensation of another kind.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain as far as possible during the course of the judicial or arbitral procedure from any action likely to have a prejudicial effect on the execution of the judicial decision or arbitral award.

The Parties shall conform in good faith to the judicial decision or arbitral award.

Article 10.

Any dispute arising between the Parties regarding the interpretation or execution of the judicial or arbitral award shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted for settlement to the tribunal which gave the decision or award.

Article 11.

The present Convention has been drawn up in the Norwegian, Finnish, Swedish and French languages. In all questions relating to its interpretation the French text shall be authentic.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Oslo.

Article 12.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification. It shall be valid for twenty years from the aforesaid date. Unless it is denounced at least two years before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of twenty years, and shall thereafter be considered as prolonged for successive periods of twenty years, unless it has been denounced at least two years before the expiration of the preceding period.

If, at the time when the present Convention ceases to be valid, proceedings in respect of a dispute are pending before a judicial or arbitral tribunal in virtue of the present Convention, such dispute shall be disposed of in accordance with the provisions of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Helsinki (Helsingfors) on February 3, 1926.

(L. S.) (Signed) H. H. BACHKE.

(L. S.) (Signed) E. N. SETÄLÄ.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding, on this day, to sign a Convention between Norway and Finland for the pacific settlement of disputes, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed that the Convention of June 27, 1924, concerning the establishment of a Permanent Commission of Enquiry and Conciliation shall remain in force, notwithstanding the provisions of Article 18 of the said Convention, so long as the Convention for the pacific settlement of disputes, signed on this day, shall remain valid.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Helsinki (Helsingfors), February 3, 1926.

(L. S.) (Signed) H. H. BACHKE.

(L. S.) (Signed) E. N. SETÄLÄ.

N° 1421.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA

Convention consulaire. Signée à La
Havane, le 22 avril 1926.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA

Consular Convention. Signed at
Havana, April 22, 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1421. — CONSULAR CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF CUBA AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT HAVANA, APRIL 22, 1926.

Nº 1421. — CONVENIO¹ CONSULAR ENTRE LA REPÚBLICA DE CUBA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA. FIRMADO EN LA HABANA EL 22 DE ABRIL 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 mars 1927. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique², le 12 janvier 1927.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place March 21, 1927. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America², January 12, 1927.

THE REPUBLIC OF CUBA and THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of defining the duties, rights, privileges and immunities of consular officers of the two countries, have agreed to conclude a Convention for that purpose and to that end have named as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA,
Mr. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretary of State of the Republic of Cuba,

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Mr. Enoch H. CROWDER, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

LA REPÚBLICA DE CUBA y LOS ESTADOS-UNIDOS DE AMÉRICA, deseosos de definir los deberes, derechos, prerrogativas e inmunidades de los funcionarios consulares de ambos países, han acordado celebrar el presente Convenio Consular, designando con ese objeto por sus plenipotenciarios respectivos :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA,
al Sr. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretario de Estado de la República de Cuba,

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA,

al Sr. Enoch H. CROWDER, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba.

quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido los artículos siguientes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 1^{er} décembre 1926.

² Voir renvoi ², vol. XLVIII, page 444, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, December 1, 1926.

² See foot-note ², Vol. XLVIII, page 444, of this Series.

Article I.

The High Contracting Parties agree to receive from each other, consular officers, at the places of their respective territories that they may consider convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Article II.

Consular officers may not take up the discharge of their duties nor enjoy the corresponding privileges, until after the Government to which they have been appointed shall have granted them their exequatur, except in the case that said Government, at the request of the Embassy of the other, shall have granted them provisional recognition.

The Government of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the exequatur of such consular officers of the other High Contracting Party as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing state and under its Great Seal, and shall issue to a subordinate or substitute consular officer appointed by a superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function.

Article III.

Consular officers to whom the exequatur or other documents referred to in the foregoing Article have been issued shall enjoy all the rights, immunities, privileges and exemptions granted by this Convention and those enjoyed by officers of the same grade of the most favored Nation.

Article IV.

As official agents of the State which appoints them, such consular officers shall be entitled to the high consideration of the officials of the Government and of the local authorities of the State which receives them, they being subject, in so far as regards ceremonial, to the provisions or practices in force in said country.

Artículo I.

Cada una de las Altas Partes Contratantes conviene en recibir los funcionarios consulares de la otra en los lugares de sus respectivos territorios que consideren conveniente y estén abiertos a la representación consular de cualquier país extranjero.

Artículo II.

Los funcionarios consulares no podrán entrar en el desempeño de sus funciones ni gozar de las prerrogativas correspondientes, sino después de que el Gobierno ante el cual han sido nombrados les haya otorgado su "exequatur", salvo en el caso de que dicho Gobierno, a petición de la Embajada respectiva, les hubiere concedido un reconocimiento provisional.

El Gobierno de cada una de las Altas Partes Contratantes otorgará libre de gastos su "exequatur" a los funcionarios consulares de la otra Alta Parte Contratante que le presenten una patente firmada por el Jefe del Poder Ejecutivo bajo el Gran Sello de la Nación nominadora; y expedirá a los funcionarios consulares subalternos o sustitutos, nombrados por funcionarios consulares superiores con la aprobación de su Gobierno, o por cualquier funcionario competente de dicho Gobierno, los documentos que sean necesarios, de acuerdo con las leyes del país respectivo, para que el funcionario consular pueda desempeñar sus funciones.

Artículo III.

Los funcionarios consulares a quienes se haya otorgado el "exequatur" o los documentos a que se refiere el artículo anterior, gozarán de todos los derechos, inmunidades, prerrogativas y exenciones otorgadas por este Convenio y los que disfruten los funcionarios de la misma categoría de la Nación más favorecida.

Artículo IV.

En su carácter de agentes oficiales de la Nación que los nombra, los funcionarios consulares tendrán derecho a la alta consideración de los funcionarios del Gobierno y de las Autoridades locales de la Nación receptora, estando sujetos, en lo que a ceremonial se refiere, a las disposiciones o prácticas vigentes en dicho país.

The consular officers shall exercise their functions obeying the laws and respecting the authorities of the Nation which receives them, and they shall be subject to said authorities in all matters which do not come under the exercise of their functions and within the limits of their jurisdiction, except as otherwise provided in this Convention.

Article V.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defense. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office, and there shall be compliance on the part of the consular officer.

In civil cases consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts, provided, however, that when the officer is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with the consideration due him. The officer must, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article VI.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed, other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions, shall be exempt from all taxes, national, state, provincial and municipal levied upon their persons or upon their property except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. Consular officers and employees, nationals of

Los funcionarios consulares ejercerán sus funciones acatando las leyes y respetando a las autoridades de la Nación receptora, estando sujetos a dichas autoridades en todos los actos que no entren en el ejercicio de sus funciones y en los límites de su competencia, excepto en lo previsto de otra manera en este Convenio.

Artículo V.

Los funcionarios consulares, nacionales del Estado nominador, no podrán ser detenidos, salvo en los casos que se les acuse de la comisión de un hecho localmente calificado de delito.

En las causas criminales podrá pedirse por la acusación o la defensa la asistencia a juicio de los funcionarios consulares, como testigos. Esta petición se hará con toda la consideración posible a la dignidad consular y a los deberes del cargo, y será cumplida por parte del funcionario consular.

En los asuntos civiles los funcionarios consulares estarán sujetos a la jurisdicción de los tribunales con la limitación, eso no obstante, de que cuando el funcionario sea un nacional del Estado nominador y no esté dedicado a negocio privado alguno con fines de lucro, su declaración le será tomada verbalmente o por escrito en su residencia u oficina y con la debida consideración. El funcionario deberá, sin embargo, prestar voluntariamente su declaración en juicio, siempre que le sea posible hacerlo así sin grave impedimento para sus deberes consulares.

Artículo VI.

Tanto los funcionarios como los empleados de un consulado, nacionales del Estado nominador, que no se dediquen a negocios con fines de lucro en la Nación receptora estarán exentos de toda tributación nacional, del Estado, la Provincia o el Municipio, impuesta a su persona o bienes, excepto la que grave la posesión o propiedad de bienes inmuebles o pertenecientes al territorio de la Nación en que ejerza sus funciones o los ingresos de los mismos. Los funcionarios y empleados nacionales del Estado nominador están exentos del pago de impuestos sobre el sueldo, honorarios o jornales recibidos por ellos en retribución de sus servicios consu-

the State appointing them, shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services, as well as from every class of requisitions, billetings or services of a military, naval, administrative or police character.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, national, State, provincial and municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article VII.

Consular officers may place over the outer part of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the consular office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices, including those situated in the capital of the country which receives them and over any boat employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives are inviolable at all times and in no event may the local authorities enter them without the permission of the consular officers, nor examine or seize, under any pretext, any of the documents or objects found within a consular office. Neither shall any consular office be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

When a consular officer is engaged in business of any kind within the country which receives him, the archives of the consulate and the documents relative to the same shall be kept in a place entirely apart from his private or business papers.

Article VIII.

Consular offices shall not be used as places of asylum. Consular officers are under the obligation of surrendering to the proper local authorities, which may claim them, persons prosecuted for crime in accordance with the domestic laws of the country which receives them,

lares, así como de toda clase de requisas, alojamientos o servicios de carácter militar, naval, administrativo o de policía.

Los terrenos y edificios situados en el territorio de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, de los cuales la otra Alta Parte Contratante sea propietaria y se utilicen exclusivamente para fines oficiales, estarán exentos de toda clase de tributación nacional, del Estado, la Provincia y el Municipio, excepto la que fuere impuesta por servicios o mejoras públicas locales por las que dichos inmuebles se beneficien.

Artículo VII.

Los funcionarios consulares podrán colocar en la parte exterior de sus respectivas oficinas el escudo de armas de su Nación, con un letrero apropiado para indicar la oficina consular. Dichos funcionarios podrán también enarbolar la bandera de su país en sus oficinas, aun cuando estén situadas en la Capital de la Nación receptora, y en cualquier embarcación, empleada en el desempeño de sus funciones consulares.

Las oficinas y archivos consulares son sinviolables en todo tiempo, y en ningún caso podrán las autoridades locales entrar en ellas sin permiso de los funcionarios consulares ni examinar ni apoderarse, bajo pretextos algunos, de los documentos u objetos que se encuentren en una oficina consular. Tampoco se requerirá a ningún funcionario consular para que presente los archivos oficiales ante los tribunales o que declare respecto a su contenido.

Cuando los funcionarios consulares estén dedicados a algún negocio en la Nación receptora, el archivo del consulado y los documentos relativos al mismo se conservarán en un local completamente separados de sus papeles privados o de negocios.

Artículo VIII.

Las oficinas consulares no serán utilizadas como lugares de asilo. Los funcionarios consulares tienen la obligación de entregar a las autoridades locales competentes que los reclamen, los individuos perseguidos por delitos de acuerdo con la ley del país de la Nación recep-

who have taken refuge in the building occupied by the consular offices.

tora, que se hubieren refugiado en la casa ocupada por las oficinas consulares.

Article IX.

Artículo IX.

Upon the death, incapacity or absence of all the consular officers, any of the chancellors or auxiliary employees, whose official character may have previously been made known to the Secretary of State, may temporarily exercise the consular functions, and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives immunities and exemptions belonging to the incumbent.

En caso de muerte, incapacidad o ausencia de todos los funcionarios consulares, cualquiera de los cancilleres o empleados auxiliares cuyo carácter oficial se haya hecho conocer previamente a la Secretaría de Estado, podrá desempeñar provisionalmente las funciones consulares, y mientras así lo haga, disfrutará de todos los derechos, prerrogativas, inmunidades y exenciones correspondientes al propietario.

Article X.

Artículo X.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, may, within their respective consular districts, address the authorities, national, State, provincial or municipal, for purpose of protecting their countrymen in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the appropriate authorities to grant redress or to accord protection may justify recourse to the diplomatic channel.

Los funcionarios consulares nacionales del Estado nominador podrán dentro de sus respectivos distritos, dirigirse a las autoridades nacionales, del Estado, la Provincia o el Municipio para la protección de los derechos que correspondan a sus connacionales por tratados o de otra manera. La infracción de esos derechos nacionales podrá dar lugar a la queja correspondiente. La falta de reparación o protección por parte de las autoridades competentes puede justificar la recurrencia a la vía diplomática.

Article XI.

Artículo XI.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the state by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions, and contracts relating to property situated, or business to be transacted, within the territories of the state by which they are appointed embracing unilateral acts,

Los funcionarios consulares podrán, de acuerdo con las leyes de su propio país, tomar declaración en cualquier lugar apropiado dentro de sus respectivos distritos, a cualesquiera ocupantes de buques de su propio país, o de cualquier nacional, o de cualquiera persona que tenga domicilio permanente en los territorios de su Nación. Podrán redactar, certificar, legalizar u autenticar actas unilaterales, escritos y disposiciones testamentarias de los nacionales del país que representen, así como contratos en que sea parte un nacional de dicho país. Asimismo podrán redactar, legalizar, certificar y autenticar instrumentos de todas clases que tengan por objeto expresar o hacer constar la enajenación o gravamen de bienes de cualquier clase en territorio de la Nación nominadora, y las actas unilaterales, escrituras, disposiciones testamentarias y contratos relativos a bienes situados o a negocios que hayan de realizarse en los territorios de la Nación nominadora,

deeds, testamentary dispositions or contracts executed solely by nationals of the state within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated and bearing the official seal of the consular office, shall be received as evidence in the territories of the High Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized therefor in the country by which the consular officer was appointed, provided always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Article XII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, including controversies which may arise at sea or in port, between the captain, the officers and the crew concerning the enforcement of discipline, provided the vessels and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such officer shall also have jurisdiction in controversies involving the settlement of wages and the performance of the stipulations reciprocally agreed upon provided the local laws so permit.

When an act committed on board of a merchant vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of the last named State, the consular officer shall not exercise jurisdiction.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his

aun en el caso de que dichas actas unilaterales, escrituras, disposiciones testamentarias o contratos sean otorgados solamente por nacionales del Estado receptor.

Los instrumentos y documentos así otorgados, y las copias y traducciones de los mismos cuando estén debidamente autenticados y lleven el sello oficial de la oficina consular, serán admitidos como prueba en los territorios de las Altas Partes Contratantes y considerados como documentos originales o copias fehacientes, según sea el caso, y tendrán la misma fuerza y efecto que si hubiesen sido redactados y otorgados ante un notario u otro funcionario público debidamente autorizado para ese fin en la Nación nominadora, siempre que dichos documentos hayan sido redactados y otorgados de acuerdo con las leyes y reglamentos del país en que hayan de surtir sus efectos.

Artículo XII.

Será de la exclusiva jurisdicción de los funcionarios consulares el conocimiento de las controversias que se originen como consecuencia del orden interior de los buques particulares de su Nación, y serán los únicos que conozcan de las controversias que se hayan suscitado en el mar o que surjan en los puertos entre el capitán, los oficiales y los tripulantes, referente al mantenimiento de la disciplina, aun cuando se trate de la liquidación de salarios y del cumplimiento de las estipulaciones recíprocamente convenidas, siempre que el buque y las personas acusadas de los hechos, hayan entrado en un puerto enclavado dentro de su distrito consular.

Cuando los hechos cometidos a bordo de un barco mercante de la bandera de la Nación nominadora en las aguas jurisdiccionales de la Nación receptora, sean constitutivos de delito o falta conforme a las leyes de esta última, los funcionarios consulares no ejercerán jurisdicción alguna.

Los funcionarios consulares podrán impetrar libremente el auxilio de las autoridades de policía en cualquier caso referente al mantenimiento del orden interior a bordo de un barco de la bandera de su país dentro de las aguas jurisdiccionales de la Nación receptora, cuyo auxilio deberá prestarse en seguida previa la solicitud correspondiente.

Los funcionarios consulares podrán comparecer junto con los oficiales y los tripulantes

country before the judicial authorities of the State to which he is appointed for the purpose of observing the proceedings and rendering assistance.

Article XIII.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of his death, may take charge of the protection or conservation of the property left by the decedent, pending the appointment of an administrator who may be the consular officer himself, in the discretion of the court competent to take cognizance of the case, provided the laws of the place where the estate is administered permit such action by the consular officer and appointment by the court.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a national of the country he represents, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal making the appointment for all pertinent purposes to the same extent as a national of the State where he is appointed.

Article XIV.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of the non-resident nationals of the country he represents, receipt for the shares coming to them in estates or in indemnities accruing under the provisions of so-called workmen's compensation laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

de los barcos de su bandera ante las Autoridades Judiciales de la Nación en que están acreditados a los efectos de presenciar el procedimiento y prestarle auxilio.

Artículo XIII.

En caso de muerte de un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes dentro del territorio de la otra sin tener en éste herederos conocidos o albaceas testamentarios, las autoridades locales competentes pondrán el caso inmediatamente en conocimiento del funcionario consular más cercano del Estado de que el fallecido fuere nacional, a fin de que se pueda dar aviso a los interesados.

En caso de muerte de un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, sin haber otorgado testamento en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, el funcionario consular del Estado del cual sea nacional el fallecido y dentro de cuyo territorio estuviere residiendo en el momento de la muerte, podrá hacerse cargo de la protección o conservación de los bienes dejados por el difunto, hasta tanto se nombre el administrador de la herencia, que podrá serlo el propio funcionario consular, a juicio del tribunal competente para conocer de esta materia, siempre que las leyes del lugar en que la herencia haya de ser prevenida o administrada así lo permita.

En caso de que un funcionario consular acepte el cargo de administrador de los bienes dejados por el nacional del país que representa, queda sometido, en ese carácter, a la jurisdicción del tribunal que haga el nombramiento a todos los fines pertinentes y en la misma extensión que los nacionales del Estado en que está nombrado.

Artículo XIV.

Los funcionarios consulares de cualquiera de las Altas Partes Contratantes podrán recibir en nombre de los nacionales no residentes del país que representen, las participaciones que les correspondan en bienes testamentarios, o en las compensaciones provenientes de las leyes sobre accidentes del trabajo u otras análogas, siempre que remitan los fondos recibidos de esta manera a los interesados por medio de las autoridades de su Gobierno, y que, además, suministren a las autoridades que hayan hecho la distribución por su conducto, prueba razonable de dicha remesa.

Article XV.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect, within the ports of the other High Contracting Party within his consular district, the merchant vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country which he represents in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country, and to inform his Government concerning the manner in which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Article XVI.

The High Contracting Parties agree to permit the entry free of all Customs duty and without examination of any kind of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post, or imported at any time during his incumbency thereof; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

The above mentioned privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to supplies.

Article XVII.

All operations relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by

Artículo XV.

Los funcionarios consulares de cualquiera de las Altas Partes Contratantes tendrán el derecho de inspeccionar, en los puertos de la otra Alta Parte Contratante que se hallen enclavados en su distrito consular, los buques mercantes de cualquier bandera destinados o que vayan a despacharse para puertos del país que representan, con el fin de observar las condiciones y medidas sanitarias tomadas a bordo de dichos buques, y poder en consecuencia otorgar con conocimiento de causa la patente de sanidad y los demás documentos requeridos por las leyes de su país, e informar a su Gobierno respecto de la forma en que han observado las reglas sanitarias en los puertos de salida por los buques destinados a los suyos, a fin de facilitar a entrada de dichos buques en éstos.

Artículo XVI.

Las Altas Partes Contratantes convienen en permitir la entrada libre de todo derecho de aduana y sin pasar examen de ninguna clase, a todos los muebles y material de escritorio destinados a uso oficial de las oficinas consulares de la otra Alta Parte Contratante, y en otorgar a los funcionarios consulares de la otra Alta Parte Contratante, familia y séquito que sean de su nacionalidad, el privilegio de entrar libre de derecho su equipaje y todas sus pertenencias personales, tanto cuando acompañen a los funcionarios al dirigirse a su Consulado como cuando sean importados en cualquier momento en que estén en el desempeño de sus cargos, entendiéndose, sin embargo, que ningún artículo cuya importación esté prohibida por la ley de cualquiera de las Altas Partes Contratantes podrá ser introducido por ellos en su territorio.

La prerrogativa anteriormente preinserta no se concederá a los funcionarios consulares que se dediquen a negocios privados con fines de lucro en el país ante el cual están acreditados, excepto en lo que al materiel se refiere.

Artículo XVII.

Todas las operaciones relativas al salvamento de buques de cualquiera de las Altas Partes Contratantes naufragados en la costa de la

the consular officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred.

The local authorities will apprise the consular officers of the occurrence and pending the arrival of the said officers will take the measures that may be necessary for the protection of the persons and the preservation of the effects that were wrecked. The local authorities shall not interfere otherwise than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked, and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved which shall not be subjected to the payment of any Custom house duties, unless it be intended for consumption in the country where the wreck took place.

The intervention of the local authorities in these cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XVIII.

Consular officers shall cease in the discharge of their functions :

(1) By virtue of an official communication from the Government which appointed him addressed to the Government which received him, advising that his functions have ceased, or

(2) By virtue of a request of the Government which appointed him that an *exequatur* be issued to a successor, or

(3) By withdrawal of the *exequatur* granted him by the Government of the Nation in which he discharges his duties.

Article XIX.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws, and the ratifications thereof shall be exchanged in the City of Havana as soon as possible. It shall take effect from the day of the exchange of ratifications and

otra, serán dirigidos por los funcionarios consulares del país en que el buque esté abanderado y dentro de cuyo distrito haya ocurrido el naufragio.

Las autoridades locales pondrán en conocimiento de los funcionarios consulares lo ocurrido, y mientras éstos lleguen tomarán las medidas necesarias para la protección de las personas y para la conservación de los efectos que hubieren naufragado. Las autoridades locales intervendrán solamente para mantener el orden, proteger los intereses de los salvadores si éstos no pertenecen a la tripulación del barco naufragado y asegurar la ejecución de las disposiciones que hayan de cumplirse para la entrada y exportación de las mercancías salvadas, las cuales no estarán sujetas al pago de derechos de aduana, sino en el caso que se destinen al consumo del país en que el naufragio tuvo lugar.

La intervención de las autoridades locales no irrogará gastos de ninguna clase, excepto los que se ocasionen por las operaciones de salvamento y la conservación de las mercancías salvadas además de aquellos en que pudieran haber incurrido en circunstancias análogas los buques de la Nación.

Artículo XVIII.

Los funcionarios consulares cesarán en el desempeño de sus cargos :

1. En virtud de una comunicación oficial del Gobierno que los hubiere nombrado al que los hubiera recibido dando por terminadas sus funciones.

2. Por solicitar el Gobierno que lo hubiere nombrado que se otorgue un "*exequatur*" a un sucesor ; y

3. Por el retiro del "*exequatur*" concedido por el Gobierno del país en que desempeña sus funciones.

Artículo XIX.

El presente Convenio será ratificado por la Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus leyes respectivas, canjeándose las ratificaciones en la Ciudad de la Habana tan pronto como sea posible, y empezará a regir desde el cambio de las ratificaciones, permaneciendo en vigor

shall thereafter remain in force until one year after either of the High Contracting Parties has given notice to the other of its desire to terminate it.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the two originals of the present Convention and have thereunto affixed their seals.

Done in two copies of the same text and legal force, in the Spanish and English languages, in the City of Havana, this twenty-second day of April in the year one thousand nine hundred and twenty-six.

(Seal) Enoch H. CROWDER.

en lo adelante hasta un año después que cualquiera de las Altas Partes Contratantes haya dado aviso a la otra de su deseo de terminarlo.

En testimonio de lo cual, los plenipotenciarios arriba mencionados han firmado los dos originales del presente Convenio fijándoles sus sellos personales.

Hecho en dos ejemplares de un mismo texto y fuerza legal en los idiomas español e inglés y en la Ciudad de la Habana a veintidós de Abril de mil novecientos veinte y seis.

(Seal) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

Y para su envío a la Secretaria General de la Liga de las Naciones, a los efectos de su registro y publicación, conforme a lo dispuesto en el artículo diez y ocho del Pacto, expido la presente en La Habana, que firmo y sello con el de esta Secretaria a veintiuno de Febrero de mil novecientos veintisiete

Rafael Martinez ORTIZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1421. — CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 22 AVRIL 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de déterminer les obligations, droits, privilèges et immunités des fonctionnaires consulaires des deux pays, sont convenus de conclure une convention à ces fins, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Enoch H. CROWDER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Cuba ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de reconnaître les fonctionnaires consulaires de l'autre Partie, dans les localités de leurs territoires respectifs où leur présence pourra être jugée utile et où tous autres pays étrangers sont admis à avoir une représentation consulaire.

Article II.

Les fonctionnaires consulaires ne pourront entrer en fonctions, ni jouir des privilèges afférents à leur poste, avant que le gouvernement du pays où ils sont nommés leur ait accordé son exequatur, sauf dans le cas où ledit gouvernement les aura reconnus à titre provisoire, sur la demande de l'ambassade de l'autre gouvernement.

Le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes accordera sans frais l'exequatur aux fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie qui présenteront des lettres de provision régulières, signées du chef du pouvoir exécutif de l'Etat qui les nomme, et revêtues du grand sceau dudit Etat ; il délivrera également aux fonctionnaires consulaires subalternes ou substitués, nommés sur l'approbation de leur gouvernement par un fonctionnaire consulaire supérieur ou par tout autre fonctionnaire compétent dudit gouvernement, les pièces qui, aux termes des lois des pays respectifs, sont exigées du fonctionnaire ainsi nommé, pour qu'il puisse exercer ses fonctions consulaires.

Article III.

Les fonctionnaires consulaires auxquels auront été accordés l'exequatur ou les autres pièces mentionnées à l'article précédent, jouiront des droits, immunités, privilèges et exemptions accordés par la présente convention, et de ceux dont jouissent les fonctionnaires du même grade de la nation la plus favorisée.

Article IV.

En qualité de représentants officiels de l'Etat qui les a nommés, ces fonctionnaires consulaires, auront droit à la haute considération des fonctionnaires du gouvernement et des autorités locales de l'Etat qui les a reconnus ; en ce qui concerne les formes protocolaires, ils seront assujettis aux dispositions et coutumes en vigueur dans ledit pays.

Les fonctionnaires consulaires, dans l'exercice de leurs fonctions, se conformeront aux lois du pays qui les a reconnus et respecteront les autorités dudit pays ; ils seront assujettis auxdites autorités pour toutes les questions qui ne ressortissent pas à leurs fonctions et à leur circonscription, sauf les dérogations instituées par la présente convention.

Article V.

Les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation, sauf lorsqu'ils seront inculpés d'avoir commis des délits que la loi locale qualifie d'actes criminels — par opposition aux contraventions — et qui rendent passible de sanctions pénales la personne qui s'en est rendue coupable.

Dans les causes criminelles, la présence d'un fonctionnaire consulaire aux débats, en qualité de témoin, pourra être requise par l'accusation ou par la défense. La demande en sera faite avec tous les égards dus à la dignité consulaire et aux fonctions de la charge. Le fonctionnaire consulaire sera tenu de se conformer à la demande en question.

Les fonctionnaires consulaires seront soumis, en matière civile, à la juridiction des tribunaux du pays où ils résident ; toutefois, lorsque le fonctionnaire est un ressortissant du pays qui l'a nommé et qu'il ne se livre à aucune occupation lucrative privée, son témoignage sera recueilli oralement ou par écrit, soit à son domicile, soit à son bureau, avec la considération qui lui est due. Néanmoins, le fonctionnaire devra spontanément déposer à l'audience toutes les fois qu'il lui sera possible de le faire, sans qu'il en résulte une gêne sérieuse dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article VI.

Les fonctionnaires consulaires, y compris les employés d'un consulat, qui sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, à l'exception de ceux qui ont des occupations privées lucratives dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exonérés de tous impôts nationaux, et de tous impôts des Etats, des provinces ou des villes, en ce qui concerne leur personne ou leurs biens, à l'exception des impôts grevant la possession ou la propriété de biens immobiliers situés sur les territoires de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions, ou grevant le revenu des biens de toute espèce, situés dans ces territoires ou y appartenant. Les fonctionnaires consulaires et employés, s'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, seront exempts du paiement des impôts sur les traitements, honoraires ou appointements perçus par eux à titre de rémunération pour leurs services consulaires, ainsi que de toute espèce de réquisitions, logement de troupes ou services ayant un caractère militaire, naval, administratif ou de police.

Les terres et immeubles situés sur les territoires de chacune des Parties contractantes, et dont l'autre Haute Partie contractante est propriétaire, en droit ou en équité, s'ils sont exclusivement employés à des fins officielles par ledit propriétaire, seront exonérés de tous impôts nationaux, et de tous impôts des Etats, des provinces ou des villes, autres que les contributions perçues pour des services, ou en vue d'améliorations publiques locales dont profitent lesdits biens immobiliers.

Article VII.

Les fonctionnaires consulaires pourront placer à l'extérieur de leur chancellerie les armes de l'Etat qu'ils représentent, avec une inscription comportant la désignation du poste consulaire. Ces fonctionnaires pourront également arborer le drapeau de leur pays à la chancellerie, même si celle-ci est située dans la capitale du pays qui les a reconnus; ils pourront, de même, arborer ce drapeau sur tout bateau employé dans l'exercice des fonctions consulaires.

Les chancelleries et archives consulaires seront en tout temps inviolables, et en aucune circonstance les autorités locales ne pourront y pénétrer sans l'autorisation des fonctionnaires consulaires, ni procéder, sous un prétexte quelconque, à l'examen ou à la saisie de documents ou objets trouvés dans une chancellerie consulaire. Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra non plus être requis de produire des archives officielles devant les tribunaux ou de faire une déposition relative au contenu desdites archives.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire est engagé dans des affaires quelconques à l'intérieur du pays qui l'a reconnu, les archives du consulat et les documents qui s'y rapportent seront conservés dans un local complètement séparé de celui où se trouvent ses papiers personnels ou ses papiers d'affaires.

Article VIII.

Les chancelleries consulaires ne pourront servir de lieu d'asile. Les fonctionnaires consulaires sont tenus de livrer aux autorités locales compétentes qui les réclament, les personnes poursuivies sous l'inculpation de crimes et délits, conformément aux lois intérieures du pays qui les a reconnus, lorsque ces personnes se seront réfugiées dans l'immeuble occupé par la chancellerie consulaire.

Article IX.

En cas de décès, d'incapacité ou d'absence de tous les fonctionnaires consulaires, tout chancelier ou commis auxiliaire dont le caractère officiel aura pu être notifié au préalable au secrétaire d'Etat, pourra, à titre temporaire, exercer les fonctions de consul et jouira, pendant la durée de l'exercice temporaire de ces fonctions, des droits, prérogatives, immunités et exemptions reconnues au titulaire du poste.

Article X.

Les fonctionnaires consulaires, s'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront, dans les limites de leur circonscription consulaire, s'adresser aux autorités nationales et aux autorités des Etats, provinces ou villes, à l'effet de protéger leurs compatriotes en ce qui concerne la jouissance des droits reconnus à ceux-ci par les traités ou d'autre manière. Toute violation de ces droits pourra faire l'objet d'une plainte. Si les autorités compétentes ne prennent aucune mesure de réparation ou de protection, leur abstention pourra justifier une intervention par la voie diplomatique.

Article XI.

Les fonctionnaires consulaires pourront, en se conformant aux lois de leur propre pays, recueillir en tout lieu approprié, dans les limites de leur juridiction consulaire, les dépositions de tous passagers ou équipages de navires de leur propre pays ou celle de tout ressortissant dudit pays, ou encore de toute personne résidant en permanence sur les territoires de ce pays. Ces fonctionnaires pourront dresser, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie. Ils pourront dresser, attester, certifier et légaliser les instruments écrits de toute espèce, ayant pour objet d'exprimer ou d'instituer le transfert de biens quelconques situés sur le territoire du pays qui les a nommés ou la constitution de droits réels sur ces biens ; ils pourront également dresser, attester, certifier ou légaliser les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires et contrats relatifs à des biens situés sur les territoires du pays qui les a nommés, ou à des transactions qui doivent y être effectuées, y compris les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires ou contrats auxquels sont uniquement parties les ressortissants du pays dans lequel résident ces fonctionnaires.

Les documents et actes ainsi dressés, et les expéditions et traductions de ces documents et actes, lorsqu'ils auront été dûment légalisés et revêtus du sceau de la chancellerie consulaire, feront foi dans les territoires des Hautes Parties contractantes, comme pièces originales ou expéditions légalisées, selon le cas, et auront la même valeur et les mêmes effets que s'ils avaient été rédigés et dressés par-devant un notaire ou un autre officier ministériel dûment autorisé à cet effet dans le pays qui a nommé le fonctionnaire consulaire, sous réserve, dans tous les cas, que ces actes auront été rédigés et dressés, conformément aux lois et règlements du pays dans lequel ils sont destinés à prendre effet.

Article XII.

Les fonctionnaires consulaires auront un droit exclusif de juridiction à l'égard des contestations relatives à l'ordre intérieur à bord des navires de leur pays, appartenant à des particuliers, y compris celles qui pourraient s'élever en mer ou dans les ports, entre le capitaine, les officiers et l'équipage, au sujet du maintien de la discipline, pourvu que les navires et les inculpés aient pénétré dans un port de leur circonscription consulaire. Ces fonctionnaires connaîtront également des contestations relatives au règlement des salaires et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés, pourvu que les lois locales ne s'y opposent pas.

Si un acte commis à bord d'un navire marchand battant pavillon de l'Etat qui a nommé le fonctionnaire consulaire, et dans les eaux territoriales de l'Etat où ce fonctionnaire a été nommé, constitue un crime, en vertu des lois de ce dernier Etat, le fonctionnaire consulaire ne pourra exercer son droit de juridiction.

Les fonctionnaires consulaires auront la faculté de requérir l'aide de la police locale pour toute question relative au maintien de l'ordre intérieur à bord d'un navire battant pavillon de leur pays, dans la limite des eaux territoriales de l'Etat où il sont nommés ; en ce cas, l'assistance requise devra leur être accordée.

Les fonctionnaires consulaires pourront comparaître devant les tribunaux du pays où ils sont nommés, en même temps que les officiers et équipages des navires battant pavillon du pays qu'ils représentent, à l'effet d'assister aux débats et de prêter leur concours.

Article XIII.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Haute Partie, sans y laisser d'héritiers ou d'exécuteurs testamentaires connus, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de ce décès le plus proche fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant, afin que les intéressés puissent en être informés.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Haute Partie, sans avoir laissé de dispositions de dernière volonté ou de testament, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant, et dans la circonscription duquel ce dernier était domicilié au moment de sa mort, pourra prendre en charge, aux fins de conservation et de protection, les biens laissés par le défunt, en attendant la désignation d'un administrateur ; ce dernier pourra être le fonctionnaire consulaire lui-même, si le tribunal compétent pour connaître de l'affaire en décide ainsi ; toutefois, l'intervention du fonctionnaire consulaire et sa nomination comme administrateur, par le tribunal, ne pourront avoir lieu que si les lois du lieu où la succession est administrée, le permettent.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire acceptera de se charger de l'administration de la succession laissée par un ressortissant du pays qu'il représente, il se soumettra, en cette qualité, et pour toutes les questions relevant de cette administration, à la juridiction du tribunal qui l'aura désigné, dans la même mesure qu'un ressortissant du pays où il est nommé.

Article XIV.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes pourront, au nom des ressortissants non résidents du pays qu'ils représentent, donner quittance des parts revenant auxdits ressortissants sur des successions ou sur des indemnités dues en vertu des lois dites d'assurances ouvrières contre les accidents (*Workmen's Compensation Laws*), ou de toutes autres lois analogues, pourvu qu'ils fassent parvenir les fonds ainsi reçus aux bénéficiaires légaux, par l'intermédiaire des autorités compétentes de leur gouvernement, et, en outre, qu'ils fournissent à l'autorité ou à l'administration qui procède à la répartition, par leur intermédiaire, des preuves suffisantes de la remise desdites sommes.

Article XV.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes auront le droit d'inspecter, dans les ports de l'autre Haute Partie, et dans les limites de leur circonscription consulaire, les navires marchands de toutes nationalités, ayant pour destination les ports du pays qu'ils représentent, ou sur le point de se rendre dans lesdits ports, afin de constater l'état sanitaire de ces navires et les mesures sanitaires prises à bord ; ils pourront ainsi dresser, en connaissance de cause, les patentes de santé et autres documents exigés par les lois de leur pays, et aviser leur gouvernement de la manière dont ses règlements sanitaires ont été observés, au port de départ, par les navires se rendant dans les ports du pays qu'ils représentent, afin de faciliter l'admission de ces navires dans lesdits ports.

Article XVI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de permettre l'entrée en franchise, et sans examen d'aucune sorte, de toute espèce de meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les chancelleries consulaires de l'autre Partie ; elles conviennent également d'accorder aux fonc-

tionnaires de l'autre Partie, à leur famille et aux personnes à leur service, s'il s'agit de ressortissants de ladite Haute Partie, le privilège de l'entrée en franchise de leurs bagages et de tous autres biens personnels, soit accompagnant le fonctionnaire qui se rend à son poste, soit importés à un moment quelconque, pendant la durée de ses fonctions ; toutefois, aucun article dont l'importation est interdite par les lois de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourra être introduit sur ses territoires.

Ce privilège ne sera pas étendu aux agents consulaires qui exercent une occupation privée lucrative dans les pays où ils sont nommés, à moins qu'il ne s'agisse d'objets et de fournitures destinés à l'usage officiel de l'agence consulaire.

Article XVII.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties contractantes ayant fait naufrage sur les côtes de l'autre Haute Partie, seront dirigées par le fonctionnaire consulaire du pays auquel appartient le navire et dans la circonscription duquel s'est produit le naufrage.

Les autorités locales aviseront les fonctionnaires consulaires de l'événement et, en attendant leur arrivée, elles prendront les mesures qui peuvent être nécessaires pour assurer la protection des personnes et la conservation des biens sauvés du naufrage. Les autorités locales interviendront uniquement pour maintenir l'ordre, protéger les intérêts des sauveteurs, si ces derniers n'appartiennent pas à l'équipage du navire naufragé, et pour assurer l'exécution des dispositions prises en vue de l'admission et de l'exportation des marchandises sauvées du naufrage ; ces marchandises ne seront assujetties au paiement de droits de douane que si elles sont destinées à la consommation dans le pays où s'est produit le naufrage.

En pareil cas, l'intervention des autorités locales ne devra donner lieu à aucune espèce de frais, sauf ceux qui pourraient être occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées du naufrage, et ceux que devraient supporter les navires du pays, dans les circonstances similaires.

Article XVIII.

Tout fonctionnaire consulaire cessera d'exercer ses fonctions :

1^o En vertu d'une notification officielle par laquelle le gouvernement qui l'a nommé, fera connaître au gouvernement qui l'a reconnu que les fonctions de l'intéressé sont arrivées à expiration ;

2^o En vertu d'une demande du gouvernement qui l'a nommé, tendant à obtenir que l'exequatur soit accordé à son successeur ;

3^o A la suite du retrait de l'exequatur reçu du gouvernement du pays où il exerce ses fonctions.

Article XIX.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, dans les formes prévues par leurs lois respectives, et les instruments de ratification seront échangés à La Havane aussitôt que possible. Elle prendra effet à dater du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant un délai d'un an à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires précités ont signé les deux originaux de la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires du même texte, faisant également foi et rédigés en langue espagnole et en langue anglaise, à La Havane, ce vingt-deux avril mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

(L. S.) Enoch H. CROWDER

N° 1422.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESTONIE**

Accord concernant l'échange des mandats-poste, signé à Londres, les 31 juillet et 16 septembre 1925, et articles additionnels, signés à Londres, les 2 et 12 octobre 1926.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ESTONIA**

Agreement for the Exchange of Money Orders, signed at London, July 31, and September 16, 1925, and Additional Articles, signed at London, October 2 and 12, 1926.

No. 1422. — AGREEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE REPUBLIC OF ESTONIA. SIGNED AT LONDON, JULY 31 AND SEPTEMBER 16, 1925.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.*

Article 1.

In this Agreement the expression "Great Britain" includes Northern Ireland, the Channel Islands, and the Isle of Man.

Article 2.

Between Great Britain and the Republic of Estonia there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article 3.

The Money Order Service between the contracting countries shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Great Britain, the Office of Exchange shall be that of London, and on the part of Estonia, that of Tallinn.

Article 4.

The Post Office of Estonia shall convert into British money the amounts of Orders issued in Estonia and into the currency of Estonia the amounts of Orders issued in Great Britain. The Accounts as regards Money Orders in both directions shall be expressed in British money.

The Post and Telegraph Office of Estonia shall have the power to fix and to modify from time to time the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it. The rate of conversion applicable to the Money Orders issued in Great Britain shall be in accordance with the rate of exchange of British currency on the date of receipt at Tallinn of the Advice Lists. In each case the Post and Telegraph Office of Estonia shall keep the British Post Office regularly informed of the rates of conversion adopted.

¹ Entré en vigueur le 6 mai 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1422. — ACCORD² CONCLU ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, D'UNE PART, ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, D'AUTRE PART, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE. SIGNÉ A LONDRES, LES 31 JUILLET ET 16 SEPTEMBRE 1925.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

Article premier.

Dans le présent accord, l'expression « Grande-Bretagne » comprend l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'île de Man.

Article 2.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats-poste entre la Grande-Bretagne et la République d'Estonie.

Article 3.

Le service des mandats-poste entre les pays contractants s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange : pour la Grande-Bretagne, celui de Londres, pour l'Estonie, celui de Tallinn.

Article 4.

L'Administration des Postes d'Estonie convertira en monnaie britannique le montant des mandats émis en Estonie, et en monnaie estonienne le montant des mandats émis en Grande-Bretagne. Les décomptes relatifs aux mandats expédiés dans les deux directions seront libellés en monnaie britannique.

L'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie aura le droit de fixer et de modifier de temps à autre le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle. Le taux de conversion applicable aux mandats émis en Grande-Bretagne sera fixé d'après le cours du change de la monnaie britannique à la date de réception à Tallinn des listes d'avis. Dans chaque cas, l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie notifiera régulièrement à l'Administration des Postes britannique les taux de conversion adoptés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force May 6, 1927.

Article 5.

The Post Offices of the two contracting countries shall have the power to fix, by mutual agreement, the maximum amount for single Money Orders issued in their respective countries. This maximum shall not, however, exceed £ 40 or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

Article 6.

The British Post Office and the Post and Telegraph Office of Estonia shall each have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on the Money Orders which they may respectively issue ; but each Office shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. The commission shall belong to the issuing Office ; but the British Post Office shall allow to the Post and Telegraph Office of Estonia one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the amount of Money Orders issued in Great Britain and paid in Estonia, and the Post and Telegraph Office of Estonia shall make a similar allowance to the British Post Office for Money Orders issued in Estonia and paid in Great Britain.

Article 7.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a penny or of a mark.

Article 8.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the Firm or Company who are the remitters or payees, and the addresses of the remitter and payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued, at the remitter's risk.

Article 9.

In the event of a Money Order miscarrying or being lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country where the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article 10.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article 5.

Les administrations des Postes des deux pays contractants auront le droit de fixer, d'un commun accord, le montant maximum des mandats-poste émis dans leurs pays respectifs. Toutefois, ce montant ne devra pas dépasser 40 livres sterling ou l'équivalent le plus rapproché de cette somme, dans la monnaie du pays d'émission.

Article 6.

L'Administration des Postes britannique et l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie auront chacune le droit de fixer, de temps à autre, les taux des commissions à percevoir sur les mandats-poste qu'elles pourront respectivement émettre ; toutefois, chaque administration communiquera à l'autre le tarif des taxes ou taux de commission établi conformément au présent accord. La commission sera acquise à l'administration du pays d'émission, mais l'Administration des Postes britannique concédera à l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie une ristourne d'un demi pour cent ($1/2$ %) sur le montant des mandats émis en Grande-Bretagne et payés en Estonie, et l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie concédera la même ristourne à l'Administration des Postes britannique pour les mandats émis en Estonie et payés en Grande-Bretagne.

Article 7.

Dans le paiement des mandats au public, il ne sera tenu compte d'aucune fraction de penny ou de mark.

Article 8.

Toute personne demandant l'établissement d'un mandat-poste devra fournir, si possible, les nom et prénoms, en toutes lettres (ou au moins l'initiale d'un prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Si le prénom ou son initiale ne peut être fourni, le mandat pourra néanmoins être émis aux risques et périls de l'expéditeur.

Article 9.

Si un mandat-poste n'arrive pas à destination ou est égaré, il sera délivré un duplicata, sur demande écrite (contenant toutes les indications nécessaires) adressée par le destinataire au bureau principal des mandats-poste du pays où le mandat-poste primitif était payable, et le bureau qui délivrera le duplicata aura le droit de percevoir la taxe qui devrait être acquittée conformément à son propre règlement intérieur, à moins qu'il n'y ait lieu de croire que le mandat-poste primitif a été égaré au cours de la transmission par la poste.

Dès réception d'une demande contenant ces renseignements et émanant de l'expéditeur, il sera donné ordre de suspendre le paiement du mandat.

Article 10.

Toute demande de rectification d'une erreur dans le nom du destinataire, ou toute demande de remboursement du montant d'un mandat-poste à l'expéditeur, devra être adressée par l'expéditeur au bureau principal du pays d'émission.

Article 11.

Repayment of an Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country where such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

Article 12.

Orders shall remain payable in each country for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amounts of all Money Orders not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article 13.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen. (Appendix A.)

The advice of payment shall be prepared by the paying Office, and shall be transmitted direct to the Office of issue either by the Office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

Advices of payment of "Through" Orders shall be sent through the Exchange Offices of the two countries, and all applications for advices of payment made subsequent to the issue of the Orders shall be sent in the same manner.

Article 14.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article 15.

The Office of Exchange at London shall communicate to the Office of Exchange at Tallinn the particulars of sums received for payment in Estonia, and the Office of Exchange at Tallinn shall communicate to the Office of Exchange at London the particulars of sums received for payment in Great Britain. Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for the purpose, and the Lists shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Orders.

Article 16.

Every Money Order entered upon the Lists shall bear a number (to be known as the "International Number") commencing each month with number 1.

Similarly, each List shall bear a serial number commencing each year with number 1.

Article 11.

Aucun mandat-poste ne pourra être remboursé tant qu'il n'aura pas été constaté, par les soins du bureau principal du pays où le mandat en question est payable, que ce mandat n'a pas été payé et tant que ledit bureau n'en aura pas autorisé le remboursement.

Article 12.

Les mandats-poste seront payables dans chaque pays pendant une période de douze mois à dater de la fin du mois d'émission, et le montant de tous les mandats-poste qui, à l'expiration de cette période, n'auront pas été payés, fera retour à l'administration du pays d'émission qui en disposera, conformément aux règlements en vigueur dans ce pays.

Article 13.

L'expéditeur d'un mandat-poste pourra se faire délivrer un avis de paiement du mandat en acquittant à l'avance, au bénéfice exclusif de l'administration du pays d'émission, une taxe fixe égale à celle qui est imposée dans ce pays pour les accusés de réception de la correspondance recommandée.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle annexé (Annexe A).

L'avis de paiement sera établi par le bureau de paiement et transmis directement au bureau d'émission soit par le bureau de paiement, soit par le bureau d'échange du pays où s'effectuera le paiement.

Les avis de paiement des mandats « en transmission » seront adressés par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays et toute demande d'avis de paiement faite postérieurement à l'émission du mandat devra être envoyée de la même manière.

Article 14.

Les mandats-poste envoyés d'un pays à l'autre seront soumis, en ce qui concerne leur émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine et, en ce qui concerne leur paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article 15.

Le bureau d'échange de Londres communiquera au bureau d'échange de Tallinn le détail des sommes reçues pour paiement en Estonie, et le bureau d'échange de Tallinn communiquera au bureau d'échange de Londres le détail des sommes reçues pour paiement en Grande-Bretagne. On utilisera à cette fin des listes d'avis du type B et C annexés ; ces listes seront transmises par le premier courrier qui suivra l'émission des mandats.

Article 16.

Les mandats-poste figurant sur les listes d'avis porteront un numéro d'ordre (intitulé « numéro international ») ; il sera commencé chaque mois une série nouvelle en partant du numéro 1.

Chaque liste portera également un numéro d'ordre ; on commencera chaque année par le numéro 1.

Article 17.

Any missing List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such cases, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate List, duly certified as such.

Article 18.

The Lists shall be carefully verified by the Office of Exchange to which they are sent, and corrected when they contain manifest errors. The corrections shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

When the Lists show other irregularities, the Office of Exchange receiving them shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of internal Money Orders relating to the entries on the Lists which are found to be irregular shall be suspended.

Article 19.

As soon as a List shall have reached the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List or for their equivalent in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

Article 20.

If the Post and Telegraph Office of Estonia should desire to send Money Order remittances, through the medium of the British Post Office, to any other country with which the British Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post and Telegraph Office of Estonia shall advise the amounts of such "Through" Orders to the Money Order Department, London, which will re-advise them to the Exchange Offices of the countries of payment.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Great Britain.

(c) The particulars of "Through" Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London or on separate sheets, the total amounts of the "Through" Orders being included in the totals of such Lists.

(d) The names and addresses of the payees, including the names of the town and country of payment, must be given as fully as possible.

(e) The Post and Telegraph Office of Estonia shall allow to the British Post Office the same percentage (See Article 6) on "Through" Orders as on Orders payable in Great Britain, the British Post Office crediting the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Great Britain, and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the British Post Office.

Article 17.

Toute liste manquante sera immédiatement réclamée par le bureau d'échange qui aurait dû la recevoir. Le bureau d'échange expéditeur transmettra alors, sans retard, au bureau d'échange destinataire, un duplicata de la liste, dûment certifié conforme.

Article 18.

Chaque liste d'avis sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange auquel elle sera adressée et rectifiée lorsqu'elle contiendra des erreurs manifestes. Les rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Lorsqu'il sera constaté d'autres irrégularités dans une liste, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur qui devra les fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, l'émission du mandat-poste intérieur correspondant à une inscription dont on aura constaté l'irrégularité, sera suspendue.

Article 19.

Dès qu'une liste sera parvenue au bureau d'échange destinataire, celui-ci, après vérification, établira, au bénéfice des destinataires, des mandats-poste intérieurs portant les montants spécifiés sur la liste ou l'équivalent de ces montants en la monnaie du pays de paiement. Il expédiera ensuite ces mandats-poste intérieurs aux destinataires ou aux bureaux payeurs, conformément aux règlements en vigueur dans le pays où s'effectuera le paiement.

Article 20.

Si l'Administration des Postes et Télégraphes de l'Estonie désire envoyer, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes de Grande-Bretagne, des fonds par mandat-poste à un autre pays quelconque avec lequel l'Administration des Postes de Grande-Bretagne effectue des opérations de mandat-poste, elle aura la faculté de le faire en se conformant aux conditions suivantes :

a) L'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie devra notifier les montants de ces mandats « en transmission » au Service des mandats-poste, à Londres, qui transmettra à son tour cette notification aux bureaux d'échange des pays de paiement.

b) Ces mandats ne devront pas dépasser le montant maximum fixé par le pays destinataire pour les mandats émis en Grande-Bretagne.

c) Les indications relatives aux mandats-poste « en transmission » seront portées soit à l'encre rouge, à la fin des listes ordinaires d'avis, envoyées à Londres, soit sur des feuilles séparées ; le montant total des mandats « en transmission » sera compris dans les totaux de ces listes.

d) Les nom et adresse du destinataire d'un mandat-poste « en transmission », ainsi que le nom de la ville et du pays où devra s'effectuer le paiement devront être indiqués d'une manière aussi complète que possible.

e) L'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie accordera à l'Administration des Postes de Grande-Bretagne le même pourcentage (Voir article 6) sur les mandats en transmission » que sur les mandats payables en Grande-Bretagne. L'Administration des Postes britannique créditera l'administration du pays de paiement du même pourcentage pour les « mandats en transmission » que pour les mandats émis en Grande-Bretagne et, en compensation de ses services d'intermédiaire, déduira du montant de chaque mandat notifié à nouveau une commission spéciale dont le chiffre sera fixé par l'Administration des Postes de Grande-Bretagne.

(f) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service is not refunded.

If the British Post Office should desire to send Money Orders, through the medium of the Post and Telegraph Office of Estonia, to any country with which that Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article 21.

At the end of every month the Offices of Exchange at London and Tallinn shall each prepare and forward to the other :

(1) A detailed statement showing the total of each Advice List received from the other Office during the month (see Appendix D).

(2) A list showing the particulars of all Orders which it has during the month authorised the other Office to repay to the original remitters (see Appendix E).

(3) A list showing the particulars of all Orders issued by the other Office which have not been paid within twelve months after the end of the month of issue, and have during the month become forfeited to the country of issue (see Appendix F).

The Statements " D " and " E " shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly verified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

Article 22.

As soon as it shall have received the verified copies of the statements " D " and " E " provided for in Article 21, the Exchange Office at Tallinn shall furnish to the Exchange Office at London a Money Order Account (in duplicate) which shall include the following items :

(a) To the credit of Great Britain : the total of the Advice Lists which have been despatched from Estonia during the month and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent, on the amount of Orders paid, less the amount of Orders authorised to be repaid in Estonia and the total amount of Orders issued in Estonia which have become void during the month.

(b) To the credit of Estonia : the total of the Advice Lists which have been despatched from Great Britain during the month and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent, on the amount of Orders paid, less the amount of Orders authorised to be repaid in Great Britain and the total amount of Orders issued in Great Britain which have become void during the month.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that marked " G " in the Appendix. One copy of the Account, duly accepted, shall be returned to Tallinn.

Article 23.

Whenever during a month it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £250 the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

f) Lorsque le montant d'un mandat « en transmission » sera remboursé à l'expéditeur, la commission perçue pour les services d'intermédiaire ne donnera pas lieu à remboursement.

Si l'Administration des Postes de Grande-Bretagne désire envoyer, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie, des mandats-poste à un pays quelconque avec lequel cette dernière administration effectue des opérations de mandat-poste, elle aura la faculté de le faire en se conformant aux mêmes conditions que celles qui sont stipulées aux paragraphes précédents.

Chaque administration communiquera à l'autre le nom des pays avec lesquels elle effectue des opérations de mandat-poste, le montant maximum fixé pour chacun d'eux et le taux des commissions à déduire en compensation de ses services d'intermédiaire.

Article 21.

A la fin de chaque mois, les bureaux d'échange de Londres et de Tallinn établiront chacun et transmettront à l'autre :

1^o Un relevé détaillé indiquant le total de chaque liste d'avis reçue de l'autre bureau pendant le mois (Voir annexe D).

2^o Une liste donnant le détail de tous les mandats dont ils ont autorisé l'autre bureau à rembourser le montant aux expéditeurs primitifs, pendant le mois (Voir annexe E).

3^o Une liste donnant le détail de tous les mandats émis par l'autre bureau, qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant la fin du mois d'émission et dont le montant s'est trouvé, de ce fait, acquis au pays d'émission au cours du mois envisagé (Voir annexe F).

Les relevés « D » et « E » seront expédiés en double exemplaire. Le bureau destinataire devra renvoyer au bureau expéditeur un exemplaire de chaque relevé dûment approuvé.

Article 22.

Dès qu'il aura reçu les exemplaires approuvés des relevés « D » et « E » prévus à l'article 21, le bureau d'échange de Tallinn adressera au Bureau d'échange de Londres un décompte (établi en double exemplaire), qui comprendra les articles suivants :

a) Au crédit de la Grande-Bretagne : le total des listes d'avis qui ont été expédiées d'Estonie pendant le mois et la commission d'un demi pour cent sur le montant des mandats payés, déduction faite du montant des mandats dont le remboursement en Estonie a été autorisé et du montant total des mandats estoniens qui se sont trouvés périmés au cours du mois.

b) Au crédit de l'Estonie : le total des listes d'avis qui ont été expédiées de Grande-Bretagne pendant le mois et la commission d'un demi pour cent sur le montant des mandats payés, déduction faite du montant des mandats dont le remboursement en Grande-Bretagne a été autorisé et du montant total des mandats britanniques qui se sont trouvés périmés au cours du mois.

Le décompte des mandats-poste sera établi sur un formulaire conforme au modèle « G », qui figure à l'annexe. Un exemplaire de ce décompte, dûment approuvé, sera envoyé à Tallinn.

Article 23.

Si, pendant un mois donné, le montant des mandats-poste tirés sur l'un des deux pays dépasse de £ 250 le montant des mandats-poste tirés sur l'autre pays, ce dernier devra immédiatement faire parvenir au premier, à titre d'acompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

Article 24.

When the Post and Telegraph Office of Estonia has to pay to the British Post Office the balance of the General Account, it shall do so at the same time that it forwards the Account to London, and, when the British Post Office has to pay the balance, it shall do so at the same time that it returns to Tallinn the duplicate of the Account accepted.

Such payments, as well as any payment required under the provisions of Article 23, shall be made in sterling by means of drafts payable on demand at London.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article 25.

Should it appear at any time that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Great Britain, or in Estonia, for the transmission of large sums of money, the British Post Office or the Post and Telegraph Office of Estonia, as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

Article 26.

The Postal Administration of each country shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally.

All such additional rules, however, must be communicated to the Postal Administration of the other country.

Article 27.

This Agreement after having been signed shall take effect on the day of the notification by the Estonian Government to the British Government that the Agreement has been ratified by the State Assembly of Estonia, and shall be terminable on a notice by either Party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at London on the 31st day of July, 1925, and the 16th day of September, 1925.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) Oskar KALLAS.

Article 24.

Lorsque l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie aura à verser à l'Administration des Postes britannique le solde du décompte général, elle effectuera ce versement au moment de l'envoi de ce décompte à Londres ; lorsque l'Administration des Postes de Grande-Bretagne aura à verser un solde de même nature, elle effectuera ce versement en même temps qu'elle renverra à Tallinn le duplicata du décompte approuvé.

Ces paiements, ainsi que tous paiements exigés en vertu des dispositions de l'article 23, seront effectués en livres sterling, au moyen de traites à vue sur Londres.

A l'expiration d'un délai de six mois après la période visée par le décompte correspondant, il sera perçu un intérêt annuel de 7% sur tout reliquat qui restera dû par l'une des deux administrations à l'autre.

Article 25.

Si, à un moment quelconque, il semble que les mandats-poste sont utilisés par des négociants ou d'autres personnes en Grande-Bretagne ou en Estonie, pour la transmission de sommes d'argent importantes, l'Administration des Postes de Grande-Bretagne et l'Administration des Postes et Télégraphes d'Estonie, suivant le cas, seront autorisées à relever le taux de la commission et auront même le droit de suspendre complètement, pendant un certain temps, l'émission des mandats-poste.

Article 26.

L'administration postale de chaque pays sera autorisée à adopter des règlements additionnels, (sous réserve qu'ils ne seront pas contraires aux dispositions ci-dessus) en vue de se protéger plus efficacement contre les fraudes ou d'améliorer le fonctionnement général du système.

Tous ces règlements additionnels devront être communiqués à l'administration postale de l'autre pays.

Article 27.

Le présent accord, après avoir été signé, entrera en vigueur le jour où le Gouvernement estonien aura notifié au Gouvernement britannique que l'accord a été ratifié par l'Assemblée d'Etat de l'Estonie, et pourra être dénoncé, moyennant préavis de six mois donné par l'une des deux Parties.

Fait en double exemplaire et signé à Londres les 31 juillet et 16 septembre 1925.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) Oskar KALLAS.

APPENDIX A.

GREAT BRITAIN
GRANDE-BRETAGNE.

Advice of Payment of a Money Order.
Avis de paiement d'un Mandat-Poste.

The undersigned certifies that the sum of |
Le soussigné déclare que la somme de |

the amount of Money Order No. } { issued by the office of
montant du mandat N° } { émis par le bureau de

..... } on the } 19..... { in favour of
le } { au profit de

M..... } has been duly paid on the
..... } a été dûment payé le

..... 19.....

Stamp of Paying Office.
Timbre du bureau payeur.

Signature { of the payee or
du destinataire ou

..... { of the Paying Officer.
de l'agent du bureau payeur.

This advice must be signed by the payee, or, if the regulations of the country of payment allow
Cet avis doit être signé par le bénéficiaire, ou, si les règlements du pays de destination le comportent,
it, by the Paying Officer, then be placed in an envelope and sent, by the first post, to the office of issue
par l'agent du bureau payeur, puis être mis sous enveloppe et envoyé, par le premier courrier, au bureau
of the Money Order to which it relates.
d'origine du mandat qu'il concerne.

APPENDIX B.

To the Post Office of Tallinn.

Money Order Department, G.P.O., London,

Office Stamp.

the of 19.....

List of Money Orders advised by Great Britain to Estonia.

List No. Sheet No.

Date of issue	International number of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the remitter	Name of the person to whom the money is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in Great Britain	Advice of Payment	For use by the Estonian Office of Exchange				
								Amount to be paid in Estonia	Number of the internal Order	Office of payment	Observations	
						£	s.	d.	Marks			

Entered by Checked by { 1 2

ANNEXE B.

Au Bureau de Postes de Tallinn.

Service des Mandats-Poste, A. G. P., Londres,

Timbre du Bureau

Le 19.....

Liste des Mandats-Poste notifiés par la Grande-Bretagne à l'Estonie.

Liste No. Feuille No.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Bureau d'origine où le versement a été effectué	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant reçu en Grande-Bretagne	Avis de paiement	A remplir par le Bureau d'échange estonien			
								Montant à payer en Estonie	Numéro du mandat intérieur	Bureau de paiement	Observations
						£	s.	d.	Marks		

Inscrit par Vérifié par { 1 2

APPENDIX C.

Money Order Office, Tallinn,
the of 19.....

List of Money Orders advised by Estonia to Great Britain.

List No. Sheet No.

Date of Issue	International number of the Money Order	Original number of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the remitter	Name of the person to whom the money is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in Estonia	Amount to be paid in Great Britain		Advice of payment	For use by the British Office of Exchange	
								£	s. d.		London number of the Order	Office where payable
							Marks					

Entered by Checked by { (1) (2)

ANNEXE C.

Bureau des mandats-poste de Tallinn,
Le 19.....

Liste des Mandats-Poste notifiés par l'Estonie à la Grande-Bretagne.

Liste No. Feuille No.

Date d'émission	Numéro international du mandat-poste	Numéro d'origine du mandat-poste	Bureau d'origine où le versement a été effectué	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant reçu en Estonie	Montant à payer en Grande-Bretagne		Avis de paiement	A remplir par le Bureau d'échange britannique	
								£	s. d.		Numéro du mandat à Londres	Bureau où le paiement doit s'effectuer
							Marks					

Inscrit par Vérifié par { 1 2

APPENDIX D.

Month of 19.....

Detailed Statement of Money Orders issued in Great Britain and payable in Estonia for the month above mentioned.

Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List		Totals of the Lists		Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List		Totals of the Lists	
		from	to	£	s. d.			from	to	£	s. d.
									Brought forward		
		Total carried forward						Total . .			

ANNEXE D.

Mois de 19.....

Décompte détaillé des Mandats-Poste émis en Grande-Bretagne et payables en Estonie pour le mois susmentionné.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéros internationaux des mandats d'après la liste		Totaux des listes		Numéro de la liste	Date de la liste	Numéros internationaux des mandats d'après la liste		Totaux des listes	
		Provenance	Destination	£	s. d.			Provenance	Destination	£	s. d.
									Report		
		A reporter						Total . .			

APPENDIX E.

Month of 19.....

List of Money Orders issued in Estonia upon Great Britain and beyond, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of destination.

Number of List	Date of List	International number of Order	Office of Issue	Amount in British money			Remarks
				£	s.	d.	
			Total				

ANNEXE E.

Mois de 19.....

Liste des Mandats-Poste émis en Estonie et payables en Grande-Bretagne et au delà, dont le remboursement a été autorisé par l'administration du pays de destination.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international du mandat-poste	Bureau d'émission	Montant en monnaie britannique			Observations
				£	s.	d.	
			Total				

APPENDIX F.

List of Money Orders issued in Estonia upon Great Britain and beyond during the month of 19..... which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of issue.

Number of List	Date of List	International number of the Order	Original Number	London Number	Date of issue	Where issued	Where payable	Amount in British money			
								£	s.	d.	
							Total . . .				

ANNEXE F.

Liste des Mandats-Poste émis en Estonie à destination de la Grande-Bretagne et au delà, au cours du mois de 19....., qui n'ont pas été payés à l'expiration d'un délai de douze mois à dater de la fin du mois de leur émission, et dont le montant est, de ce fait, acquis au pays d'émission.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international du mandat-poste	Numéro d'origine	Numéro de Londres	Date d'émission	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Montant en monnaie britannique			
								£	s.	d.	
							Total . . .				

APPENDIX G.

General Account of Money Order Transactions between Great Britain and Estonia
for the month of 19.....

CREDIT OF GREAT BRITAIN		CREDIT OF ESTONIA	
£	s. d.	£	s. d.
Total amount of Orders issued in Estonia ...		Total amount of Orders issued in Great Britain	
To be deducted :		To be deducted :	
Repaid Orders issued in Estonia		Repaid Orders issued in Great Britain	
Void Orders issued in Estonia		Void Orders issued in Great Britain	
Allowance of half per cent. on total amount of Orders paid in Great Britain ...		Allowance of half per cent. on total amount of Orders paid in Estonia ...	
Balance in favour of Estonia ...		Balance in favour of Great Britain ...	
Total ...		Total ...	

ANNEXE G.

Décompte général des échanges de Mandats-Poste entre la Grande-Bretagne et l'Estonie,
pour le mois de 19.....

AU CRÉDIT DE LA GRANDE-BRETAGNE				AU CRÉDIT DE L'ESTONIE					
		£	s.	d.			£	s.	d.
Montant total des mandats émis en Estonie ...					Montant total des mandats-poste émis en Grande-Bretagne ...				
A déduire :					A déduire :				
Mandats émis en Estonie qui ont été remboursés ...					Mandats émis en Grande-Bretagne qui ont été remboursés ...				
Mandats émis en Estonie qui sont périmés ...					Mandats émis en Grande-Bretagne qui sont périmés ...				
Ristourne de ½ % sur le montant total des mandats payés en Grande-Bretagne ...					Ristourne de ½ % sur le montant total des mandats payés en Estonie ...				
Solde créditeur de l'Estonie ...					Solde créditeur de la Grande-Bretagne ...				
Total ...					Total ...				

ADDITIONAL ARTICLES¹

TO THE AGREEMENT, DATED 31 JULY/16 SEPTEMBER, 1925, FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE REPUBLIC OF ESTONIA.

Article 1.

As an alternative to the arrangement in Article 4 of the Agreement, the conversion into British money of sums advised from Estonia for payment in Great Britain, or in the other countries for which Great Britain acts as intermediary, may, by mutual agreement between the contracting Administrations, be effected at the Office of Exchange of Estonia, and the conversion into the money of Estonia of sums advised from Great Britain, or other countries for which Great Britain acts as intermediary, for payment in Estonia may be effected by the British Office of Exchange.

Each of the contracting Administrations shall in that event have the power to fix from time to time the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration.

Article 2.

If the arrangement for conversion described in Article 1 of these Additional Articles be adopted, the balance of the General Account (See Article 22 of the Agreement) shall be shown in the currency of the country to which it is due. In order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rates of exchange current in the debtor country for the month to which the Account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit. The Account shall in that event be prepared, in duplicate, by the Estonian Post Office on a form similar to that marked G (1) in the Appendix to these Additional Articles.

As an alternative to the methods of preparing accounts described in Article 22 of the Agreement and in the foregoing paragraph, the following arrangement may, by Agreement between the contracting Administrations, be adopted: The Office of Exchange of each of the contracting countries shall prepare monthly and forward, in duplicate, to the Office of Exchange of the other country, on a form similar to that marked "H" in the Appendix to these Additional Articles, an Account which shall include the total amount of the Orders issued in the other country during the month—less the amount of the Orders authorised to be repaid in the other country and the total amount of the Orders issued in the other country which have become void during the month—and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent, on the amount of the Orders paid.

Article 3.

If the arrangement for preparing accounts described in the first paragraph of Article 2 of these Additional Articles be adopted, the settlement of accounts shall be arranged as follows: — When the Estonian Post Office has to pay to the British Post Office the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the British Office of Exchange, and when the British Post Office has to pay the balance it shall do so at the same time at which it returns to the Estonian Office of Exchange the duplicate of the Account accepted.

¹ Entré en vigueur le 12 mai 1927.

ARTICLES ADDITIONNELS ¹

A L'ACCORD DU 31 JUILLET-16 SEPTEMBRE 1925, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE.

Article premier.

Indépendamment de l'arrangement prévu à l'article 4 de l'accord, les deux administrations contractantes pourront décider, d'un commun accord, que la conversion en monnaie britannique des sommes notifiées par l'Estonie et payables en Grande-Bretagne, ou dans les autres pays pour lesquels la Grande-Bretagne joue le rôle d'intermédiaire, pourra également s'effectuer au bureau d'échange estonien, et que la conversion en monnaie estonienne des sommes notifiées par la Grande-Bretagne, ou par les autres pays pour lesquels la Grande-Bretagne joue le rôle d'intermédiaire, et payables en Estonie, pourra être effectuée par le bureau d'échange britannique.

Chacune des administrations aura, dans ce cas, le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats-poste émis par elle, à la condition de notifier ce taux à l'autre administration.

Article 2.

Si l'arrangement prévu pour la conversion, par l'article premier des présents articles additionnels, est adopté, le solde du décompte général (Voir article 22 de l'accord) sera indiqué en la monnaie du pays auquel il est dû. A cet effet, le montant du crédit le plus faible sera converti en la monnaie du pays dont le crédit est le plus élevé, au cours moyen du change pratiqué sur le marché du pays débiteur, pendant le mois auquel se rapporte le décompte. Le solde sera alors obtenu en déduisant le crédit le plus faible du crédit le plus élevé. Dans ce cas, le décompte sera établi, en double exemplaire, par l'Administration des Postes estonienne, sur un formulaire conforme au modèle G (r), qui figure à l'annexe aux présents articles additionnels.

Indépendamment des méthodes prévues à l'article 22 de l'accord et au paragraphe précédent, pour l'établissement des décomptes, les administrations contractantes pourront décider d'un commun accord d'adopter l'arrangement suivant : Le bureau d'échange de chacun des Etats contractants établira chaque mois et transmettra en double exemplaire au bureau d'échange de l'autre pays, sur un formulaire conforme au modèle H, qui figure à l'annexe aux présents articles additionnels, un décompte qui comprendra le montant total des mandats émis dans l'autre pays pendant le mois — déduction faite du montant des mandats dont le remboursement dans l'autre pays aura été autorisé et du montant total des mandats émis dans l'autre pays qui se seront trouvés périmés pendant le mois — et la ristourne de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés.

Article 3.

Si l'arrangement prévu pour l'établissement des décomptes, au premier alinéa de l'article 2 des présents articles additionnels est adopté, les règlements de compte s'effectueront comme suit : Lorsque l'Administration des postes estonienne aura à verser à l'Administration des Postes britannique le solde du décompte général, elle effectuera ce versement au moment où elle transmettra le décompte au bureau d'échange britannique, et lorsque l'Administration des Postes britannique devra verser le solde en question, elle effectuera ce versement en même temps qu'elle renverra au bureau d'échange estonien le duplicata du décompte approuvé.

¹ Came into force May 12, 1927.

If the alternative method of preparing accounts described in paragraph 2 of Article 2 of these Additional Articles be adopted, the Post Office of one country shall pay to the Post Office of the other country, at the same time at which it returns the duplicate of the account accepted, the total sum due.

If either of the methods of preparing accounts described in Article 2 of these Additional Articles be adopted, the payments in settlement of accounts, as well as any payments required under the provisions of Article 23 of the Agreement, shall be effected by means of drafts payable on demand in the capital or other commercial town of the creditor country and in the currency of that country.

Article 4.

These Additional Articles shall, after having been signed, take effect on the day of the notification by the Estonian Government to the British Government that they have been ratified by the State Assembly of Estonia and shall have the same duration as the Agreement dated the 31st of July/the 16th of September, 1925.

Done in duplicate and signed at London on the 2nd day of October 1926 and 12th day of October 1926.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) O. KALLAS.

Si la seconde méthode prévue pour l'établissement des décomptes, au deuxième alinéa de l'article 2 des présents articles additionnels, est adoptée, l'administration des Postes d'un des deux pays versera à l'administration des Postes de l'autre, au moment où elle lui renverra le duplicata du décompte approuvé, le total de la somme due.

Si les deux méthodes prévues pour l'établissement des décomptes, à l'article 2 des présents articles additionnels, sont adoptées, les paiements effectués en règlement de compte, ainsi que les autres paiements prévus par les dispositions de l'article 23 de l'accord, seront effectués au moyen de traites à vue payables dans la capitale ou dans toute autre ville commerciale du pays créancier et dans la monnaie de ce pays.

Article 4.

Les présents articles additionnels entreront en vigueur après avoir été signés, le jour où le Gouvernement estonien aura notifié au Gouvernement britannique qu'ils ont été ratifiés par l'Assemblée d'Etat de l'Estonie, et resteront en vigueur pendant la même période que l'Accord en date des 31 juillet et 16 septembre 1925.

Fait en double exemplaire et signé à Londres, les 2 et 12 octobre 1926.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) O. KALLAS.

APPENDIX G. (1)

General Account of Money Order Transactions between Great Britain and Estonia
for the Month of 19.....

CREDIT OF GREAT BRITAIN			CREDIT OF ESTONIA		
£	s.	d.	Marka	Penni	Penni
Total amount of Orders issued in Estonia ...			Total amount of Orders issued in Great Britain		
To be deducted :			To be deducted :		
Repaid Orders issued in Estonia			Repaid Orders issued in Great Britain		
Void Orders issued in Estonia			Void Orders issued in Great Britain		
Allowance of ½ per cent. on total amount of Orders paid in Great Britain ...			Allowance of ½ per cent. on total amount of Orders paid in Estonia ...		
Total credit of Great Britain ...			Total credit of Estonia ...		
Deduct total credit of Estonia converted at the rate of Marka = £1 ...			Deduct total credit of Great Britain converted at the rate of £1 = Marka ...		
Balance in favour of Great Britain ...			Balance in favour of Estonia ...		

ANNEXE G. (1).

Décompte général des échanges de mandats-poste entre la Grande-Bretagne et l'Estonie pour le mois de 19.....

AU CRÉDIT DE LA GRANDE-BRETAGNE			AU CRÉDIT DE L'ESTONIE		
£	s.	d.	Marka	Penni	Marka
Montant total des mandats-postes émis en Estonie			Montant total des mandats-postes émis en Grande-Bretagne		
A déduire :			A déduire :		
Mandats émis en Estonie qui ont été remboursés			Marka		
Mandats émis en Estonie qui sont périmés			Penni		
Ristourne de ½ % sur le montant total des mandats payés en Grande-Bretagne			Ristourne de ½ % sur le montant des mandats payés en Estonie		
Total figurant au crédit de la Grande-Bretagne			Total figurant au crédit de l'Estonie		
A déduire la somme figurant au crédit de l'Estonie, convertie au taux de Marka = £1			A déduire, la somme figurant au crédit de la Grande-Bretagne, convertie au taux de £1 = Marka		
Solde créditeur de la Grande-Bretagne			Solde créditeur de l'Estonie		

APPENDIX H.

Special account of Money Orders issued in
and payable in for the month of 19.....

CREDIT OF	Amounts		
Total amount of Orders issued in			
To be deducted			
Repaid Orders issued in			
Void Orders issued in			
Allowance of half per cent. on total amount of Orders paid in			
Total due to			

EXCHANGE OF NOTES

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 14 juin 1927.

ESTONIAN LEGATION.

Ref. 79 - F/54.

LONDON, May 6, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions received from my Government, I have the honour to notify Your Excellency that the Anglo-Estonian Money Order Agreement, signed at London on the 31st July and the 16th September, 1925, was ratified by the Riigikogu (Parliament) on the 4th March, 1927, and published in the *Riigi Teataja* Estonian State Gazette on the 23rd April, 1927.

As provided in the last paragraph of this Agreement, it shall come into force on the day of the notification to Your Excellency's Government of its ratification by the Estonian Parliament, i.e. on the 6th May, 1927.

I have, etc.,

(Signed) O. KALLAS.
Estonian Minister.

His Excellency,

The Right Honourable Sir J. Austen Chamberlain, K. G.,
H. M. Principal Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office.

ANNEXE H.

Décompte spécial des mandats-poste émis en
 et payables en pour le mois de 19.....

CRÉDIT DE	Montants		
Montant total des mandats émis en			
A déduire			
Mandats émis en qui ont été remboursés			
Mandats émis en qui sont périmés			
Ristourne de ½ % sur le total des mandats payés en			
Total dû à			

ECHANGE DE NOTES

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 14, 1927.

LEGATION D'ESTONIE.

Ref. 79 -F/54.

LONDRES, le 6 mai 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que l'Accord anglo-estonien au sujet de l'échange de mandats-poste, signé à Londres le 31 juillet et le 16 septembre 1925, a été ratifié par le « Riigikogu » (Parlement), le 4 mars 1927, et publié dans le *Riigi Teataja* (Journal officiel d'Estonie) le 23 avril 1927.

Conformément à la disposition du dernier article de cet Accord, celui-ci entrera en vigueur le jour où sa ratification par le Parlement estonien a été notifiée au gouvernement de Votre Excellence, c'est-à-dire le 6 mai 1927.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) O. KALLAS.
 Ministre d'Estonie.

Son Excellence

le Très Honorable Sir J. Austen Chamberlain, K. G.,
 Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
 pour les Affaires étrangères,
 Foreign Office.

ESTONIAN LEGATION.

Ref. 85 -F/54.

LONDON, *May 12, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions received from my Government, I have the honour to notify Your Excellency that the Additional Articles to the Anglo-Estonian Money Order Agreement signed at London on the 2nd and 12th October, 1926, were ratified by the Riigikogu (Parliament) on the 31st March, 1927, and published in the " Riigi Teataja " Estonian State Gazette, No. 43, on the 5th May, 1927.

As provided in Article IV of these Additional Articles, they shall come into force on the day of the notification to Your Excellency's Government of their ratification by the Estonian Parliament, i.e. on the 12th May, 1927.

I have, etc.,

(Signed) O. KALLAS,
Estonian Minister.

His Excellency

The Right Honourable Sir J. Austen Chamberlain, K. G.
H. M. Principal Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office.

LÉGATION D'ESTONIE.

Ref. 84- F/54.

LONDRES, le 12 mai 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que les articles additionnels à l'Accord anglo-estonien au sujet de l'échange de mandats-poste, signés à Londres les 2 et 12 octobre 1926, ont été ratifiés par le « Riigikogu » (Parlement) le 31 mars 1927, et publiés dans le *Riigi Teataja* (Journal officiel d'Estonie), N° 43, le 5 mai 1927.

Conformément à l'article IV de ces articles additionnels, ceux-ci entreront en vigueur le jour où leur ratification par le Parlement estonien aura été notifiée au gouvernement de Votre Excellence, c'est-à-dire le 12 mai 1927.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) O. KALLAS,
Ministre d'Estonie.

Son Excellence
le Très Honorable Sir J. Austen Chamberlain, K. C.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
pour les Affaires étrangères,
Foreign Office.

N° 1423.

**GRANDE-BRETAGNE
ET NEDJED**

Accord relatif à certaines questions concernant les frontières entre le Nedjed et la Transjordanie, signé à Bahra-Camp, le 2 novembre 1925, et échange de notes y relatif, Bahra-Camp, les 1^{er} et 2 novembre 1925.

GREAT BRITAIN AND NEJD

Agreement regarding certain Questions relating to the Frontier between Nejd and Trans-Jordan, signed at Bahra-Camp, November 2, 1925, and Exchange of Notes relating thereto, Bahra - Camp, November 1 and 2, 1925.

شرق الاردن ونجد اننا لانحصن كاف ولا نجعلها
منطقة عسكرية وقد سئلت فخامتكم في احدى
جلساتنا الرسمية عن معنى ذلك التحصين فادتم ان
اقامة سور حول تلك القرى (كما هو معتاد) في قرى
البادية لمنع السرقات واثقاء الغزوات البدوية او بناء
ثكنة عسكرية لاقامة جنود الامن والضبط او وضع مدفع
او بضع رشاشات بقدر ما تقتضى به ضرورة الامن .
ان ذلك كله ليس من قبيل التحصين الذي تعهدنا بعدم
ايقانه بل هو بل هو من ضرورات اللازمة لحفظ الامن
وقد اردت بكتابي هذا ان اثال جوابا مؤكدا من
فخامتكم على ذلك حتى تكون جميع الامور التي نتعاقد عليها
مسر مبنية على الصراحة الواضحة التي لا تجعل سبيلا لسوء
التأويل الذي ينشؤ من دسائس الفسدين وتفضلوا يا صاحب
الفخامة بقبول فائق احتراماتي

عبد العزيز
بن عبد الرحمن
بن سعود

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

السلطنة النجدية
وملحقاتها

١٤ ربيع الاخر ١٣٤٤

عدد ٢٢٢

من عبد العزيز بن عبد الرحمن ال فيصل ال سعود
سلطان نجد وملحقاتها

الى صاحب الفخامة السر جليبرت كلايتون مندوب
حكومة صاحب الجلالة البريطانىة المفوض

يا صاحب الفخامة

وضعنا فى الاتفاقية المتعلقة فى الشئون المتعلقة بين

يا صاحب الفخامة

بماسبة الابحاث التي دارت بشأن تجار رعايا شرق الاردن
فاننا لا نعلم ان هناك طريقا معتادة معروفة تمر به تجار
شرق الاردن عن طريق وادي السرحان ولكن اذا اثبت
لرعايا شرق الاردن حق سابق معروف من القديم
ومعترف به من قبل اهل الخيرة في المرور بمتاجرهم
بين سوريا وشرق الاردن وبين الجرمات الجنوبية لشرق
الاردن عن طريق وادي السرحان فاننا نتعهد بجمع ملتمهم
نفس المعاملة التي تعامل بها شرق الاردن رعايا نجد
عند ذهابهم الى سوريا وايابهم منها

عبد العزيز
بن عبد الرحمن
بن سعود

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

السلطنة النجدية
و ملحقاتها

عدد ٤٧

بحره ١٥ ربيع الاخر ١٣٤٤

من عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود
الى فخامة مندوب الحكومة البريطانية المفوض
السر جلبرت كلايتون الافخم

فجوابها على استفساركم اريد ان اسجل التصريح الشفوي الذي
القيته في الحديث الذي دار بيننا اخيرا وهو انه يصعب على
الانسان تحديد ما يبرك بكلمة التحصين تحديدا مفصلا دقيقا تماما
لكل ما قد يطرا من الطوارئ، وان احسن تطبيق لهذه المادة
هو التطبيق المستند على روح الانفاقية ونصها وعلى الاخلاص
في القيام بشروطها • فاذا اردتم مثلا اقامة سور (كما هو متعارف)
او نكتة لرجال الامن (لا للجنود العسكرية) او مدوح صغير
او شاشك لرد الاشقياء والمعتدين جاز ذلك بلا ريب بشرط
ان لا تتعدى تلك الاستعدادات حد المحافظة على الامن وان
لا تكون، في نظر السلطات العسكرية البريطانية، تهديدا للشرقي
الاردن •

ارجو من عظمتكم ان تفضلوا بتبول فائق احتراماتي

جلبرت كلايتون

المندوب المفوض من حكومة

صاحب الجلالة البريطانية

من مخيم البحرة

٢ نوفمبر سنة ١٩٢٥

واحدة . ولكن اذا وقع اختلاف بين النصين في تفسير
 مادة من مواد هذه الاتفاقية فيرجع الى النص الانكليزي .
 المادة السادسة عشر .

تعرف هذه الاتفاقية باتفاقية حدّة
 وقتت هذه الاتفاقية في حدّة في الخامس عشر من شهر
 ربيع الثاني سنة ١٣٤٤ الموافق ٢ نوفمبر سنة ١٩٢٥

(الختم والتوقيع)

(التوقيع)

عبد العزيز

جلبرت كلايتون

من السيد جلبرت كلايتون المندوب المفوض عن حكومة صاحب الجلالة البريطانيا
 الى صاحب المعظمة السلطان عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود ،
 سلطان نجد وولحقاتها .

يا صاحب المعظمة

لي الشرف بان اخبركم بورود كتابكم الكريم رقم ٢٢٤ المؤرخ في
 ١٤ ربيع ثان سنة ١٣٤٤ (١ نوفمبر سنة ١٩٢٥) والمعلق بتفسير
 المادة الثانية من اتفاقية حدّة .

القوافل التجارية ذات الاموال المحملة طرقتا معروفة سينفق عليها فيما يمد للدخول في منطقة الانتداب والخروج منها مع العلم ان هذه القيود لا تسرى على القوافل التجارية التي تعمر تجارتها على الابل والحيوانات ولا على المشائر التي تنتقل بمقتضى المواد السابقة من هذه الاتفاقية .
وتتمسك حكومة صاحب الجلالة البريطانية بان تحصل على غير ذلك من التسهيلات الممكنة للتجار من رعايا نجد العرب بمنطقة انتدابها .

المادة الرابعة عشر

تهتم هذه الاتفاقية نافذة ما دامت حكومة صاحب الجلالة البريطانية تكلف بالانتداب على شرقي الاردن .

المادة الخامسة عشر

قد دونت هذه الاتفاقية باللغة الانكليزية واللغة العربية ووقع كلا الطرفين المتعاقدين نسختين من النص العربي ونسختين من النص الانكليزي ويكون للنصين قيمة رسمية

المادة الثانية عشر

على كل من حكومتي نجد وشرقي الاردن ان تمنح حرية المرور لجميع المسافرين والحجاج بشرط ان يخضع هؤلاء للقوانين الخاصة بالسفر والحج المعمية في نجد وشرقي الاردن وعلى كل من هاتين الحكومتين ان تخيرا الحكومة الاخرى باي قانون قد تسنه في هذا الخصوص .

المادة الثالثة عشر

تتعهد حكومة صاحب الجلالة البريطانية بان تضمن حرية المرور في كل حين للتجار من وايما نجد لقضاء تجارتهم بين نجد وسوريا نهائياً وايهاً وان تحصل على الاعفاء من الضرائب الكمركية وغيرها لجميع الاموال العارة التي تجتاز منطقة الانتداب في مرورها من نجد الى سوريا او من سوريا الى نجد على ان يخضع التجار وقوافلهم لما قد يلزم من التفتيش الكمركي وان يكونوا حاملين وثيقة من حكومتهم تشهد انهم تجار مشروعون وبشرط ان تتبع

للملتجئين من البلاد التابعة للحكومة الأخرى • وبأن تنظر
 بمين الضغط إلى كل شخص من رعاياها يسمى لاستجلاب
 المشائر التابعين للحكومة الأخرى أو تشجيعهم على الانتقال
 من بلادهم إلى البلاد الأخرى •

المادة التاسعة •

ليس لحكومي نجد وشرقي الأردن أن تتخاطب مع رؤساء
 وشيوخ عشائر الحكومة الأخرى في الأمور الرسمية أو السياسية

المادة العاشرة

لا يجوز لقوات نجد وشرقي الأردن أن تتجاوز حدود
 بعضها البعض بقصد تعقب المجرمين إلا بمضى الحكومتين
 المادة الحادية عشر

لا يجوز لشيوخ العشائر الذين لهم صفة رسمية أو لهم
 رايات تدل على أنهم قوات مسلحة أن يظهروا راياتهم في
 أراضي الحكومة الأخرى •

وفقاً لمادات المشائر وبمعاينة المحكوم عليه كما جاء
في المادة الخامسة من هذه الاتفاقية .

المادة السابعة

لا يجوز لمشائر احدى الحكومتين اجتنياز حدود الحكومة
ال اخرى الا بعد الحصول على رخصة من حكومتهم وبعد
موافقة الحكومة الاخرى مع العلم انه لا يحق لاحدى الحكومتين
ان تمنع من اعطاء الرخصة او الموافقة اذا كان السبب في
انتقال المشيرة لداعي المرمى ، عملاً بمبدأ حرية الرمي .

المادة الثامنة

تتمسك حكومتا نجد وشرقي الاردن بان تقفا بكل ما لديهما
من الوسائل ، غير الطرق واستعمال القوة ، في سبيل انتقال
كل مشيرة او اخذ من احدى القطرين الى الاخر الا اذا
يجب جري هذا الانتقال بمعرفة حكومتهم ورضاها . وتمسك
الحكومتان بان تمنع من تقديم الهدايا ايما كان نوعها

الآخري اعتداءً يحتلزم عقاب مرتكبيه عقاباً صارماً من
 قبل الحكومة الناجمة لها وان رئيس المشيرة المعدية
 يعدّ مسؤولاً .

المادة السادسة

(أ) تؤلف محكمة خاصة بالاتفاق بين حكومتي نجد وشرقي
 الاردن تتلضمّن من حين لآخر للنظر في تفاصيل اي تعدد يقع
 من وراء الحدود ولاحصاء الاضرار والخسائر وتعيين المسؤولية
 ويكون تأليف هذه المحكمة من عدد متساو من ممثلي
 حكومتي نجد وشرقي الاردن وتعهده رئاستها الى
 شخص اخر من غير الممثلين المذكورين يتفق على اختياره
 الحكومتان . وتكون قرارات هذه المحكمة قطعية وناذرة .

(ب) يعدّ تعيين المسؤولية وتحقيق الاضرار والخسائر
 الناشئة من النزو واصدار المحكمة قرارها بذلك تقوم
 الحكومة التابع لها المحكوم عليه بتنفيذ القرار المذكور

البريطانية وحكومة نجد ، يتفق الفريقان على القيام بمخابرت
متواصلة بين المعتمد البريطاني في شرقي الاردن او مندوبه
وبين حاكم وادي سرحان .

المادة الرابعة

تتعهد حكومة نجد بمسئولة جميع الحقوق التي تتمتع بها
في وادي سرحان القبائل غير التابعة لنجد سواء كانت
حقوق الرعي او السكن او الملكية او ما يشبه ذلك من
الحقوق الثابتة بشرط ان تخضع تلك القبائل ما دامت
نازلة ضمن حدود نجد للقوانين الداخلية التي لا تنص
هذه الحقوق . وتعامل حكومة شرقي الاردن نفس المعاملة
واليا نجد المنتمين بحقوق ثابتة في شرقي الاردن
شبهية بالحقوق المذكورة .

المادة الخامسة

تتعترف كل من نجد وشرقي الاردن ان النزوح من
قبل العشائر القاطنة في اراضيها على اراضي الحكومة

آسيا مقياس واحد على مليون .

المادة الثانية

تتعهد حكومة نجد بأن لا تقيم أي حصن في كاف والأ
تستعملها و المنطقة في جوارها كنقطة عسكرية ، اما اذا
رأى حاجة في حين من الاحيان لا تخاف تدابير استثنائية
بجوار الحدود للمحافظة على الامن اولا في غرض اخر
يستوجب حمل القوات العسكرية المسلحة فتتعهد بان تخبر
حكومة صاحب الجلالة البريطانية بذلك في اقرب وقت .
وعلاوة على ذلك تتعهد بان تمنع قواتها من التمدي على
اراضي شرقي الاردن بكل ما لديها من الوسائل .

المادة الثالثة

منأ لسوء التفاهم الذي قد يحصل في الحوادث
التي تقع بقرب الحدود ، وتوثيقاً لسرى الثقة المتبادلة
بين الطرفين والتعاون الكلي بين حكومة صاحب الجلالة

المادة الاولى

يمتد خط الحد بين نجد وشرقي الاردن في الجهة الشمالية الشرقية من نقطة تقاطع دائرة الطول 39° (شرقي) ودائرة العرض 32° (شمالي) حيث تنتهي الحدود بين العراق ونجد ويمتد على خط مستقيم الى نقطة تقاطع دائرة الطول 37° (شرقي) بدائرة العرض 30° ، 31° (شمالي) فينبع دائرة الطول 37° (شرقي) الى نقطة تقاطعها بدائرة العرض 25° ، 31° (شمالي) ثم يمتد من هذه النقطة على خط مستقيم الى نقطة تقاطع دائرة الطول 38° (شرقي) بدائرة العرض 30° (شمالي) تاركاً مايزر من اطراف وادي سرحان لنجد ، ثم يتبع دائرة الطول 38° (شرقي) الى نقطة تقاطعها بدائرة العرض 30° ، 29° (شمالي) . اما الخريطة التي يرجع اليها في هذه الاتفاقية فهي الخريطة المعروفة بالدولية

No. 1423.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

نظراً للعلاقات الودية القائمة بين الحكومة البريطانية
 والسامية من جهة وسلطنة نجد وملحقاتها من جهة أخرى ،
 ونظراً لدعوتيهما في تعيين الحدود بين نجد وشرقي
 الاردن ولتسوية بعض المسائل المتعلقة بذلك ، اختارت
 الحكومة البريطانية السامية سيرجلمرت كلايتون ، كبي ،
 بي ، اي ، سي ، سي ، ام ، جي ، وعينته
 مندوباً مفوضاً عنها لمقابلة اتفاقية بهذا الشأن مع السلطان
 عبد العزيز بن عبد الرحمن آل فيصل آل سعود بالنيابة عن
 نجد ، وبناءً عليه قد اتفق السلطان عبد العزيز بن عبد الرحمن
 الفيصل آل سعود وسيرجلمرت كلايتون وتماهدا
 على المواد الآتية .

No. 1423. — AGREEMENT WITH THE SULTAN OF NEJD REGARDING CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE NEJD- TRANS-JORDAN FRONTIER. SIGNED AT BAHRA-CAMP, NOVEMBER 2, 1925.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

THE HADDA AGREEMENT.

THE HIGH BRITISH GOVERNMENT on its own part and HIS HIGHNESS, 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ĀL SA'UD, SULTAN OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES on behalf of the Government of Nejd, on his part, in view of the friendly relations which exist between them, being desirous of fixing the frontier between Nedj and Trans-Jordan and of settling certain questions connected therewith, THE HIGH BRITISH GOVERNMENT have named and appointed Sir Gilbert CLAYTON, K.B.E., C.B., C.M.G., as their Commissioner and Plenipotentiary, to conclude an Agreement for this purpose with SULTAN 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ĀL SA'UD on behalf of Nejd.

In virtue of which the said SULTAN 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R RAHMAN AL-FAISAL ĀL SA'UD and the said Sir GILBERT CLAYTON, have agreed upon and concluded the following Articles :

Article 1.

The frontier between Nejd and Trans-Jordan starts in the north-east from the point of intersection of meridian 39°E and parallel 32°N, which marks the termination of the frontier between Nedj and 'Iraq, and proceeds in a straight line to the point of intersection of meridian 37°E and parallel 31°30'N, and thence along meridian 37°E to the point of its intersection with parallel 31°25'N. From this point, it proceeds in a straight line to the point of intersection of meridian 38°E and parallel 30°N, leaving all projecting edges of the Wadi Sirhan in Nejd territory ; and thence proceeds along meridian 38°E to the point of its intersection with parallel 29°35'N.

The Map referred to in this Agreement is that known as the " International " Asia Map, 1 : 1,000,000.

Article 2.

The Government of Nejd undertake not to establish any fortified post at Kaf or utilise Kaf or the district in its neighbourhood as a military centre ; and should they at any time consider it necessary to take exceptional measures in the neighbourhood of the frontier with a view to the maintenance of order or for any other purpose, involving the concentration of armed forces, they engage to notify His Majesty's Government without delay.

The Government of Nedj undertake to prevent, by all the means at their disposal, any incursions by their forces into the territory of Trans-Jordan.

Article 3.

In order to avoid misunderstanding over incidents which may arise in the neighbourhood of the frontier, and to promote mutual confidence and full co-operation between His Majesty's Govern-

ment and the Government of Nejd, the two Parties agree to maintain constant communication between the Chief British Representative in Trans-Jordan or his delegate and the Governor of the Wadi Sirhan.

Article 4.

The Government of Nejd undertake to maintain all established rights that may be enjoyed in the Wadi Sirhan by tribes not under their jurisdiction, whether such rights appertain to grazing or to habitation, or to ownership, or the like ; it being understood that those tribes, so long as they reside within Nejd territory, will be subject to such internal laws as do not infringe those rights.

The Government of Trans-Jordan undertake to extend identical treatment to Nejd subjects who may enjoy similar established rights in Trans-Jordan territory.

Article 5.

The Governments of Nejd and Trans-Jordan severally recognise that raiding by tribes settled in their territories into the territory of the other State is an aggression which necessitates the severe punishment of the perpetrators by the Government to which they are subject, and that the chief of the tribe committing such aggression is to be held responsible.

Article 6.

(a) A special tribunal shall be set up, by agreement between the two Governments of Nejd and Trans-Jordan, which shall meet from time to time to enquire into the particulars of any aggression committed across the frontier between the two States, to assess the damages and losses and to fix the responsibility. This tribunal shall be composed of an equal number of representatives of the Governments of Nejd and Trans-Jordan, and its presidency shall be entrusted to an additional person, other than the aforesaid representatives, to be selected by the two Governments in agreement. The decision of this tribunal shall be final and executory.

(b) When the tribunal has fixed the responsibility, assessed the damages and losses resulting from the raid, and issued its decision in that respect, the Government to whom those found guilty are subject shall execute the aforesaid decision in accordance with tribal customs, and shall punish the guilty party in accordance with Article 5 of the present Agreement.

Article 7.

Tribes subject to one of the two Governments may not cross the frontier into the territory of the other Government except after obtaining a permit from their own Government and after the concurrence of the other Government ; it being stipulated, however, in accordance with the principle of the freedom of grazing, that neither Government shall have the right to withhold such permit or concurrence if the migration of the tribe is due to grazing necessities.

Article 8.

The two Governments of Nejd and Trans-Jordan undertake to stand in the way, by all the means at their disposal other than expulsion and the use of force, of the emigration of any tribe or section of a tribe from one of the two countries into the other unless its emigration takes place with the knowledge and consent of its Government. The two Governments undertake to abstain from offering any present of whatsoever kind to refugees from the territories of the other Government, and to look with disfavour on any of their subjects who may seek to entice tribes belonging to the other Government or to encourage them to emigrate from their country into the other country.

Article 9.

The Governments of Nejd and Trans-Jordan may not correspond with the Chiefs and Sheikhs of tribes subject to the other State on official or political matters.

Article 10.

The forces of Nejd and Trans-Jordan may not cross the common frontier in the pursuit of offenders, except with the consent of both Governments.

Article 11.

Sheikhs of tribes who hold an official position or who have flags showing that they are the leaders of armed forces may not display their flags in the territory of the other State.

Article 12.

Free passage will be granted by the Governments of Nejd and Trans-Jordan to travellers and pilgrims, provided they conform to those regulations affecting travel and pilgrimage which may be in force in Nejd and Trans-Jordan. Each Government will inform the other of any regulation issued by it in this matter.

Article 13.

His Britannic Majesty's Government undertake to secure freedom of transit at all times to merchants who are subjects of Nejd for the prosecution of their trade between Nejd and Syria in both directions : and to secure exemption from Customs and other duty for all merchandise in transit which may cross the Mandated Territory on its way from Nejd to Syria or from Syria to Nejd, on condition that such merchants and their caravans shall submit to whatever Customs inspection may be necessary, and that they shall be in possession of a document from their Government certifying that they are *bona fide* merchants ; and provided that trading caravans carrying merchandise will follow established routes, to be agreed upon hereafter, for their entry into and their exit from the Mandated Territory ; it being understood that the above restrictions will not apply to trading caravans whose trade is confined to camels and other animals, or to tribes migrating in accordance with the preceding Articles of the present Agreement.

His Britannic Majesty's Government further undertake to secure such other facilities as may be possible to merchants who are subjects of Nejd and who may cross the area under British Mandate.

Article 14.

This Agreement will remain in force for so long as His Britannic Majesty's Government are entrusted with the Mandate for Trans-Jordan.

Article 15.

The present Agreement has been drawn up in the two languages, English and Arabic, and each of the High Contracting Parties shall sign two English copies and two Arabic copies. Both texts

shall have the same validity, but in case of divergence between the two in the interpretation of one or other of the Articles of the present Agreement, the English text shall prevail.

Article 16.

The present Agreement will be known as the Hadda Agreement.

Signed at Bahra Camp on the 2nd November, 1925 (corresponding to the 15th Rabi' Thani 1344).

(Signed) Gilbert CLAYTON.
'ABDU'L-'AZIZ.

CORRESPONDENCE RELATING TO THE HADDA AGREEMENT.

HIS HIGHNESS 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ĀL SA'UD, SULTAN OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES, TO SIR GILBERT CLAYTON, K.B.E., ETC., HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

BAHRA, 14th Rabi' Thani 1344 (November 1, 1925).

YOUR EXCELLENCY,

In the Agreement relating to Trans-Jordan and Nejd provision is made for an undertaking on our part not to fortify Kaf or to make it a military centre. In one of our conversations, I asked Your Excellency to elucidate the meaning of "fortifications", and you explained that the construction of a wall round the villages concerned, according to the custom prevailing in the desert for the prevention of thefts and raids, as well as the construction of a military barracks for the housing of Public Security troops and the placing of a gun or a few machine-guns according to the requirements of public security, would not be considered as being fortifications of the kind which we undertook to abstain from erecting; but that such works would be considered as necessary for the preservation of order. The object of the present letter is to obtain clear confirmation of that from Your Excellency so that we should be perfectly explicit about our undertakings and leave no room for such misconstructions as might arise from the intrigues of mischief-makers. Respects.

'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN IBN SA'UD.

SIR GILBERT CLAYTON K.B.E. ETC., HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY TO HIS HIGHNESS 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ĀL SA'UD, SULTAN OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES.

BAHRA CAMP, November 2, 1925.

YOUR HIGHNESS,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 14th Rabi' Thani 1344 (November 1, 1925) relating to the interpretation of Article 2 of the Hadda Agreement.

In reply to Your Highness' enquiry, I would confirm the verbal statement I made in a recent conversation with Your Highness, namely, that it is difficult for anyone to define, fully and in detail,

¹ Communiquées par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by this Britannic Majesty's Foreign Office.

what is to be understood by the word " fortification " in such a manner as to cover all possible eventualities ; and that the best interpretation of that Article would be that which conforms to the spirit as to the letter of the Agreement, and rests on a sincere execution of its terms. For instance, if you desire to erect a wall, as is usual, or barracks for Public Security men other than military forces, or a small gun or a few machine-guns intended to repel brigands and aggressors, it will undoubtedly be open to you to do so, provided such preparations do not exceed the bounds of what is required for the maintenance of order, and do not constitute, in the judgment of the British military authorities, a menace to Trans-Jordan.

I have, etc.

Gilbert CLAYTON.

HIS HIGHNESS SULTAN 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL AL SA'UD, SULTAN OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES, TO SIR GILBERT CLAYTON, K.B.E., etc., HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

BAHRA CAMP, 15th *Rabi' Thani* 1344 (*November 2, 1925*).

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the discussions which have taken place concerning traders who are subjects of Trans-Jordan, I am not aware of an established and customary road used for passage through the Wadi Sirhan by traders from Trans-Jordan. Should it appear, however, that subjects of Trans-Jordan have an established and acknowledged right, recognised by those who are expert in such matters, to ply their trade from Syria and Trans-Jordan to the southern portions of Trans-Jordan by way of the Wadi Sirhan, then we hereby undertake to extend to them the same treatment as is extended to subjects of Nejd by the Government of Trans-Jordan in their transit to and from Syria.

(*Sealed*) 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN IBN SA'UD.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1423. — ACCORD CONCLU AVEC LE SULTAN DU NEDJED RELATIF A CERTAINES QUESTIONS CONCERNANT LES FRONTIÈRES ENTRE LE NEDJED ET LA TRANSJORDANIE. SIGNÉ A BAHRA-CAMP, LE 2 NOVEMBRE 1925.

LE HAUT GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, d'une part, et SA HAUTESSE 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, SULTAN DU NEDJED ET DE SES DÉPENDANCES, au nom du Gouvernement du Nedjed, d'autre part, considérant les relations amicales qui existent entre eux, et désireux de délimiter la frontière entre le Nedjed et la Transjordanie, ainsi que de régler certaines questions qui s'y rapportent, le HAUT GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a désigné et nommé sir Gilbert CLAYTON, K.B.E., C.B., C.M.G., en qualité de commissaire et plénipotentiaire pour conclure un accord à cet effet avec le SULTAN 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, au nom du Gouvernement du Nedjed.

En conséquence, ledit SULTAN 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, et ledit sir Gilbert CLAYTON, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

La frontière entre le Nedjed et la Transjordanie part, au Nord-Est, du point d'intersection du méridien passant par le 39° de longitude Est et du parallèle passant par le 32° de latitude Nord, qui marque l'extrémité de la frontière entre le Nedjed et l'Irak, et se dirige en droite ligne vers le point d'intersection du méridien qui passe par le 37° de longitude Est et du parallèle qui passe par 31°30' de latitude Nord; de là, elle suit le méridien qui passe par le 37° de longitude Est jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle qui passe par 31°25' de latitude Nord. A partir de ce point, la frontière se dirige en droite ligne vers le point d'intersection du méridien qui passe par le 38° de longitude Est et du parallèle qui passe par le 30° de latitude Nord, laissant dans le territoire du Nedjed tous les saillants avancés de l'Ouadi Sirhan, puis se dirige, en suivant le méridien qui passe par le 38° de longitude Est, jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle qui passe par 29°35' de latitude Nord.

La carte à laquelle on se réfère dans le présent Accord est la Carte « internationale » de l'Asie au 1/1.000.000.

Article 2.

Le Gouvernement du Nedjed s'engage à ne pas établir de poste fortifié à Kaf et à ne pas faire usage de Kaf ou de la région avoisinante comme centre militaire; si, à un moment quelconque, le Gouvernement du Nedjed jugeait nécessaire, en vue de maintenir l'ordre ou pour tout autre objet, de prendre, dans le voisinage de la frontière, des mesures exceptionnelles impliquant la concentration de forces armées, il s'engage à en aviser le Gouvernement de Sa Majesté sans délai.

Le Gouvernement du Nedjed s'engage à prévenir, par tous les moyens dont il dispose, toutes incursions de ses forces dans le territoire de la Transjordanie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Afin d'éviter tout malentendu concernant les incidents qui peuvent survenir dans le voisinage de la frontière, et afin de favoriser une confiance mutuelle et une coopération entière entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement du Nedjed, les deux Parties conviennent de maintenir une liaison constante entre le principal représentant britannique en Transjordanie, ou son délégué, et le gouverneur de l'Ouadi Sirhan.

Article 4.

Le Gouvernement du Nedjed s'engage à maintenir tous les droits établis dont peuvent jouir dans l'Ouadi Sirhan les tribus qui ne sont pas sous sa juridiction, qu'il s'agisse de droits de pâturage, d'habitation, de propriété ou d'autres droits analogues ; étant entendu que lesdites tribus, tant qu'elles résident dans les limites du territoire du Nedjed, seront assujetties aux lois intérieures qui ne portent pas atteinte aux droits en question.

Le Gouvernement de la Transjordanie s'engage à accorder un traitement identique aux sujets du Nedjed qui peuvent jouir de droits établis analogues dans le territoire de la Transjordanie.

Article 5.

Les Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie reconnaissent, chacun pour sa part, que les incursions dans le territoire de l'autre Etat, de la part de tribus établies sur leur propre territoire, constituent un acte d'agression qui exige que les coupables soient sévèrement punis par le gouvernement auquel ils ressortissent, et que le chef de la tribu qui se rend coupable de cet acte d'agression soit tenu pour responsable.

Article 6.

a) Il sera institué, par voie d'accord entre les deux Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie, un tribunal spécial qui se réunira de temps à autre pour procéder à une enquête sur les circonstances de tout acte d'agression commis de l'autre côté de la frontière qui sépare les deux Etats, évaluer le montant des pertes et dommages et établir les responsabilités. Ce tribunal sera composé d'un nombre égal de représentants des Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie, et la présidence en sera confiée à une personne supplémentaire autre que les représentants susmentionnés, qui sera choisie, d'un commun accord, par les deux gouvernements. La décision de ce tribunal sera sans appel et exécutoire.

b) Lorsque le tribunal aura établi les responsabilités, évalué les dommages et les pertes résultant de l'incursion, et formulé sa décision à cet égard, le gouvernement auquel ressortissent les coupables exécutera ladite décision conformément aux coutumes des tribus, et punira la partie coupable, conformément à l'article 5 du présent accord.

Article 7.

Les tribus qui ressortissent à l'un des deux gouvernements ne pourront traverser la frontière pour se rendre sur le territoire de l'autre gouvernement qu'après avoir obtenu un permis de leur propre gouvernement, et avec l'assentiment de l'autre gouvernement ; il est stipulé, toutefois, conformément au principe de la liberté de pâturage, qu'aucun des deux gouvernements n'aura le droit de refuser ledit permis ou ledit assentiment dans les cas où la migration de la tribu est due à la nécessité de trouver des pâturages.

Article 8.

Les deux Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie s'engagent à empêcher, par tous les moyens dont ils disposent, autres que l'expulsion et l'emploi de la violence, qu'une tribu tout entière ou une fraction de tribu n'émigre de l'un des deux pays dans l'autre pays, à moins que cette émigration n'ait lieu au su et avec le consentement de son gouvernement : Les deux gouvernements conviennent de renoncer à offrir des présents, de quelque nature que ce soit, aux réfugiés venant des territoires de l'autre gouvernement, et de considérer avec défaveur tous ceux de leurs sujets qui essaieraient d'inciter ou d'encourager des tribus appartenant à l'autre gouvernement à émigrer de leur propre pays dans l'autre pays.

Article 9.

Les Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie ne pourront entretenir, avec les chefs et les cheiks des tribus ressortissant à l'autre Etat, une correspondance relative à des questions d'ordre officiel ou politique.

Article 10.

Les forces armées du Nedjed et de la Transjordanie ne pourront franchir la frontière commune aux deux Etats pour poursuivre des délinquants ou criminels, sauf avec le consentement des deux gouvernements.

Article 11.

Les cheiks des tribus qui exercent des fonctions officielles ou possèdent des drapeaux indiquant qu'ils sont à la tête de forces armées, ne pourront déployer ces drapeaux sur le territoire de l'autre Etat.

Article 12.

Le droit de libre passage sera accordé par les Gouvernements du Nedjed et de la Transjordanie aux voyageurs et aux pèlerins, à condition que ces derniers observent les règlements relatifs aux voyages et aux pèlerinages, qui peuvent être en vigueur au Nedjed et en Transjordanie. Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement les règlements établis par eux à ce sujet.

Article 13.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage à garantir la liberté de transit, en tout temps, aux marchands qui sont ressortissants du Nedjed, pour l'exercice de leur commerce, entre le Nedjed et la Syrie dans les deux sens, et à assurer l'exonération des droits de douane et autres pour toutes les marchandises en transit qui pourront traverser le territoire sous mandat, au cours de leur transport, soit en provenance du Nedjed et à destination de la Syrie, soit en provenance de la Syrie et à destination du Nedjed, à condition que ces marchands et leurs caravanes se soumettent à toutes les formalités de visite douanière qui pourront être nécessaires, et qu'ils soient détenteurs d'un document émanant de leur gouvernement et attestant que ce sont réellement des négociants ; en outre, les caravanes commerciales qui transportent des marchandises devront suivre des itinéraires établis dont il sera convenu ultérieurement, tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire sous mandat ; il est entendu également que les restrictions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux caravanes commerciales qui font exclusivement le commerce des chameaux et autres animaux, ni aux tribus qui effectuent leur migration dans les conditions indiquées aux articles précédents du présent accord.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage, en outre, à garantir telles autres facilités qu'il sera possible d'accorder aux marchands ressortissants du Nedjed qui pourraient traverser la région placée sous mandat britannique.

Article 14.

Le présent accord demeurera en vigueur tant que le mandat pour la Transjordanie restera confié au Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Article 15.

Le présent accord a été établi en langue anglaise et en langue arabe ; chacune des Hautes Parties contractantes apposera sa signature sur deux exemplaires en anglais, ainsi que sur deux exemplaires en arabe. Les deux textes feront également foi, mais, en cas de divergence entre eux concernant l'interprétation de l'un quelconque des articles du présent accord, le texte anglais prévaudra.

Article 16.

Le présent accord sera connu sous le titre de « Accord Hadda ».

Signé au camp de Bahra, le 2 novembre 1925 (correspondant au 15 Rabi' Thani 1344.)

(Signé) Gilbert CLAYTON.

'ABDU'L-'AZIZ.

CORRESPONDANCE CONCERNANT L'ACCORD HADDA

SON ALTESSE 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, SULTAN DU NEDJED ET DE SES DÉPENDANCES, A SIR GILBERT CLAYTON, K.B.E., ETC., COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

BAHRA, 14, *Rabi' Thani* 1344 (1^{er} novembre 1925).

EXCELLENCE,

L'Accord relatif à la Transjordanie et au Nedjed prévoit un engagement de notre part, de ne pas fortifier Kaf, et de ne pas en faire un centre militaire. Au cours de l'une de nos conversations, j'ai demandé à Votre Excellence de bien vouloir préciser le sens du terme « fortifications », et elle a bien voulu m'expliquer que la construction d'une muraille autour des villages en question, conformément aux coutumes en usage dans le désert, en vue de prévenir les vols et les incursions, comme aussi la construction d'une caserne destinée à abriter les troupes de sûreté publique, et l'installation d'un canon ou de quelques mitrailleuses, selon les besoins de la sûreté publique, ne seraient pas considérées comme des fortifications du genre de celles que nous avons convenu de renoncer à élever, mais que les ouvrages de ce genre seraient considérés comme nécessaires au maintien de l'ordre public. La présente lettre a pour objet de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer ce qui précède afin que les engagements pris par nous soient parfaitement clairs, et en vue d'écarter toute possibilité d'interprétations erronées auxquelles pourraient donner lieu les intrigues de fauteurs de troubles.

Salutations respectueuses.

'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN IBN SA'UD.

SIR GILBERT CLAYTON, K.B.E., etc., COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, A SON ALTESSE 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, SULTAN DU NEDJED ET DE SES DÉPENDANCES.

CAMP DE BAHRA, 2 novembre 1925.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Altesse de sa lettre du 14 Rabi' Thani 1344, (1^{er} novembre 1925) concernant l'interprétation de l'article 2 de l'Accord Hadda.

En réponse à la demande de Votre Altesse, je désire confirmer la déclaration verbale que j'ai faite au cours d'une récente conversation avec elle, à savoir qu'il est difficile à qui que ce soit de définir exactement et en détail ce que l'on doit entendre par le mot « fortifications », de façon à englober toutes les éventualités possibles ; la meilleure interprétation de l'article en question serait celle qui s'inspire de l'esprit aussi bien que de la lettre de l'accord, et qui repose sur la mise à exécution sincère de ses clauses. Si, par exemple, Votre Altesse désire construire une muraille, comme c'est l'usage, ou élever une caserne pour les membres d'une force de sûreté publique autre que les forces militaires, ou encore monter un canon de petit calibre ou quelques mitrailleuses en vue de repousser les attaques des brigands et agresseurs, elle aura certainement toute faculté de le faire, à condition que les préparatifs en question n'aillent pas au delà de ce qui est nécessaire pour le maintien de l'ordre et ne constituent pas, de l'avis des autorités militaires britanniques, une menace envers la Transjordanie.

Veuillez agréer, etc.

Gilbert CLAYTON.

SON ALTESSE LE SULTAN DU NEDJED ET DE SES DÉPENDANCES, 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN AL-FAISAL ÂL SA'UD, A SIR GILBERT CLAYTON, K.B.E., etc., COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

CAMP DE BAHRA, le 15 Rabi' Thani 1344 (2 novembre 1925).

EXCELLENCE,

Comme suite aux pourparlers qui ont eu lieu au sujet des marchands qui ressortissent à la Transjordanie, il n'existe pas, que je sache, d'itinéraire établi et habituel pour le passage, à travers l'Ouadi Sirhan, des marchands venant de Transjordanie. Toutefois, au cas où il apparaîtrait que les sujets de la Transjordanie ont un droit bien établi et reconnu, admis par ceux qui sont experts en la matière, de se livrer au commerce entre la Syrie et la Transjordanie, d'une part, et les régions du sud de la Transjordanie, d'autre part, en traversant l'Ouadi Sirhan, nous nous engageons par la présente à leur accorder le même traitement que celui qui est accordé par le Gouvernement de la Transjordanie aux sujets du Nedjed, lors de leur passage en transit à destination ou en provenance de la Syrie.

(Sceau) 'ABDU'L-'AZIZ IBN 'ABDU'R-RAHMAN IBN SA'UD.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

